

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



SOMMAIRE

Chronique des événements mondiaux p. 3

Dialogue avec des militants "soviétiques"
(suite) p. 15

**La portée mondiale
de l'irruption des masses palestiniennes**
(compte rendu d'un cercle d'études marxistes
sur la Palestine, 28 octobre 2000) p. 35

**Allemagne : le PDS,
son caractère, son rôle politique** p. 49
(Par Werner Uhde)

**Belgique : la classe ouvrière
contre la dislocation du pays** p. 65
(Par Jean Revelli)

**De Porto Alegre à l'ONU
comme "représentante des peuples"**
(la politique du "Secrétariat unifié" aujourd'hui
et son rôle) p. 87
(Par François Forgue)

**La Banque mondiale,
les pauvres et les ONG** p. 105
(Par Miguel Cristobal)

Le trotskysme au Sri Lanka
(contribution à une discussion, première partie) .. p. 113
(Par Jean-Marc Schiappa)

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

Chronique des événements mondiaux p. 3

Dialogue avec des militants "soviétiques"
(suite) p. 15

**La portée mondiale
de l'irruption des masses palestiniennes**
(compte rendu d'un cercle d'études marxistes
sur la Palestine, 28 octobre 2000) p. 35

**Allemagne : le PDS,
son caractère, son rôle politique** p. 49
(Par Werner Uhde)

**Belgique : la classe ouvrière
contre la dislocation du pays** p. 65
(Par Jean Revelli)

**De Porto Alegre à l'ONU
comme "représentante des peuples"**
(la politique du "Secrétariat unifié" aujourd'hui
et son rôle) p. 87
(Par François Forgeux)

**La Banque mondiale,
les pauvres et les ONG** p. 105
(Par Miguel Cristobal)

Le trotskysme au Sri Lanka
(contribution à une discussion, première partie) .. p. 113
(Par Jean-Marc Schiappa)

LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

Chronique des événements mondiaux p. 3

Dialogue avec des militants "soviétiques" (suite) p. 15

La gauche mondiale de l'impérialisme des masses galiléennes (compte rendu d'un colloque à Moscou, 20-22 octobre 1960) sur la Palestine, 28 octobre 1960 p. 22

Allemagne : la FDS, son caractère, son rôle politique (Par Walter Ulbricht) p. 43

Belgique : la classe ouvrière contre la défection du pays (Par Jean Laveille) p. 52

De Porto Alegre à l'ONU : la politique de "socialisme noir" aujourd'hui comme "réprouvés des peuples" (la politique de "socialisme noir" aujourd'hui et son rôle) p. 57 (Par Francis Foch)

La Banque mondiale, les pays et les O.N.U. (Par Jean Laveille) p. 102

Le Trotskisme au Sri Lanka (contribution à une discussion écrite par) p. 113 (Par Jean Marie Schepel)

Chronique des événements mondiaux

Que de discours et de proclamations, en particulier depuis un an, sur le fait qu'avec le XX^e siècle, disparaissait de l'horizon la lutte des classes, était reléguée aux oubliettes la possibilité même d'une révolution sociale ! Que de louanges adressées "aux marchés", à la prospérité qu'ils entraînaient, à la vigueur invincible de l'économie américaine, aux avancées de la construction européenne !

Et pourtant, dans ces dernières semaines, le ton même de la presse internationale dément cette euphorie. Par exemple, le *Wall Street Journal* (14 décembre) écrit :

"Tandis que les nuages politiques couvrent les premières pages des journaux, les perspectives économiques se sont de leur côté largement assombries depuis les élections (...).

Dans les cinq semaines qui ont suivi, le Dow Jones a piétiné et le Nasdaq a chuté de 14 % (...). Les ventes au détail diminuent, les ventes d'automobiles chutent, la confiance des consommateurs n'est plus là ; les commandes ralentissent elles aussi et de grandes firmes annoncent des plans de licenciements massifs."

Et, il y a plusieurs semaines déjà, le *Washington Post* notait à propos de la situation au Moyen-Orient :

"Un mois d'insurrection palestinienne et de réaction violente israélienne a obscurci le paysage politique au Moyen-Orient et miné la diplomatie américaine dans la région."

Au-delà de ces réactions journalistiques, qui résultent de la situation, qu'est-ce qui est en jeu ?

Le système pourrissant fondé sur la propriété privée des moyens de production se survit économiquement par le recours sans cesse accru à la spéculation, entraînant l'aggravation de l'exploitation, car le profit — indépendamment des formes de sa réalisation — est fondé sur l'extraction de la plus-value.

L'impérialisme américain, clé de voûte du système impérialiste, fait face à une tâche impossible : chercher à maintenir une certaine stabilité de l'ordre mondial et, simultanément, poursuivre l'offensive anti-ouvrière, qui menace de destruction la principale force de travail, la force de travail du prolétaire. C'est dans ces conditions, qui sont nécessairement des conditions de crise, que l'impérialisme américain établit son "protectorat mondial", qui n'est en rien l'émergence d'un "supra-impérialisme" régulant harmonieusement les rapports entre les différentes bourgeoisies, mais au contraire un système de domination qui multiplie les contradictions.

Comme il est rappelé dans les *“Notes politiques présentées par la direction pour préparer le 42^e Congrès de la section française”* :

“Dès 1989-1990, nous avons analysé que l'impérialisme américain — qui, en aucune manière, ne peut être assimilé à un super-impérialisme — se verrait à chaque étape confronté, dans sa volonté d'imposer ses plans de démantèlement aux travailleurs et aux peuples, y compris aux travailleurs américains, à la résistance même des travailleurs et des organisations. En réalité, la période nouvelle sera celle d'une plus grande instabilité et d'une marche permanente à la dislocation et aux convulsions.”

Il est sans doute aisé de nier la lutte de classes par des phrases, mais il est plus difficile d'ignorer sa réalité. Où que l'on tourne les yeux, en Allemagne comme en Italie, en Chine comme en Argentine, en Grèce comme en Corée, la résistance des travailleurs se manifeste malgré les difficultés et les obstacles. La résistance à la surexploitation, à la déréglementation, se concentre dans la défense des plus petites conquêtes comme des plus générales, dans des conditions où la survie du système capitaliste exige la destruction de la moindre de ces conquêtes et met en cause par là même la démocratie.

La IV^e Internationale commence la préparation de son V^e Congrès mondial, préparation qui sera jalonnée par la tenue des congrès des sections. C'est ainsi que la section française, le Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs, va tenir son congrès dans les semaines qui viennent.

A cette occasion, ont été élaborées des notes, actuellement soumises à la discussion, qui expliquent :

“Nous avons résumé notre appréciation fondamentale de la période ouverte avec la chute du Mur de Berlin dans la réponse à la question : la révolution est-elle à l'ordre du jour ? Le rythme de la décomposition du système pourrissant de la propriété privée est plus rapide que le rythme de destruction de la force de travail qui met en œuvre les forces productives matérielles. Autrement dit, la décomposition des bases de la civilisation industrielle reste dépendante de l'extraction de la plus-value. Les luttes de classes sont devenues plus difficiles. La résistance à la surexploitation destructrice se concentre dans la résistance pour la défense des plus petites conquêtes arrachées. La révolution est nécessaire, inscrite dans les actions de classe, grèves, manifestations et, y compris, celles qui sont sabotées par les appareils. La révolution est inscrite dans la défense acharnée, difficile, des organisations indépendantes. La marche de la résistance, qui monte et descend au rythme destructeur de la nouvelle économie, se concentre dans la défense des syndicats, des conquêtes, qui cristallisent les positions de la classe : défense des systèmes de protection sociale, défense des statuts et des conventions collectives, défense de l'instruction, etc. La marche à la résistance dégage militants et cadres organisateurs, jeune génération susceptible de bâtir les organisations politiques indépendantes et, en premier lieu, les sections de la IV^e Internationale sur la ligne de l'Entente internationale des travailleurs. Les actions de classe s'achèvent le plus souvent par des reculs, mais laissent des traces dans la conscience de la classe ouvrière et de la jeunesse, renforçant les conditions pour imposer le front unique dégageant la lutte de classe de la tutelle des appareils.”

Ces notes placent au centre de la situation mondiale les développements révolutionnaires actuels au Moyen-Orient :

« Aujourd'hui, les développements de la situation au Moyen-Orient font voler en éclats tout l'ordre mondial sous protectorat américain, qui se concentrait de manière stratégique dans cette région du monde. A travers le soulèvement de la jeunesse et des travailleurs de Palestine, s'exprime l'impossibilité de stabiliser un quelconque ordre mondial fondé sur la négation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Est-il exagéré de dire que la nouvelle phase de la révolution palestinienne, qui a éclaté voilà quelques semaines après la provocation de Sharon sur l'esplanade de Jérusalem, constitue un segment de la révolution prolétarienne mondiale ? Est-il exagéré de dire que les développements révolutionnaires en Palestine en cette fin d'année 2000 confirment toute l'actualité du combat pour la révolution prolétarienne ?

La réponse à ces questions tient en deux observations.

a) D'une part, le caractère indiscutablement ouvrier du soulèvement palestinien. Il est extrêmement significatif que, pour la première fois, ceux qu'on appelle les "Arabes-Israéliens" — c'est-à-dire ces ouvriers palestiniens, généralement ouvriers du bâtiment, des travaux publics ou ouvriers agricoles, qui, se retrouvant à l'intérieur des frontières de 1947, se sont vu depuis lors reconnaître le statut de sous-citoyens israéliens, dotés d'un "chargé des affaires palestiniennes" —, ces ouvriers "arabes-israéliens" se sont pour la première fois massivement joints au soulèvement de l'ensemble du peuple palestinien. Ils ont ainsi établi leur jonction avec ces ouvriers de la bande de Gaza et des territoires de Ramallah, qui, à plusieurs reprises, ont été amenés à manifester contre l'oppression et l'occupation, et avec l'ensemble de la jeunesse de la région. Ce soulèvement au caractère ouvrier affirmé disloque la partition artificielle imposée non seulement par les frontières de 1967, mais par celles de 1947-1948.

Ainsi, au cœur même du combat légitime du peuple palestinien pour le droit à la terre et à la nation, s'inscrit la classe ouvrière, cette force de travail dont l'oppression et l'exploitation au Moyen-Orient prennent des formes particulièrement renforcées et intolérables, puisqu'aux règles générales de l'exploitation capitaliste s'ajoutent et se combinent les humiliations, les vexations, les discriminations, qui parquent ces ouvriers dans des zones à peine alimentées en eau, en électricité, et ne leur reconnaissent aucun droit.

b) D'autre part, l'impasse et l'échec dans lesquels se trouve enfermée la "solution", qui, au Moyen-Orient, est issue des accords d'Oslo et des accords de Camp David, est l'expression d'une impasse plus générale. Cette impasse (et l'échec du prétendu "processus de paix" en Palestine) ne fait que refléter l'impasse convulsive générale dans laquelle le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production à l'échelle mondiale tend à entraîner l'humanité. Ainsi, se trouve confirmé le point de vue de Lénine selon lequel il n'y a pas et il n'y aura pas de super-impérialisme.

Cette impasse, sous d'autres formes, s'exprime dans la crise d'effondrement de l'euro, manifestant que la monnaie unique n'est rien d'autre qu'un instrument de pillage de l'impérialisme le plus puissant, chassant sur les terres de ses anciens concurrents entrés en pleine dislocation. Elle s'exprime aussi dans les développements à venir, lourds de convulsions et d'explosions, en Chine, du fait de la mise en œuvre de la

politique de privatisation et d'ouverture de marché contenue dans l'accord Chine-Etats-Unis-OMC.

Les développements en cours, au Moyen-Orient et ailleurs, expriment toute l'actualité de la révolution permanente. L'accomplissement des tâches démocratiques et nationales se lie à l'affirmation même de la place du prolétariat et de sa capacité à se constituer en classe sociale indépendante, disposant d'organisations ouvrières indépendantes. Sous une forme particulièrement tragique, l'oppression du peuple palestinien s'inscrit dans une situation d'ensemble marquée par l'offensive de la classe capitaliste mondiale visant à détruire la force de travail, le sionisme n'étant en l'occurrence qu'un instrument particularisé de cette politique générale de l'impérialisme.

Plus que jamais, la solution politique au Moyen-Orient passera par l'établissement d'une Palestine laïque et démocratique sur tout le territoire historique de la Palestine. Les faits démontrent qu'il n'est aucune autre solution. Tout prétendu "réalisme" au nom duquel il faudrait accepter — même temporairement, même transitoirement — des bantoustans ou l'Etat croupion ne fait qu'aboutir à générer de nouveaux massacres et de nouvelles désolations.

Il faut souligner ici le rôle joué par l'appareil stalinien et ses satellites pablistes divers, ralliés depuis des années, au nom du "réalisme", à la revendication d'Etat croupion, de bantoustans, acceptant d'entériner la partition. Tous, chacun à sa place, ont exprimé leur ralliement à l'ordre mondial au nom du caractère inéluctable de l'économie de marché (rebaptisée parfois "économie sociale de marché").

Pour sa part, la IV^e Internationale (et sa section française) reste fermement sur l'orientation qui était celle de la IV^e Internationale dès 1947-1948, refusant la partition, l'Etat croupion et les bantoustans, affirmant la nécessité de la perspective historique d'une Palestine laïque et démocratique sur tout le territoire historique de la Palestine et de l'Assemblée constituante permettant à la nation palestinienne de se constituer en nation.

De quelle manière cette Constituante pourra-t-elle constituer la nation palestinienne ? Quelle place prendront dans cette Constituante les différentes composantes (arabe, juive, autres) vivant aujourd'hui en Palestine ? Le mot d'ordre de Constituante palestinienne, permettant à la nation palestinienne de se constituer en intégrant les deux composantes juive et arabe, est-il toujours d'actualité sous cette forme ? Ce point, parmi d'autres, devra faire l'objet d'un débat particulier lors du 5^e Congrès mondial de la IV^e Internationale. »

C'est dans ce cadre que la section française de la IV^e Internationale a tenu plusieurs réunions publiques (cercles d'études marxistes), qui ont permis d'avancer dans la réflexion politique en même temps qu'ils constituaient des points d'appui pour développer une large action unie de soutien au peuple palestinien, action dans laquelle s'engagent, partout dans le monde, les sections de la IV^e Internationale. Ce numéro de *La Vérité* publie de larges extraits de l'exposé présenté lors du cercle d'études marxistes sur la Palestine tenu à Paris le 28 octobre.

Près de quatre cents morts, des milliers de blessés — dont la moitié sont mutilés à vie — et, parmi ces victimes, une majorité de jeunes.

La Cisjordanie et Gaza étouffent dans un blocus meurtrier, "l'internement administratif" est établi pour les Palestiniens d'Israël, Clinton use des derniers jours de sa présidence pour "maintenir le contact" entre Barak et Arafat. On parle d'un nouveau partage, c'est-à-dire de l'établissement d'une barrière étanche entre l'Etat d'Israël et les "territoires", voire de transfert de populations.

En fait, l'impérialisme américain n'a d'autre voie que son implication de plus en plus directe. C'est ce que signifie la proposition de l'envoi d'une force d'interposition. Tout le Moyen-Orient — et au premier rang l'Etat d'Israël ravagé par une "tourmente politique", comme l'écrit le *New York Times* — est soumis à une tension dislocatrice. Cette crise, qui est une crise mondiale, s'exprime aux Etats-Unis : l'impérialisme américain doit intégrer toutes les contradictions qui sont à l'œuvre actuellement.

Des conditions dans lesquelles Bush a finalement été désigné comme président, il a parfois été dit que cela constituait une "crise électorale". En fait, il s'agit d'une crise politique sans précédent. Cette crise n'est pas née d'une différenciation politique entre les deux candidats. Si la campagne a été l'une des plus ternes (et au moment du vote, il n'y a eu qu'un électeur sur deux qui a participé au scrutin), qualifiée même de "narcotique" par la presse, c'est précisément parce que, sur tous les points essentiels, les deux candidats se rejoignent. La crise procède de la difficulté à appliquer ce programme commun aux démocrates comme aux républicains. Cette crise politique et institutionnelle résulte de la lutte des classes.

Si Gore et Bush se sont déchirés, c'est parce que la mise en œuvre de leur programme se heurte à la lutte des classes et que les sommets du capital financier se déchirent sur le choix des moyens pour le mettre en œuvre.

La défense de l'ordre mondial sous protectorat américain implique l'extension de l'intervention militaire directe, comme cela vient d'être souligné à propos du Moyen-Orient. Cet effort militaire accru vient sans doute à point, alors que le nouveau vice-président, Cheney, parle d'une "récession". Mais comment financer ces dépenses d'armement, sinon en aggravant les coupes massives dans les dépenses sociales, dans les services publics !

En même temps, les conditions mêmes de fonctionnement de l'économie capitaliste pourrissante conduisent à de nouvelles crises de "ralentissement" de l'économie américaine, "l'atterrissage en douceur" tant vanté menaçant de se transformer en chute brutale : General Motors vient d'annoncer dix mille licenciements...

Tout l'édifice est menacé.

Cela signifie qu'il faut redoubler les attaques contre la classe ouvrière, contre les droits et les acquis. Mais aux Etats-Unis, la résistance est nourrie par les conséquences de la crise politique et institutionnelle.

Un journaliste du *New York Times*, Thomas L. Friedman, appelait à la formation d'un gouvernement d'union entre Bush et Gore — c'était avant que Bush ait été déclaré élu —, car, expliquait-il, Bush ne pouvait être désigné que dans des conditions d'illégitimité telles que

"le public se rebellerait, et je me réfère ici à des manifestations de masse telles qu'on n'en a pas vues depuis la guerre du Vietnam, dès lors qu'il tenterait de faire passer sa politique".

Les camarades de "Socialist Organizer", l'organisation qui, aux Etats-Unis, agit sur la base du programme de la IV^e Internationale, préparent également un congrès de leur organisation. Comme ils le soulignent,

“la crise politique qui a suivi les élections de novembre 2000 a mis à jour le fait que le système électoral — en fait, toute la structure des institutions politiques du pays — est profondément antidémocratique”.

Cette conscience est particulièrement vive dans la population noire, dont toute l'histoire est marquée par le fait que son droit à voter a sans cesse été bafoué par la violence.

Cette crise ne dévoile pas seulement le caractère antidémocratique des institutions, elle met en cause directement le “système des deux partis”.

Cela met plus que jamais à l'ordre du jour le développement d'un parti ouvrier, d'un Labor Party rompant avec le Parti démocrate et le Parti républicain, et capable d'associer à sa construction la légitime volonté des travailleurs noirs de forger leur propre organisation politique.

Dans leur rapport préparatoire, les camarades notent que le Labor Party connaît aujourd'hui des difficultés dues au fait que, s'étant refusé à entrer dans la lice électorale, il

“a laissé le champ libre au parti vert (...). Mais il y a toujours présent dans le Labor Party des militants, des syndicalistes qui veulent que le Labor Party prenne sa place dans la bataille électorale et organisent les travailleurs dans leur combat. Ils luttent pour faire du Labor Party un véritable Labor Party.”

Il est souligné que, dans plusieurs Etats (notamment l'Ohio, le Nouveau-Mexique, la Caroline du Nord), les organisations locales du Labor Party se sont prononcées pour présenter des candidats dès 2001 — là où c'est possible — et d'une manière générale en 2002. Ce sentiment est aussi celui des dirigeants de l'organisation ouvrière noire “Black Workers for Justice”.



Déréglementation, mise en cause des Codes du travail, des lois, de tous les éléments qui entravent une exploitation sans limites : c'est là le programme de la “mondialisation”.

L'unité dans la résistance des travailleurs de tous les pays tend à s'affirmer dans ce combat contre la déréglementation.

C'est ainsi qu'en Russie, reliée à la défense des segments de propriété sociale contre leur privatisation, contre leur pillage au compte de l'impérialisme par les mafias issues de la “nomenklatura”, des militants syndicalistes ont engagé la lutte contre une tentative de destruction du Code du travail, qui aurait liquidé l'ensemble des garanties légales existantes. L'Entente internationale des travailleurs et des peuples a donné à ce combat une dimension internationale.

Nous venons d'apprendre que, pour la seconde fois, le gouvernement Poutine s'est vu contraint de reporter au mois d'avril la discussion de ce projet à la Douma.

C'est là la réalité du combat de la classe ouvrière, inséparable de la défense des segments de la propriété sociale. C'est en relation avec ce combat que s'affirme toute l'actualité de l'action de Trotsky, la signification de *La Révolution trahie*. C'est en relation avec ce combat que s'organise un dialogue entre la IV^e Internationale et des militants russes et ukrainiens, des “militants soviétiques”. Des éléments de ce débat sont rassemblés dans ce numéro de *La Vérité*.

Ce qui se passe en Russie doit être relié aux bouleversements qui ont eu lieu en Yougoslavie. Comme le disent les notes préparatoires au congrès de la section française de la IV^e Internationale :

« Sous des formes parfois confuses, ce qui s'exprime, c'est l'attachement des travailleurs aux segments de propriété sociale contre les privatiseurs, qu'il s'agisse des nomenklaturistes corrompus regroupés autour de Milosevic hier ou des candidats privatiseurs regroupés autour de Kostunica aujourd'hui. »

Les notes précisent :

« Les développements en Yougoslavie (parallèles à ceux du Moyen-Orient) ont vu, eux aussi, s'affirmer le caractère ouvrier au sein même du mouvement qui a chassé Milosevic. Certes, on ne saurait sous-estimer le poids des illusions qu'entretiennent les travailleurs de Yougoslavie (y compris les dirigeants de leurs syndicats indépendants) dans la politique des partis qui ont soutenu l'arrivée au pouvoir de Kostunica. Il est cependant important de souligner qu'au sein même des illusions, cherchent à s'affirmer les exigences spécifiques, le mouvement indépendant de la classe ouvrière de Yougoslavie.

Dans les reportages effectués par la presse (notamment anglo-saxonne), apparaît nettement la place prise par les travailleurs et leurs syndicats indépendants, qui, non seulement ont permis le renversement de Milosevic, mais ont inscrit dans le combat politique général sur la question de la démocratie et des élections des exigences particulières : refus des salaires de misère, des politiques de privatisation dictées par le Fonds monétaire international, rejet des directions corrompues qui se sont constituées sur la base des débris de la nomenklatura, reconverties avec l'appui bienveillant de Milosevic en agents directs des plans de privatisation du Fonds monétaire international.

Il est significatif que, dans le même mouvement qui a vu Milosevic chassé, ces travailleurs, leurs comités et leurs représentants aient, sans attendre la permission de Kostunica et souvent contre lui, procédé directement à l'éviction des dirigeants corrompus, affirmant la nécessité de préserver l'emploi, d'augmenter les salaires, etc. Significative est la déclaration de Kostunica : « A la surface des choses, il y a une transition pacifique et démocratique, mais sous cette surface, il y a une sorte de volcan qui n'est pas contrôlé » (cité par l'International Herald Tribune, le 12 octobre 2000).

Significatif également, le fait que la presse anglo-saxonne ait à cette occasion souligné que la propriété en Yougoslavie reste « propriété sociale » (ce sont ses termes).

C'est un épisode majeur du processus de révolution politique qui s'est déroulé en Yougoslavie. »

L'effondrement de l'appareil international du stalinisme n'a pas clos le chapitre du combat pour la révolution politique sous la forme du combat — segment de la révolution prolétarienne — pour la défense de la propriété sociale à l'Est de l'Europe.

Les développements de ce combat rejoignent la résistance de la classe ouvrière chinoise et son combat difficile et permanent pour constituer ses organisations indépendantes face à la catastrophe qu'entraîne la mise en œuvre du traité Etats-Unis-Chine sur l'entrée de celle-ci à l'OMC. Tout ce qui demeure des conquêtes

de la révolution chinoise, la souveraineté et l'unité mêmes de la nation chinoise sont en jeu.

L'offensive de déréglementation est, répétons-le, une offensive qui est menée dans tous les pays. Alan Greenspan, président de la Federal Reserve Bank des Etats-Unis, déclarait en août :

“L'Europe, il y a des décennies, a choisi de protéger ses travailleurs des aspects les plus durs de la concurrence du marché. Afin de décourager les licenciements, ces derniers ne sont possibles qu'au terme d'un processus coûteux et compliqué en comparaison avec ce qui se fait aux Etats-Unis.”

En clair, il faut en finir avec cela. Le 6 septembre, le *Financial Times* informe que la “Commission européenne devient plus exigeante avec les Etats membres au sujet de la politique de l'emploi. Bruxelles réclame une réforme des lois du travail.”

C'est dans ce cadre qu'à l'échelle européenne, se multiplient les attaques contre les systèmes de Sécurité sociale, les retraites, les Codes du travail, le statut des fonctionnaires... Partout aussi, face à ces attaques, les travailleurs cherchent la voie de la riposte. C'est ainsi, par exemple, que l'Espagne a connu, à l'appel des différentes fédérations de fonctionnaires, une grève générale de la fonction publique de vingt-quatre heures le 25 novembre, que plus de 40 000 manifestants ont défilé à Berne contre une modification des statuts des fonctionnaires fédéraux.

C'est dans le même cadre international, celui dicté par l'OMC, la Banque mondiale et le FMI, que des mesures du même type sont en préparation en Inde, où, dans l'Etat du Maharastra, dont la capitale est Bombay, le gouvernement a élaboré une réforme du cadre du travail, qualifiée par les syndicats de “*charte pour l'esclavage*”. Cette réforme vise en effet à détruire toute protection contre les licenciements, à écarter la majorité des travailleurs (ceux qui sont employés dans les petites entreprises) du champ d'application des lois.

C'est dans ce cadre que sont remises en cause, dénaturées, les conventions de l'OIT.

Aussi, l'initiative d'une conférence mondiale contre la déréglementation correspond aux problèmes les plus vitaux auxquels sont confrontés aujourd'hui les organisations ouvrières et les militants.

A l'origine de cette initiative, il y a d'abord la Conférence mondiale ouvrière ouverte pour la défense de l'indépendance des organisations syndicales et des droits démocratiques, conférence appelée en commun par l'Entente internationale des travailleurs et des peuples et l'AFL-CIO de San Francisco. Elle a réuni à San Francisco, du 11 au 14 février 2000, des représentants de toutes tendances venus de 56 pays.

Les 580 délégués ont lancé un appel aux travailleurs du monde, décidant que l'action devait se poursuivre et décidant de maintenir l'échange entre eux.

Pour cela, un comité de suivi se constituait et réunissait des représentants de l'AFL-CIO de San Francisco et de l'Entente.

Au mois de juin 2000, à Genève, alors que se tenait la conférence annuelle de l'OIT, des militants et des responsables syndicaux se sont réunis à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs, pour la défense des normes et des conventions de l'OIT. Cette réunion avait une signification particulière. Elle se tenait alors que, au nom de l'adaptation aux exigences de la mondialisation, l'OIT avait à son ordre du jour la révision — en fait, la destruction — de la convention 103 protégeant les droits des femmes en congé de maternité.

C'est à cette occasion que s'est constituée la commission internationale femmes travailleuses de l'Entente.

C'est à l'issue de cette réunion que les 150 militants présents faisaient la proposition d'une conférence mondiale contre la déréglementation.

Cette proposition était reprise par le comité de suivi de la conférence de San Francisco.

Puis, le 27 novembre, des militants ouvriers du SPD et des syndicats de la DGB décidaient de proposer Berlin comme lieu de cette conférence :

« Dans le monde entier, les travailleurs subissent, au nom de la globalisation et de la "nouvelle économie", une offensive des institutions financières internationales, du FMI et de la Banque mondiale, de l'OCDE et de l'Union européenne, contre leurs droits sociaux collectifs, contre la législation du travail, les conventions collectives et les statuts, et contre leurs systèmes de Sécurité sociale.

Cela entraîne des conséquences de plus en plus graves. Tous les acquis sociaux et ouvriers, le résultat de siècles de luttes, sont remis en cause pour abaisser le "coût du travail". Et cela touche aussi les organisations indépendantes, syndicales et politiques, des travailleurs. Dans tous les pays, les travailleurs et leurs organisations luttent contre cette évolution.

C'est une lutte défensive dramatique. Il y va de la défense de leurs conditions élémentaires de travail et de vie, de la défense de l'indépendance des organisations du mouvement ouvrier. Pour beaucoup de travailleurs et des peuples entiers, c'est une lutte pour la survie.

Le FMI et la Banque mondiale ont à maintes reprises averti que c'était une tâche urgente que de déréglementer et restreindre les acquis ouvriers et démocratiques, acquis arrachés par la lutte et étendus et défendus dans toute l'Allemagne par les travailleurs unis depuis 1989 : le système de Sécurité sociale, le système des conventions collectives et les relations de travail protégées par la loi. La pression dans ce sens s'accroît sur le gouvernement et les syndicats.

C'est ainsi qu'on presse le gouvernement d'imposer, contre la résistance venant des syndicats et du SPD, la "réforme" du système solidaire des retraites. Cette "réforme" abaisse le niveau de la retraite légale et introduit une retraite par capitalisation. Elle rompt avec un acquis historique de l'Etat social (...).

L'application d'une telle politique par le gouvernement de Gerhard Schröder menace d'aboutir à un heurt frontal avec les plus larges couches de la population, les travailleurs, les syndiqués et leurs organisations, avec les militants sociaux-démocrates (...). La volonté de ne plus voir les syndicats asservis au "pacte pour l'emploi" se renforce. Nous savons que cette résistance qui se développe en Allemagne contre la politique de déréglementation s'étend aussi à l'échelle internationale. Au centre de cette résistance, il y a la défense des conventions collectives, du Code du travail, des acquis sociaux dans tous les pays et, au plan international, la défense des conventions de l'OIT (...).

C'est pourquoi nous appelons à la préparation d'une "conférence internationale contre la déréglementation", point d'appui pour une contre-offensive internationale des travailleurs (...).

Notre conférence s'adresse à tous les travailleurs et à leurs organisations dans le monde entier. Elle n'entre pas en concurrence avec les organisations nationales et internationales existantes. Elle n'entre en concurrence avec aucune autre initiative. Dans le même esprit que la conférence mondiale ouvrière ouverte de San Francisco, elle est ouverte à tous les courants du mouvement ouvrier et démocratique qui voient dans la résistance à la déréglementation une nécessité élémentaire pour l'avenir des travailleurs et de l'ensemble de l'humanité.

C'est pourquoi les signataires décident de se constituer en comité de préparation de cette conférence. Nous tous, qui voulons nous engager pour la réalisation de cet objectif, vous invitons à y prendre part. Nous proposons au comité de suivi de la conférence mondiale ouvrière ouverte de San Francisco de constituer ensemble le comité international pour la préparation de la conférence. »

Berlin, le 27 novembre 2000

Cet appel de militants ouvriers allemands est explicite. Pour eux, à juste titre, la préparation et la tenue de la conférence mondiale contre la déréglementation sont étroitement liées au refus, par la classe ouvrière allemande, des diktats de la Banque mondiale et du FMI exigeant *"de déréglementer et de restreindre les acquis démocratiques et ouvriers"*. Le fait que cette conférence se tienne en Allemagne est relié à la bataille politique qui, se nouant sur la question des retraites, se heurte à toute la politique de régression sociale qui est au cœur du dispositif de l'Union européenne, au centre du "sommet de Nice", bataille qui se réfracte dans toutes les organisations ouvrières.

A la suite de cet appel, le comité de suivi de la conférence de San Francisco s'est associé aux militants allemands qui prenaient cette initiative pour constituer ensemble un comité de préparation.

La IV^e Internationale place au centre de l'activité de ses sections la défense de l'indépendance des organisations ouvrières.

C'est pourquoi elle ne sépare pas son activité et les discussions préparatoires à son 5^e Congrès mondial de l'activité commune que ses sections et ses militants mèneront, à égalité de droits et de devoirs, avec tous les militants, toutes les composantes qui partagent les conclusions de l'appel à la conférence mondiale contre la déréglementation.

En même temps, elle développe ses propres positions, ses analyses et, publiquement, elle donne les éléments, les discussions qu'elle mène dans la préparation de son congrès mondial.

En effet, les problèmes qui y sont abordés recourent ceux qu'est amené à discuter tout militant ouvrier qui se situe sur le terrain de la défense de l'indépendance de la classe ouvrière.

C'est cette méthode que la IV^e Internationale et ses sections appliquent en toute circonstance, dans toutes les campagnes, menées dans l'unité avec d'autres courants, avec des militants qui ne partagent pas nécessairement les conclusions de la IV^e Internationale, qu'il s'agisse de la campagne mondiale pour sauver la vie de Mumia Abu-Jamal ou du soutien apporté aux efforts de jeunes militants de tous les pays pour avancer vers une organisation révolutionnaire indépendante de jeunesse.

L'impérialisme, dans sa phase de décomposition, est amené à mener jusqu'au bout sa politique destructrice, à provoquer les pires affrontements dans les nations

en voie de constitution et à nourrir ces affrontements dans celles qui sont déjà constituées. C'est à la classe ouvrière et à ses organisations regroupées sur la base de la défense de ses intérêts de classe qu'il revient nécessairement d'être le facteur principal assurant l'unité des nations et des peuples face aux plans de démantèlement et de division de l'impérialisme.

C'est ainsi que pour revenir à l'exemple de l'Inde donné plus haut, les tentatives de liquidation du Code du travail se combinent avec la remise en cause de l'unité de l'Inde. Et le 15 novembre, à Bombay, l'un des grands centres industriels de l'Inde et la capitale de l'Etat du Maharastra, une grande manifestation, à l'appel de toutes les organisations syndicales de la ville et de l'Etat, s'est tenue contre les privatisations et contre les modifications du Code du travail préparées par le gouvernement.

Le Trade Union Solidarity Committee (un organisme qui assure la liaison entre différentes organisations syndicales indépendantes de Bombay) a joué un rôle important dans la réalisation de cette unité. Son porte-parole, le camarade N. Vasudevan (qui a participé à de nombreuses activités et conférences de l'Entente et qui était l'un des délégués de l'Inde à la conférence mondiale de San Francisco), nous a écrit pour souligner le caractère unitaire du rassemblement du 15 novembre, où étaient présents les représentants des fédérations du chemin de fer, des assurances, des fonctionnaires, des banques, ainsi que le HMKP (qui regroupe notamment à Bombay les employés des services publics, les syndicats indépendants — c'est-à-dire qui n'appartiennent pas à une fédération — et les trois confédérations principales, l'AITUC, la CITU — liée aux deux partis communistes — et le HMS — affilié à la CISL).

150 000 employés du gouvernement de l'Etat se sont dressés ensemble contre les projets gouvernementaux de démantèlement des services publics. Ce même 15 novembre, à l'échelle de toute l'Inde, 1 500 000 employés des banques d'Etat étaient en grève contre la privatisation.

James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, était en Inde, où, comme le souligne la presse, *"il a défendu le principe d'accorder des prêts aux Etats régionaux qui se conforment le mieux aux directives de la banque"*, ce qui met directement en cause la souveraineté de l'Inde et menace celle-ci de démantèlement. Dans le cas du Maharastra, Wolfensohn a insisté auprès du gouvernement de l'Etat sur la nécessité d'avancer vers la privatisation du secteur de l'énergie pour que la banque accorde de nouveaux prêts. C'est ce que dénonce la déclaration du TUSC, qui a été l'un des éléments de la préparation de la manifestation du 15 novembre.

Sur le même plan, alors que se déchaînent, manipulés par l'impérialisme, les affrontements prétendument "ethniques" en Afrique — notamment en Côte-d'Ivoire —, que des tentatives du même ordre sont en cours en Indonésie, il est important de rappeler qu'un appel à la paix en Afrique de l'Ouest a été lancé par l'Union ouest-africaine des syndicats de l'énergie et de l'eau.

Parce qu'il faut abaisser le "coût du travail", parce qu'il faut tenter de détruire tout ce qui assure l'existence indépendante de la classe ouvrière, les processus de démantèlement des nations ne se développent pas que dans le cas d'Etats récemment constitués. L'exemple de la Belgique est de ce point de vue significatif. C'est pourquoi l'article écrit par un militant de la section belge de la IV^e Internationale que nous publions dans ce numéro nous paraît un élément important de la discussion internationale.

Sans le concours des appareils, eux-mêmes décomposés, de l'appareil de la prétendue Internationale socialiste comme des forces issues de l'effondrement de la bureaucratie stalinienne, l'impérialisme ne pourrait mener l'offensive qu'il a déchaînée contre le droit des travailleurs, l'indépendance des organisations ouvrières, la démocratie. Dans leurs organisations, dans leurs luttes, les travailleurs cherchent à réaliser l'unité sur la base de leurs revendications, de leur résistance, de leur rejet de la barbarie montante. Pour s'opposer à cette résistance, pour la dévoyer, un rôle particulier est tenu par des forces qui, apparemment, se situent "à gauche" de la politique officielle des directions. Ce sont ces forces, quels que soient leur masque ou l'étiquette dont ils s'affublent, qui, par les moyens de la confusion, en prétendant "humaniser" la "mondialisation capitaliste", multiplient les obstacles et les pièges pour bloquer le mouvement de courants et de militants qui cherchent à se retrouver sur le terrain de l'indépendance de classe.

C'est l'une des tâches de la IV^e Internationale que de démonter les mécanismes de ces manœuvres. C'est pourquoi, dans ce numéro de *La Vérité*, on trouvera un article consacré au forum social de Porto Alegre et au "Secrétariat unifié", un article sur les ONG et la Banque mondiale et, enfin, un article sur le PDS allemand, le parti issu de la bureaucratie d'Allemagne de l'Est, et sur son rôle actuel pour enrayer la mobilisation des travailleurs de toute l'Allemagne contre la liquidation de leurs droits.

Enfin, dans le cadre de la préparation du 5^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, qui doit revenir sur le bilan de la IV^e Internationale, un premier article de discussion est consacré au rôle de la direction révisionniste "pabliste" internationale dans la destruction politique d'une des plus fortes sections de la IV^e Internationale en Asie, celle du Sri Lanka.

La Vérité

Dialogue avec des militants "soviétiques" (suite)

Rappelons les termes de la conversation privée entre Alexandre Yakovlev, l'un des proches collaborateurs de Gorbatchev, et le dirigeant de la RDA, Erich Honecker : *"Sans la perestroïka, nous aurions ultérieurement à faire face à une révolution qui pourrait être aussi violente que la révolution d'Octobre."* Le caractère mensonger du programme de ce représentant des privilèges du régime bureaucratique peut être mesuré par les faits : le 25 octobre (7 novembre) 1917, il n'y eut *"ni pillage, ni pogrome. Tout s'est déroulé dans le calme."*

Comment s'est formée la caste bureaucratique parasitaire, qui s'est révélée comme le fer de lance de l'impérialisme en procédant à la liquidation des conquêtes de la révolution d'Octobre, en procédant à la destruction, pour le compte du rétablissement de la propriété privée des moyens de production, de la privatisation des transports nationalisés, de la destruction du monopole des banques et du commerce extérieur, etc. ?

La question de la bureaucratie — dont découlent toutes les autres questions — est évidemment centrale.

Ayant reçu, depuis l'article publié dans le précédent numéro de *La Vérité* (1), d'autres contributions, nous avons pensé qu'il était indispensable, préalablement à la poursuite de l'examen des problèmes qu'elles soulèvent, de porter à la connaissance de nos lecteurs l'ensemble de ces documents reçus de Russie et d'Ukraine. Ce faisant, il nous a semblé que cette méthode permettra d'élargir le champ de la discussion libre et démocratique.

En publiant dans ce numéro de *La Vérité* l'intégralité des textes reçus, et pas seulement des extraits, nous invitons nos lecteurs à nous envoyer réflexions, critiques, contributions, élargissant ainsi les bases d'une élaboration collective.

Notre premier article était consacré essentiellement à démontrer que la fallacieuse théorie du "*socialisme dans un seul pays*", inventée de toutes pièces par Staline en 1924, remettait complètement en cause le caractère et le contenu de la révolution d'Octobre.

Dans un troisième article, qui paraîtra dans la prochaine livraison de *La Vérité*, nous traiterons la question de la bureaucratie dans son ensemble.

(1) « *Dialogue avec des militants "soviétiques"* », *La Vérité*, n° 26, nouvelle série (n° 632), septembre 2000.

Lettre politique aux correspondants de Russie

Il y a dix ans, les travailleurs de RDA ont renversé le Mur de Berlin, qui séparait la capitale historique de l'Allemagne en deux à la suite des accords de Yalta signés entre Staline, Churchill et Roosevelt, qui avaient coupé toute l'Allemagne et son peuple (ainsi que la lointaine Corée) en deux.

Que voulaient les manifestants ? La démocratie et la réunification de leur pays, la fin du monopole du parti unique et de sa police, la Stasi, au bénéfice de la bureaucratie-nomenklatura et de ses privilèges. Ils voulaient réunir ce qu'en fait ils avaient conquis en RDA (la propriété collective des moyens de production, le plein emploi, le droit au travail pour tous, l'instruction pour tous, la protection sociale, la législation en faveur des femmes travailleuses) et ce que le mouvement ouvrier allemand avait conquis en RFA (la liberté d'opinion, le droit de manifester, le droit de grève, la liberté de s'organiser, l'existence d'un puissant syndicat indépendant). Cela signifiait pour eux le pouvoir pour le peuple de décider lui-même...

Un officier de la Stasi dit dans une confession :

« Nous n'avions pas d'instruments pour comprendre ce que fut plus tard la "révolution pacifique" du peuple. Les dossiers et les listes auxquels nous avions

jusque-là attaché tant d'importance perdirent soudain toute leur valeur. Car nous avions le "peuple" devant nous. »

Et le peuple a fait céder la bureaucratie et son appareil policier.

Dix ans après, sur quoi a débouché cette victoire du peuple ? D'un côté, sur la réunification de l'Allemagne que voulaient les manifestants ; de l'autre, sur la privatisation totale de l'économie de l'ex-RDA, qu'ils ne demandaient pas, imposée par le FMI, la Banque mondiale et l'Union européenne, privatisation à laquelle la nomenklatura a collaboré et qui a supprimé près des deux tiers des emplois qui y existaient et plongé des dizaines de milliers de travailleurs de l'ex-RDA dans la précarité ou le chômage.

Comment expliquer qu'une victoire ait pu produire à ce jour des fruits aussi amers ? C'est qu'elle a suscité aussitôt une intense mobilisation de toutes les forces du capital et de ses serviteurs des partis qu'au cours de son histoire la classe ouvrière avait forgés pour se défendre, ce qui rend plus difficile pour les travailleurs la défense de leurs intérêts.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, l'Internationale socialiste, à laquelle ont adhéré plusieurs anciens partis communistes (dont l'un des plus puissants de l'après-guerre,

l'ancien PC italien, devenu PDS), affirme avec une grande netteté sa volonté de mettre en œuvre toutes les mesures exigées par le capital mondial : déréglementation, dérégulation, flexibilité, privatisations massives, destruction des services publics

Le nouveau président de l'Internationale socialiste, le Portugais Guterres, formé par l'Eglise catholique portugaise, l'a dit avec une clarté aveuglante : il veut réformer la Banque mondiale, le FMI et l'ONU, et pour ce faire il veut que "*l'Internationale socialiste puisse jouer un rôle dans ces réformes en collaboration avec le Parti démocrate américain*", c'est-à-dire le parti de Bill Clinton. Guterres désire élaborer un accord général avec Bill Clinton, qu'il considère "*comme le principal partenaire dans le dialogue pour la recherche d'une nouvelle architecture des relations internationales*".

Voilà qui en dit long sur ce que seraient ces relations internationales : Bill Clinton, qui avait pour seul et unique objet de disloquer la Yougoslavie et d'y détruire ce qui restait des nationalisations imposées par les ouvriers ; c'est l'homme des bombardements quotidiens en Irak depuis le début de son mandat présidentiel ; c'est l'homme de la mondialisation, qui veut organiser la déréglementation généralisée et universelle au nom de la liberté absolue du commerce, c'est-à-dire supprimer toutes les entraves à la prise de contrôle de tous les secteurs de l'économie par le capital américain ; c'est l'homme qui — il le dit sans ambage — veut réformer le FMI et la Banque mondiale pour les soumettre plus étroitement encore aux intérêts et aux exigences du capital américain désireux de contrôler le marché mondial, l'économie mondiale, le commerce mondial, de tout privatiser, de tout réglementer.

Gerhard Schröder, dans une interview au *Monde* (20 novembre), donne la dimension de cette subordination quand il affirme : "*Les fonctionnaires doivent se comporter moins comme un pouvoir public que comme un prestataire de service*." Si le service public est transformé en "prestataire de service", il doit être rentable. On a vu, avec les chemins de fer

britanniques, où menait cette mutation : la sécurité coûte cher et n'est pas rentable, la santé coûte cher et n'est pas rentable, la protection sociale coûte cher et n'est pas rentable. Les transformer en "prestations de services", c'est les détruire. C'est ce que veut Clinton. Pour le faire aujourd'hui, ils ont besoin de gouvernements de "gauche", comme le gouvernement de l'ancien communiste D'Alema, qui a brutalement réduit les retraites en Italie et qui organise la régionalisation du pays conformément aux exigences de l'Union européenne.

Les anciens dirigeants "communistes" jouent un rôle d'appoint essentiel dans cette tentative de subordonner le mouvement ouvrier à la "mondialisation" capitaliste. Ainsi, c'est à l'initiative de l'ancien dirigeant du PC italien, D'Alema, que s'est tenu à Florence, les 20 et 21 novembre 2000, un sommet dit "progressiste" sur la mondialisation, qui a réuni avec lui Bill Clinton, Tony Blair, Gerhard Schröder, Lionel Jospin, le président brésilien Fernando Cardoso, le nouveau président de l'Internationale socialiste, Antonio Guterres, et le président de la Commission européenne, Romano Prodi, chargé de pousser les gouvernements européens à respecter les exigences des traités de Maastricht-Amsterdam, c'est-à-dire sabrer leurs dépenses sociales et privatiser, et donc détruire, les services publics. Lorsque D'Alema affirme la nécessité d'un "*consensus entre les exigences de l'économie et les impératifs du consensus politique*", il affirme la nécessité pour le capital de réaliser l'unité politique pour faire passer les exigences de la mondialisation (dérégulation, déréglementation, baisse du coût du travail, etc.). Au moment où les trusts concentrent et "dégraissent" (Nissan annonçant 21 000 suppressions d'emplois, Michelin 7 500, etc.), D'Alema ose chanter la gloire des "*entreprises*", qui, d'après lui, "*créent le travail*".

De la même façon, c'est l'ancien dirigeant communiste russe Eltsine, l'ancien premier secrétaire du PC de Sverdlovsk, ancien membre du comité central et du bureau politique, qui a organisé la dislocation de l'URSS, voulue par les Américains, en décembre 1991, et qui, aujourd'hui,

autres catégories, qui souvent se confondent : 2) la deuxième catégorie, majoritaire, est celle issue de parents qui gagnent mieux que la moyenne, mais qui, néanmoins, doit de temps à autre travailler parallèlement, les parents ne parvenant pas à subvenir à tous les besoins de leurs enfants — il faut savoir que ces parents, que l'on peut classer parmi les couches moyennes vivant en Russie (et qui sont Russes, Arméniens, Géorgiens, Moldaves, etc.), touchent en général bien moins que leurs équivalents d'Europe de l'Ouest et seraient sans doute considérés comme "pauvres" en Occident ; 3) la troisième catégorie, plus pauvre, est celle qui a dû économiser de nombreuses années pour permettre à ses enfants d'étudier.

Une minorité d'étudiants, enfin, essaie de subvenir aux études en travaillant, ce qui relève d'un pari très difficile à tenir. Le problème étant que, pour cela, il faut trouver un travail à mi-temps suffisamment rémunéré. C'est très rare.

Lorsqu'un étudiant décide de changer de domaine d'études, la deuxième formation à l'université est toujours payante ; en outre, il y a absence de possibilité de redoubler plus d'une fois son année d'études. Cela aggrave les chances de réussite des catégories les plus défavorisées et accroît les inégalités sociales.

En URSS, l'Etat garantissait l'obtention d'un poste de travail après l'obtention d'une formation supérieure. Pour pouvoir obtenir son diplôme, l'étudiant devait travailler soit là où l'Etat jugeait avoir besoin de lui, et donc lui imposait, selon la formation acquise, de travailler un an, deux ans ou trois ans dans un lieu de son choix, soit l'étudiant pouvait, dans la limite des offres proposées, choisir entre deux, trois, quatre possibilités de postes de travail.

Actuellement, ironiquement, les étudiants de la plupart des universités peuvent "choisir" de rester travailler dans le domaine de l'enseignement, parce que les universités et les écoles, manquant de moyens financiers et n'étant pas en mesure de les payer correctement, manquent d'enseignants. Ce qui rend le travail d'enseignant peu attractif et a pour consé-

quence une désaffection massive, qui met en péril la reproduction du corps des enseignants. Le manque chronique d'enseignants peut être illustré par les exemples suivants : M^{me} Galina Znamenskaia, de l'université linguistique d'Etat de Moscou (anciennement université Maurice-Thorez), laquelle est très âgée. Elle a plus de 80 ans (certains disent 84, d'autres 86 ans !). M^{me} Svetlana Ermolayeva, âgée de 75 ans, et encore bien d'autres...

La tendance à la privatisation se développe. Dans de nombreuses universités, ont été créées des facultés payantes pour les étrangers et ceux des étudiants russes qui n'ont pas réussi leurs examens d'entrée. Par ailleurs, de nombreuses universités privées et payantes ont été créées. A Moscou, par exemple, l'université de Natalia Nesterova, qui enseigne le management, le marketing, les langues étrangères (surtout l'anglais), ou encore l'Institut international de publicité, une université de droit, etc.

Mais les universités d'Etat faisant leurs preuves dans leur capacité à se reconverter à l'économie de marché restent les universités dont les diplômes sont les plus reconnus. Toutefois, les universités privées gagnent du terrain, et les diplômes de certaines d'entre elles seront probablement dans un proche avenir parmi les plus reconnus. En outre, elles bénéficient souvent d'un soutien des universités étrangères (américaines, allemandes), par exemple par le moyen de l'échange de professeurs bien payés. Il faut dire ici que, rien qu'à Moscou, il y avait déjà, en 1998, 800 entreprises allemandes ...

Les conditions de logement : Du temps de l'Union soviétique, les conditions de logement étaient meilleures et le nombre d'étudiants dans la capitale venant d'autres villes était beaucoup plus important qu'aujourd'hui. Actuellement, non seulement les étudiants provenant des autres villes sont moins nombreux, mais ils sont confrontés à un manque chronique de chambres, dont l'état est devenu, faute d'investissements, déplorable.

Les manques de moyens techniques : D'après le rapport remis en 1994 au

Premier ministre de la Fédération de Russie, intitulé *"La destruction du système d'éducation dans le secondaire"*, *"plus de 60 % des écoles sont privées d'installations sanitaires"*. Et d'après le ministère de l'Education, *"21 % des écoles sont privées de chauffage central"*. J'ai moi-même fait l'expérience de ce problème à la bibliothèque de la Fédération de Russie des langues étrangères, à Moscou. Cette bibliothèque, la plus grande des langues étrangères, a été pendant quelques semaines privée de chauffage, et cela en plein hiver. Nous devons travailler par des températures de l'ordre de 10 à 12 degrés. C'était il y a moins d'un an.

La santé des étudiants reflète celle de la population. Une minorité a accès aux soins, devenus très chers. Ainsi, le plombage d'une dent dans un cabinet privé coûte 250 roubles et plus (soit 65 francs et plus), alors qu'une bourse s'élève en moyenne à 250 roubles et qu'une retraite, par exemple, varie entre 800 et 900 roubles (entre 200 et 225 francs). Il faut savoir qu'en Russie, du fait des carences alimentaires — très répandues, elles touchent la majorité de la population —, beaucoup de gens doivent aller, ou plutôt devraient aller chez le dentiste. Ceux qui y vont, y vont d'ailleurs plusieurs fois par an. A l'université dans laquelle j'ai étudié, et il faut rappeler que cette université est considérée comme une université d'élite, plus de la moitié des étudiants et étudiantes ont de mauvaises dents. Surtout, je ne sais pas l'expliquer, les étudiantes. Dans mon groupe de travail, par exemple, sur dix personnes, huit avaient de mauvaises dents.

Il faut dire quelque chose sur **l'état de la santé de la population en Russie**. D'après le rapport du programme des Nations unies pour le développement, de l'été 1999, la transition économique et les bouleversements des années 1990

"ont été désastreux pour une vaste partie de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale, menant à une pauvreté généralisée, une chute alarmante de l'espérance de vie, des inégalités croissantes entre les sexes, une chute des investissements dans l'éducation, la faillite de la santé publique et l'expansion des maladies, du crime, de la violence nationaliste et des suicides".

Ce rapport montre comment ces pays ont été poussés dans *"une grande crise économique"*, plongeant *"plus de 100 millions de gens dans la pauvreté, avec plusieurs millions qui se maintiennent à peine au niveau de subsistance minimale"*.

Le rapport cite des chiffres de la Banque mondiale, qui montrent qu'en 1989, près de 14 millions de gens de l'ancien bloc soviétique vivaient avec moins de quatre dollars par jour, alors que, dans la moitié des années 1990, leur nombre est monté à près de 147 millions, soit entre dix et onze fois plus.

Après le krach économique russe, en août 1998, le nombre de ceux qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté a explosé de 40 %. La pauvreté est endémique, pendant que la malnutrition affecte des millions de personnes. Le rapport de l'ONU fourmille de faits tels que le triplement entre 1989 et 1994 du nombre de femmes enceintes en Russie qui souffrent d'anémie. En Moldavie, une enquête a montré qu'entre 20 % et 50 % des enfants souffraient de rachitisme par manque de vitamines A. L'incapacité de l'Etat à payer régulièrement les salaires et les allocations diverses continue à être la raison majeure de la pauvreté. (Rien qu'en 1992, après la première année de ladite "thérapie de choc", les salaires réels ont chuté de plus d'un tiers et la consommation personnelle moyenne est tombée de plus de 40 %.)

Le rapport de l'ONU montre une expansion de l'inégalité de la répartition des richesses et des revenus. Le rapport mondial sur le développement humain de 1997, publié par l'ONU, cité dans *Informations ouvrières*, du 5 au 11 janvier 2000, constatant la dégradation générale des conditions sanitaires dans le monde dans les années 1990, montre que :

"La situation sanitaire est encore pire en Europe de l'Est et dans les pays de la Communauté des Etats indépendants (c'est-à-dire les Etats qui furent membres de l'Union soviétique), où le taux de mortalité est reparti à la hausse, tant chez les adultes que chez les enfants (...).

La malnutrition est elle aussi en augmentation. En Ukraine, l'apport journalier

lier moyen en calories s'est effondré, passant de plus de 3 500 calories en 1989 à 2 800 en 1994. Ce sont les enfants qui pâtissent le plus de ce recul.

En Russie, les nouveaux cas de diphtérie chez les enfants ont été multipliés par 30 (...). Et la plupart des habitants n'ont aucune certitude quant aux soins sur lesquels ils peuvent compter en cas de problèmes : les équipements médicaux se détériorent et leur renouvellement est hautement improbable."

Selon l'Institut national des statistiques de Russie, dans un rapport rendu public en mars 1999, la durée de vie de la population masculine dans ce pays est revenue à ce qu'elle était à la fin du XIX^e siècle :

"40 % environ de jeunes de 16 ans ne vivront pas jusqu'à 60 ans."

Dave Hudson, dans son article "Prospects of Resistance by Workers to Capitalist Restoration in Russia", paru dans le journal américain *Socialist Action*, d'octobre 2000, écrit :

"Il y a ainsi un coût énorme en vies humaines. Depuis la chute du Mur de Berlin, il y a eu un déclin de l'espérance de vie dans presque toute la région (...). Les derniers chiffres montrent que les hommes vivent en moyenne seulement jusqu'à l'âge de 58 ans ! Cela signifie que plusieurs millions de gens n'ont pas survécu dans les années 1990 et qu'ils auraient survécu si le niveau de l'espérance de vie avait été maintenu."

Lettre de Tchernychev, secrétaire régional du Parti ouvrier communiste de Russie (Mourom) (1)

Nous avons lu avec beaucoup d'attention votre lettre.

En Russie, nos médias nous cachent ce qui se passe dans les syndicats et dans le mouvement ouvrier à l'Ouest.

Ce qui se passe en RDA se passe aujourd'hui en Russie. On pille et on vole la Russie. On piaille sur "le mauvais socialisme". Et, pour détourner l'attention des ouvriers et éviter le châtiement, on les dresse contre les communistes, le pouvoir soviétique, le socialisme. Et tout cela est orchestré par le FMI et la Banque mondiale. Tout ce qui a été construit par le peuple pendant soixante-quinze ans est criminellement privatisé et piétiné. Les dirigeants du Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR) (2) ont trompé leur peuple et les membres de base de leur parti. Gorbatchev, Eltsine ont proclamé leurs réformes, et l'idéologie bourgeoise mensongère s'est mise à triompher et à prospérer dans les médias.

Gorbatchev et sa suite se sont mis à écarter les ouvriers et les paysans des comités du parti. Les liens avec les travailleurs se perdaient depuis longtemps. La direction du PCFR a dégénéré, s'est

transformée en une bourgeoisie communiste. Si ça, ce sont des réformes, alors, qu'est-ce donc que le sabotage économique ?

Pendant les années de réforme :

- La Russie a perdu 8 millions d'hommes. Personne n'est à l'abri de la balle d'un bandit et de la bombe d'un terroriste dans sa propre maison.

- La moitié de notre industrie a été détruite.

- L'agriculture s'est effondrée.

- 50 millions de Russes ne sont pas en état de se nourrir et de nourrir leur famille.

- 20 millions d'individus sont au chômage, 10 millions sont sans domicile et sont des réfugiés.

- 5 millions d'enfants en âge scolaire ne vont pas à l'école. Il y a dans le pays un million de "bezprisomiki" (enfants orphelins et abandonnés).

- 500 milliards de dollars ont été volés au peuple et emportés à l'étranger.

- La jeunesse n'a pas d'avenir. Elle n'a qu'une seule "perspective" : devenir de la

(1) Tchernychev est cheminot.

(2) Le PCFR est le parti de Ziouganov.

chair à canon, une réserve de main-d'œuvre à bon marché.

Le gouvernement de Poutine continue la politique d'Eltsine. De nouvelles réformes : le Code du travail visant à liquider les droits des travailleurs, à les transformer en esclaves, la réforme communale, la hausse des prix des loyers, du gaz, de l'électricité. Tout cela est en marche.

Leur politique écrase les syndicats alternatifs, écrase la classe ouvrière.

Les dirigeants et les idéologues du PCRF ne développent pas ce thème quand on critique le socialisme et les communistes. C'est étrange, mais c'est un fait, ils craignent de discuter de ce thème. Ils se voient déjà membres de la bourgeoisie communiste.

**Tchernyov, secrétaire régional
du Parti communiste ouvrier de Russie**

L'Union de la jeunesse s'adresse à la jeunesse révolutionnaire ukrainienne

Les années 1998-2000 ont été marquées par l'aggravation des contradictions de classe en Ukraine. Le grand capital monopolistique s'unissant au pouvoir d'Etat a conduit notre pays à un système politique oligarchique.

A notre avis, c'est le caractère pillard des "réformes", réalisées selon les schémas du Fonds monétaire international, qui est à la racine de notre détresse économique. La privatisation ne suit pas chez nous un cours normal, elle a abouti à ce que 5 à 7 % de la population possèdent 80 à 90 % de la richesse nationale. Pendant les années de "réformes", les prix ont été multipliés par cent pour les consommateurs, tandis que les salaires de l'immense majorité de la population n'augmentaient pas. Le résultat ? 90 % de la population vivent dans la pauvreté. La différenciation sociale est extrême, la société est à bout de patience. Le pays est au bord d'une situation révolutionnaire, quand *"en haut on ne peut plus et qu'en bas on ne veut plus"*.

La jeunesse voit que notre gouvernement nous propose un avenir d'esclaves. Au 1^{er} juin 2000, la dette extérieure de l'Ukraine était de 10,6 milliards de dollars et la dette intérieure de 23,2 milliards de grivnas.

11 % des jeunes étaient en deçà du seuil de pauvreté en 1992, 45 % le sont en 2000. L'inégalité augmente : les revenus

des plus riches sont douze fois plus élevés que ceux des plus pauvres. Un salaire normal devrait être de 78 dollars par mois, en réalité il est de 45 dollars, et il faut 28 dollars par mois pour se nourrir. Ces chiffres expliquent pourquoi l'explosion sociale menace.

Les luttes sociales se multiplient, elles sont mieux conduites et plus efficaces. En 1997, 26,2 % des jeunes ont participé à des manifestations contre des mesures gouvernementales ; en 1999, 31,8 %, soit presque le tiers. De plus en plus de jeunes sont prêts à résister à toute aggravation des conditions de vie, y compris par des actions radicales. 2 % sont prêts à des actions extrémistes. De nouvelles tendances sont apparues.

A l'heure actuelle, presque 43 % des jeunes (de 18 à 26 ans) sont sans travail. A la fin de leurs études supérieures, seulement 31 % des étudiants trouvent un travail correspondant à leur spécialité. Il faut noter que la fermeture de nombreuses écoles techniques a accru le chômage des jeunes. En 1998, le Conseil des ministres a décidé la fermeture de 600 écoles techniques ; cela signifie que 600 000 jeunes sont privés de formation professionnelle. Chaque année, 80 000 jeunes, sans formation ni expérience, ne trouvant de place ni dans l'enseignement général ni dans l'enseignement technique, se retrouvent chômeurs, délinquants, meurent sous l'effet de la drogue ou de l'alcool. En

moyenne, en 2000, 18 000 enfants ne sont pas scolarisés. Ce sont les résultats du capitalisme. En Ukraine, le droit à l'instruction gratuite dans une école secondaire, professionnelle ou technique est inscrit dans la loi. Mais en fait, les ressources manquent, les parents doivent payer en partie les professeurs, même si c'est illégal. Cette situation corrompt l'instruction.

Un autre grave problème est celui de la santé des jeunes.

En Ukraine, presque 90 % des enfants, des élèves et des étudiants ont des problèmes de santé. Depuis 1996, le nombre d'enfants handicapés s'est accru de 28 000, ils sont maintenant 153 000, dont plus de 78 % âgés de 7 à 14 ans.

Les maladies du système nerveux sont la première cause de handicaps ; la deuxième, ce sont les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl.

Les organisations qui devraient défendre les droits et les intérêts des jeunes se sont mises, de fait, au service de la bourgeoisie.

Même sans être dogmatique, on ne peut s'allier au mouvement "de gauche", qui est profondément stalinien.

Pendant la dernière décennie, se sont développés des mouvements progressistes de jeunes : féministes, écologistes, antifascistes... Ces mouvements, s'ils s'al-

lient avec nous et les organisations ouvrières, peuvent constituer la base sur laquelle se reconstruira une nouvelle gauche.

Il est temps que se créent de nouvelles organisations pour défendre les intérêts sociaux de la jeunesse et lutter contre la déréglementation mondiale et nationale.

En Ukraine, les mouvements de jeunesse et syndical indépendant ont été détruits. Il faut avancer l'idée de la fondation d'un mouvement syndical étudiant indépendant, qui, avec les autres organisations ouvrières et paysannes, pourraient constituer, sur une base marxiste, un parti ouvrier puissant.

Nous, jeunes marxistes, devons nous unir. Ce n'est que par nos efforts communs que nous pourrons édifier un monde plus juste.

Mais il ne faut pas oublier qu'il est impossible de vaincre la déréglementation et d'édifier le socialisme dans un seul pays. La révolution est un processus international. L'union des forces progressistes du monde entier peut seule mener à la victoire dont nos parents et nos grands parents ont rêvé. Nous, la nouvelle génération de combattants, devons dresser l'étendard du marxisme et le porter aux masses.

L'union fait notre force.

Quelques données sur la situation économique et sociale en Russie

1. Au cours de la période allant de 1992 à 1998, la production industrielle a chuté de 18 % en 1992, de 14,1 % en 1993, de 20,9 % en 1994, de 4,1 % en 1995, de 4 % en 1996 ; elle a augmenté de 1,9 % en 1997, pour rechuter de 5,2 % en 1998. Au total, elle représente en 1998 moins de la moitié de ce qu'elle était en 1992 (49,5 %).

Pour les mêmes années, la production agricole enregistre les baisses suivantes : 9 % en 1992, 4,4 % en 1993, 12 % en 1994, 7,6 % en 1995, 5,1 % en 1996. Elle augmente de 0,1 % en 1997 et retombe de 12,3 % en 1998. L'agriculture, en 1998, produit 58,9 % de ce qu'elle produisait en 1992.

Le produit intérieur brut par habitant est passé de la quarantième place mondiale, en 1991, à la quatre-vingt-quinzième en 1998. Si l'on se réfère à *"l'indicateur des développements humains"*, le recul est tout aussi notable : la Russie occupait le trente-quatrième rang en 1991 et le soixante et onzième en 1997.

Selon les critères des "experts", 47,5 % des entreprises russes dans l'industrie ne sont pas "rentables" (dans l'énergie, 28 % "seulement" ; dans la métallurgie non ferreuse, 63 % ; dans la filière bois, 70 % ; dans l'industrie textile, 60 %), et doivent donc être liquidées.

Depuis 1992, il y a eu deux vagues de privatisations. L'une, qui s'est terminée en 1994 et qui a vu, sur un total de 205 000 entreprises, 110 000 privatisées, dont 85 000 de petits commerces, cafés, restaurants et ateliers de services. La deuxième phase a commencé le 1^{er} juillet 1994, sous la forme de privatisations monétaires (coupons actions), qui ont donné lieu à toutes sortes de scandales sur le rachat des actions, mais n'ont pas néanmoins beaucoup débouché. Le 1^{er} avril 1997, il y a eu une relance de ces privati-

sations, qui seront en fait peu nombreuses, mais vont porter sur les plus beaux fleurons de l'économie russe : sociétés pétrolières, GAZPROM, télécommunications.

Les derniers résultats du "baromètre économique russe" montrent ainsi que si le tandem salariés-managers détenait toujours en 1999 une position prépondérante par rapport aux actionnaires extérieurs (respectivement 48 % et 45 %), l'écart tend néanmoins à se réduire (59 % et 36 % en 1995). Par ailleurs, dans ce tandem salariés-managers, la part des salariés est passée de 52 % à 33 % en 1999, au profit de celle des dirigeants (de 7 % à 15 %).

2. Les conséquences sociales :

a) Les chiffres officiels du chômage en Russie sont de 11 %. Le salaire moyen officiel est 67,8 dollars.

b) Une baisse du niveau de vie incalculable, parce qu'il ne s'agit pas seulement des salaires, mais également de tout ce qui était acquis dans les revenus avec le droit à la santé, à l'instruction, aux loisirs, aux vacances. Les 10 % les plus riches de la population ont perçu 34,3 % des revenus du pays sur les neuf premiers mois de l'année 2000. Dans le même temps, les 10 % de plus pauvres n'ont touché que 2,4 % des revenus du pays. Le clivage entre riches et pauvres est le suivant : 20 % des plus riches se partagent 50 % du revenu du pays, alors que les 20 % des plus pauvres n'en ont que 6,1 %.

Le revenu réel a officiellement augmenté de 123 % en septembre 2000 par rapport à septembre 1999. Mais il reste encore inférieur de 19,5 % à ce qu'il était en septembre 1997, avant la crise financière d'août 1998. Les prix ont augmenté dans l'année 2000 de 14,1 %.

c) Les privatisations-liquidations avec licenciements massifs et arriérés de salaires. Aujourd'hui, remise en cause du Code du travail.

d) Appauvrissement généralisé. Selon l'UNICEF, 50 millions de citoyens russes se trouvent officiellement en dessous du seuil de pauvreté, soit 36 % de la population, contre 23 % avant la crise d'août 1998. Leur revenu se situe en dessous du minimum vital, estimé à 250 francs !

e) Remise en cause du droit à la santé. En 1970, le taux de mortalité infantile en Russie était de 23 (et en Allemagne de 24). Il était, en 1993, de 29 en Russie et de 6 en Allemagne. L'âge moyen en Russie était, pour la période des années 1980, de 67,6 ans pour un homme : il est tombé à 64,1 ans.

Selon une étude du CNRS de juillet 1997, un enfant sur sept arrive malade en première année d'école. Sur 36,8 millions d'enfants, 12 millions vivent en dessous du seuil de pauvreté et 400 000 sont invalides. Ce sont là les résultats de la remise en cause de la gratuité des soins et de la fermeture d'hôpitaux.

3. La mafiosisation de l'économie, dont on donne beaucoup d'exemples avec les nomenklaturistes, a une source :

Si l'on étudie la structure du commerce extérieur Russie-Allemagne, on peut constater que les exportations de la Russie vers l'Allemagne sont à 32,2 % des matières premières, à 54,9 % des semi-produits et à 10,9 % des produits finis.

A l'inverse, si l'on prend la structure des exportations de l'Allemagne vers la Russie, on peut constater que les matières premières représentent 1,2 %, les semi-produits 1,2 % et les produits finis 80,7 %. Ce sont des chiffres sans appel.

Concernant les aides à la Russie et les investissements, les aides internationales sont décidées à Washington, mais versées largement par l'Allemagne. Les "prêts" du gouvernement allemand s'élèvent à 75 milliards de marks et les banques allemandes ont de leur côté prêté 54 milliards

de marks. Pour comparaison, il faut noter que les banques américaines n'ont prêté que 16 millions de marks.

Contrairement à ce qui est dit, les investissements allemands ne sont pas les premiers en Russie. Ils n'atteignent même pas un milliard de dollars, sur un total de 9,2 milliards de dollars d'investissements étrangers. Le premier investisseur étranger, avec 4,2 milliards de dollars, soit près de 50 % du total des investissements, ce sont les Etats-Unis (pétrole, gaz, énergie, extraction, matières premières : bref, le pillage des richesses et du sous-sol russe).

Cette mafiosisation de l'économie russe est partie prenante de la mafiosisation de l'économie mondiale. Outre le fait que, chaque mois, environ 2,5 milliards de dollars sont déposés sur des comptes mafieux dans le monde, une enquête d'Interpol a établi ce qui suit :

"Pour blanchir les capitaux des divers trafics, les parrains (des clans des républiques de l'ex-URSS) les envoient de Hongrie à leurs délégués de Londres, qui les transfèrent aux Etats-Unis. Une fois blanchies, ces fortunes reviennent à leur détenteur via les banques anglaises. On redoute que, d'ici peu, la City ne soit considérée comme le premier centre mondial d'affaires mafieuses" (Le Dossier noir des mafias russes, H. Blanc).

Tous les chiffres donnés sont très relatifs, compte tenu de la situation du pays. Selon des experts russes, le secteur informel représenterait de 30 % à 70 % du PIB !

Extraits de *7 jours Europe* (6 novembre 2000) :

« A l'issue du sommet qui s'est tenu à Paris le 30 octobre 2000, l'Union européenne et la Russie ont adopté une déclaration conjointe, qui réaffirme l'importance particulière qu'elles attachent au renforcement de leur partenariat stratégique, fondé sur les principes de la démocratie, du respect des droits de l'homme, de l'Etat de droit et de l'économie de marché. La politique de réforme engagée en Russie, le commerce et l'énergie ont été abordés longuement (...). Pour les dirigeants de l'Union européenne et de la Fédération de Russie, ce

sixième sommet depuis l'entrée en vigueur de l'accord de partenariat et de coopération marque une nouvelle étape des relations (...). Les Européens, par la voix de Jacques Chirac, président en exercice du Conseil européen, et de Romano Prodi, le président de la Commission européenne, ont insisté sur l'objectif prioritaire de coopération future : soutenir les réformes institutionnelles, économiques et sociales (...).

Le président de la Commission européenne, Romano Prodi, a clairement mis l'accent sur "la disposition des Européens et des Russes à travailler ensemble pour le long terme dans tous les domaines de l'énergie, pétrole, gaz naturel, électricité". Avec le souci pour les Européens d'assurer l'approvisionnement énergétique à long terme, c'est-à-dire jusqu'en 2020. Romano Prodi veut faire confiance, pour ce plan, à l'industrie privée. Un groupe de travail a été

constitué pour approfondir ces questions : "L'Union européenne est un facilitateur des investissements privés. Nous avons discuté avec la Russie des conditions indispensables pour l'égal traitement pour les investissements pour travailler dans ce domaine aussi" (...).

Le président de la Fédération de Russie n'a pas caché qu'à ses yeux, l'essor démocratique dépendait aussi du renforcement des échanges économiques : "Pour la Russie, il s'agira d'un phénomène positif, puisque, je ne crains pas de le dire, cela incitera mon pays à avoir recours à des procédures, à des normes démocratiques, qui, en définitive, serviront son développement économique. Voilà pourquoi c'est sans hésiter que nous allons participer à ce processus, sans l'accélérer d'une manière artificielle, en agissant d'une manière concertée, réfléchie, en faisant appel à nos experts". »

Lettre du conseil de l'Union de la jeunesse ukrainienne

**(groupe constitué il y a six ans sous la forme d'un "syndicat",
nommé Action directe,
en fait, un regroupement politique de 80 à 100 membres)**

Je m'excuse pour notre long silence. Peut-être savez-vous que notre syndicat Action directe s'est désintégré. Une partie de ceux qui se prétendent de la "nouvelle gauche" ont abandonné l'activité militante ou ont concentré leur attention sur des actions théâtrales. C'est pourquoi, avec des camarades d'autres régions de l'Ukraine, avons-nous fondé une autre organisation, dénommée l'Union de la jeunesse, qui comporte une cinquantaine de membres. La majorité des membres de notre Union sont des étudiants, des jeunes enseignants, des jeunes ouvriers et des militants syndicalistes.

En Ukraine, la législation syndicale a été modifiée, Action directe n'est plus une organisation syndicale. Pour construire

une nouvelle organisation syndicale, il est indispensable d'avoir des représentants dans la majorité des facultés du pays et d'être enregistrés auprès de l'administration de ces facultés. C'est pourquoi nous avons décidé de ne pas recréer un syndicat, mais, pour l'instant, de concentrer notre activité pour diffuser chez les étudiants et les jeunes travailleurs les idées de la protestation contre la globalisation du marché, l'exploitation sociale et le réformisme des partis "de gauche" existant en Ukraine, contre la politique gouvernementale de collaboration avec le FMI, l'Union européenne et la Banque mondiale. C'est à cette fin que nous avons fondé le bulletin *Notre position*, qui est devenu notre porte-voix parmi la jeunesse.

Dans ce bulletin, nous essayons de donner une information objective sur les événements qui se déroulent dans le monde, sur le mouvement ouvrier international et syndical, sur la situation des travailleurs en Ukraine et aussi sur la manière d'améliorer cette situation. *Notre position* a un tirage de 300 exemplaires et est diffusé parmi les militants syndicaux et ouvriers, les étudiants et la jeunesse lycéenne, dans la majorité des provinces du pays.

Dans chaque numéro (il en est déjà sorti neuf), nous utilisons les documents que vous avez la gentillesse de nous envoyer. C'est ainsi que nous continuons à nous considérer comme une partie du mouvement international des travailleurs à la tête duquel se trouve l'Entente internationale des travailleurs. L'Union de la jeu-

nesse se tient fermement sur les positions du marxisme, c'est pourquoi nous voudrions développer notre collaboration dans le cadre de la IV^e Internationale.

Nous nous adressons à vous pour vous demander de nous aider à développer la collaboration entre notre Union de la jeunesse et l'Entente internationale et la IV^e Internationale. Nous avons besoin de votre soutien, et aussi d'un puissant soutien international de l'Entente internationale. Il est impossible de se battre contre la déréglementation, contre l'offensive de la réaction capitaliste en restant isolé sur le plan national. Nous en avons fait l'amère expérience au cours de notre activité dans l'Action directe. On ne peut mener une lutte effective que dans un puissant mouvement international solidaire.

Evgueni Kozlov et Jean-Jacques Marie éditent en commun un bulletin *Tribune d'information et de discussion*, "tribune" qui sort en même temps en français et en russe (1). Le comité de rédaction de *La Vérité* publie le texte de Evgueni Kozlov pour la discussion, ainsi que toute contribution qui lui parviendra.

Principes théoriques pour l'élaboration du programme du Parti ouvrier marxiste

(projet présenté par E. A. Kozlov [Leningrad],
membre du comité exécutif du Mouvement pour un parti ouvrier)

1. — Le niveau actuel de développement des forces productives dans le monde a créé les conditions objectives nécessaires pour le succès de la révolution prolétarienne. Le mode de production capitaliste a perdu son rôle progressif : non seulement il freine le développement ultérieur de la civilisation, mais il la menace d'anéantissement.

2. — La principale contradiction de notre temps est la contradiction entre le caractère social de la production et la forme privée de l'appropriation, entre le

(1) *Tribune d'information et de discussion*, c/o Parti des travailleurs, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris. Prix : 10 francs. Soutien : 20, 30, 50, 100 francs.

niveau de développement de la production et les rapports de propriété privée. Elle trouve son expression dans l'antagonisme de deux classes : la bourgeoisie et le prolétariat.

3. — Le prolétariat est une classe de travailleurs salariés, qui sont privés des moyens de production et qui vivent essentiellement en vendant leur propre force de travail, et dont les intérêts objectifs exigent la mise en place d'une société débarrassée de la propriété privée des moyens de production. Seul le prolétariat est capable de diriger la lutte de l'ensemble des classes laborieuses et de la mener jusqu'au renversement du pouvoir de la bourgeoisie et jusqu'à l'éviction totale de l'exploitation.

Le prolétariat d'aujourd'hui n'est pas homogène : il comprend des employés misérables et des cadres intellectuels, des ouvriers du commerce et des services. De par ses conditions objectives d'existence et son mode de travail, c'est le prolétariat de l'industrie lourde, de la construction, des mines et des transports qui reste actuellement le plus uni, le plus conscient et le plus conséquent dans la lutte. Cela signifie que c'est précisément et avant tout ces couches du prolétariat qu'un parti marxiste doit s'efforcer d'organiser et d'éclairer.

4. — La lutte des classes entre le prolétariat et la bourgeoisie revêt un caractère mondial. Au début, le prolétariat peut s'emparer du pouvoir dans un seul pays ou dans quelques pays, il peut remporter et développer des succès dans la construction d'une société socialiste avec l'aide des ouvriers des autres pays, mais sa victoire définitive est liée à la défaite du capitalisme à l'échelle mondiale.

C'est pourquoi nous fondons notre activité et notre organisation sur le principe de l'internationalisme prolétarien, nous reconnaissons la priorité des intérêts de classe sur les intérêts nationaux et nous nous considérons comme une partie du mouvement ouvrier et communiste international.

5. — Le passage direct du capitalisme au socialisme comme phase primaire du

communisme, qui permettrait d'éliminer les différences de classe, les rapports mercantiles et le caractère salarié du travail, est impossible.

Entre ces deux systèmes, il y a une longue période de transition, celle de la dictature du prolétariat. Elle a pour fonction d'écraser la résistance de la bourgeoisie et de liquider les classes exploiteuses, d'assurer l'essor des forces productives, de renforcer l'influence du prolétariat victorieux sur ses alliés des couches petites-bourgeoises, de liquider les rapports de la propriété privée dans les secteurs de l'économie où celle-ci montre son inefficacité.

Pour venir à bout de ces tâches, il faut nécessairement créer un Etat de dictature du prolétariat, où tous les fonctionnaires soient élus et révocables et touchent le salaire moyen d'un ouvrier, nationaliser les branches fondamentales de l'économie, faire passer progressivement la petite et la moyenne productions au mode de propriété coopérative et collective, mettre en place une planification centralisée de l'économie nationale en utilisant les mécanismes du marché et le commerce.

C'est en attirant des masses de plus en plus larges dans le processus de gestion sociale et de socialisation réelle de la production qu'on pourra développer au plus haut niveau les forces productives, réduire le temps de travail, transformer le mode de travail et développer l'instruction et le niveau culturel des travailleurs.

Toute tentative de forcer ce processus en imposant l'étatisation de la petite et de la moyenne productions, en réprimant l'opposition politique qui reconnaît la forme soviétique de gestion et en bureaucratissant la vie sociale ne ferait que compliquer l'avènement des rapports sociaux socialistes.

6. — Seul un parti politique qui sache dès à présent montrer l'exemple de la démocratie ouvrière, tant dans ses relations internes que dans ses rapports avec le mouvement ouvrier, est capable d'assumer le rôle d'une avant-garde et de mettre en œuvre des réformes qui visent à se libérer non seulement de l'exploitation capitaliste, mais aussi du diktat bureaucra-

tique. La principale tâche du parti prolétarien à l'étape actuelle est d'œuvrer à la création de structures du mouvement ouvrier qui puissent dans l'avenir prendre en mains le pouvoir d'Etat et instaurer non pas une dictature du parti pour les travailleurs, mais une dictature du prolétariat lui-même.

Un tel parti doit soumettre à ces objectifs toutes les formes et les méthodes de son combat, y compris parlementaires. Ne peut être authentiquement communiste qu'un parti lié indissolublement au mouvement ouvrier en lutte et qui exprime les intérêts fondamentaux de sa base sociale, et non pas les sentiments nostalgiques du traditionalisme soviétique. Ne peut être authentiquement communiste qu'un parti pour lequel l'issue de la crise du capitalisme russe actuel ne réside pas dans le retour au passé soviétique, malgré tous ses acquis, mais dans la construction d'un socialisme où soit réellement surmontée l'aliénation des travailleurs par rapport au pouvoir économique et politique.

7. — La révolution d'Octobre a jeté les bases d'une période transitoire de la dictature du prolétariat dans notre pays, mais elle n'a pas abouti à la construction d'une société socialiste.

Ce qui a figé l'état transitoire de l'URSS et a empêché l'affermissement des rapports sociaux socialistes, ce n'est pas seulement le faible niveau de développement économique et culturel de la société soviétique et l'existence d'un environnement capitaliste hostile, ce sont les intérêts sociaux de la bureaucratie du parti étatique, qui a concentré dans les années 1930 la totalité du pouvoir. La dégénérescence bureaucratique des organes de la dictature du prolétariat n'a pas seulement étouffé les éléments d'auto-gestion des travailleurs, elle a entraîné la restauration, au tournant des années 1980-1990, des rapports privés capitalistes, mis en place par les couches élitaires de la société soviétique, qui cherchaient à consolider et à développer leurs privilèges.

Nécessité de discuter du bilan

Des extraits des documents reproduits ici l'ont déjà été dans le précédent numéro de *La Vérité*. Il va de soi que la libre discussion implique l'information la plus complète. C'est pourquoi nous publions leur intégralité. La réorganisation du mouvement ouvrier en Russie et dans tous les pays couvre toute une période, le respect de la démocratie ouvrière, celle du Parti bolchevique de Lénine-Trotsky (nous y reviendrons), l'implique.

Lettre de Bessonov, premier secrétaire de la région de Perm du Parti communiste de la Fédération de Russie (de Ziouganov)

Chers amis,

J'ai par hasard eu communication de votre *Lettre politique aux correspondants de Russie* et je juge nécessaire de vous répondre. Je commence par me présenter :

je m'appelle Alexis Borissovitch Bessonov, juriste, avocat, ancien élève de la faculté de droit, premier secrétaire du comité d'organisation du Komsomol de Perm, membre du PCUS, communiste depuis 1989. J'ai 30 ans.

Depuis le début des réformes eltsiniennes dans le pays, j'ai appartenu au Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR), j'ai été à l'origine de la reconstruction du PCFR dans l'Oural et à l'origine de la reconstruction du Komsomol dans le pays.

En décembre 1999, j'ai été candidat à la Douma d'Etat de Russie sur le "Bloc stalinien pour l'URSS" et j'ai été tête de liste de ce bloc pour l'Oural. Lors des dernières élections présidentielles, j'ai été dans l'Oural le représentant de Ziouganov.

Je vous envoie un choix d'articles publiés dans divers journaux de notre parti

pour que vous puissiez vous rendre compte dans quelles conditions nous travaillons.

Aujourd'hui, pour nous, communistes de Russie, qui travaillons dans des conditions très difficiles, c'est une énorme joie d'entrer en contact avec des camarades de pensée.

Nous, les communistes de Perm, dans ces conditions, nous avons réussi à obtenir l'abrogation de lois antipopulaires dans les organismes législatifs régionaux, et nous réussissons à attirer à nous un nombre croissant de partisans.

Lettre de Simakov (Mourom)

Chers camarades du conseil général de la IV^e Internationale, je vous remercie pour l'attention que vous m'avez manifestée (en m'envoyant votre lettre, c'est un geste chaleureux qui donne des obligations). Je considère votre lettre non pas comme un prétexte pour s'exprimer sur le Mur de Berlin, mais comme un moyen pour examiner la situation actuelle dans le mouvement ouvrier et communiste.

Il est néanmoins important d'exprimer quelques idées à propos de la chute du Mur de Berlin. Le Mur est un signe de la victoire des forces démocratiques du monde, de la victoire de l'Union soviétique sur l'Allemagne fasciste. Les antifascistes du monde entier, et surtout de l'Allemagne, étaient intéressés à sa conservation. Mais quelle que soit la signification du Mur, il ne saurait être aujourd'hui la pierre de touche pour des politiques. Il n'est pas la muraille de Chine.

La facilité avec laquelle a été réalisée l'action contre le Mur de Berlin caractérise de façon assez nette le degré réel de maturité sociale et politique de la vigilance sociale (de classe) des citoyens de l'ancienne RDA. Ils ont manifesté une cécité politique impardonnable et ont permis des aventuriers politiques comme Gorbatchev, alors qu'il aurait fallu des

défenseurs actifs de leur Etat (la RDA) face à la "révolution pacifique" du peuple. Les travailleurs de l'ancienne RDA ont obtenu non seulement une Allemagne unifiée par le territoire, mais une Allemagne unifiée par le capital. Ils ont été privés non seulement du droit de prendre eux-mêmes des décisions, mais même d'être admis à la prise de décision. Telle est l'essence de la "victoire" que les "manifestants" allemands ont obtenue. Pourquoi ? Une réponse à cette question exige une analyse de l'économie mondiale, de la situation en son sein du mouvement ouvrier et (particulièrement) communiste.

Mais, même sans cela, il est évident que le capital a soutenu les "manifestants" en mobilisant toutes ses forces et ses moyens, mais seulement à cause de son pouvoir sans partage, du pouvoir du capital dans l'Allemagne territorialement unifiée. Votre "lettre politique" en témoigne.

Parmi les moyens que mobilise le capital, la position ouvertement hypocrite et traîtresse des dirigeants de l'Internationale socialiste et, malheureusement de nombreux dirigeants du mouvement communiste de la dernière période — y compris Gorbatchev, qui, il y a peu de temps, a dirigé le Parti social-démocrate de la République de Russie — a joué un rôle important. Il faut y ajouter tous les diri-

geants des Partis communistes des Républiques fédérées de l'ancienne URSS, à l'exception d'Alfred Roubiks, le leader du Parti communiste de l'ancienne Lettonie soviétique.

Tout en partageant complètement l'orientation politique de votre "lettre", je considère qu'il y manque une analyse objective de l'ex-PCUS et de l'ex-URSS. La question de l'Etat reste un des problèmes les plus aigus du mouvement ouvrier et communiste. Gorbatchev et

compagnie, les gens du type de Veltroni, portent un coup brutal et fatal à tout le mouvement ouvrier et communiste, et cela donne d'autant plus de valeur aux conseils et aux avertissements des classiques du marxisme, dont Vladimir Ilitch Lénine (Oulianiov), qui affirment : de gigantesques fractures de la révolution, des défaites et des reculs provisoires sont possibles, mais il ne faut pas jeter par-dessus bord notre vieux programme fondamental et ne pas se perdre dans ces fractures.

Lettre politique d'un communiste russe aux frères de combat

Ce qui s'est passé en Russie au début des années 1990 est une combinaison bien planifiée des services secrets étrangers, avant tout de la CIA américaine et du capitalisme mondial, pour liquider l'adversaire géopolitique potentiel qu'était l'URSS.

Malheureusement, en 1991, Eltsine a détruit non pas la puissance mondiale qu'était l'URSS, mais il a anéanti le rempart du socialisme. Karl Marx a écrit : *"Le chemin qui mène au communisme n'est pas un chemin direct, il y aura des reculs et des chutes."* Malheureusement, c'est un tel recul en arrière que vit en ce moment la Russie.

Les événements qui se sont passés en URSS montrent que les communistes en URSS se sont tranquilisés trop tôt, ces événements ont montré que la restauration du capitalisme était possible même en URSS, d'où notre slogan aujourd'hui : *"Prolétaires de tous les pays, unissez-vous."*

La vague d'attaques contre les garanties sociales des travailleurs a déferlé sur toute l'Europe. Les dirigeants de nombreux partis communistes et de nombreux gouvernements de gauche, après la chute de l'URSS, ont passé un accord direct

avec le capital, et une réaction féroce du capital et de nouvelles offensives contre les droits des travailleurs s'annoncent.

En Russie, nous l'expérimentons très bien sur nous-mêmes. Le gouvernement a présenté à la Douma d'Etat un nouveau projet de Code du travail, qui réduit tous les droits des travailleurs, introduit un système d'amendes, raccourcit les congés de toutes sortes, allonge la durée de la journée de travail pour tous les travailleurs salariés. Le peuple de Russie subit aujourd'hui une féroce réaction de la part du capital.

C'est pourquoi, pour nous, communistes russes, l'union avec les communistes d'Europe est plus importante que jamais.

Les dernières élections présidentielles en Russie ont montré à quel point le capitalisme russe, soutenu par les Etats-Unis, est aujourd'hui cynique et agressif. Pratiquement, la farce que l'on appelle en Russie les élections présidentielles n'est rien d'autre qu'une forme de la dictature capitaliste. Des temps très pénibles s'annoncent, les temps de la réaction lancée par le capital, et pas seulement en Russie. C'est pourquoi les communistes doivent s'unir.

Nous venons de recevoir cette lettre d'une jeune militante de l'un des Partis communistes existant en Russie.

Cher camarade,

J'ai reçu ta lettre, puis régulièrement les journaux.

Grand merci. J'ai commencé à étudier le français il y a peu de temps, par mes propres moyens, de sorte que je ne maîtrise pas encore bien la langue française ; mais que pense que, pour notre cause, j'y

parviendrai avec votre aide. Je m'incline devant le grand peuple français, qui a fait cinq révolutions et qui ne baisse pas la tête aujourd'hui encore. Je t'enverrai des informations sur notre combat en Russie et, dans six mois, comme tu me l'as écrit, nous nous rencontrerons à Moscou.

Au revoir.

Compte rendu d'un cercle d'études marxistes au Palais de la Culture, Paris, 26 octobre 1968.

La section française de la IV^e Internationale, l'Union mondiale des communistes du Parti des travailleurs, a tenu dans plusieurs villes de France des cercles marxistes consacrés à la Palestine. Le premier d'entre eux a eu lieu à Paris le 26 octobre, avec plus de 200 participants. Une large diffusion de comptes rendus est publiée ci-dessous des extraits de cette réunion.

Exposé du camarade Pierre Lambert

Le problème est si vaste que je ne pourrais pas le traiter totalement dans un exposé. Mais je vais en certains endroits de points en connexion avec la situation présente.

Cette situation pose une question centrale à laquelle il nous faut répondre : la révolution est-elle à l'ordre du jour ? Évidemment, le pas le plus important qui ait été effectué dans cette dernière période, dans le monde entier, a été l'évasion du million de travailleurs palestiniens d'Israël, qui sont les parias et qui jusqu'à présent, ne bougeaient pratiquement pas. Ce million de travailleurs palestiniens se sont dressés en tant que prolétariat, comme Palestiniens, comme ouvriers, producteurs. C'est là l'événement le plus important.

Cette réunion est un cercle d'études marxistes. C'est donc avec la méthode du

marxisme que nous allons aborder le problème, non pas en tant que problème de paix, ni de conflit religieux, mais en tant que problème de lutte internationale des prolétaires.

C'est la seule méthode qui nous permette d'aborder ce problème dans son ensemble, dans son contexte international. La IV^e Internationale est la seule organisation internationale qui ait une méthode scientifique pour aborder ce problème. Elle est la seule organisation internationale qui ait une méthode scientifique pour aborder ce problème. Elle est la seule organisation internationale qui ait une méthode scientifique pour aborder ce problème.

Ne pensez-vous pas en effet, qu'avec le prolétariat mondial, les exploités

La portée mondiale de l'irruption des masses palestiniennes

(compte rendu d'un cercle d'études marxistes sur la Palestine,
Paris, 28 octobre 2000)

La section française de la IV^e Internationale, Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs, a tenu dans plusieurs villes des cercles d'études marxistes consacrés à la Palestine. Le premier d'entre eux s'est tenu à Paris, le 28 octobre, avec plus de 200 participants. Une large discussion a eu lieu. Nous publions ci-dessous des extraits de cette réunion.

Exposé du camarade Pierre Lambert

Le problème est si vaste que je ne pourrai pas le traiter totalement dans un exposé. J'ai pris un certain nombre de points en relation avec la situation présente.

Cette situation pose une question centrale, à laquelle il nous faut répondre : la révolution est-elle à l'ordre du jour ? Objectivement, le pas le plus important qui ait été effectué dans cette dernière période, dans le monde entier, c'est l'irruption du million de travailleurs palestiniens d'Israël, qui sont des parias et qui, jusqu'à présent, ne bougeaient pratiquement pas. Ce million de travailleurs palestiniens se sont dressés en tant que prolétariat, comme Palestiniens, comme ouvriers, prolétaires. C'est là l'événement le plus important.

Cette réunion est un cercle d'études marxistes. C'est donc avec la méthode du

marxisme que j'analyserai ces événements, qui voient l'irruption des masses dans la Palestine historique, et plus généralement dans les pays du Proche et du Moyen-Orient, et au-delà.

C'est pour nous la façon la plus réaliste d'aborder cette question, comme toutes les autres. Notre position, la position de la IV^e Internationale, de sa section française, est-elle réaliste ? C'est une question que chacun est en droit de se poser. En effet, les objectifs d'émancipation révolutionnaire qui étaient inscrits dans le combat des masses palestiniennes contre la partition de la Palestine n'ont pas été atteints, pas davantage que n'ont été atteints les objectifs de la crise révolutionnaire ouverte à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Ne sommes-nous pas en droit, et avec nous le prolétariat mondial, les exploités

et les opprimés, de poser la question à ceux qui ont dressé obstacle sur obstacle à la marche de la révolution mondiale : où avez-vous conduit l'humanité avec votre "réalisme" ?

Les faits sont là : année après année, la Palestine s'enfonce sur le chemin de la barbarie, le monde s'enfonce sur le chemin de la barbarie. C'est cela, leur réalisme. Encore un mot. "Leurs" solutions prétendument réalistes conduisent à la barbarie. Certes, je le répète, la question palestinienne est une question très difficile. Nous avons été placés dans une situation extrêmement compliquée depuis 1947, année qui a vu la constitution de l'Etat d'Israël décidée par Staline et Truman. Et il ne saurait être question de ne pas intégrer dans notre analyse la signification de l'holocauste, de l'extermination de 6 millions de Juifs dans les camps nazis.

LE SIONISME CONTRE LE RÉGLEMENT DE LA QUESTION JUIVE

Cela dit, cette question relève aussi de la lutte de classe. Je n'en donnerai qu'un exemple. A la fin de la guerre, Himmler, dignitaire nazi, devant la débâcle des armées allemandes sous le coup des prolétaires soviétiques, qui défendaient les conquêtes d'Octobre, a tenté de négocier avec les Etats-Unis, persuadé que ceux-ci lui donneraient 50 000 camions pour évacuer les troupes allemandes en échange de son engagement à ne pas toucher aux 600 000 Juifs de Hongrie.

Or, camarades, c'est un Juif, secrétaire d'Etat de Roosevelt, Morgenthau, qui a refusé. Les intérêts du capitalisme, les intérêts du capital sont plus forts que toute autre détermination.

La presse, la radio sont là pour falsifier les faits. Apparemment, les problèmes relèvent de l'émotion immédiate. Certes, cela existe, l'émotion, l'indignation. Mais cette émotion, cette indignation, ne les ressentons-nous pas devant le sort de cet enfant de 12 ans qui se fait assassiner avec son père ?

A ce propos, je voudrais relater un fait. J'ai été responsable d'un syndicat et je me souviens qu'en 1973, au moment de la guerre du Kippour, dans l'organisation dont je faisais partie, un camarade — de grande qualité, dont le père était mort dans les camps nazis — voulait présenter une résolution condamnant les Palestiniens et approuvant la guerre du Kippour. Tous les arguments politiques ne suffisaient pas. Alors, j'ai donné un argument politique qui, apparemment, ne l'est pas. Je lui ai dit : *"Le ventre ballonné par la faim d'un enfant juif du ghetto de Varsovie n'est ni plus ni moins important que le ventre ballonné par la faim d'un enfant de Gaza."*

C'est une réponse qui n'est pas sentimentale, bien qu'elle parte des émotions.

On croit que l'on a inventé quelque chose et, souvent, il s'avère qu'on l'avait lu. Ainsi, en préparant cet exposé, j'ai lu une note disant que Rosa Luxemburg, qui était Juive, déclarait *"ne pas se sentir plus, mais autant concernée par la souffrance juive que par celle des indigènes coloniaux soumis à l'effrayante exploitation capitaliste des plantations, au travail forcé"*. Une leçon à en tirer : la pensée se développe et, se développant dans l'action, récupère ce qu'elle a engrangé en mémoire.

Je commencerai donc par poser le problème de la question juive. Vous verrez que, dans mon exposé, je prends extrêmement soin de parler des Juifs, puis, ensuite, de parler des Israéliens. Les Juifs, dans l'histoire — je n'ai pas l'intention de l'expliquer complètement, cela prendrait trop de temps —, c'est un problème qui, pendant des siècles et des siècles, en relation même avec le développement des échanges, puis des forces productives, du capitalisme, s'est trouvé posé à l'échelle de l'Europe.

A partir de là, une réflexion a commencé, qui modifiait la manière d'appréhender la question juive et bien d'autres problèmes. La première réflexion vient de Spinoza, philosophe d'origine juive, qui a écrit :

"La haine des nations est très propice pour assurer la conservation des Juifs, c'est ce qu'a démontré l'expérience."

Le problème posé : les structures de la féodalité sont devenues une entrave au développement des forces productives. Spinoza en conclut :

"Les Juifs allemands prétendent à l'émancipation ; ils ont raison."

Notons cette phrase.

La discussion se poursuit au XIX^e siècle. Marx a écrit *La Question juive*, où il polémiqua avec un démocrate de l'époque, qui s'appelait Bauer. Dans *La Question juive*, Marx soulève ainsi le problème :

"A quelle émancipation prétendent les Juifs ? A l'émancipation politique. La question des rapports entre religion et Etat, c'est la contradiction entre le parti-pris religieux et l'émancipation politique, c'est-à-dire l'émancipation de toutes les formes de domination théocratiques et contraires à la démocratie."

Retenons cette phrase. Aujourd'hui, l'Etat hébreu revendique d'être un Etat théocratique.

Marx poursuit :

"Être émancipé de la religion est une condition posée aussi bien aux Juifs, qui veulent être émancipés politiquement, qu'à l'Etat, qui doit être lui-même émancipé."

Et il précise :

"Il n'est pas suffisant de se demander qui doit être émancipé. La critique a une troisième chose à faire, elle devrait demander de quelle émancipation il s'agit. Quelle condition découle de la nature de l'émancipation réclamée."

En d'autres termes : l'émancipation a un contenu, mais lequel ?

Marx cite Bauer, qui déclare que l'erreur des adversaires de l'émancipation juive est de supposer que l'Etat chrétien est le seul Etat vrai et de ne pas le soumettre à une critique identique à celle qu'ils adressaient au judaïsme. Pour Marx, Bauer commet l'erreur de soumettre seulement l'Etat chrétien à la critique, et non l'Etat tout court ; et, au-delà, de *"ne pas analyser le rapport entre l'émancipation politique et l'émancipation humaine"*.

L'émancipation politique, c'est l'émancipation des chaînes du système féodal ou semi-féodal ; l'émancipation humaine, c'est l'émancipation de l'humanité de l'exploitation capitaliste. Vous avez là, définis en 1842 par le jeune Marx, les rapports existants entre démocratie politique et démocratie ouvrière. L'émancipation politique, c'est la démocratie politique. L'émancipation humaine, c'est la démocratie des conseils. Certes, il est nécessaire et indispensable de lutter pour les droits démocratiques, ces droits démocratiques s'inscrivent dans le combat pour libérer l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression.

Bien entendu, en 1842, Marx n'avait pas encore atteint la plénitude de sa méthode. Il poursuit cependant sur l'émancipation politique :

"Le point de vue de l'émancipation politique autorise-t-il à exiger des juifs qu'ils abandonnent le judaïsme ou à exiger de l'homme en général qu'il abandonne la religion ?"

Le problème est là. A contrario, quand l'Etat hébreu, Etat théocratique, veut imposer ce qu'il appelle *"la communauté"*, cela est contraire aux nécessités de la lutte pour l'émancipation politique des juifs — et nous ajouterons des chrétiens, des musulmans, de l'homme religieux en général.

L'émancipation de l'Etat par rapport au judaïsme, au christianisme, à la religion en général, c'est le contenu de la démocratie.

"Sous des formes particulières, selon le mode particulier à sa nature, l'Etat en tant que tel s'émancipe de la religion en s'émancipant de la religion d'Etat, c'est-à-dire qu'en tant qu'Etat, il ne professe aucune religion, mais plutôt qu'il est l'Etat."

C'est le contenu même de la démocratie politique.

Mais

"s'émanciper politiquement, cela ne signifie pas s'émanciper de manière parfaite et sans contradictions, parce que l'émancipation politique n'est pas le mode parfait de l'émancipation humaine".

La perspective de la lutte pour la révolution prolétarienne s'inscrit dans le combat pour l'émancipation politique, pour la dépasser. Du point de vue de la démocratie, de l'émancipation politique qui débouche sur la constitution des nations, la religion est une affaire privée. De ce point de vue, l'Etat théocratique est la réaction sur toute la ligne. Ce sont là quelques données, qui, à mon avis, permettent de comprendre la méthode du marxisme, permettant d'expliquer les événements qui se déroulent plus d'un siècle et demi après que cela a été écrit.

Et à partir de là, nous pouvons établir les relations existant entre le sionisme et la démocratie. Avec la Révolution française, l'émancipation politique des Juifs est soulevée. Une discussion a eu lieu le 13 décembre 1789, dans l'Assemblée nationale constituante. Un constituant déclare à la tribune :

"Il faut tout refuser aux Juifs comme nation, il faut tout leur accorder comme individus."

C'était clair, net et précis. Les Juifs ne constituaient pas et n'avaient jamais constitué une nation.

Dans cette même séance de l'Assemblée constituante, l'abbé Maury, porte-parole de la réaction, déclare :

"Le mot Juif n'est pas celui d'une secte, mais d'une nation qui a des lois, qu'elle a toujours suivies et qu'elle va continuer à suivre."

Ainsi, pour lui, les Juifs constituent une nation (bien que la formulation de l'époque ne recoupe pas exactement la formulation actuelle). Réactionnaire se cramponnant à la monarchie semi-féodale, l'abbé Maury s'opposait à ce que soient levées les entraves à la constitution de la nation.

Le grand mouvement d'émancipation des Lumières a posé ces problèmes. Marx a poursuivi l'analyse sur le terrain fondamental de l'émancipation des Juifs, c'est-à-dire de l'assimilation qui s'est concrétisée durant tout le XIX^e siècle, en relation avec le développement de la démocratie politique dans le cadre du capitalisme ascendant, de l'éveil des nationalités.

A la fin du XIX^e siècle, la transformation du capitalisme ascendant en impérialisme s'opère. Et l'impérialisme, qui n'est pas autre chose que la réaction sur toute la ligne, stade suprême du capitalisme, capitalisme pourrissant, commence à remettre en cause l'acquis de la démocratie politique. Tout au long du XX^e siècle, il s'opposera à la constitution des nations, jusqu'à devenir, avec la mondialisation, le centre de la destruction des nations.

La propriété privée des moyens de production, qui était facteur de culture et de civilisation, se dresse maintenant contre la culture et la civilisation, contre l'humanité. Ce n'est pas un hasard si c'est exactement à la fin du XIX^e siècle que le sionisme s'est constitué, en se fixant pour objectif de constituer un Etat pour les Juifs sur la terre des "ancêtres", un Etat en Palestine comme solution à la question juive. C'est Hertzl — vous allez voir quel réactionnaire il était — qui a constitué fin 1900 le sionisme pour la construction d'un Etat juif. Pour Hertzl, il n'y a pour construire cet Etat pas d'autre politique, pas d'autre orientation que de négocier avec les puissances occidentales. Il écrit :

"Il faut qu'on obtienne notre souveraineté, qui ne peut être garantie que par les puissances européennes. Pour l'Europe, nous formons un élément du mur contre l'Asie, avant-poste de la civilisation contre la barbarie."

Tous les problèmes sont posés : l'Etat hébreu est défini par le sionisme comme un "avant-poste" de la réaction impérialiste. Le combat pour l'émancipation politique dressait la solution à la question juive comme un avant-poste de la démocratie politique. Le sionisme, l'Etat hébreu, se dressent comme un obstacle à la constitution de la nation palestinienne, devenue la cause de l'émancipation humaine.

L'ÉTAT HÉBREU, INSTRUMENT DE L'IMPÉRIALISME

Aborder la question de l'Etat hébreu (je vous ai dit pourquoi je ne dis même pas Etat d'Israël, mais Etat hébreu) m'amène à poser la question suivante : en Israël, on

apprend à parler hébreu aux jeunes générations. Mais l'hébreu était devenu une langue morte, comme le latin ou le grec ancien. La langue, pour les Juifs d'Europe, était le yiddish (1). Or pour Hertzl, le fondateur du sionisme, "le yiddish est un jargon dégénéré".

Avant-guerre, j'ai connu le Bund, dans ma ville natale. Le Bund, c'était le Parti socialiste juif — parti ouvrier réformiste, sur lequel il y a beaucoup à dire. Bundistes et sionistes s'opposaient, quelquefois brutalement. Jusqu'en 1933, l'émigration juive en Palestine était insignifiante et l'est restée même jusqu'en 1939. Le sionisme n'a pu prendre son essor qu'en relation avec l'extermination des Juifs par les nazis.

Aborder d'un point de vue politique, au regard d'une situation précise, concrète, la question de l'Etat hébreu, amène dès lors à poser la question : ne faut-il pas se débarrasser de l'Etat hébreu, qui opprime et exploite sauvagement les Palestiniens dans les territoires occupés et en Israël même, où habitent un million de travailleurs, en majorité des ouvriers agricoles et du bâtiment, à qui l'Etat théocratique hébreu refuse l'égalité sur tous les plans avec les travailleurs israéliens ? Ne faut-il pas, si l'on veut réellement ouvrir une solution progressiste à la question juive, inscrire cette question dans l'aide au combat pour la constitution de la nation palestinienne ?

La question décisive, dans le combat pour l'émancipation humaine, qui intègre la lutte pour la libération du peuple palestinien, est celle de la libération contre l'exploitation, de la libération commune des travailleurs juifs et palestiniens de l'exploitation, au premier plan desquels les millions de travailleurs palestiniens.

Bien sûr, une nouvelle question se pose : tous les Juifs sont-ils du côté de Barak ? Dans le journal français *Le Monde*, un enseignant de Lyon a écrit un article intitulé : "Un Etat, un seul Etat ?" Il indique que les problèmes sont complexes. La manifestation de 4 000 personnes à Haïfa contre la guerre est quelque chose de positif. Mais dans cette manifestation, il y a en même temps toutes les contradictions.

Il existe un parti sioniste de gauche, "La Paix maintenant", qui explique qu'il faut entrer dans le gouvernement Barak. Mais il y a le sort du million de travailleurs palestiniens surexploités en Israël, et plus encore ces 120 000 travailleurs palestiniens qui, chaque jour, transitent de l'enclave de Gaza vers les territoires occupés, parias parmi les parias.

L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE EST-ELLE UNE SOLUTION ?

Je voudrais aborder le problème de l'Assemblée constituante. Je le répète, ce n'est pas un problème facile. Nous, les marxistes, n'abordons pas les événements, les problèmes qui se posent à l'humanité, de manière formelle — bien que nous incluons toutes les questions dans une politique pour aider l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes —, mais d'un point de vue politique. Nous abordons toutes les questions à résoudre pour dégager l'humanité du borbier impérialiste, donc, en dernière analyse, sous l'angle de l'économie, c'est-à-dire du développement des forces productives et de la lutte des classes.

Trotskyistes, nous faisons nôtre le *Programme de transition*, la méthode de la transition. Sous cet angle, le mot d'ordre d'Assemblée constituante n'est pas une détermination purement constitutionnelle.

Ce mot d'ordre est une des conditions de l'autodéfense du peuple palestinien, qui, pour conquérir son émancipation politique, exige la constitution d'une Palestine libre, liquidant les droits particuliers et les privilèges de la composante hébraïque. Ce mot d'ordre de l'Assemblée constituante, fixant des droits égaux pour les deux composantes, laisse ouverte la solution démocratique la plus positive, à

(1) Le yiddish, langue des juifs d'Europe centrale, dérivait de l'allemand. Au Moyen-Orient, les Juifs avaient l'arabe pour langue maternelle. Dans la partie européenne de l'Empire ottoman, où s'étaient réfugiés les Juifs expulsés d'Espagne au XV^e siècle, les Juifs parlaient le ladino, dérivé de l'espagnol.

savoir la constitution d'un Etat palestinien, une République palestinienne laïque sur tout le territoire de la Palestine.

QUELLE SOLUTION ?

La composition de cette République ne peut être définie par des critères formels, elle doit être le résultat de la lutte de classe. Dans la lutte de classe, il y a les principes, il y a une orientation qui s'inscrit dans le contour des événements. Il faut l'admettre, le cours des événements démontre que l'exigence d'une République palestinienne unitaire laïque sur tout le territoire de la Palestine est étroitement reliée à des solutions révolutionnaires contre l'Etat oppresseur, l'Etat hébreu. Dès 1947, au moment où Staline et Truman exigeaient à l'ONU la partition comme solution, la IV^e Internationale déclarait :

« La position de la IV^e Internationale face au problème palestinien reste claire et nette, comme auparavant. Elle sera à l'avant-garde de la lutte contre le partage, pour une Palestine unie et indépendante, dans laquelle les masses détermineront souverainement leur sort par l'élection d'une Assemblée constituante. Contre les effendis et les agents impérialistes, contre les manœuvres de la bourgeoisie égyptienne et syrienne, qui s'efforce de détourner la lutte émancipatrice des masses en une lutte contre les Juifs, elle lancera des appels à la révolution agraire, à la lutte anticapitaliste et anti-impérialiste, moteurs essentiels de la révolution arabe. Mais elle ne pourra mener cette lutte avec des chances de succès qu'à condition de prendre position, sans équivoque, contre le partage du pays et contre l'établissement de l'Etat juif.

Plus que jamais, il est en même temps nécessaire d'appeler les prolétariats américain, anglais, canadien, australien, les prolétariats de tous les pays, à lutter pour l'ouverture des portes de leur pays, sans discrimination aucune, aux réfugiés, aux personnes déplacées, à tous les Juifs qui veulent émigrer. C'est seulement à condition de mener cette lutte, effectivement et avec succès, qu'on pourra expliquer aux Juifs les raisons pour lesquelles ils ne doivent pas se rendre dans le guet-

apens palestinien. La terrible expérience qui attend les masses juives, dans "l'Etat miniature", créera en même temps les prémices pour une rupture de couches plus larges avec le sionisme criminel. Si cette rupture ne se fait pas à temps, "l'Etat juif" sombrera dans le sang. »

Ce n'était pas si facile d'écrire cela en 1947-1948.

Il est évident, aujourd'hui, que la politique de l'Etat hébreu est une politique de destruction des Palestiniens. La constitution de deux Etats (qui ne seront jamais deux Etats) amène l'Etat hébreu à envisager de poser des barbelés autour de toutes les colonies israéliennes. Si vous regardez une carte de ce "pays", c'est clair : pour aller d'un point à un autre dans les prétendus territoires "libérés", il faut passer par les postes de police israéliens.

Dès lors, la situation en Palestine n'appelle-t-elle pas un autre mot d'ordre que celui de l'Assemblée constituante avec ses deux composantes ? Je n'ai pas tranché.

A la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, il y a eu la guerre des Boers, en Afrique du Sud. A l'époque, la II^e Internationale, qui était alors autre chose que ce qu'elle est devenue aujourd'hui, a pris position pour les Boers, l'émigration hollandaise en lutte contre le colonialisme britannique. Les événements, le retard de la révolution, les trahisons des partis de la II^e Internationale, les trahisons du stalinisme ont fait que cette minorité blanche s'est constituée à l'intérieur de l'Azanie comme un instrument de la réaction impérialiste. Dès 1939, Léon Trotsky a ouvert la perspective de la République noire, une République noire dans laquelle la minorité blanche devrait accepter d'abandonner sa situation de minorité raciste.

Plus près de nous, en Algérie, le million de "pieds-noirs" n'étaient pas que des exploités. A Oran, dans l'Oranais, il y avait des milliers de révolutionnaires espagnols qui avaient combattu contre Franco. Ils ont été conduits par la politique des gouvernements de l'époque à s'intégrer dans l'impasse de l'OAS. Tout l'avenir tragique de l'Algérie s'est inscrit dans cette situation. Mais y avait-il une

autre solution que "l'Algérie aux Algériens" pour l'indépendance politique de l'Algérie ?

Doit-on aujourd'hui, en Palestine, lancer le mot d'ordre d'une République palestinienne arabe sur tout le territoire de la Palestine ? J'avoue que, pour ma part, je réfléchis à cette question. Oui, il y a des ouvriers arabes exploités, des ouvriers israéliens exploités. Mais ils ne sont pas dans la même situation. Par rapport aux nécessités de la lutte de classes, nous sommes obligés de distinguer.

Partisans du front unique anti-impérialiste, nous sommes pour la victoire du peuple palestinien arabe. Quelle que soit sa direction. C'est le principe de départ.

A propos de la direction de l'OLP, je vais donner des éléments de réflexion, qui ne sont pas des anecdotes, mais qui vont permettre de comprendre le rapport entre la lutte pour constitution de la nation palestinienne et l'actuelle direction de l'OLP.

Il y a eu, en 1970, ce qu'on a appelé le "soviét d'Irbid". A ce moment-là, la résistance palestinienne occupait le territoire de la Palestine historique, qui comprend aussi la Jordanie (la Jordanie a été constituée comme une enclave pour permettre la constitution de l'Etat d'Israël). Les Palestiniens avaient pris les armes. Le roi Hussein de Jordanie, qui a toujours pactisé avec les dirigeants de l'Etat hébreu, avait essayé de les écraser, mais les Palestiniens ont pris les armes et ont occupé toute la Jordanie. Il ne s'agissait plus de la question de deux Etats. Habbache, qui était le leader du FPLP, a dit dans une interview avant le massacre :

"Ce n'est pas un problème pour nous, nous pouvons prendre le pouvoir quand nous le voudrons."

Habbache est parti en Chine. Alors, il s'est passé quelque chose de sensationnel à Irbid : les masses palestiniennes ont créé de toutes pièces un soviét, élu et révoquable. Cela n'était pas tolérable pour l'impérialisme, pour la bureaucratie stalinienne : la politique d'Arafat a été comparable à celle de Staline vis-à-vis de la révolution chinoise de 1927.

En 1982, le Liban est totalement contrôlé par les Palestiniens. Le général

Sharon, de triste réputation, lance contre eux les troupes israéliennes munies d'armes américaines sophistiquées. L'ordre doit régner au Proche et au Moyen-Orient, l'ordre des féodaux et des bourgeoises arabes.

Nous savons que la question nationale ne peut trouver de solution positive que par la révolution prolétarienne réalisant les tâches démocratiques. Les faits et les événements ont démontré la justesse des principes de la révolution permanente. Le combat de la jeunesse palestinienne a dégagé les voies du combat du million d'ouvriers palestiniens exploités en Israël. Parias parmi les parias, ils se sont engagés dans le combat pour l'émancipation nationale, comme partie intégrante de la lutte pour la libération de tous les peuples contre l'impérialisme ; l'impérialisme responsable de l'extermination de 6 millions de Juifs ; l'impérialisme, qui a dressé l'obstacle de l'Etat hébreu oppresseur.

J'en arrive à ma conclusion : la révolution est-elle à l'ordre du jour ? Bien entendu, les défaites, les échecs pèsent. Le scepticisme est nourri par la trahison des appareils et par les "ralliés" de l'extrême gauche, qui dressent l'obstacle de la reconnaissance des deux Etats sous l'égide de l'ONU.

Tout cela pèse. Mais les ouvriers palestiniens qui constituent leur indépendance de classe ont levé le drapeau de la démocratie, sous lequel combattent les jeunes de l'Intifada. Tout le monde signale qu'aujourd'hui, Arafat a plus ou moins perdu le contrôle des masses, tandis qu'est soulevée par les ouvriers palestiniens la question de se constituer en syndicat ouvrier indépendant.

La réponse à la question : la révolution est-elle à l'ordre du jour, c'est la réponse au dilemme soulevé pour toute l'humanité : socialisme ou barbarie.

L'impérialisme américain, qui domine le monde, est principalement confronté à la révolution palestinienne. Clinton, dans la discussion sur le budget militaire, a proposé de mettre sur pied un "bouclier antimissiles" autour de l'Amérique, proposition qui serait justifiée par les menaces que représenterait la Corée du

Nord. Cela, au moment même où Clinton renoue avec la nomenklatura ex-stalinienne qui gouverne ce pays... Ils ne savent plus distinguer la vérité du mensonge. La vérité est celle-ci : ce "bouclier antimissiles" est en fait destiné à lancer des missiles. L'OTAN n'a-t-elle pas, en Serbie directement, ailleurs indirectement, organisé la destruction systématique d'usines ? C'est cela, l'impérialisme.

Il est clair qu'aujourd'hui, l'économie étouffe dans le marché mondial. La nouvelle économie de la spéculation se nourrit de la destruction des forces productives. Si l'on examine les investissements en Bourse, on voit que les investissements productifs diminuent sans cesse. Les bases de la civilisation industrielle, qui est la base de la civilisation humaine, sont engagées sur la voie de la dislocation. C'est cela, l'impérialisme, à l'ère du pourrissement du système de la propriété privée des moyens de production.

Une passionnante discussion s'est déroulée, soulevant une série de questions, qui ont abouti aux deux réponses qui suivent, dont nous publions également des extraits.

Afrique du Sud et Israël : un parallèle

(Daniel Gluckstein)

Le soulèvement de la jeunesse de Palestine met à l'ordre du jour la constitution de la nation. C'est une question complexe dans l'histoire, la façon dont une nation se constitue. En toutes circonstances, à travers les siècles, les nations sont arrivées au stade de nation en soulevant le carcan qui empêchait leur constitution. Les nations se sont toujours, en toutes circonstances, constituées dans le combat contre ce qui opprime leur constitution.

Ce qui est à l'ordre du jour aujourd'hui, en Palestine, c'est bien la constitution de la nation palestinienne. Il suffit de regarder une carte, l'enchevêtre-

Mais il y a une contradiction fondamentale que la "nouvelle économie" ne peut résoudre. La destruction de la force de travail qui met en œuvre les forces productives est moins rapide que la destruction des bases de la civilisation industrielle. Pour alimenter la spéculation destructrice, il faut néanmoins une force de travail. Là résident toujours les possibilités ouvertes au prolétariat, par son propre mouvement, avec ses organisations indépendantes.

Ces possibilités sont à la base de la construction de la IV^e Internationale sur la ligne de l'Entente internationale des travailleurs. Avancer calmement par l'organisation, et toujours par l'organisation. Les événements seront ce qu'ils seront, mais le prolétariat peut gagner. Entre socialisme ou barbarie, nous luttons pour le socialisme, contre la barbarie, nous luttons pour la révolution prolétarienne.

ment de ces camps militaires retranchés incorporant des secteurs de populations civiles, chevauchant des bantoustans et de véritables camps de rétention de la population palestinienne, pour comprendre que la question de la nation dans cette partie du monde ne peut pas et ne sera jamais réglée par la constitution d'une prétendue nation juive ou israélienne, séparée d'une prétendue nation arabe ou nation palestinienne. Et donc, la question posée, et qui reste à l'ordre du jour aujourd'hui, est bien celle de la constitution de la nation palestinienne, opprimée et entravée aujourd'hui par le sionisme, y compris par les Etats arabes réactionnaires de Jordanie et d'ailleurs, c'est-à-dire par les instru-

ments de l'impérialisme américain, qui interdisent à la nation palestinienne de se constituer en nation.

Dès lors que la constitution de la nation palestinienne, l'avènement de la Palestine au rang de nation, est mise à l'ordre du jour par le soulèvement de la jeunesse et du peuple palestiniens, se trouve posée la question qui est débattue ici : quelle nation palestinienne, dans quels contours, la place de telle composante, et singulièrement, puisque cela a été évoqué, quelle place pour les Juifs dans une telle nation ?

Je crois qu'avant de répondre à cette question, il faut revenir sur d'autres cas historiques, parce que la pire chose, en politique, pour des marxistes, c'est de voir la réalité comme on voudrait qu'elle soit, et non telle qu'elle est. La pire chose serait de faire coller la réalité à des schémas historiques préétablis, sans prendre en compte la manière dont l'histoire bouscule les schémas ou les réécrit.

Prenez, par exemple, le précédent de l'Afrique du Sud. Le camarade Lambert en a parlé, mais c'est une situation que je connais mieux que le Moyen-Orient, et je voudrais dire quelques mots sur la manière dont les choses se sont constituées. En Afrique du Sud, la minorité blanche a pour origine des populations immigrées victimes de l'oppression sur le vieux continent européen. L'immense majorité de ceux qui ont constitué la minorité blanche d'Afrique du Sud ont été chassés d'Europe parce qu'ils étaient victimes de l'intolérance religieuse, parce qu'ils étaient huguenots ou juifs, ou d'autres origines. Ils ont été ensuite, au XIX^e siècle, l'objet de la répression sauvage de l'impérialisme britannique. Et pourtant, force est de constater que, dans cette Afrique du Sud, au début du XX^e siècle, la classe ouvrière blanche existait dans un rapport d'aristocratie ouvrière, niant tout droit au peuple noir d'Afrique du Sud à se constituer en classe ouvrière et en nation. C'est une situation de fait. Et il est d'ailleurs significatif que l'un des éléments majeurs du combat du peuple noir d'Afrique du Sud pour son émancipation soit passé par la constitution de syndicats séparés. Pourtant, d'un point de vue théorique, on aurait pu dire, et ce n'est pas faux, qu'il n'y a qu'une classe ouvrière en Afrique

du Sud, et que les ouvriers blancs se voyaient extorquer de la plus-value, de même que les ouvriers noirs.

Formellement, ce n'était pas faux, mais dans la réalité, cela ne correspondait pas aux faits. Parce que, dans les faits, les ouvriers blancs bénéficiaient d'une telle situation privilégiée qu'ils interdisaient la prise en compte des aspirations et des revendications des ouvriers noirs. Et le seul moyen pour la classe ouvrière noire de se constituer en Afrique du Sud a été de constituer ses propres syndicats. J'ai rencontré une fois une jeune militante métisse d'Afrique du Sud. Elle disait que son père, un vieux militant communiste d'Afrique du Sud, était le seul adhérent blanc du syndicat des mineurs noirs de la région, le seul sur des centaines de milliers d'adhérents. Il avait choisi d'être dans le syndicat des mineurs noirs, parce que, politiquement, il était solidaire de la classe ouvrière noire. Mais il y en avait un, ou peut-être des poignées.

Et le fait est que cette constitution de la classe ouvrière blanche en aristocratie privilégiée correspondant à la minorité de colons a abouti au fait qu'effectivement, l'émancipation du peuple d'Afrique du Sud a mis nécessairement à l'ordre du jour le mot d'ordre de République noire. Et ce mot d'ordre ne voulait pas dire nécessairement que la minorité blanche ne trouverait pas place dans une telle République noire, mais il signifiait que la constitution de la nation azanienne ne pouvait se faire qu'à la condition de briser l'oppression dont elle était victime, et que l'oppression dont était victime la majorité noire en Afrique du Sud prenait la forme, passait par l'intermédiaire d'une minorité blanche, qui était l'expression même de l'oppression impérialiste. Et c'est en ce sens que le mot d'ordre de République noire en Afrique du Sud, que Trotsky a dessiné dans les années 1930, qui a trouvé son expression dans la constitution des syndicats ouvriers noirs dans les années 1960-1970, est un mot d'ordre qui reste d'actualité aujourd'hui dans ce pays.

Parce que l'Afrique du Sud est un pays formellement indépendant, dont la couleur de peau des dirigeants est noire, mais dont les intérêts politiques restent blancs. Les travailleurs des ghettos de Soweto ont

aujourd'hui encore l'habitude de dire que tout ce qui a changé avec la fin de l'apartheid, c'est qu'ils ont désormais une République blanche, dont les dirigeants sont Noirs. C'est une République blanche : même si les ministres sont Noirs, l'immense majorité de la population reste dépossédée de la terre, dépossédée des moindres droits les plus élémentaires. C'est une République qui reste blanche, au sens où les multinationales américaines, néerlandaises, britanniques et les capitalistes sud-africains eux-mêmes continuent de piller le pays. C'est une République blanche, au sens où la minorité des Blancs a fui les grandes villes comme Johannesburg, abandonnée à un délabrement inimaginable — au taux de criminalité le plus élevé du monde —, et qu'ils se sont réfugiés dans des espèces de villes-bunkers à quelques dizaines de kilomètres de là, où pas un Noir ne peut entrer et où ils défendent avec des armées privées leurs intérêts gigantesques. Cela reste une République blanche.

Et le mot d'ordre en Afrique du Sud, plus que jamais, reste le mot d'ordre de République noire, c'est-à-dire que la majorité noire a le droit démocratique de contrôler les richesses et le pays d'Afrique du Sud, et de se gouverner elle-même. Quelle forme prendra la Constitution de cette République noire ? Quelle place trouveront dans une telle République noire les éléments de la minorité et de la classe ouvrière blanches ? C'est l'histoire qui le déterminera.

Evidemment, la comparaison avec la Palestine n'est que relative ; les conditions historiques ne sont pas les mêmes. Il a été rappelé tout à l'heure les conditions de la partition en 1947, dans lesquelles le sionisme et l'impérialisme réunis ont utilisé le drame des millions de Juifs morts pendant la Seconde Guerre mondiale, mais l'ont utilisé, l'ont instrumenté, si je puis dire, pour parvenir à imposer cette domination et cette partition impérialiste au Moyen-Orient. C'est d'ailleurs cet aspect qui rend la comparaison avec l'Afrique du Sud relativement possible, et relativement différente.

Cela étant, la question posée aujourd'hui est simple : il n'y aura pas de nation palestinienne qui soit dans un autre

cadre que la Palestine laïque et démocratique, sur tout le territoire historique de la Palestine. Cela a été dit ici et, comme l'a dit Pierre Lambert, toutes les autres solutions ont été essayées. Depuis cinquante-trois ans, toutes les autres solutions ont été essayées : la solution qui consiste à dire que les Palestiniens n'ont aucun droit ; la solution qui consiste à dire que les Palestiniens ont droit à des bantoustans séparés ; la solution qui consiste à dire qu'ils ont droit à 100 km², à 200 km²... Toutes ces solutions ont été essayées, et elles ont toutes débouché sur les massacres successifs et sur cette décomposition générale de la situation.

Il est donc évident pour nous, IV^e Internationale, qu'il ne peut pas y avoir de solution en dehors de la Palestine laïque et démocratique sur tout le territoire de la Palestine.

Le mot d'ordre selon lequel une telle Palestine laïque et démocratique sur tout le territoire de la Palestine peut voir son avènement à travers une Constituante palestinienne incorporant à droits égaux toutes les composantes (juives, arabes et autres) de la société, ce mot d'ordre est-il toujours d'actualité ou pas ? Je partage l'interrogation du camarade Lambert. Bien évidemment, il serait plus satisfaisant intellectuellement de dire que cela peut passer par là, que les choses peuvent se passer de manière harmonieuse plutôt que convulsive. Il y a un développement historique et, en particulier, on peut arriver à une situation où la société israélienne, la composante juive de la région, se place elle-même dans un rapport où elle fait à ce point cause commune avec l'Etat oppresseur, avec la plate-forme impérialiste qu'est l'appareil d'Etat hébreu, qu'elle rende difficile le fait de la constitution d'une nation palestinienne, dans laquelle l'ensemble de ses composantes puissent être incorporées à égalité.

La question n'est pas de savoir si l'on souhaite ou non un tel développement, mais de regarder la réalité des faits, et l'on est en droit de se poser la question : cette situation n'est-elle pas arrivée ? En tout cas, il y a une question très pratique, à laquelle on peut répondre. Vous avez une très grande centrale syndicale en Israël, qui s'appelle la Histadruth. Y a-t-il la

moindre chance, aujourd'hui, pour que les travailleurs palestiniens, qui sont considérés comme des sous-citoyens en Israël, voient leurs droits défendus par la centrale syndicale Histadruth ? Certainement pas.

Et, en tout cas, une question est réglée : le mot d'ordre de syndicat indépendant pour les ouvriers palestiniens vivant en Israël, c'est-à-dire le mot d'ordre de séparation de la Histadruth, qui ne peut pas être la représentation de l'ensemble des travailleurs dans le cadre d'Israël, qui ne représente que cette couche dont les intérêts sont privilégiés et particuliers, dans le cadre des rapports d'oppression, ce mot d'ordre est parfaitement d'actualité.

Dessine-t-il une autre voie pour constituer la Palestine laïque et démocratique ?

C'est le débat qui est ouvert, et c'est un débat qu'on ne peut pas éviter en raison de l'état actuel des choses. Pierre Lambert a dit que cela arrive, en liaison avec le retard de la révolution. Il n'était pas dit que les événements se dérouleraient ainsi en Afrique du Sud. Cela ne peut pas se passer autrement aujourd'hui, et c'est également le cas en ex-Rhodésie, au Zimbabwe, où le seul moyen pour les paysans de retrouver les terres est d'expulser les grands propriétaires terriens blancs qui les ont gardées depuis l'époque coloniale.

Cela va-t-il se passer au Moyen-Orient ? Je n'en sais rien, mais on ne peut pas écarter cette question, parce que c'est le développement même, les retards de l'histoire et de la révolution qui se posent.

Du côté des opprimés

(Pierre Lambert)

De 1948 à 1966, Israël a confié officiellement la gestion des relations avec sa minorité arabe à un gouvernement militaire, qui a perduré jusqu'en 1985. Depuis, c'est un conseiller aux affaires arabes auprès du Premier ministre qui gère le sort du million de travailleurs arabes israéliens. Si l'on se place du côté des exploités et des opprimés, cela n'explique-t-il pas pourquoi l'Etat hébreu lance tanks, camions, hélicoptères, lance-flammes contre l'Intifada ? Un camarade a parlé du problème des jeunes. Toutes les grandes révolutions mettent toujours la jeunesse en avant. La jeunesse ne demande l'avis de personne pour s'engager dans le combat libérateur. En Palestine, dans les territoires occupés, la jeunesse a décidé de ne plus subir. Cela, parce que, à 12 ans ou 15 ans, subir journallement le mépris entraîne le refus.

De quel côté sommes-nous ? Nous sommes avec les opprimés, avec cette jeunesse qui fait preuve d'un héroïsme sans exemple. Je mentionnerai ce qu'a écrit Victor Hugo sur le jeune Bara dans la Révolution française. Aucun être humain ne peut accepter l'impudence de ceux qui

oppriment. De quel côté sommes-nous ? Du côté de ceux qui veulent détruire l'enseignement, de ceux qui veulent anéantir toute la culture, qui est basée sur l'instruction ? Ou bien du côté de ces jeunes lycéens qui (trois sur quatre) ont refusé de voter pour les conseils de la vie lycéenne qui entendent les associer à la destruction de leur propre avenir ? Ce sont des jeunes également, nous devons les aider.

Rappelons ceux qui, en 1907, 1908, 1910, étaient quelques dizaines, les bolcheviks, et qui ont ouvert la voie à la plus grande des révolutions de l'humanité. Certes, l'URSS a dégénéré. Certes, la caste parasitaire des bureaucrates a littéralement vendu les peuples soviétiques, qui, aujourd'hui, souffrent les pires maux de la restauration capitaliste. Certes, la situation mondiale est toujours sombre.

Les retards de la révolution font que la question reste posée de savoir si elle aura lieu ou non. La barbarie est à nos portes. Elle est au Kosovo, elle est en Serbie, elle est en Russie, elle est dans les Balkans. En Afrique, sur tous les continents, la barbarie s'étend. En France même, où les médias, le "gouvernement pluriel", la

droite et la gauche saluent la "croissance croissante", 5 millions d'hommes et de femmes vivent en dessous du seuil de pauvreté. N'est-ce pas la barbarie qui monte ?

On reproche aux révolutionnaires de ne pas être "réalistes". Ce reproche, il n'y a pas que des gens de mauvaise foi pour nous l'adresser, quand ils ne nous calomnient pas.

Il est aussi des personnes, des militants de bonne foi pour estimer que les objectifs de la IV^e Internationale ne sont pas "réalistes". Posons-leur la question : où a conduit le "réalisme" de tous ceux qui se soumettent à l'impérialisme ? Où a-t-il conduit le peuple palestinien ?

La grande difficulté, aujourd'hui, en Palestine, la grande difficulté de l'Intifada, c'est qu'il n'y a pas de parti. Et cependant, le combat démontre qu'il y a des forces qui se cherchent. De même, sur un autre plan, en France, le rejet massif qui se traduit par l'abstention aux élections — 60 %, 70 %, voire 80 % —, qui se traduit par les grèves, démontre qu'il y a réflexion, recherche.

C'est vers ces militants, courants, travailleurs et jeunes de tous les pays, de tous les continents, que la IV^e Internationale et ses sections se tournent, pour œuvrer ensemble à la construction de partis ouvriers indépendants dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs.

A ceux qui organisent la destruction des bases de la civilisation, nous répondons par les faits : où mène votre réalisme ?

•
••

Pour compléter ce que le camarade Gluckstein a dit sur l'Afrique du Sud, je citerai un passage de Trotsky à ce sujet :

"Une colonie esclave, dans la mesure où la révolution victorieuse changera radicalement les rapports, non seulement entre les classes, mais aussi entre les races, assurera aux Noirs la place dans l'Etat qui correspond à leur nombre. La révolution sociale en Afrique du Sud aura également un caractère national."

N'est-ce pas là, dans d'autres conditions, le problème qui est posé en Palestine ?

Ce n'est pas facile, au moment où l'on détruit, où partout l'on essaie de détruire l'indépendance des organisations. Pourtant, y a-t-il autre chose à faire ? La République azanienne deviendra avant tout une République noire. Cela n'exclut évidemment pas une complète égalité de droits pour les Blancs. Mais une fraternelle relation entre les deux races dépend surtout de la conduite des Blancs pour s'intégrer avec la majorité écrasante de la population affranchie de la dépendance servile, dans la constitution d'un Etat respectant l'égalité des droits, l'égalité en droit.

En Palestine, une Assemblée constituante, avec les deux composantes juive et arabe, exige la constitution d'une République palestinienne laïque. Pas une République israélienne. Et cela conduit à poser le problème central pour l'émancipation, celui de la destruction de l'Etat hébreu, de l'Etat oppresseur, comme en Afrique du Sud.

Je vais vous faire une confidence. Il se trouve que je suis d'origine juive. Mais je suis marxiste avant tout. Je sais ce que cela voulait dire, être Juif, de 1939 à 1945, ce que signifiaient les camps de concentration. Mais les trotskystes qui combattaient à l'époque n'ont jamais dit que le peuple allemand était coupable. Je n'ai jamais accepté la "responsabilité collective" du peuple allemand.

En Afrique du Sud, en Palestine, il nous faut reconnaître absolument et sans réserve les premiers pas vers l'émancipation, vers "l'émancipation humaine", le droit inconditionnel des Noirs à l'indépendance, en Palestine le droit inconditionnel aux Palestiniens arabes d'avoir leur nation, la nation palestinienne. Il faut casser les rapports de servitude.

UN SEUL ÉTAT POUR TOUTE LA PALESTINE

Il faut donc combattre pour que les travailleurs hébreux se mettent du côté de

l'Intifada. J'ai lu toute une série de déclarations de la gauche israélienne, de "La Paix maintenant", de la gauche française, de l'extrême gauche, etc. Ils sont tous avec l'ONU, instrument de l'impérialisme mondial, pour deux Etats. Tous, y compris la LCR, Lutte ouvrière, tout le monde... Eh bien, nous, nous sommes pour un seul Etat sur tous les territoires historiques de la Palestine, pour une République palestinienne libre, laïque et démocratique, assurant l'égalité des droits pour tous ses citoyens.

Il est vrai que nous ne sommes plus dans la situation qui existait il y a vingt ou trente ans. La situation n'est plus la même. Le degré d'oppression, de servilité de l'Etat hébreux à l'égard de l'impérialisme s'est développé d'une manière incommensurable. On est bien obligé de partir des faits. Le pire des crimes, en tout cas pour les révolutionnaires, en Afrique du Sud, serait de faire la moindre concession aux privilèges et aux préjugés des Blancs. De même en Israël. Il y a eu une manifestation de 4 000 personnes à Tel-Aviv — dans laquelle il y avait malgré tout une bonne majorité d'Arabes, avec des Juifs.

Trotsky disait qu'en Afrique du Sud, le parti révolutionnaire doit poser l'alternative à tout ouvrier blanc : ou bien soutenir l'impérialisme, ou bien combattre avec les ouvriers et paysans noirs contre l'impérialisme et ses agents au sein de la classe ouvrière même.

En Palestine, la question est : ou bien du côté des travailleurs palestiniens arabes, ou bien du côté de l'impérialisme.

Je terminerai par une citation de Trotsky, qui, en 1934, écrivait sur la Palestine :

"Les faits quotidiens démontrent que le sionisme est incapable de résoudre la question juive. Le conflit entre Juifs et Arabes en Palestine prend un caractère toujours plus tragique et toujours plus menaçant.

Je ne crois absolument pas que la question juive puisse être résolue dans le cadre du capitalisme pourrissant, et sous le contrôle de l'impérialisme britannique. Travailler pour le socialisme international, c'est aussi travailler pour la solution de la question juive."

Allemagne : le PDS, son caractère, son rôle politique

Par Werner UHDE

Quel rôle joue aujourd'hui le PDS (1) en Allemagne ? L'actualité la plus immédiate de cette question se manifeste, par exemple, dans le fait que *Le Monde diplomatique*, de décembre 2000, a jugé nécessaire — alors que la résistance des travailleurs allemands conduit, au sein du SPD, à des regroupements s'opposant à la politique du gouvernement Schröder —, d'appeler à une "Union de la gauche allemande" formée par une "alliance" du SPD et du PDS.

On analysera le caractère politique du PDS et le rôle qu'il joue effectivement, à partir notamment de la place qu'il s'attribue lui-même, particulièrement dans son propre programme. Nous citerons pour cela le projet de programme rédigé par la commission du programme à son Congrès de Münster, en avril 2000, ainsi que les thèses de la minorité qui s'est opposée à ces thèses. Nous parlerons de l'action concrète du PDS dans les Länder, où il appuie la politique gouvernementale, que ce soit en soutenant de fait un gouvernement du Parti social-démocrate allemand (SPD) en Saxe-Anhalt ou bien en participant directement à une coalition gouvernementale avec le SPD (Mecklembourg-Poméranie), ou enfin dans les fonctions qu'il occupe au niveau parlementaire ou exécutif dans l'Etat fédéral, les Länder et les communes.

Il nous semble que ces éléments contribueront à éclairer à l'échelle internationale le débat qui se mène sur la place des partis staliniens qui ont été au pouvoir dans les pays d'Europe de l'Est, notamment de la place du PDS, issu du SED au

pouvoir pendant quarante-cinq ans en RDA et complaisamment présenté ici ou là sous les meilleures auspices.

UN PARTI SOCIALISTE À GAUCHE DU SPD ?

Le PDS se définit lui-même comme un parti socialiste se démarquant "à gauche" du parti social-démocrate. Mais commençons par le commencement : pour ce "parti socialiste", définir l'ordre social actuel comme capitaliste "ne rend pas compte de la réalité".

"Le PDS agit dans une société dont le concept de capitalisme ne peut pas suffire à rendre compte de la réalité. La plupart des citoyennes et citoyens attribuent à cette société des avantages qu'il serait malavisé de nier et que les sciences sociales décrivent généralement comme modernes" (Thèses de la commission du programme, p. 4).

(1) PDS : Parti de la démocratie socialiste.

D'après le PDS, donc, nous n'aurions plus "vraiment" affaire avec le système capitaliste de la propriété privée des moyens de production, ni même avec une classe ouvrière, encore moins avec une classe ouvrière susceptible d'être l'agent décisif de la lutte pour remplacer ce système par le socialisme. Que reste-t-il de socialiste dans la définition de la société faite par ce parti ?

Quand il se définit comme parti socialiste, il faut admettre qu'il y a, au point de départ, tromperie sur la marchandise. Pour dissimuler la chose, le PDS accole au mot "socialisme" l'étiquette de "moderne".

Pour le PDS, le capitalisme s'est donc dépassé lui-même pour évoluer vers une "modernité" positive. Un acquis essentiel de cette modernité, c'est bel et bien

"Le marché, qui, malgré sa froideur sociale, sa cécité écologique et ses effets destructeurs, est un mécanisme décentré irremplaçable de sélection. D'autres qualités de la modernité sont entre autres la différenciation de la société, (...) l'internationalisation de l'économie et de la société et le processus d'individualisation" (p. 4).

Cette modernité n'est rien d'autre que la marchandise qui nous a été servie depuis des mois et des mois par l'Internationale socialiste et sa fameuse "troisième voie", dans laquelle elle voyait encore, avec son mentor Clinton, les "chances et les défis positifs de la mondialisation".

Comme eux, le PDS considère que sa tâche est d'encourager le développement de cette modernité. Il faut pour cela

"une régulation économique modifiée et des réformes institutionnelles sans lesquelles on ne peut agir sur les nouvelles tendances d'une restructuration sociale et écologique" (p. 20).

Les ambitions modernisatrices du PDS ne reculent devant rien, comme on le verra. Leur "modernisation effective", comme ils aiment à l'appeler, implique "l'élimination d'encroûtements et de réglementations qui font obstacle à l'évolution", ainsi que "d'avantages acquis" (p. 4). Et comme si les choses n'étaient

pas assez claires, le PDS précise qu'une telle action sociale et écologique de déréglementation ne doit "*pas ignorer les intérêts des entreprises*" (p. 20).

Vous voulez savoir comment le PDS justifie une telle position ? Beaucoup n'en croiront pas leurs yeux, et pourtant :

"Comme le profit est la réalisation de la propriété capitaliste, on a dans l'histoire de la gauche eu l'idée que, par un acte d'expropriation des possesseurs du capital, il pourrait être mis fin à la subordination de l'économie et de la société à la mise en valeur du capital. Marx lui-même a succombé à la tentation de cette idée" (p. 20).

Ce serait, selon ces gens-là — dont la majorité des membres a exercé le pouvoir dans la dictature bureaucratique en RDA —, les leçons qu'ils auraient tirées de leurs "expériences de la propriété socialiste d'Etat n'aboutissant pas à la propriété réelle du peuple". Ce sont ces leçons qui auraient immunisé le PDS contre cette "tentation" (*ibidem*) à laquelle le pauvre Marx est d'accusé d'avoir cédé. Le PDS rend donc le système de la propriété sociale responsable de l'échec de la RDA. Les véritables responsables, ceux qui ont constitué la bureaucratie stalinienne du SED, il ne les connaît pas, et pour cause... La faillite de la bureaucratie stalinienne devient pour le PDS, comme pour tous ses compères staliniens ou staliniens "rénovés" de toutes les fractions, la faillite du socialisme.

Quand le PDS invoque le "socialisme de la RDA", il occulte délibérément l'expropriation du capital. Il fonde la "légitimation historique de son action politique" en invoquant la "substance antifasciste et pacifique de la RDA" (p. 7).

NOUVELLE TROMPERIE SUR LA MARCHANDISE SOCIALISME

Le PDS, dans une filiation absolue avec le SED, prétend faire passer pour "socialiste" la politique de la coexistence pacifique, la politique de collaboration et de partage du pouvoir de la bureaucratie

du Kremlin et de la bureaucratie stalinienne avec l'impérialisme américain et l'impérialisme mondial. Il justifie la politique qui a imposé la division de l'Allemagne et de la classe ouvrière allemande, ce qui en soi n'est pas si étonnant lorsqu'on se souvient de l'acharnement avec lequel ceux de ses dirigeants qui étaient au pouvoir ont réprimé jusqu'en novembre 1989 tout le mouvement d'un peuple pour son unité.

Le PDS, qui a pris bien soin de ne pas se considérer comme le défenseur et le représentant des acquis de la propriété sociale, se définit en revanche expressément comme étant dans la continuité du SED, en particulier de son caractère restaurateur de la propriété privée capitaliste, avec toutes ses conséquences.

Plus de dix ans après la réunification, les faits sont là, vérifiés et vérifiables : c'est la bureaucratie du SED qui a ruiné la propriété sociale contre les intérêts des ouvriers en la soumettant au diktat et aux privilèges d'une bureaucratie corrompue et incapable, pour finir par la livrer à la privatisation. C'est en tant que SED d'abord, puis en tant que PDS, qu'elle a préparé puis exécuté et appuyé la privatisation. Naturellement, elle a joué sa "musique d'accompagnement critique", mais demandez aux ouvriers, aux chômeurs, aux citoyens des cinq Länder de l'Est. Ils se souviennent : c'est ce même Modrow qui — en tant que chef SED du gouvernement de la RDA à partir de décembre 1989 — a mis en place la Treuhând, instrument central de privatisation-liquidation de la production et des autres formes de propriété collective, qui est devenu et est encore aujourd'hui président d'honneur du PDS (début février 1990, le SED présidé par Gysi s'est refondé en PDS, présidé par le même Gysi).

Malgré le caractère brutal et très large de la privatisation, toutes les conquêtes de la propriété sociale n'ont pas pu jusqu'à aujourd'hui être privatisées-liquidées contre la résistance des masses. Dans les Länder et les communes, le PDS vote en permanence soit pour la privatisation directe d'hôpitaux, de jardins d'enfants, de logements, de transports en commun, d'entreprises municipales, d'universités,

d'organismes sociaux, soit sous forme "d'accompagnement social". Il appuie en toutes circonstances les différentes étapes du processus de modification des formes de droit et de propriété. Cela s'opère en collaboration avec les responsables du SPD, mais aussi avec la CDU, ce dont celle-ci prend acte en reconnaissant les mérites du PDS. Devant cette réalité, le "socialisme à la gauche du SPD" n'est que pure démagogie et farce tragique.

Refusant expressément l'expropriation du capital réalisée dans le cadre de la révolution d'Octobre et son extension à l'Europe de l'Est et à l'Allemagne de l'Est après 1945, le PDS se prononce pour ce qu'il appelle "*l'extension du principe du pluralisme aux formes de la propriété*" (p. 20). Au nombre des nouvelles formes créatrices de la propriété, il compte "*les formes de propriété d'un 3^e secteur, d'utilité publique, subventionné et créateur d'emplois*" (*ibidem*).

Gysi s'exprime là-dessus très clairement dans une interview au *Spiegel* (quarantième semaine, p. 63) :

« Nous nous sommes plutôt inspirés de l'exemple des USA. On y parle de "non-profit-sector"... En RDA et dans l'ancienne RFA, on n'envisageait pas d'autre possibilité que l'étatisation. Nous voulons que des entreprises de droit privé assument ce travail, qui recevra alors des subventions publiques. »

La vice-présidente du groupe parlementaire du PDS au Bundestag, Heidi Knake-Werner, explique :

"Il est nécessaire de comprendre le secteur d'emploi publiquement subventionné comme un nouveau secteur entre le service public et l'économie privée (...). Il y a justement des problèmes avec la rémunération selon les conventions collectives. C'est ainsi qu'un pacte remarquablement large entre le ministère du Travail, le DGB, les Eglises, la chambre industrielle et commerciale, la chambre des artisans, le district de Bad Döberitz et la ville de Rostock avec son maire en tête s'est entendu sur un impératif de modération salariale pour ce secteur (au nom de la lutte contre le chômage). Nous trouvons cela inacceptable, car cela comporte le danger que le secteur d'emploi publiquement subventionné se

transforme en un nouveau secteur de bas salaires" (*Neues Deutschland*, 28 janvier 2000).

Remarquons au passage que le ministre du Travail dénoncé par le député du PDS, qui accepte néanmoins la constitution d'un nouveau secteur "*entre le service public et l'économie privée*", représente lui aussi... le PDS.

Le ministre du Travail PDS dans la coalition gouvernementale avec le SPD en Mecklembourg-Poméranie, Holter, et les représentants du PDS dans l'exécutif des communes ont fait de "*ces emplois publiquement subventionnés*" le point le plus important de la participation du PDS au gouvernement.

Le PDS s'y révèle comme "l'acteur" de l'assèchement financier des budgets publics, du service public et des prestations sociales publiques comme mission des Länder et des communes. On liquide les missions sociales de l'Etat et on remet ensuite les moyens des budgets publics à des institutions de toutes sortes, mais avant tout à des associations caritatives et à des ONG, pour qu'elles fournissent des "*prestations de remplacement*".

Les "emplois" ainsi créés le sont en réalité après la suppression des emplois normaux rémunérés selon la grille du service public, pour les remplacer partiellement par des emplois toujours payés en dessous des conventions collectives, et partiellement sans protection sociale et à durée déterminée.

Voilà la modernité sociale "créatrice", telle qu'elle se révèle sous la pression du changement structurel, allant vers "*moins d'Etat*", vers une "*société de prestations de services*", qui obéit fort opportunément au diktat de la consolidation maastrichtienne des budgets. Ce que le PDS résume par :

"L'action de l'Etat sera à réorienter sous la pression efficace des syndicats, par les initiatives des citoyennes et citoyens, par des contre-pouvoirs de toutes sortes de la société civile" (p. 21).

Le PDS s'attire l'estime de tous les modernisateurs et mondialisateurs en se plaçant à l'avant-garde de la destruction

du service public et des services sociaux publics, de la privatisation des missions sociales de l'Etat, de la déréglementation et du contournement des contrats de travail normaux et des conventions collectives nationales.

C'est donc ainsi que sont définis comme étant "*de gauche*", "*à gauche du SPD*", le démantèlement des organismes et institutions publics, des services sociaux publics, tous les acquis historiques de la lutte de la classe ouvrière, du mouvement ouvrier et de la démocratie.

LE PDS ET LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG)

C'est là que le PDS définit sa mission centrale et qu'il accorde une place particulière aux ONG comme "*acteurs de la société civile*". Dans les Länder et les communes, le PDS se signale comme force motrice de ce processus de privatisation et d'ONGisation des tâches de l'Etat, ce qui signifie aussi le démantèlement de la démocratie communale.

La voie du "*socialisme moderne*" que nous propose le PDS se révèle donc n'être rien d'autre que la "*coopération sociale-écologique*" au processus entièrement destructeur de la mondialisation. Que reste-t-il de la prétention du PDS à être un "*parti socialiste à gauche du SPD*" ?

Les "*possibilités positives de la modernité*", dans laquelle les rapports capitalistes, selon le PDS, sont dépassés, exigent une nouvelle redéfinition générale du socialisme. Le PDS veut donner une nouvelle définition du "*rapport entre socialisme et modernité*" (p. 4), et ce positivement.

Les "*possibilités surgies dans le cadre de l'inéluctable mondialisation*" concordent curieusement avec les objectifs qu'il définit lui-même au "*socialisme moderne*". C'est la même modernité pour laquelle Gerhard Schröder veut "*dépasser*" les "*valeurs social-démocrates fondamentales*" et le caractère du SPD comme parti lié aux acquis historiques de

classe. La définition du PDS comme "*parti socialiste moderne*" ou comme "*parti du socialisme moderne*" le définit effectivement comme instrument de la politique de "*coopération sociale-écologique et humaine à la globalisation*".

Mais la politique de globalisation, c'est la déréglementation, la privatisation, le "retrait de l'Etat", conformément aux exigences de la modernisation et du changement structurel que dictent le capital financier international et ses institutions internationales et régionales.

Gysi a fait savoir en son temps qu'il avait conçu ses "*Douze thèses pour un socialisme moderne*", qui ont servi de base aux travaux de la commission du programme pour le Congrès de Münster, comme une réponse au manifeste Schröder-Blair qui prescrivait aux partis sociaux-démocrates de s'orienter vers une politique de "troisième voie", vers une politique caractérisée par eux de "*coopération sociale à la modernisation*".

Mais les thèses de Gysi et le projet de programme du PDS représentent exactement le contraire de ce que Gysi prétend. Le PDS veut absolument jouer son rôle parmi les modernisateurs, sur la voie destructrice de la mondialisation. C'est ce que la suite de ce texte doit exposer et chacun pourra en juger.

Cette orientation programmatique — très concrètement mise en pratique — devient encore plus claire avec l'accent mis sur la "*société civile*". Le texte du programme souligne le rôle de "*contre-pouvoirs et acteurs de la société civile*" comme porteurs du processus de transformation en direction de la "*modernité*", du "*socialisme moderne*", qui acquiert des contours nets avec la "*société civile*".

Le PDS se retrouve indiscutablement en compagnie de la politique de la "troisième voie" de Schröder, Blair, Clinton, telle qu'elle avait été formulée au sommet de Florence définissant les exigences de la modernisation et de la mondialisation.

En Allemagne, les Henkel et Breuer, présidents des industriels allemands et de la Deutsche Bank, par exemple, sont eux

aussi de chauds partisans de la "société civile". Tout comme Schröder, qui s'en explique dans son fameux article-programme sur la "*société citoyenne civile*".

La notion de "société civile" nie explicitement l'existence d'intérêts de classes opposées, qu'elle subordonne à la "*communauté de la société civile*", à l'intérêt général, à la responsabilité commune d'ensemble.

Le rôle de défense des intérêts particuliers des travailleurs par les syndicats est nié. Comme est nié le principe de représentation par des partis des intérêts d'une classe sociale spécifique. Un coin est ainsi enfoncé dans un des fondements de la démocratie représentative, ruinant les bases mêmes de la démocratie.

Pour réaliser cet objectif, nous le savons, les syndicats doivent être mis sur le même pied que les ONG, ces "acteurs importants de la société civile", et transformés en instruments politiques de la mondialisation, en les associant à l'élaboration des instruments destinés à mettre en œuvre la politique de réformes structurelles et de changement structurel prescrits par le FMI et l'Union européenne. Tout est fait pour que cela se réalise sous la responsabilité commune des syndicats, des unions patronales et des gouvernements, par l'intégration dans des pactes sociaux et des pactes pour l'emploi de toutes sortes.

Voilà la menace qui pèse aujourd'hui en Allemagne avec le développement du "pacte pour l'emploi" sous la houlette politique de Schröder, pacte qui a, cette année, largement ouvert des brèches dans l'autonomie des négociations collectives.

Au nom de la "société civile", une formidable entreprise de déréglementation des acquis de la classe, de ses systèmes de garanties collectives, des conventions collectives nationales, de la législation du travail, des systèmes de Sécurité sociale, en un mot de l'Etat social, est engagée. Ils sont remplacés par la privatisation, la responsabilité individuelle, l'Etat activant les ONG, aidé en cela par la politique du PDS, relayant Schröder.

CE N'EST PAS, N'A JAMAIS ÉTÉ UN PARTI OUVRIER...

Le PDS ne se définit pas comme un parti ouvrier et n'en est effectivement pas un. Qu'un parti pour lequel la classe ouvrière n'existe plus se prétende socialiste, alors que la seule condition réaliste et historiquement décisive pour le socialisme, c'est la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation, il y a là une tromperie manifeste.

Sur cette question aussi, la continuité avec le SED est éclairante. La fondation du SED par la fusion forcée du KPD et du SPD en 1946 signifiait la liquidation du parti ouvrier allemand KPD, la mise hors la loi et la dissolution forcée du SPD en Allemagne de l'Est. C'est l'acte de la division de la classe ouvrière allemande, la base de la division de l'Allemagne perpétrée ensuite.

La domination stalinienne de la bureaucratie du SED ne tolérait aucune organisation ouvrière indépendante, les syndicats indépendants en territoire est-allemand ont été également liquidés et remplacés par l'organe d'Etat qu'était le FDGB, courroie de transmission des décisions du SED. Cela contribua à donner au SPD cette place de parti ouvrier traditionnel en Allemagne, qu'il occupe encore aujourd'hui, bien que la direction du SPD ait subordonné les intérêts ouvriers aux intérêts du capital et à la défense de l'Etat bourgeois. Mais il n'est pas inutile d'examiner la place que veut occuper le PDS dans l'œuvre que se fixe Gerhard Schröder. Pour des raisons historiques sur lesquelles nous ne reviendrons pas ici, le SPD reste organiquement relié aux principales conquêtes de la classe ouvrière allemande. C'est la raison pour laquelle Gerhard Schröder doit détruire totalement le SPD comme parti ouvrier, ce qui est l'objectif de son "changement de cours".

Il est bon de rappeler que le SED, dont le PDS est issu, a été non seulement le parti des privilèges et de la domination de la bureaucratie stalinienne, comme parti de la division de la classe ouvrière allemande et de l'Allemagne, de la répression

des organisations ouvrières indépendantes, mais que les adhérents du PDS sont toujours essentiellement issus des couches moyennes et inférieures de l'ancienne nomenklatura. A l'Ouest, quelques modestes forces de caractère stalinien et pro-stalinien s'y sont joints. Mais des 1,2 million d'adhérents de janvier 1990, il n'en est resté au PDS en décembre 1998 que 94 500, dont à peine 3 000 dans l'ancienne RFA. Fin 1999, 52 % des adhérents avaient plus de 65 ans.

IL N'Y A ABSOLUMENT PAS DE PLACE POUR UN TEL PARTI DANS LA SOCIÉTÉ

Il faut être clair : cette organisation, qui regroupe des éléments importants de l'ancienne nomenklatura, ne doit la marge de manœuvre lui permettant de continuer à exister qu'à la politique de l'appareil dirigeant du SPD. En effet, c'est l'orientation politique du SPD dirigée contre l'unité de l'Allemagne, son appui prolongé à la bureaucratie stalinienne et aux groupes qui en sont issus et se regroupent aujourd'hui dans et autour du PDS, ainsi que le frein opposé au mouvement des travailleurs est-allemands vers le SPD comme parti ouvrier de toute l'Allemagne et comme représentation politique commune de la classe ouvrière allemande unie qui donnent au PDS cet interstice.

L'extrême faiblesse du SPD dans les cinq Länder de l'Est est reliée à cela.

Le PDS, qu'on peut donc qualifier, d'une certaine manière, de produit artificiel de la politique de l'appareil du SPD, cherche depuis lors à se faire une place comme prétendu ersatz "socialiste" d'une politique social-démocrate et continue pour cela à profiter de la politique de la direction du SPD. Mais il lui faut dans ce processus définir toujours plus ouvertement son orientation politique et son action en relation directe avec l'accompagnement de la direction que Schröder cherche à imposer au SPD. Mais cela menace de le priver de toute possibilité de prétendre péniblement à un rôle de "parti socialiste, à gauche du SPD".

Telle est la raison de la crise aiguë qui a abouti à la démission de Gysi et de Bisky lors du Congrès de Münster. C'est la raison pour laquelle la minorité du parti a dû reprocher aux "thèses programmatiques" de "nuire à l'identité socialiste" du PDS et d'ouvrir "grand les portes à une politique et une pratique néolibérales" (pp. 33 et 42).

Le PDS, qui, rappelons-le, ne se définit pas comme un parti ouvrier, peut encore moins prétendre à être le parti de la classe ouvrière allemande unie. La classe ouvrière a été le moteur de la réunification et elle est le seul fondement social et politique de l'Allemagne unie. Cela s'exprime dans des organisations politiques et des syndicats communs, luttant pour les mêmes droits et acquis sociaux, pour des conventions collectives nationales, pour l'unité sociale de l'Allemagne.

Et c'est délibérément que le PDS continue à se présenter comme une "représentation politique des intérêts de la population est-allemande". Pour lui, il continuerait à exister "deux sociétés dans un Etat" (p. 24).

Dans ce sens, le PDS, qui revendique la continuité d'une politique de division de l'Allemagne, se sert de cette filiation pour des objectifs très actuels. Il ne cesse, par exemple, d'encourager l'opposition entre l'est et l'ouest de l'Allemagne pour identifier les intérêts des travailleurs et des patrons à l'est contre l'ouest. L'alignement des conditions de travail et des salaires de l'est sur ceux de l'ouest devrait par exemple se faire, pour le PDS, sur la base du renoncement d'avantages arrachés par la lutte des classes à l'ouest au profit de l'est, en un mot une politique de division de la classe ouvrière et de combat contre les acquis historiques du prolétariat réuni.

Dans la lutte revendicative actuelle des travailleurs des services publics pour l'alignement à 100 % de l'est sur l'ouest, le président saxon du PDS, Peter Porsch, considère qu'un

"alignement à 100 % des salaires de l'est dans les services publics sur ceux de l'ouest n'est pas possible. Les budgets des Länder de l'est n'y survivraient pas,

vu leurs faibles forces économiques (...). Une unification de la rémunération dans les services publics ne serait donc concevable qu'à niveau où les salaires et traitements des personnels ouest-allemands seraient ramenés à 97 %" (Berliner Zeitung, 8 juin 2000).

Le programme de "transformation social-écologique à l'est" du PDS prétend encourager une économie capitaliste de marché, avec une place particulière pour les "petites et moyennes entreprises". Pour cela, il revendique un rôle d'avant-garde pour l'Allemagne de l'est dans la mise en œuvre d'une politique de l'emploi que nous connaissons, puisque c'est celle du FMI, de l'Union européenne et du gouvernement Schröder. Le PDS péroré sur le "développement et l'extension de voies innovatrices pour le maintien d'emplois présents et la création d'emplois nouveaux", en insistant particulièrement sur le "secteur publiquement subventionné", dont le "capital propre et le potentiel d'innovation doivent être renforcés", "le capital risque à disposition", les "créations d'entreprises facilitées et des aides à l'investissement" accordées... Bref, de diverses manières, le budget public doit être mis à contribution (pillé) au profit de l'économie privée, pour donner naissance aux éléments de la "nouvelle économie" qui se manifeste surtout comme une spéculation risquée (p. 25).

Le PDS s'est aligné sur la politique du gouvernement Kohl et s'aligne maintenant, de manière renforcée, sur celle de Schröder, qui consiste à freiner la lutte pour l'unité sociale, à la faire régresser et à encourager dans l'ensemble la "différenciation régionale" et la "régionalisation du développement économique" (p. 25) jusque dans les conventions collectives nationales.

Que le PDS ne se définisse pas comme un parti ouvrier et qu'il n'agisse pas non plus comme tel, nous l'avons vu. Mais il faut encore lire le passage qui suit pour saisir à quel point il s'agit d'une position assumée. Il dit, page 31 de son projet de programme :

"Il n'y a plus de prolétariat qui pourrait y être le grand acteur de la transformation sociale, tel que l'espérait autre-

fois la gauche avec Marx. Les salariés sont trop diversifiés partiellement, trop intégrés dans la société bourgeoise moderne...

Cependant, les pertes et les risques sont souvent répartis d'une manière extrêmement inégale entre les groupes sociaux salariés très divers, et même parfois entre les individus, et liés très diversement avec des avantages acquis.

La différenciation de la société a entraîné la dissolution des milieux traditionnels, y compris des milieux ouvriers. De nouveaux milieux les ont remplacés, par exemple ceux de personnels hautement qualifiés et bien rémunérés, ceux de professions sociales et scientifiques qualifiées, de travailleurs indépendants ayant réussi et de professions libérales à hautes performances, qui sont pour partie très intégrés dans la société actuelle, et pour partie aussi sensibles aux problèmes sociaux non résolus, du fait de leur propre niveau culturel."

A la question qu'il se pose lui-même, de savoir "quelles forces peuvent modifier la société de façon progressiste", le PDS répond :

"La faiblesse actuelle des acteurs de la transformation sociale est un grand danger (...). Il est à prévoir que ce n'est qu'au cours de l'évolution que se dégageront les acteurs répondant aux différents champs de problèmes" (p. 30).

Et plus loin :

"Souvent, les groupes d'acteurs sont unis plutôt par des intérêts qui ne se recoupent pas avec les structures sociales telles que propriété et ressources économiques, revenus, niveaux d'éducation, etc.

Dans beaucoup d'initiatives de citoyennes et de citoyens, dans des groupes écologiques, les groupes tiers-mondistes, les mouvements de scientifiques, les groupes d'experts, les associations de consommateurs et les cercles religieux, il y a un potentiel de résistance contre la politique dominante" (p. 31).

Une importance éminente est accordée aux ONG : "Une préoccupation fondamentale des réformateurs de gauche" est que "les acteurs de la société civile acquièrent une importance nettement plus

importante et exercent une pression par en bas sur les orientations stratégiques" (p. 22).

Il est alors souhaité que les ONG prennent, en "internationalistes", la relève de la classe ouvrière :

"Il faut que la gauche ait à cœur de soutenir par sa solidarité les forces émancipatrices dans le tiers-monde, de faire acquérir une nettement plus grande influence politique aux ONG, aux organisations de base dans les pays dits en voie de développement, d'encourager leur mise en réseau international (...). Nous voulons une politique internationale fortement ancrée dans la société civile. Cela implique étroitement que le PDS renforce résolument sa collaboration avec les ONG de développement et autres initiatives en RFA" (p. 30).

Ce n'est un secret pour personne : les ONG sont pour l'essentiel financées par la Banque mondiale, qui le revendique, ainsi que par de nombreux gouvernements. Elles accompagnent de façon "humanitaire-écologico-critique" et aussi "pacifiste" toute la politique du FMI, de la Banque mondiale, de l'Union européenne et des gouvernements. Leurs "contre-sommets" sont entre temps devenus partie prenante du fonctionnement des institutions de la Banque mondiale et du FMI elles-mêmes.

Dans l'Etat fédéral, les Länder et les communes, les ONG jouent leur rôle — officiellement encouragé — dans la destruction des services publics sociaux, ainsi que dans la déréglementation des contrats de travail et des conventions collectives. Le PDS a "découvert" comment pallier "la faiblesse actuelle des acteurs du changement social" : ce sont les ONG, en direction desquelles il a décidé "l'ouverture du PDS". N'ayant aucun enracinement social de classe, il s'offre à toutes les forces — particulièrement aux ONG — comme instrument de l'accompagnement social-écologique et de la coopération à la mondialisation-modernisation.

Mais ce n'est pas seulement pour lui que le PDS refuse toute place de parti ouvrier. Il nie la nécessité pour la classe ouvrière de conserver des organisations indépendantes, syndicales et politiques.

Cela n'empêche pas le PDS de se vendre comme "parti socialiste à gauche du SPD", particulièrement en direction des forces qui, dans les syndicats et le SPD, cherchent une réponse à la crise des organisations ouvrières et à la politique de leur direction, qui livre les acquis de la classe ouvrière et ses organisations à l'affaiblissement et à la destruction.

Le PDS se présente donc à ces tendances avec tous ses moyens (et ils sont considérables, trésor de guerre du SED et royalties des privatisations) pour tenter de barrer toute issue positive à la crise du mouvement ouvrier et mener politiquement ses forces positives à l'impasse.

RÉFORME DU FMI, DE LA BANQUE MONDIALE ET DE L'OMC

Le FMI, la Banque mondiale et l'OMC — relayés en Europe par l'Union européenne — sont les institutions du capital financier international et des multinationales sous la domination américaine, qui imposent aux travailleurs et aux peuples dans le monde la "politique de globalisation", dont la politique de "changement structurel" et de "plans d'adaptation structurelle", de "libéralisation", de déréglementation, de privatisation et de flexibilisation poursuit le but central de soumettre de plus en plus l'économie mondiale aux exigences de la spéculation. Cette politique accule le monde à une destruction barbare.

Le PDS se prononce de fait pour "une démocratisation du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC", pour la "limitation de la spéculation par des impôts et des mesures de contrôle de la circulation des capitaux" et pour le "contrôle des trusts internationaux" (p. 11).

"A côté d'accords sur les standards sociaux et environnementaux, une réglementation de la circulation internationale des capitaux semble très urgente. L'instauration d'un impôt sur la circulation des devises (taxe Tobin) et d'impôts sur la circulation des capitaux, le contrôle assuré de grands mouvements de capitaux, un contrôle public des banques et

une liaison plus étroite du dollar et de l'euro devraient être des pas essentiels sur cette voie" (p. 21).

Avec ces phrases éculées et ces vœux pieux, le PDS se prononce aussi pour un "renforcement de la réglementation économique internationale et sa réorientation sociale, écologique" (p. 21). Et, plus loin :

"Une vaste réforme sociale et écologique de l'OMC est nécessaire" (p. 29).

"Au premier plan, il y a la tâche de créer des conditions donnant un cadre aux marchés mondiaux et d'imposer des standards comparables en matière de droits humains politiques et sociaux, d'écologie, de qualité des produits et de protection des consommateurs" (p. 21).

Ce sont de tels "standards sociaux" que le PDS veut réclamer au FMI, à la Banque mondiale et à l'OMC, qui détruisent en fait depuis des années les acquis de la classe ouvrière et sont en train de remettre en question les conventions de l'OIT. Dans ce but, le PDS demande que "le FMI soit partie prenante des Nations unies".

Mais la révision et la destruction des conventions de l'OIT se fait justement en les remplaçant par des principes généraux et des standards flexibilisés n'engageant à rien, intégrés à l'OMC, dont la "compétence sociale" doit être élargie. Ainsi, non seulement ils n'ont plus de caractère obligatoire, mais ils deviennent l'enjeu des "intérêts commerciaux" des gouvernements impérialistes ou des multinationales sur les "marchés mondiaux".

AVEC L'ONU, CONTRE LA GUERRE...

Le PDS se présente comme le parti de la paix. Il l'a fait notamment pendant la guerre du Kosovo. Mais le PDS fait de l'ONU le défenseur et le garant de la paix...

Pour "faire valoir l'ONU comme seule alternative réaliste en particulier à l'OTAN", les thèses programmatiques se prononcent pour le "monopole international de la force de l'ONU" et pour des

interventions militaires comme au Rwanda et au Timor-Oriental, donc pour des *"interventions militaires humanitaires"*. Cette position des forces regroupées autour de Gysi et Bisky a été mise en minorité au congrès du PDS, à Münster. Mais il n'en demeure pas moins qu'il continue à y avoir dans le PDS un consensus sur le rôle central de l'ONU et sur "l'action des ONG" pour la "paix".

Cependant, les guerres récentes — que ce soit en Afrique, en Irak ou en Europe, sur le sol yougoslave — ont eu lieu avec l'accord et l'approbation de l'ONU.

Ces guerres sont la poursuite de la politique de globalisation avec d'autres moyens. Dans l'ex-Yougoslavie, elles visaient à briser la résistance des travailleurs et du peuple contre la privatisation et contre l'ensemble des plans destructeurs du FMI. Dans ce but, des "divergences" et des "conflits ethniques" ont été créés de toutes pièces, attisés, provoqués. L'ONU porte pleinement la responsabilité de la politique de "purifications ethniques" dans l'ancienne Yougoslavie, ainsi que de l'instauration de protectorats militaires sous les troupes de l'OTAN.

Elle soutient la politique meurtrière de l'embargo contre les peuples, par exemple en Irak. Autrement dit, l'ONU soutient et approuve une politique qui viole le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Et avec le principe de l'"ingérence humanitaire", elle remet la définition du droit des peuples entre les mains de l'impérialisme américain, de la puissance dominante absolue dans le monde. La direction politique de l'ONU est aux mains du gouvernement américain, comme aussi la direction politique pour organiser les guerres.

Le PDS veut "créer la paix" par la réforme, justement, de cette ONU et par une *"forte influence sur la politique extérieure et de sécurité"*, avant tout par *"l'action commune avec des ONG et autres acteurs de la société civile et de la politique internationale solidaire"* (p. 28). Avec ces ONG, qui, par exemple, au Kosovo, mettent comme condition à leur action la présence et le renforcement des troupes de l'OTAN !

"RECOURIR À TOUTES LES POSSIBILITÉS DE CHANGEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE OFFERTES PAR L'UNION EUROPÉENNE"

L'Union monétaire et l'Union européenne sont pour le PDS, fondamentalement, un cadre positif de *"l'intégration européenne"* (p. 10). Dans le *"Parlement européen élu démocratiquement"*, le PDS veut *"œuvrer politiquement"* en tant que *"gauche"*, y compris pour une *"vaste démocratisation de l'Union européenne"* (p. 11).

Les institutions européennes ne reposent sur aucune légitimité démocratique. La Commission européenne, désignée par les gouvernements, impose ses décisions au Parlement européen. Le Parlement européen ne dispose d'aucune des fonctions d'un Parlement démocratique. Ces institutions ont pour objet d'imposer les principes du traité de Maastricht, pour qui tout obstacle au "libre marché" doit être détruit, au mépris de toute expression de souveraineté nationale des Etats. Les directives de l'Union européenne et toute sa politique sont un diktat permanent. Cela a échappé au PDS, qui voit dans l'Union européenne un de ces *"contre-pouvoirs et contre-courants agissant au-dessus du niveau national"* et agissant contre la "globalisation" pour une *"réglementation quelle qu'elle soit"*. Et *"selon le PDS, ce doit être la tâche de l'Union européenne et de l'intégration européenne"* que *"d'opposer à la crise de l'explosion des marchés financiers internationaux à nouveau une force politique organisatrice"*. Conformément à cela, le PDS veut *"recourir à toutes les possibilités de changement social et écologique qu'offre la constitution de l'Union européenne"* (p. 11), et dans ce but *"exercer une pression sur la Banque centrale européenne"* (p. 15) !

Le PDS ne s'en tient pas là : il soutient la politique de "l'Europe des régions", réclame la *"valorisation du régional"* et se prononce pour la *"compétition entre les Länder et les régions"*.

"Pour cela, il faut des réformes structurelles radicales, qui impliquent une redéfinition des compétences de l'Etat fédéral, des Länder et des communes dans la Constitution, ainsi qu'une nouvelle réglementation des finances et du système de péréquation financière" (p. 12).

Quand on sait qu'en Allemagne, le chef de file du courant exigeant cette réforme s'appelle Stoiber, président CSU du Land de Bavière, et qu'il le fait ouvertement pour se débarrasser du principe de péréquation financière qui contraint la "riche Bavière" à payer les budgets sociaux déficitaires des "pauvres Länder de l'Est", on mesure l'ampleur réactionnaire de ces positions du PDS.

"LE NOUVEAU TYPE DE PLEIN EMPLOI"

Sur la ligne directrice de la "modernisation" et des "réformes alternatives", le PDS développe pièce par pièce l'ensemble du programme de contre-réformes que le FMI, l'Union européenne et les "marchés financiers" — et la chute de l'euro provoquée par eux — exigent de façon de plus en plus pressante de l'Europe, et particulièrement de l'Allemagne et du gouvernement Schröder, auquel ils ont dicté son "changement de cours".

Le chapitre correspondant au "nouveau type de plein emploi" commence par un préambule le résumant :

"L'apparition de nouveaux champs de développement durable, le raccourcissement, la flexibilisation et l'enrichissement des contenus du travail pour gagner sa vie, une nouvelle combinaison du travail rémunéré assurant l'existence et du travail non rémunéré, choisi, s'effectuant dans le privé ou dans la communauté, des postes de travail subventionnés publiquement, la régionalisation et l'éducation ouvrent la possibilité d'un nouveau type de plein emploi" (p. 13).

C'est un résumé des éléments de l'offensive réactionnaire internationale de l'impérialisme pour "baisser le coût du travail", déréglementer, flexibiliser et privatiser.

Le PDS accepte la transformation structurelle, impulsée par la "globalisation", de la "société industrielle" en une prétendue "société de services et de savoir", et il considère que sa tâche est d'intervenir pour lui donner forme. Cette transformation signifie en fait la domination croissante de la spéculation sur tous les domaines économiques. L'anéantissement de la production et le développement du chômage de masse, la mise à sec de budgets publics, des systèmes sociaux, l'abaissement du coût du travail, tout cela se fait au profit du dégagement de masses toujours plus grandes de capitaux pour la spéculation.

La destruction du droit du travail, des emplois normaux, de la production incite le PDS à développer beaucoup d'idées pour donner forme à cette évolution.

Comme, pour lui, "le modèle d'un chef de famille de sexe masculin travaillant à plein temps toute sa vie à la façon traditionnelle est dépassé", il nous recommande "la nécessaire adaptation au changement des conditions et à la réalité d'une multiplicité de formes de travail dans une vie active". Car il en résulte des possibilités vraiment créatives

"(...) de nouvelles combinaisons de diverses façons de gagner sa vie et une nouvelle association de travail pour gagner sa vie, de périodes de qualification et de travail personnel créatif collectif et individuel. Le travail choisi sans rémunération dans la famille ou dans d'autres collectivités ou pour soi-même ne doit pas un être un ersatz imposé de travail rémunéré. Il s'inscrit dans un mode de vie plus riche, auquel on donne soi-même forme, et c'est un contrepois significatif à la commercialisation de toutes choses" (p. 14).

Ce nouveau type de plein emploi, c'est ce dont rêvent Henkel et les "marchés financiers", le "paradis" de la déréglementation totale des rapports d'emploi, dans lequel il n'y a plus les "structures rigides" des Codes du travail, des lois sociales et des conventions collectives nationales. Car les travailleurs s'y soumettant librement au chômage comme les libérant pour un "travail personnel créateur", là règnent les petits boulots, la pré-

carisation générale et le travail à temps partiel sous toutes ses formes. C'est le plus pur cynisme social.

C'est la même chose avec les formulations des "Douze thèses" de Gysi :

"Aujourd'hui, la biographie de la vie active est marquée par une juxtaposition et une succession de rôles très divers. Hier apprenti, aujourd'hui travailleur indépendant et travailleur ou travailleuse à temps partiel, demain sans travail et après-demain peut-être patronne ou patron, enfin actionnaire avec une aide sociale, etc. Les divers rôles sociaux ne sont plus liés de façon univoque à des classes, des couches et des groupes sociaux déterminés" (p. 10).

Le principe patronal de division des travailleurs sous la forme de "redistribution au sein d'une classe" n'a pas été non plus oublié, que ce soit la redistribution du travail entre chômeurs et non-chômeurs, celle entre jeunes et vieux ou entre travailleurs hommes et femmes :

"C'est pourquoi nous voulons œuvrer à ce que, par une répartition équitable du travail payé et non payé entre femmes et hommes, une véritable égalité des sexes puisse être créée" (p. 22).

La flexibilisation de toutes les sortes de travail doit aussi servir à la "redistribution du travail dans une classe" :

"De façon flexible, mais cependant couverte par une convention collective, la semaine de travail doit être réduite à 30 heures environ et l'année de travail et le cycle complet de la vie active des femmes et des hommes doivent être raccourcis. Cela donnerait accès à une répartition plus équitable du travail, y compris partage du travail domestique privé entre femmes et hommes" (p. 13).

Et :

"Le raccourcissement de la vie de travail doit s'opérer sous des formes multiples et flexibles. En premier lieu, la flexibilité devrait signifier pour les travailleurs plus de maîtrise de leur temps au lieu d'une plus forte adaptation de la vie aux rapports marchands. La flexibilité implique d'épuiser des possibilités très diverses en matière de politique du temps de travail. Le "temps de travail à la

carte" pourrait être un modèle d'avenir, en liaison avec des périodes de qualification (...), des années sabbatiques, des congés parentaux et des réglementations flexibles de remplacement sans déclassément social sur le modèle de l'Europe du Nord » (pp. 13 et suivante).

Dans le conflit actuel des services publics pour des augmentations de salaires et l'alignement de l'est sur l'ouest, le responsable du groupe parlementaire PDS à la Chambre des députés de Berlin, Harald Wolf, se présente en demandant que les patrons "proposent une rerépartition du travail et des revenus" (Taz, 2 juin 2000) : autrement dit, cette réduction du temps de travail et des salaires, associée à la casse de la convention collective nationale, que, justement, les collègues ÖTV ont rejetée, parce qu'ils veulent défendre les emplois normaux, les salaires, la convention collective nationale.

Finalement, le dada du PDS, le secteur d'emplois publiquement subventionnés, offre la possibilité de dissoudre le service public et le statut du personnel public en une multiplicité de "jobs de prestations de services" :

"C'est pourquoi le PDS accorde une grande importance à un secteur d'emplois publiquement subventionnés, c'est-à-dire à un "non profit sector", ou troisième secteur entre l'économie privée et l'Etat, pour de futurs emplois. A la différence des employés de l'Etat, il devrait être assumé par des sujets économiques autonomes..." (p. 14).

Car cela permet de développer des

"prestations de services axées sur l'humain dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la formation, des soins, de l'activité culturelle, du sport de masses, des loisirs, de l'accompagnement social et psychologique, de la communication interhumaine, de la protection de l'environnement" (p. 13).

"CONSOLIDATION DU BUDGET"

Dans toutes ses positions parlementaires et exécutives, le PDS est devenu un

adepte zélé de la politique maastrichtienne de "consolidation du budget", qui se reflète directement de l'Etat fédéral dans les Länder et les communes. Il souligne ainsi qu'il est "apte à gouverner", fait preuve de "réalisme constructif" : "Il faut réduire l'endettement public", "les caisses sont vides", il ne faut "demander que ce qui peut être payé. Dans ce cadre, le PDS coopère à des économies alternatives."

Le PDS est le partenaire du SPD au gouvernement de Mecklembourg-Poméranie. Le SPD vante les mérites des ministres PDS : "Il nous faut être reconnaissants au PDS de ce qu'il s'en tienne fermement à la consolidation du budget", et ce, contre la résistance de la population laborieuse et des syndicats.

Au Mecklembourg-Poméranie, comme en Saxe-Anhalt et dans toutes ses positions communales, le PDS appuie donc les mesures de réduction des services publics et des services sociaux, hôpitaux, universités, écoles, jardins d'enfants, institutions pour les jeunes, suppressions de personnels ; il n'y a pas de "tabous" pour le PDS.

Encore un exemple, celui de Harald Wolf, cité plus haut. Il s'explique à propos de Berlin :

"Berlin se trouve toujours devant la nécessité de consolider son budget. Avec plus de 6,5 millions de marks d'intérêts à payer, les limites de l'endettement sont franchies depuis longtemps. Le poids annuel des intérêts croît plus vite que les recettes et représente une part toujours plus grande de l'ensemble des dépenses du Land."

Que dit-il ? Dénonce-t-il le fait que les intérêts de la dette absorbent annuellement 4 milliards de marks du budget de Berlin, et plus de 80 milliards du budget fédéral, apportant de l'argent frais à la spéculation ?

C'est mal connaître Wolf, qui pour-
suit :

"Nous avons besoin d'une politique qui dit clairement à qui on doit prendre et à qui on doit donner, et qui relie la consolidation du budget à la stabilisation sociale. En même temps, il faut, par

des réformes structurelles, ouvrir de nouvelles marges de manœuvre (...). Pour éviter des licenciements économiques, il faut que tous les intéressés réfléchissent à des alternatives pour abaisser les dépenses en personnel. Il faut que les patrons et les employeurs publics renoncent à bloquer une application large de la loi sur le travail à temps partiel, il faudrait que les syndicats se montrent prêts à une réduction du temps de travail avec compensation salariale étendue."

Wolf, héritier d'un parti (le SED) qui a détruit la propriété sociale avant de la vendre, est conséquent avec lui-même : il se prononce pour poursuivre la vente de toute la propriété publique du Land. Il se prononce pour la réduction de la construction de logements sociaux, ainsi que la privatisation de davantage de logements des offices municipaux d'habitation :

"Les subventions à la construction de logements coûtent annuellement à Berlin 2,7 milliards de marks... Il n'est plus possible à l'avenir de les financer"
(Harald Wolf, dans le *Tagesspiegel*, 29 novembre 1999).

Mais ainsi qu'il convient pour un parti de "gauche" comme le PDS, la privatisation ne doit pas se faire directement au profit des grands spéculateurs immobiliers, les locataires doivent devenir les acheteurs ; autrement dit, la population laborieuse doit payer une seconde fois, en les achetant, les logements qu'elle a construits elle-même.

"MODERNISATION DU SYSTÈME SOCIAL"

D'une manière générale, le PDS se plie au diktat maastrichtien "d'atténuation des coûts dans les systèmes de Sécurité sociale" (p. 18) dans le cadre de la "consolidation du budget" déjà mentionnée.

Il ne s'embarrasse pas ; il écrit à propos des retraites :

"Avant tout, un système des retraites qui présuppose, pour avoir une retraite complète, un plein emploi à vie ne correspond plus à une société dans laquelle

le changement de rôles sociaux et des formes de revenus au cours de la vie s'intensifie. Une continuité de la couverture et une stabilisation des cotisations de retraite exige qu'on fasse appel à presque toutes les formes de revenus et à la contribution solidaire des entreprises, à l'avenir aussi sur la base de leurs performances économiques" (pp. 17 et suivante).

Et voilà les fonds de pension qui pointent leur nez au moment où, en Allemagne, la question de la réforme du système de retraites provoque les plus grands bouleversements dans les syndicats et dans le SPD.

Dans ses "Douze thèses", Gysi insistait :

"Il en résulte que, tant pour régler le travail rémunéré que pour organiser les systèmes de Sécurité sociale, il faut cesser de se fixer sur le rapport de travail normal et tenir compte de la multiplicité des formes de gagne-pain et de leurs combinaisons. Les débats sur le travail faussement indépendant montrent en particulier que les anciennes catégories sont entre temps devenues anachroniques. Diverses formes d'activité rémunérée, des périodes de qualification et le travail personnel dans des projets collectifs ou dans des domaines individuels doivent pouvoir être combinés de façon flexible et variée, sans que pour autant il en résulte des interruptions dans la couverture sociale ou dans les revenus, mais sans non plus que l'intéressée ou l'intéressé puisse se soustraire à ses obligations envers la collectivité" (p. 11).

Le PDS, qui non seulement accepte mais revendique cette "transformation globalisante" de la destruction de l'emploi normal comme référence fixe et garantie des systèmes de Sécurité sociale, veut adapter les systèmes sociaux à ce processus.

Le PDS partage cette position fondamentale avec tous les modernisateurs, et ouvertement avec Schröder. Cela vaut également pour les éléments les plus importants de sa "réforme alternative" : mettre à la place du financement par répartition le financement par l'impôt, en plus "sur la base des performances économiques des entreprises", "de plus

d'efficacité", et enfin par le recours à la "prévoyance vieillesse privée" (pp. 17-18).

Comme autre élément de la redistribution au sein d'une classe, le PDS demande que les fonctionnaires soient intégrés dans le financement de la retraite par l'impôt, qu'ils perdent donc leur système de retraites fixé par la loi.

LE SYNDICAT COMME "MÉGA-ORGANISATION CORPORATISTE"

Dans ses "Douze thèses", Gysi écrit :

"Le système de réglementation né avec le fordisme, avec des marchés oligopolistiques, des mégaorganisations, des procédures corporatistes de négociations (...) de l'ordre du travail, etc., ne correspond plus aux données sociales de la fin du XX^e siècle" (p. 13).

Et c'est pourquoi, dans les thèses programmatiques,

"les syndicats eux-mêmes sont pressés de modifier leur politique et leur stratégie en réponse à la modification des conditions" (p. 31).

Dans quel sens ? Il faut qu'ils deviennent des ONG, de même que les ONG deviennent "des acteurs du changement social, du processus de la société civile".

L'ONGisation des syndicats signifie la négation de leur caractère indépendant de classe comme organisations ouvrières, comme représentation collective des intérêts des travailleurs ; elle signifie leur transformation en organismes cogérant la modernisation et la globalisation. C'est en tant que tels qu'ils sont intégrés au "pacte pour l'emploi", au sein duquel ils sont associés avec les patrons et le gouvernement à une "responsabilité politique d'ensemble" et à une "orientation commune", ce qui mine leur caractère ouvrier indépendant et la négociation collective syndicale autonome.

Le discrédit jeté sur les libres négociations collectives où se manifestent la démocratie syndicale et l'indépendance

syndicale, et qui sont ici traitées de "*procédure corporatiste de négociations*", va tout à fait de pair avec les attaques patronales, celles de la Confédération européenne des syndicats et de l'Union européenne, et entre temps, aussi, de représentants syndicaux comme Schmoltdt (responsable de l'IG-chimie à l'avant-garde du combat pour la transformation de tout le mouvement syndical dans la voie de l'intégration). Il y a derrière la pression pour l'intégration corporatiste des syndicats dans la politique de l'Union européenne et des gouvernements, dont le PDS se fait donc aussi le défenseur.

Sur la même ligne, le PDS appuie la "*politique de dialogue*" et de "*pacte européen pour l'emploi*" (entre syndicats, patrons, gouvernements et Union européenne) prônée par l'Union européenne et la CES (thèses de Gysi, p. 7) ; de même, les syndicats doivent être transformés en organes d'application de l'ensemble de la politique de l'Union européenne. La politique européenne de l'emploi trouve son expression dans la "*politique salariale à long terme orientée vers l'emploi*", sur laquelle les syndicats ont accepté de s'engager dans le "*pacte pour l'emploi*". Elle abolit l'autonomie syndicale des négociations collectives, organise la renonciation à des augmentations de salaires et vide de leur portée les conventions collectives nationales.

Holter, ministre du Travail (PDS) du gouvernement de Mecklembourg-Poméranie, ainsi que le rapporte *Neues Deutschland*, en février,

"se prononce pour qu'il n'y ait pas de thème tabou au sein du pacte pour l'emploi. Cela vaudrait aussi pour le point litigieux du salaire combiné."

"OPPOSITION" DANS LE PDS

Les forces regroupées sur la Plateforme communiste et le Forum marxiste ont critiqué notamment au Congrès de Münster les positions et la politique de la direction et de la majorité du PDS, au nom d'une "*politique socialiste*". Ils ont souligné que, dans le PDS, à la différence

du SPD, une opposition peut se battre pour une politique socialiste. Leurs représentants dans la commission du programme ont voté contre les thèses programmatiques. Que représentent-ils dans leur critique et dans leurs propositions pour leurs propres thèses ?

Pour eux non plus, il n'y a plus de classe ouvrière, ils ne sont pas non plus pour un parti ouvrier, pour une représentation politique indépendante de la classe ouvrière.

Ils parlent du "*rôle des travailleurs (et des chômeurs) comme une force (pas la seule) pour changer la société*", mais estiment juste de "*relativiser cela avec quantité de réserves qui ne sont plus guère contestées à gauche*" (p. 48). Eux aussi, ils ont un problème avec les "*acteurs sociaux*" du changement.

"Nous ne savons pas si les contradictions de plus en plus aiguës de la société capitaliste produiront à temps des forces qui créeront une nouvelle société socialiste, et quand et par quelle voie cela se produira" (p. 36).

Mais, continuent-ils,

"maintenir vivante l'idée d'une alternative possible et nécessaire reste la condition de tout combat anticapitaliste conséquent et de l'élaboration de réformes alternatives qui préparent cette voie" (p. 36).

Vaste programme, que de maintenir "l'idée" vivante !

Ces "critiques" se définissent eux aussi dans la continuité — "critique", naturellement — du SED, c'est-à-dire de la division de la classe ouvrière allemande, de la dissolution et de la répression de toutes les organisations ouvrières indépendantes, de la division de l'Allemagne et de la domination de la bureaucratie stalinienne privilégiée.

D'une part, comme la majorité, ils identifient la propriété sociale avec la forme du gaspillage bureaucratique, de gabegie et d'incompétence intéressée qui a marqué la dictature du SED, vantant au passage sa "*lutte pour les objectifs de la production dans l'intérêt de la population*

laborieuse”, ce qui ne manque pas de sel quand on interroge aujourd’hui ces ouvriers de l’ex-RDA qui ont apprécié de façon concrète la manière dont leurs intérêts ont été défendus par le SED. D’autre part, ce qu’ils reprochent au SED, c’est d’avoir *“opposé de manière absolue le plan et le marché”* (p. 31). C’est-à-dire qu’eux aussi, ils se réclament du marché et prétendent, eux aussi, que l’échec de la RDA est fondamentalement l’échec des rapports de production de la propriété sociale, du *“socialisme”* — et non de la bureaucratie restauratrice du SED.

Les *“critiques”* n’ont fondamentalement rien contre la ligne de *“démocratisation de l’OMC, du FMI et de la Banque mondiale”*, qui *“peuvent être changés en ce sens (...) dans les conditions spécifiques de mouvements internationaux”*.

Ils ajoutent, critiquant le texte de la majorité, qu’il aurait fallu *“un texte qui soit près de la réalité, (et qui) devrait nommer ces conditions et désigner au moins les possibilités effectives de tels processus de démocratisation”* (p. 40). A notre connaissance, ils les ont précisées, ces conditions...

Ils font la même critique *“fondamentale”* à l’égard de l’Union européenne :

“La constitution politique de l’Union européenne est profondément antidémocratique et aucun changement ne se dessine. Cela ne devait pas nous empêcher de le réclamer et de mobiliser pour cela” (p. 41).

La direction du PDS peut dormir sur ses deux oreilles.

Ces *“critiques”* définissent leur place comme *“alternative réformatrice”*, comme accompagnement critique *“social-écologique”* et *“socialiste”* des institutions internationales de l’impérialisme et de leur politique de globalisation. Ils manifestent leur différence essentiellement en voulant introduire quelques couplets sur *“l’idée”* du socialisme.

L’accompagnement, la couverture *“sociale-écologique”* de la politique de globalisation, de l’Union européenne, de

destruction des budgets publics, de déréglementation et de privatisation par le PDS sont, certes, partiellement critiqués par ces forces de *“l’opposition dans le PDS”*, mais dans le cadre fondamental défini par le PDS, son projet de programme et sa continuité historique avec le parti SED.

AIDER SCHRÖDER À BOUCHER TOUTES LES ISSUES

Le PDS se donne, nous l’avons vu, pour tâche et pour rôle d’exercer une pression sur le gouvernement Schröder. Avec sa prétention à une politique socialiste, qui serait la politique social-démocrate que la direction SPD et Schröder auraient laissé tomber, il s’adresse à tous ceux qui s’orientent par rapport au SPD et entrent ainsi en conflit avec la politique de Schröder.

Mais il s’adresse à eux pour les enfermer dans une politique d’accompagnement de l’humanisation de la *“globalisation”*-destruction sous une étiquette *“sociale-écologique, alternative et socialiste”*. La fonction du PDS est d’aider Schröder à boucher toutes les issues.

Et pour toutes ces raisons, il faut être clair et conclure : il n’y a pas de place pour le PDS dans la réorganisation du mouvement ouvrier sur une base indépendante.

Werner Uhde

SED : Parti socialiste unifié d’Allemagne, constitué en 1946 par la fusion forcée du Parti communiste allemand et du SPD (interdit), pour être le parti de la bureaucratie stalinienne au pouvoir en RDA.

FDGB : Frei Deutsche Gewerkschaftbund, prétendu syndicat, courroie de transmission de la bureaucratie stalinienne dans les entreprises de RDA.

Belgique : la classe ouvrière contre la dislocation du pays

Par Jean REVELLI

L'AFFAIRE DUTROUX

En Belgique, plus de trois années sont passées, et, cependant, la situation politique est toujours profondément déterminée par les "événements" du mois d'octobre 1996.

Reprenons les faits. Au mois d'août de cette année-là, le pays enterrait quatre fillettes enlevées et assassinées par Marc Dutroux et ses complices. Rapidement, il était apparu que Dutroux était en réalité soupçonné et surveillé par les forces de police (gendarmerie) depuis le début de la séquestration des enfants, en juillet 1995. La maison où les victimes ont été séquestrées et violées avait même fait l'objet d'une perquisition en novembre 1995, sans que les enquêteurs ne découvrent la cachette dans la cave. Il est apparu également très rapidement que l'enquête n'a pas été menée avec tout le soin nécessaire par le chef des juges désignés pour retrouver les fillettes disparues.

A partir de là, tout le peuple a rendu les institutions responsables de l'horreur. Les parents avaient fait appel, pendant la disparition de leurs enfants, à toutes les composantes du régime pour les retrouver

et les sauver. Et le roi et le gouvernement leur avaient répondu qu'il fallait laisser la justice et la police faire leur travail. La justice et la police leur disaient que les enfants étaient peut-être déjà morts. Et voilà que, par hasard, à la mi-août 1996, un juge, Jean-Marc Connerotte, retrouve la trace des fillettes disparues, suite à un nouvel enlèvement de deux adolescentes opéré par Dutroux. Ces dernières sont libérées, mais on retrouve les corps des quatre autres. La mort de deux d'entre elles, Julie et Melissa, est établie au début de 1996, soit six mois après leur kidnapping.

Le juge Connerotte apparaît alors comme le magistrat qui cherche à faire la lumière sur les raisons de l'échec de l'enquête, sur les complicités dont a bénéficié Dutroux et sur les activités des réseaux de prostitution infantile en Belgique. Ce juge était connu. On l'avait précédemment retiré de l'enquête sur l'assassinat de l'ancien dirigeant du Parti socialiste, André Cools, alors que, par la suite, ses hypothèses de travail se sont avérées justes. Il avait aussi écrit une lettre au roi, dans laquelle il dénonçait la gangrène mafieuse dans les institutions de l'Etat.

Inconscience ou geste volontaire, le juge Connerotte, dont la charge impose

l'impartialité, participe le 21 septembre 1996 à un souper-spaghetti de soutien aux parents des enfants assassinés. Le sommet de l'appareil judiciaire, avec la complicité du gouvernement, décide, le lundi 14 octobre, de dessaisir le juge Connerotte et de confier l'instruction à un juge inexpérimenté. C'est la révolte de la population, la révolte de la classe ouvrière et de la jeunesse. L'opinion générale est que le pouvoir ne cherche pas à établir la vérité, que les institutions ne sont pas au service du peuple, que le régime est contraire à la démocratie, que le gouvernement méprise le peuple, en cherchant à le diviser en "querelles linguistiques" totalement étrangères à ses aspirations.

LE SOULÈVEMENT OUVRIER

L'irruption des travailleurs sur la scène politique, caractéristique d'une situation révolutionnaire, est sensationnelle. Elle rappelle la grève insurrectionnelle de 1950 contre le retour sur le trône du roi collaborateur des nazis, Léopold III. Elle rappelle la grande grève de l'hiver 1960-1961 contre la "loi unique", loi dirigée contre la Sécurité sociale, qui avait l'ambition de faire payer aux travailleurs les conséquences de la perte de la colonie du Congo, devenu indépendant.

Quelques extraits de la presse de l'époque donnent à peine la mesure du soulèvement populaire et ouvrier.

Mardi 14 octobre :

« L'arrêt Connerotte précipite les travailleurs dans la rue. Divers arrêts de travail ont eu lieu dans le pays. Le plus spectaculaire : l'assaut du Palais de justice de Bruxelles par les ouvriers de Volkswagen-Forest. Il est 9 h 04, mardi matin, et une houle, un nuage de cris et de couleurs, déferle en cet instant précis sur la place Poelaert : venus, à pied, en droite ligne de Forest, où les chaînes de montage n'ont même pas été mises en route ce matin, les ouvriers Volkswagen de la pause 6-14 heures déferlent en bleu foncé, blanc, jaune, orange ou simple bleu de travail, sur les marches du Palais de justice de Bruxelles (...). Ils sont tous

là, comme leurs couleurs l'indiquent : ceux du montage, de la tôlerie, du contrôle de qualité, de la maintenance, de la peinture (...). Les facteurs de Forest, en grève depuis lundi matin pour une durée illimitée, se sont spontanément joints au mouvement de leurs camarades travailleurs, même si leurs revendications sont au départ strictement professionnelles : il leur manque cinq personnes, et ils ont débrayé, eux, pour mieux assurer à l'avenir leurs 42 tournées forestoises et leurs cinq services camionnettes.

Aux cris de "Connerotte, Connerotte", en scandant "Hou ! Hou !" ou à grand renfort de lancers d'œufs, la foule bariolée de centaines d'ouvriers assaille la porte principale de l'édifice, macule la façade du palais (...). On sort un mégaphone, et les slogans cessent soudain. La foule tend l'oreille : les représentants syndicaux et non syndicaux, mandataires FGTB et CSC des deux rôles linguistiques, mais aussi simples porte-parole du "peuple VW" exigent de rencontrer un représentant politique ou judiciaire de la justice, afin de lui faire part de leurs griefs : les ouvriers de VW, fort sensibilisés à la cause des parents d'enfants disparus (une simple récolte interne à l'entreprise a rassemblé pas moins de 650 000 FB), exigent le (re)saisissement du juge Connerotte et un réexamen de son cas par la Cour de cassation, en ne tenant compte que des éléments internes au dossier d'instruction. »

« Les pompiers de Liège arrosent le Palais de justice. Le Palais de justice de Liège a été pris pour cible, mardi matin, par de nombreux manifestants, qui protestaient contre le dessaisissement du juge Connerotte. Les pompiers de l'île (Intercommunale d'incendie de Liège et environs) seront les premiers à entrer en action. Dès 9 h 30, une demi-douzaine de leurs camions arrosent copieusement la façade de l'édifice pour "nettoyer la justice". Quelques minutes plus tard, une cinquantaine d'agents de Belgacom rallient le Palais de justice, dont ils effectuent le tour du parking pour marquer leur indignation. Vers 11 heures, quelque 800 ouvriers de la FN, partis de Herstal, rejoignent à leur tour la place Saint-Lambert. En chemin, ils ont reçu les renforts de leurs collègues de Polypal et de Métal Profil, deux entreprises du zoning industriel des Hauts-Sarts.

Peu avant midi, un groupe de manifestants venus du bassin serésien rallie

les cols bleus de Herstal, rejoints entre-temps par des délégations d'Ikea, de la SNCB et par les ouvriers du chantier de reconstruction de la place Saint-Lambert. Une quinzaine d'entreprises sont représentées, dont la FN, CMI, Ferblatil, Techspace Aero, la Poste, Belgacom et plusieurs filiales du groupe Cockerill-Sambre... Environ 1 500 personnes, au total, face aux portes closes du Palais de justice.

(...) Peu après 13 heures, les manifestants quittent la place Saint-Lambert pour se masser devant le siège liégeois de la Générale, à l'appel des porte-parole du mouvement. Car ce n'est pas seulement la justice qui est en cause, disent-ils, mais la société de l'argent.

Un monde où on marchande des enfants et où les profits de ce trafic circulent de banque en banque sans le moindre contrôle (...).

A Dour, les Câbleries ont débrayé de 5 à 11 heures. Les travailleurs de Kemira (Ghlin-Baudour) ont arrêté le travail de 11 à 12 heures. Des travailleurs d'autres entreprises les ont rejoints. A Gand, les travailleurs des usines Volvo ont observé un arrêt de travail et des fleurs ont été déposées au Palais de justice.

Outre les 2 500 travailleurs de Caterpillar, dont la "descente" sur Charleroi était annoncée (un conflit portant sur des restrictions financières les oppose à leur direction depuis juin dernier), plusieurs manifestations spontanées ont souligné l'opposition au dessaisissement du juge Connerotte hier matin dans les rues de la ville.

La maison de Dutroux, route de Philippeville, à Marcinelle, a reçu la visite des pompiers, arrivés à bord de cinq véhicules, et de deux cents ouvriers des divisions de Couillet et de Marcinelle de Cockerill, qui ont observé une minute de silence devant l'immeuble, avant de se diriger vers le Palais de justice. Une cinquantaine de travailleurs de Glaverbel et une dizaine d'infirmières de l'hôpital civil ont rejoint le même site. »

Mercredi 16 octobre :

« Les ouvriers de la FAFER de Marchienne-au-Pont ont arrêté spontanément le travail, mercredi à 8 h 30, pour aller manifester devant le Palais de justice de Charleroi. Les manifestants avaient obtenu le soutien de leurs délégations syndicales. L'entreprise a été à

l'arrêt toute la matinée. Une délégation de travailleurs a longuement rencontré M. Lacroix, président du tribunal de première instance. Les manifestants se sont ensuite rendus route de Philippeville, à Marcinelle, devant l'habitation de Marc Dutroux, où Laetitia Delhez et Sabine Dardenne avaient été retrouvées, le 15 août dernier. Une centaine d'agents communaux de Charleroi se sont joints aux manifestants.

Par ailleurs, les ouvriers de la Sabca, à Gosselies, sont sortis dans la matinée, chaussée de Bruxelles, où ils ont bloqué un carrefour et distribué des tracts aux automobilistes, les invitant à participer à la marche du 20 octobre à Bruxelles. Des incidents ont également eu lieu, mercredi matin à Anvers. Plusieurs personnes qui s'étaient introduites dans un cortège étudiant, devant le Palais de justice, ont jeté des œufs et des projectiles sur les façades de l'édifice, brisant des vitres. Les manifestants ont détruit des boîtes aux lettres réservées aux huissiers. Aucune personne n'a été blessée. A Anvers toujours, environ 300 membres du personnel du ministère des Finances et de Belgacom ont manifesté mercredi midi, sur la Italielèi, contre l'arrêt de la Cour de cassation. Au port, les écluses, à l'exception de l'écluse Baudouin, avaient à nouveau été fermées, toute la nuit. »

LE SOULÈVEMENT EST NATIONAL

« A Gand, plusieurs centaines d'étudiants de la RUG et d'écoles supérieures ont manifesté mercredi matin. Parmi les slogans entendus, "Dutroux non, Connerotte oui". Vers 10 h 30, 2 à 300 étudiants en gestion de l'Ecole supérieure de Gand ont bloqué le carrefour à proximité du Palais de justice. Ils ont levé le siège vers 11 h 30 pour rejoindre les étudiants de la RUG et bloquer ensemble le carrefour du Heuvelpoort. Les manifestants, auxquels s'étaient joints plusieurs centaines d'étudiants d'une école sociale, se sont ensuite regroupés vers 13 heures devant le Palais de justice pour scander des slogans tels que "L'Etat de droit est une tromperie".

A Malines, quelque 800 manifestants ont bloqué tous les carrefours importants de la ville, dès 7 h 30. Des

chauffeurs de De Lijn, des étudiants et du personnel de l'atelier de la SNCB ont participé à l'action menée par les chauffeurs de bus. Ils entendaient protester contre les plans de licenciements de la société de transports, mais, bien vite, ils ont été rejoints par les 400 membres du personnel de l'Arsenal — le centre SNCB de Malines — et par 150 étudiants exprimant leur soutien au juge. A Genk, enfin, l'équipe de nuit des usines Ford avait observé un arrêt de travail d'une heure. Les actions de solidarité ont déjà entraîné un retard de production de 400 véhicules. »

Vendredi 18 octobre :

« A Liège, une quinzaine de camion de la société de ramassage d'immondices Pagem ont bloqué les abords du Palais de justice, place Saint-Lambert, durant toute la matinée. D'autres manifestants s'y sont également rassemblés, au fil des heures, représentant notamment le corps des pompiers, l'usine Uniroyal et des étudiants venus de plusieurs établissements d'enseignement secondaire.

A Lixhe, des ouvriers des cimenteries CBR ont arrêté le travail, vendredi matin, et se sont rendus à l'hôtel de ville de Visé, où ils ont remis une pétition au bourgmestre, Marcel Neven. A Spa, le personnel de l'usine Spa Monopole a observé un arrêt de travail de 1 h 30, en début d'après-midi. Rejoints par une quarantaine d'élèves de l'institut Saint-Roch, quelque 400 travailleurs ont alors manifesté leur sympathie envers les familles des enfants disparus, mais également envers tous les enfants toujours maltraités à l'heure actuelle. Ils ont déambulé silencieusement au centre-ville, et plus particulièrement en face du siège de la justice de paix, en réclamant une justice humaine.

Au même moment, une bonne centaine de travailleurs de la beurrerie Corman (Goé), également à l'arrêt, se trouvaient au Palais de justice de Verviers. Une délégation a été reçue par le procureur du roi, José Longrée, puis à l'hôtel de ville, par le premier échevin, Michel Halleux.

Manifestations aussi en Flandre. A Gand, plus de 20 000 jeunes ont défilé, paralysant les transports publics. Ils ont investi le parking du Palais de justice et bombardé de pierres et bouteilles les gendarmes qui en gardaient l'accès. Des

étudiants sont descendus dans la rue à Anvers, Courtrai, Bruges, Torhout, Furnes, Poperinge et Ostende. A Bruges, Courtrai et Ostende, des dizaines de vitres ont été cassées au Palais de justice. Des employés de la Ville se sont chaque fois joints aux étudiants. Des ouvriers ont fait la grève à Zedelgem et Wevelgem. Partout, les manifestants ont sérieusement perturbé la circulation, bloquant l'autoroute E 17. »

Le soulèvement est national. Alors que l'habitude veut que, dans les médias, on disserte à n'en plus finir sur les différences dans le degré de mobilisation sociale entre la Flandre et la Wallonie, ici rien de tel. La force immense du mouvement impose le silence aux tentatives de diviser le mouvement sur des critères de "communauté" :

"On disait les Wallons combattifs et vite enflammés, les Flamands posés et raisonnés. Du Nord au Sud, on lance, spontanément, les mêmes actions, comme si la révolte était une culture commune" (Le Soir).

Michel Molitor, vice-recteur de l'université catholique de Louvain, commente :

"On ne peut qu'être frappé par le caractère très collectif de l'expression de révolte. Ce sont les ouvriers de toute une usine qui déposent l'outil, c'est l'ensemble des chauffeurs du Tec qui vont à la rencontre des magistrats (...). J'ajouterai que tous ceux qui ont entrepris une action s'estiment partie prenante des événements. Ils ne se positionnent pas comme spectateurs, mais comme acteurs."

Une chose est certaine : la colère des travailleurs n'est pas l'expression d'une émotion momentanée, liée à un tragédie d'ordre privé. Elle est à la réaction à plus de vingt années de politique de destruction sociale. Un délégué syndical FGTB de l'usine bruxelloise de Volkswagen (VW) explique :

"Connerotte, les pourparlers inter-professionnels, les combats à VW... tout ça s'emboîte. On aurait tort d'isoler les phénomènes. Le dessaisissement, c'est le seau d'eau qui a fait déborder le ton-

neau. Les travailleurs ont ressenti une injustice. Ils ont aussi voulu dénoncer l'injustice sociale, c'est-à-dire l'absence d'une politique d'emploi, les coups sur les allocations familiales, sur les pensions, sur l'enseignement..."

UNE SITUATION QUI VIENT DE LOIN

L'explosion d'octobre 1996 vient après que le Parlement a voté en juillet trois lois de pouvoirs spéciaux, qui ont notamment permis par la suite au gouvernement de relever l'âge de la pension des femmes à 65 ans, d'interdire les hausses de salaire au-delà d'une norme stricte, de respecter les critères de Maastricht. En août, le gouvernement venait de décider de diminuer les allocations familiales, au nom de la monnaie unique.

Pour masquer l'enjeu de ces mesures, les députés avaient dévié le débat, avec une rare violence verbale, sur un autre sujet : le "communautaire", c'est-à-dire la division entre francophones et Flamands. C'est ainsi qu'on a entendu, dans l'enceinte du Palais de la Nation, des déclarations en faveur du rattachement de la Wallonie à la V^e République française. Les élus flamands, quant à eux, ont dit tout le mal qu'ils pensaient de la Wallonie, "*fermée au marché flamand*" (allusion à la décision de la société publique des bus wallons d'acheter des nouveaux véhicules à la firme française Renault et non pas à la firme flamande Vanhool).

Auparavant, les enseignants francophones avaient mené un long conflit, de la rentrée scolaire 1995 jusqu'au mois de juin 1996, contre un décret supprimant 3 000 postes. Le prix politique payé pour faire passer ce décret a été tel que le Parti socialiste a dû affronter dans la rue les enseignants en colère lors des meetings du 1^{er} Mai 1996. De plus, la mobilisation des enseignants a largement utilisé le gouvernement Dehaene, qui s'était mis en place, en mai 1995, avec l'objectif de réformer les pensions des fonctionnaires, ce qu'il n'a, du reste, pas réussi à faire, en relation avec les mouvements de novembre-décembre 1995 en France.

Les racines du soulèvement d'octobre 1996 plongent dans une accumulation de combats de résistance de la classe ouvrière, en particulier ceux qui ont empêché à deux reprises la signature d'un pacte social par la FGTB, en septembre 1993 et en avril 1996, et ceux qui se sont traduits par les grèves générales nationales contre le Plan global de novembre-décembre 1993.

LA MARCHÉ BLANCHE

La date du dimanche 20 octobre 1996 avait été retenue par les parents des victimes de la bande à Dutroux pour organiser une grande manifestation pour la vérité, pour la défense des enfants. La date avait été fixée avant le dessaisissement du juge Connerotte. Après la semaine de grèves et de manifestations, qui se sont produites partout dans le pays, dans chaque service, dans chaque usine, dans chaque village rural, dans chaque banlieue ouvrière, la manifestation du 20 octobre est devenue la Marche blanche, réunissant officiellement 300 000 personnes. Ce chiffre est bien inférieur à la réalité, si on tient compte de la foule qui n'a jamais pu arriver sur les lieux de la manifestation, tant les gares et les trains étaient saturés de monde. Beaucoup des marcheurs du 20 octobre n'ont pu faire que quelques pas dans les rues de Bruxelles, mais ils ont marché au nom du peuple tout entier. Si la Marche blanche a eu cette dimension de gigantesque raz de marée submergeant les institutions, c'est précisément parce que la classe ouvrière s'est levée dans les jours qui l'ont précédée. Sans cette mobilisation ouvrière, la manifestation du 20 octobre n'aurait été qu'un simple témoignage de soutien exprimée aux familles des victimes des pédophiles.

Il est utile de souligner que la couleur blanche a été choisie, avec le consentement général, pour représenter le rejet des partis et des institutions. Et quoi qu'aient pu dire tous les adversaires "de gauche" de la Marche blanche, qui ont expliqué que le blanc signifiait avant tout le refus du rouge, le blanc a signifié un acte d'unité et d'indépendance à l'égard

des appareils, y compris des appareils syndicaux. Le blanc se voulait un dépassement de la multitude de manifestations rouges (pour la FGTB socialiste) et vertes (pour la CSC chrétienne) qui ont été organisées depuis vingt ans pour contenir les mouvements sociaux, et qui n'ont jamais permis aux travailleurs d'aller jusqu'au bout dans leur combat. D'un certain point de vue, le blanc exprimait la recherche par les masses d'un nouveau drapeau, lavé des souillures portées par les trahisons et les manipulations.

DES INSTITUTIONS CHANCELANTES

Il n'est pas possible, dans les limites de cet article, de revenir sur toutes les actions qui ont été engagées par le régime, et par ses auxiliaires, pour tenter de faire refluer la force de la Marche blanche.

L'explosion de l'affaire Dutroux a produit une onde de choc au sein des institutions qui est loin d'être résorbée. Par exemple, les partis du régime se sont tous mis d'accord pour supprimer les polices municipales. L'objectif est de concentrer les forces de l'appareil répressif (et par la même occasion de liquider certains éléments du statut du fonctionnaire de police).

Dans un an ou deux, il s'agit de remplacez les polices, actuellement sous contrôle des conseils municipaux, par des nouveaux corps de zones, résultant de la fusion des polices de plusieurs municipalités voisines et des sections locales de la police nationale (gendarmerie).

Tout en consolidant un corps de police national réduit et affecté spécialement aux tâches de maintien de l'ordre, cette réforme conduit à démanteler à la fois les municipalités et l'institution nationale qu'est la gendarmerie. On peut imaginer la désorganisation que cela introduit dans les institutions de l'Etat.

En même temps, l'affaire Dutroux est un sous-produit du processus de dislocation de l'Etat belge. Et ce processus n'a pas non plus cessé. Le scandale de la dioxine dans les farines animales, qui a

permis à la Belgique, au printemps 1999, de refaire parler d'elle à l'échelle de la planète, en est une nouvelle illustration.

CONTRE LA DISLOCATION DU PAYS

Sous cet angle, un des éléments déterminants pour comprendre la portée de la Marche blanche est de saisir combien le soulèvement d'octobre 1996 a contré les plans de l'impérialisme visant à démanteler l'Etat belge, comme cadre national garantissant les conquêtes sociales et démocratiques de la classe ouvrière.

On sait que la tendance à disloquer les nations a une réalité à l'échelle du monde entier. Longtemps, on a pu croire que la question du règlement pacifique et démocratique des différends entre les peuples vivant en Belgique était un problème belge, une question particulière à un pays artificiellement bâti en 1830, sous l'égide des grandes puissances. La Belgique est le produit historique de l'effondrement de l'empire de Napoléon et de l'alliance entre la bourgeoisie francophone et l'Eglise catholique opposée au protestantisme des Pays-Bas.

Le développement de l'industrie a créé en Belgique une puissante classe ouvrière, organisée dès le départ sur le plan national.

Aujourd'hui, l'impérialisme, pour assurer les conditions de sa survie, doit détruire les acquis de la classe ouvrière. Pour ce faire, il doit détruire ce qui fait sa force, c'est-à-dire l'unité de son organisation comme classe sociale.

Dans ce sens, la destruction de l'organisation ouvrière sur le plan national, en introduisant des divisions ethniques, linguistiques, religieuses, ou même tout simplement d'ordre géographique, est une nécessité absolue pour la classe capitaliste. Or la Belgique, berceau avec l'Angleterre de la révolution industrielle mondiale, est un pays en pointe dans l'application des plans de morcellement des conquêtes ouvrières, du moins parmi les vieux Etats impérialistes.

LA RÉFORME DE L'ÉTAT

En effet, l'Etat belge a connu depuis quarante ans une réforme continue de ses structures, pour aboutir à une structure d'une telle complexité que seule une poignée d'experts universitaires de droit constitutionnel la manie avec plus ou moins de bonheur. A l'heure actuelle, nous avons en Belgique certaines institutions qui sont basées sur le critère linguistique (les communautés), et d'autres qui sont basées sur le critère territorial (les régions). Ces institutions se chevauchent dans certains domaines et sont distinctes dans d'autres. Les frontières entre compétences régionales, communautaires et nationales (dites fédérales) sont parfois indéterminées. Une Cour d'arbitrage (cour constitutionnelle) est censée départager les conflits de compétences selon une certaine logique, parfois vacillante. Il y a trois langues en Belgique, donc trois communautés (flamande ou néerlandophone, française et germanophone). Il y a trois territoires, délimités sans demander l'avis des populations concernées, en fonction d'un marchandage politique remontant à 1963, donc trois régions (flamande, wallonne et bruxelloise). La région bruxelloise entremêle deux langues (le français et le flamand). Il y a des communes en Flandre avec des majorités ou des fortes minorités francophones, principalement en périphérie de la région bruxelloise.

COMPLEXITÉ INSTITUTIONNELLE

Une partie de la complexité provient de ce que les communautés ont parfois transféré une partie de leurs pouvoirs aux régions, et inversement. L'homme de la rue est incapable de donner une réponse sans consulter une bonne bibliothèque, si on l'interroge par exemple sur l'identité de ceux qui décident en région bruxelloise en matière de formation professionnelle. Est-ce le Parlement de la communauté française, celui de la région bruxelloise ? En fait, ni l'un ni l'autre. Certes, cette compétence relève théoriquement des communautés, qui peuvent agir dans la

région bruxelloise, puisqu'elles sont basées sur le critère de la langue. Mais en l'occurrence, on a créé parmi les élus du Parlement bruxellois deux groupes d'élus, respectivement francophones et néerlandophones. Le groupe francophone gère séparément la formation professionnelle quand elle concerne les citoyens bruxellois de langue francophone, parce que ces élus ont reçu ce pouvoir de la communauté française. Du côté néerlandophone, les élus bruxellois n'ont pas ce pouvoir, car la formation professionnelle est restée une compétence de la seule communauté flamande.

Cette complexité, dont cet exemple ne donne qu'un très petit aperçu, a une conséquence majeure. Les conditions de travail, les statuts, les références, les conventions collectives de travail, tous ces éléments qui unifient la classe ouvrière de Belgique ont été remis en cause à chaque étape de la réforme de l'Etat. Cependant, le processus est inachevé. L'œuvre de destruction des liens qui unissent depuis plus d'un siècle les travailleurs, quelle que soit leur langue, doit se poursuivre du point de vue de l'impérialisme pourrissant.

La Marche blanche, qui a unifié la population belge dans toutes ses composantes linguistiques, a ébranlé cette machine infernale. Pendant un temps, elle a interdit au gouvernement national de s'appuyer sur les "querelles linguistiques" pour masquer sa politique antisociale et elle a interdit aux lobbies régionalistes de nourrir la division entre les travailleurs. Ce "silence communautaire" s'est prolongé jusqu'en décembre 1997.

DISCRÉTION COMMUNAUTAIRE

Pendant tous ces mois, les discours sur les "différences fondamentales" entre le nord et le sud du pays ont été rangés dans les tiroirs. Les discussions sur la réforme de l'Etat se sont poursuivies dans les cénacles discrets du Sénat. La Marche blanche a véritablement imposé un recul à tous ceux qui se font le relais de l'impérialisme pour faire exploser le pays.

Pour illustrer le propos, on peut citer une série de prises de position en réaction à cette situation. Par exemple, dans le courrier des lecteurs du quotidien *Le Soir*, on pouvait lire un point de vue opposé à la Marche blanche, qui soulignait a contrario, avec son animosité, les enjeux en présence :

« Certains présentent ainsi la marche blanche comme étant la preuve de l'unité profonde du pays. "L'âme belge", débusquée au siècle dernier par Edmond Picard, existerait donc. Une juste et sincère émotion est ainsi abusivement assimilée à un choix politique.

Pourtant la population, chauffée à blanc par tous les médias durant presque deux mois, n'a en définitive répondu présent qu'avec 300 000 voix, mineurs compris. Ces "votes blancs" invalideraient-ils un processus institutionnel réalisé assez démocratiquement — sauf la fixation de la frontière linguistique — depuis des décennies ? Hormis des traces dans quelques milieux artistiques bruxellois, aucune belgitude n'est plus sortie des urnes depuis de très nombreux scrutins.

Plutôt que d'entretenir l'illusion d'une prochaine tornade blanche de purification générale, il faut mettre le peuple devant ses responsabilités : dans ce pays aux équilibres fragiles, le dénigrement des institutions et de la fonction publique est une religion fort répandue. D'innocentes victimes ont dramatiquement récolté les amers fruits de cette impossible citoyenneté » (13 novembre 1996).

FAIRE EXPLOSER LA FRANCE

En janvier 1997, le Sénat français invitait un groupe de partisans du rattachement de la Wallonie (et peut-être de Bruxelles) à la France, sur base du livre intitulé *La Scission de la Belgique* (tout un programme !), écrit par un ancien ministre belge, François Perin, grand artisan de la régionalisation dans son pays dans les années 1970.

Les "rattachistes" exposent leur vision basée sur un scénario "hypothétique, mais pas absurde" :

« On vote en 1999. Les Flamands réclament une scission partielle de la

Sécurité sociale. Les francophones refusent. Blocage. Puisque la Belgique participe à la monnaie unique, on peut se passer d'un gouvernement fédéral pendant longtemps. Si longtemps que les gouvernements régionaux exercent les compétences fédérales et qu'on commence l'inventaire pour dissoudre le pays. »

Au passage, cela ne fait que confirmer que l'euro est l'instrument en Europe du démantèlement des nations. Pour mitonner cette échéance, les francophiles formulent alors deux "espoirs" :

« D'abord, une union étroite Wallonie-Bruxelles : les Flamands doivent savoir que lâcher Bruxelles est le prix à payer pour leur autonomie. Le français à Bruxelles, siège de l'Union européenne, est important pour toute la francophonie. Ensuite, ils espèrent des "gestes symboliques" de la France, pour accroître le sentiment francophile. Ils regrettent l'attitude "exagérément prudente" de la diplomatie française. »

Le sénateur RPR Yves Guéna répond :

« Il faudrait un mot du président Chirac pour ouvrir la porte aux gestes "symboliques". Plusieurs ont été cités : scinder le département du Nord dont la taille pose problème pour créer un département du Hainaut (chef-lieu Valenciennes), établir un système d'équivalence des diplômes, harmoniser l'enseignement du français et de l'histoire, garantir la libre circulation de certains documents (archives)... »

Cela dit, dans l'assistance, on s'étonne : "N'y a-t-il vraiment plus de sentiment national belge ?" La réponse d'un représentant des rattachistes belges est nuancée :

"Il existe un sentiment belge, très respectable d'ailleurs, à Bruxelles et dans certains milieux wallons. Mais il ne trouve pas d'écho en Flandre, en dehors de périodes d'émotion."

Pour ces messieurs qui préparent les guerres, la Marche blanche n'est qu'une méprisable "émotion" éphémère. *Le Soir* poursuit son compte rendu :

« Et il aligne les faits, bien connus, mais qui prennent une étrange résonance quand ils sont exposés, à Paris, à des

Français. Tous les partis flamands ont été d'accord pour extirper le français de Flandre. Tous refusent de modifier une frontière linguistique qui, à Fourons et en périphérie bruxelloise, heurte toute logique. La fête "nationale" a été placée le jour de la bataille des Eperons d'or. Les Explorations du Monde en français ne peuvent avoir lieu. Les clubs de football sont privés de subsides (flamands) si l'Union belge, temple de l'unitarisme, ne se scinde pas. La BRTN retransmet les auditions de la commission d'enquête de la Chambre uniquement quand on parle de fillettes flamandes. »

Les aspirations et les préoccupations des travailleurs de Flandre sont totalement absentes de ce plaidoyer. En réalité, tous ces faits émanent, sans exception, des institutions flamandes régionalisées, dont la raison d'être est précisément d'organiser la division communautaire. De manière symétrique, il en est exactement de même des institutions du Sud, qui ne peuvent se justifier qu'en prétendant défendre une "culture wallonne en pleine formation" et dont l'épanouissement ne saurait être bien évidemment assuré par les institutions nationales honnies. Le "rattachisme" et le régionalisme se nourrissent tous deux des agissements perpétrés par les gouvernements régionaux.

LE PEUPLE NE COMPTE PAS POUR EUX

A ce stade, il faut préciser que la nécessité de l'unité de la classe ouvrière belge n'est pas conditionnée par l'existence avérée ou non d'un quelconque "sentiment belge", d'une quelconque "âme belge". Chacun peut avoir son point de vue là-dessus. La défense des conquêtes ouvrières belges n'est pas une question de "psychologie nationale", mais une question politique de préservation des conditions minimales pour assurer les conditions du renversement du système de la propriété privée des moyens de production.

En octobre 1998, un ouvrage a été publié, à l'intitulé *Belgique toujours grande et belle*, qui se veut ironique. Il s'agit

d'une compilation de textes très divers consacrée à la "belgitude". Pierre Gillis et Michel Godard, deux animateurs de la revue *Cahiers marxistes*, proche du Parti communiste belge (plus précisément de sa branche francophone séparée), y écrivent en choisissant le titre affirmatif : "La Belgique, trop friable pour être durable." Leur analyse :

« La découverte de cette friabilité ne date pas d'hier : sous une forme atténuée, elle fait presque figure de lieu commun de l'analyse politique lorsqu'elle sous-tend "l'impossibilité" de consulter les Belges par référendum : "La Belgique ne pourrait survivre s'il était permis de connaître sans contestation possible la teneur de son opinion publique sur des questions sensibles", a par exemple écrit Hugues Dumont (...). La frontière linguistique est devenue en quelques années imperméable au débat politique, ou, ce qui revient au même, il n'y a plus de débat politique fédéral (...). Faut-il tirer sur la Belgique à partir du constat de l'évanescence de la nation belge ? Les vertus dialectiques que nous nous efforçons de pratiquer nous interdisent d'exclure un retour du balancier, mais les événements récents qui vont dans ce sens (le Mouvement blanc, pour l'essentiel) ne nous semblent pas faire le poids face aux tendances lourdes de notre histoire. Reste alors à empêcher que cette rupture ne se transforme en repli (...). Si la réactivation du débat politique et la remise à l'ordre du jour de questions décisives quant à notre avenir et verrouillées dans le cadre belge passent par l'éclatement de ce cadre, on ne nous verra pas répandre de larmes... »

TENDANCES DE L'IMPÉRIALISME

Il n'est pas d'une grande utilité d'insister plus qu'il n'en faut sur une telle argumentation (à prétention marxiste, s'il vous plaît !), qui consiste à prendre la politique de partition et d'oppression des peuples, qui est le fondement même du régime monarchique belge depuis ses origines, comme la justification même de l'éclatement de la Belgique. Il nous suffit de faire remarquer que le "Mouvement blanc" (c'est-à-dire la Marche blanche et ses suites) est considéré dans cette argu-

mentation comme l'exact contraire de ces "tendances lourdes", qui sont en dernière analyse celles du système pourrissant du capitalisme arrivé à son stade ultime, l'impérialisme.

Ajoutons une chose : l'argumentation fait référence au référendum de 1950 sur la question royale qui avait donné, en Flandre, une majorité de oui au retour à Léopold III, principalement grâce à la place de l'Eglise catholique romaine dans une société flamande qui, à l'époque, était encore relativement peu industrialisée. La Wallonie avait voté très majoritairement contre, mais en raison du poids démographique de la Flandre, le oui l'emportait globalement. Les deux "marxistes" en tirent la conclusion que ce référendum prouve l'inexistence de la nation belge. On peut répliquer que ce référendum n'a pas empêché la classe ouvrière belge de se lancer dans une grève insurrectionnelle qui a chassé Léopold III du pays, malgré le résultat hétérogène du scrutin. C'est dans son mouvement que la classe ouvrière a réalisé son unité. Ce référendum n'a pas empêché ensuite la classe ouvrière belge de réaliser la grande grève générale de 1960-1961, qui fut également nationale.

ILS VEULENT DÉCIDER POUR NOUS

Le fait que la réalité de la population flamande ne réponde pas à l'image que les partis francophones en donnent quotidiennement n'effraye pas les partisans d'un divorce communautaire. Dans un manifeste, "Choisir l'avenir", rédigé pendant l'été 1996 et signé ensuite par une centaine de professeurs d'université francophones, il est écrit :

« Malheureusement, dans un pays comme la Belgique, le poids des partis comme les contraintes du système électoral exercent un effet de prisme déformant dans la traduction des aspirations de la population en politique des partis. Ces observations font apparaître une dissociation entre le monde politique et les citoyens. En effet, la majeure partie des élites politiques flamandes a évolué dans le sens contraire à celui de la population. Que les élites politiques suivent les aspirations de la population est plutôt rare

en politique, les représentants du peuple estimant avoir plus une fonction de guides que de mandataires. C'est cette conception qui a amené la partition de la Tchécoslovaquie, alors que les sondages indiquaient qu'elle n'était pas souhaitée par une majorité de la population. »

Ce manifeste postule donc que les élites ont le droit (même si cela est regrettable) de décider de l'avenir des peuples, lesquels sont bien impuissants, comme vous le savez, face aux partis politiques. Il se termine sur cette conclusion :

« L'avenir des francophones de Belgique passe par un resserrement des liens entre Bruxelles et la Wallonie, ce que l'ensemble des partis francophones semble avoir maintenant intégré. Tout comme la Flandre s'est ralliée à un projet du type Vlaanderen 2002, les francophones ont intérêt à s'accorder au sein de leurs instances et à dépasser suffisamment leurs frontières idéologiques et partisans pour créer un projet de développement commun (...).

Plutôt que de se cantonner dans un rejet absolu de toute nouvelle réforme de l'Etat, les francophones ont intérêt à se préparer à une négociation où ils mettraient eux-mêmes la Flandre devant les choix clairs : ou bien accepter une négociation qui resterait dans les limites du fédéralisme, le système fédéral actuel pouvant d'ailleurs être renégocié, ou bien faire appel au peuple en cas d'échec (...).

Un désaccord (lors du référendum sur la question du maintien ou non de la solidarité nationale) sur une question aussi essentielle signifierait la volonté de sécession flamande. Cette situation laisserait aux Wallons et aux Bruxellois le droit de continuer à former entre eux, s'ils le souhaitent, la Belgique, (...) une Belgique fédérale Wallonie-Bruxelles. »

FAIRE ÉCLATER LES NATIONS

Outre le côté grotesque de la dénomination de ce pseudo-"Etat belge wallo-bruxellois", ce texte, approuvé par une respectable intelligentsia, a le mérite de décrire la politique qui est proposée en Belgique par tous les partis francophones

attachés au régime, c'est-à-dire une politique qui vise constamment à dresser les peuples les uns contre les autres, à jouer sur la pseudo-démocratie des référendums pour faire éclater les nations. Il est évident que cette politique entend détruire les organismes du mouvement ouvrier. En proposant de dépasser les "frontières idéologiques", le projet communautariste a comme but d'instaurer ni plus ni moins un corporatisme totalitaire, contre l'existence des organisations ouvrières aux intérêts et "idéologie" distincts.

CELA TOMBAIT TRÈS MAL !

Le manifeste "*Choisir l'avenir*" a été rédigé par des professeurs de l'Université catholique wallonne, en étroite collaboration avec la fraction dirigeante du Parti socialiste francophone. Il a été rendu public au début du mois de septembre 1996. Un journaliste de la radio publique francophone explique comment ce texte est tombé comme un cheveu dans la soupe :

« La prise de conscience de l'horreur a rendu aux yeux de la population des problèmes politiques tout à fait dérisoires. Bien sûr, "Choisir l'avenir" est publié en plein cœur de cette affaire, qui peine toute la population. Cela n'empêchera pas pourtant l'ensemble de la classe politique de commenter abondamment le texte, d'y réagir et même de l'intégrer dans une stratégie politique. Mais l'ampleur de la douleur et du sentiment de révolte de la population vis-à-vis cette fois de l'ensemble des institutions du pays rendra le débat sur l'avenir et l'éclatement éventuel du pays tout à fait caduc. En effet, dès l'annonce d'un dessaisissement éventuel du juge Connerotte, le citoyen doute non seulement de la justice, mais aussi de toutes les institutions, phénomène qui sera encore amplifié à chaque révélation sur les manquements qui ont rendu possibles les agissements de Marc Dutroux.

La classe politique n'échappe pas à cette vaste remise en question. Le monde politique est montré du doigt, notamment, pour s'être plus préoccupé pendant trois décennies des problèmes communautaires que des réels soucis de la

population. Dans ce cadre émotionnel très particulier, caractérisé notamment par la Marche blanche, il devenait tout à fait incongru pour le monde politique de se quereller sur des problèmes opposant Flamands, Wallons et Bruxellois. Cette discrétion communautaire s'imposait sans doute d'autant plus que l'affirmation d'un sentiment néo-unitariste belge est apparu, à tort ou à raison, réaffirmé avec la Marche blanche.

Parmi les manifestations qui ont rythmé le pays durant l'autonomie, il était fréquent d'entendre des slogans réaffirmant l'identité belge et rejetant la responsabilité des querelles communautaires sur la classe politique. A ce moment, évoquer l'éclatement de la Belgique revenait à parler de corde dans la maison d'un pendu ! »

Les institutions de la division ont donc fait le gros dos, elles se sont tapies dans l'ombre de la colère du peuple pendant plus d'un an. Tant que les institutions régionales et linguistiques subsistaient, l'essentiel était préservé. En ce sens, prétendre que la population condamnait les polémiques communautaires organisées sciemment par la classe politique, c'est donner un sens restrictif à ses aspirations. En d'autres termes, il ne s'agissait pas seulement de dénoncer les insultes entre les représentants politiques. En réalité, c'est le cadre institutionnel lui-même, avec son cloisonnement artificiel, qui était remis cause.

ILS ONT FAIT LE GROS DOS

Il est en ainsi parce que ce sont les institutions issues de la réforme de l'Etat qui créent et perpétuent la division de la classe ouvrière de Belgique. En 1988, un grand nombre de compétences de l'Etat central ont été transférées vers les régions et les communautés. Le financement qui accompagnait ces transferts a été calculé mathématiquement pour obliger les communautés et les régions à pratiquer une politique de restrictions budgétaires draconiennes. Ajoutons que le calcul distinguait une première période transitoire de dix ans (se terminant en 1999), que les

experts ont même qualifiée de plus confortable pour ces nouvelles entités constitutionnelles (le financement étant plus restrictif à partir de 2000).

Il y a une compétence particulièrement importante qui a été communautarisée, c'est-à-dire scindée selon le critère de la langue, c'est l'enseignement. Désormais, chaque gouvernement communautaire est libre de décider de manière distincte des pertes d'emplois ou des pertes salariales pour les enseignants. En d'autres termes, puisque les enseignants ne sont pas confrontés aux mêmes problèmes immédiats, les formes de leur mobilisation sont disloquées sur une ligne de fracture communautaire, ce qui se révèle être un grand bénéfice pour les vrais décideurs, qui sont à Washington. Fin 1995, le gouvernement francophone a donc lancé une grande offensive pour supprimer 3 000 postes. De son côté, le gouvernement flamand décidait d'attendre un peu. La grève francophone a duré presque toute l'année scolaire. A un moment, la question de l'unité entre les enseignants flamands et francophones (et germanophones) s'est posée en des termes très concrets.

UNE LONGUE EXPÉRIENCE D'UNITÉ

Le 28 février 1996, une manifestation "tricomunautaire" a été organisée à Bruxelles. Cela ne s'était plus vu depuis 1986, lors d'un précédent plan de "rationalisation" de l'enseignement encore national. Extraits de la presse :

« Mardi matin, les syndicalistes des trois communautés ont exposé leurs doléances au cours d'une conférence de presse commune. Partout, l'on dénonce les compressions d'emplois (...). L'enseignement secondaire francophone aura fait, entre 1986 et 1996, le sacrifice de 10 000 postes (...). Les organisations du Nord, elles, font le compte : 3 000 emplois déjà perdus dans le secondaire flamand. Olof Bodem (CGSP) a rappelé, lui, que l'enseignement germanophone s'apprêtait, d'ici la rentrée 1996, à perdre 5 % de l'encadrement professoral (...).

Les écoles flamandes et francophones se ressoudent pour dénoncer la

même austérité. Les écoles flamandes, francophones et germanophones vont déferler dans les rues de Bruxelles, cet après-midi. Se formant à deux endroits distincts (pour marquer leurs divergences), les cortèges flamands et francophones se souderont en milieu d'après-midi pour dénoncer une même austérité, qui transcende les palissades communautaires. Les syndicats des trois communautés ont exprimé ce qui les divise et les unit, mardi, au cours d'une conférence de presse, qui les alignait sur le même banc après dix ans d'histoires séparées (le dernier combat commun remonte à 1986). Ils dénoncent, unanimes, l'étranglement des moyens, la dégradation de l'outil et un encadrement mal adapté aux "publics" scolaires de plus en plus difficiles à gérer.

La divergence porte sur les sous. Du côté francophone (singulièrement du côté CGSP), on plaide pour un refinancement dès 1996. Les Flamands refusent d'anticiper la révision du financement des communautés, prévue en 1999 (...). La manifestation de ce mercredi n'était pas un "rassemblement de nostalgiques d'une époque révolue". Ce qui transcende notre démarche, c'est notre adhésion à des valeurs syndicales et, singulièrement, à des valeurs de syndicalisme de service public (...). Nous vivons tous une ère de dérégulation sociale, où le concept de service public est remis en cause. L'enseignement des trois communautés subit des agressions diverses. Un seul prétexte : les budgets. Une seule méthode : les restrictions. Faisant table rase des conflits qui les ont parfois opposés, syndicats flamands et francophones ont annoncé la création d'un groupe de travail pour étudier les paramètres de la loi de financement susceptibles d'être modifiés en 1999, quand le régime transitoire de ce mécanisme arrivera à échéance.

Les Flamands dans le miroir. Dix ans après les dernières actions syndicales communes, les enseignants flamands — tous réseaux et niveaux confondus — seront donc aux côtés de leurs collègues francophones, ce mercredi, dans les rues de Bruxelles. Pour dénoncer deux décisions ministérielles : le gel temporaire des nominations et de la programmation dans l'enseignement secondaire, et le financement par enveloppes prévu pour le primaire et le secondaire.

Les "leraren" n'en sont pas à leur première réaction. Depuis un mois, ils ont en effet enchaîné manifestations,

grèves et actions de sensibilisation. Inquiets qu'ils sont de différents projets du ministre de l'Éducation, Luc Van den Bossche. Leur inquiétude remonte en fait à l'accord politique conclu par le gouvernement flamand (CVP-SP), lors de son installation l'an dernier. Accord qui envisageait la réforme du secondaire, soit des "contrats de coopération" entre écoles, une réduction des options, un financement par enveloppes et des économies.

Quelques mois plus tard, une note politique annonçait un nouveau statut du personnel. Puis une circulaire (à couler en décret) décrétait le gel temporaire (pour 1996 et 1997) des nominations et de la création d'orientations. Or, disent les syndicats en front commun (ACOD socialiste, COC chrétienne et VSOA libéral), les personnes qui ne seront pas nommées en 1996 et 1997 n'ont aucune garantie de l'être plus tard.

Depuis le 28 janvier, les profs flamands ont dès lors sonné aux portes des parlementaires pour leur faire part de leurs griefs ; manifesté à Anvers, Hasselt, Louvain et Gand ; organisé l'action "huit par classe", qui stigmatisait le chiffre de huit élèves par classe (en moyenne) lancé par le ministre Van den Bossche ; installé des drapeaux noirs et tenu des séances d'information dans les écoles ; offert un petit bouquet de fleurs de Saint-Valentin à leur ministre afin qu'il se décide à aimer les profs ; et composé un album de photos reprenant le portrait de tous les enseignants victimes du gel des nominations (album qu'ils remettront aujourd'hui au gouvernement flamand... pour autant qu'il accepte de nous recevoir, précisent, amers, les syndicats).

Si les parlementaires flamands adoptent le projet de décret (il sera soumis au vote du Parlement flamand dans le courant du mois de mars), de nouvelles actions seront menées. »

Néanmoins, la mobilisation dans tous les pays les a contraints à promettre de créer un groupe de travail commun, certes dans le respect des institutions communautaires, pour étudier des formules de financement qui permettent de satisfaire les revendications des enseignants du sud et du nord de la Belgique. Cette démarche d'unité des organisations ouvrières, imposée par la mobilisation, est à l'exact opposé des raisons d'être des institutions communautaires, qui n'ont d'autre sens que d'affaiblir et atomiser le combat de la classe ouvrière. Quelques mois plus tard, la Marche blanche a reposé d'une autre manière le problème des institutions qui divisent et affaiblissent le peuple belge.

LA RELANCE DE LA CAMPAGNE DE DISLOCATION

La Marche blanche a ouvert une crise de régime qui n'est pas refermée, mais elle n'a pas achevé son œuvre. La situation reste ouverte. Pour tenter de la surmonter, les institutions ont relancé à partir de l'hiver 1997 la campagne de dislocation de la Belgique.

Cette campagne redémarre avec ce qu'on a appelé la circulaire Peeters (du nom d'un ministre socialiste au gouvernement flamand), qui apporte un amendement restrictif au régime administratif définissant les droits des francophones habitant en région flamande (ces droits sont appelés en Belgique "facilités"). Les partis francophones se saisissent alors de l'occasion pour créer un climat "front contre front", sans toutefois remettre en cause leur présence au sein du gouvernement national. "Quelque part, cela nous sert", déclare un ministre socialiste wallon à propos de cette circulaire flamande, car elle permet de ressouder les francophones. Plusieurs dignitaires francophones se rendent en périphérie de Bruxelles pour apporter un prétendu soutien aux habitants francophones menacés par l'"intolérance flamande", en réalité pour provoquer et faire monter la tension. Le Parlement flamand s'apprête à voter un décret accordant une amnistie de fait aux collaborateurs pendant la guerre. Une

ILS ONT IMPOSÉ L'UNITÉ

Evidemment, les sommets des appareils syndicaux étaient divisés sur la question de savoir s'il fallait ou non revendiquer une modification constitutionnelle rapide pour permettre de garder les professeurs menacés de licenciement.

occasion rêvée pour dépeindre une Flandre d'extrême droite.

Le climat est tellement à l'incitation officielle à la haine entre les communautés que des personnalités éditent un appel "Pour en finir avec la bêtise nationaliste" et organisent un colloque intitulé : "Le racisme est-il un élément du conflit entre Flamands et francophones ?" Un groupe B Plus se crée, favorable au maintien de la Belgique. Cependant, ces initiatives s'inscrivent dans le respect des institutions actuelles et se situent en dehors du terrain de la lutte des classes.

PAR CRAINTE, ILS ARRÊTENT TOUT

Le 23 avril 1998, Marc Dutroux s'évade du Palais de justice de Neufchâteau. Immédiatement, la polémique communautaire est stoppée. Extraits de presse du 28 avril :

« Craignant que la démocratie ne vacille, les présidents de parti ont scellé un pacte tacite pour s'engager à "distinguer l'essentiel de l'accessoire". La majorité siffle la fin de la récréation communautaire. La coalition se serre les coudes du Nord au Sud. Et invite l'opposition à partager ses chantiers.

La cavale manquée de Dutroux aurait-elle provoqué cet électrochoc qu'aucune échéance majeure n'a jamais déclenché, ni le pari de l'euro, ni le défi de l'emploi ? Pour l'heure, c'est le cas : la majorité a sifflé la fin de la récréation communautaire. Les partis n'ont pas signé de pacte de non-agression. Mais c'est tout comme.

Chez le Premier, les présidents de partis se sont engagés, vendredi, à distinguer l'essentiel de l'accessoire. L'essentiel, c'est-à-dire le sauvetage de l'équipe. Si elle n'affirme pas sa cohésion, elle craint d'être submergée par la contestation, le désarroi, le populisme ou l'extrémisme. Elle perdrait, c'est sûr, les élections, dans quatorze mois (...).

Le signal le plus fort est émis par le SP, qui met quasi au frigo la guerre des facilités. Son nouveau président, Fred Erdman, adjure de ranger les armes communautaires au vestiaire (...).

Refrain entonné d'une voix mâle : Fred Erdman refuse tout parasitage des

problèmes graves de l'heure par les querelles communautaires. Nos priorités, ce sont les réformes de la justice et de la police, et le sort de l'emploi. Cessons de chercher la peau de banane dans le scénario classique, qui ne profiterait qu'à ceux qui veulent miner la démocratie. »

Puisque la dispute communautaire peut être arrêtée selon le bon vouloir des partis, elle peut aussi reprendre au moment qu'ils jugent opportun. En fait, la trêve annoncée en cette fin avril 1998 n'aura duré que quelques jours. Cela étant, si cette trêve a été décidée, c'est par crainte d'une nouvelle mobilisation populaire contre les institutions. Le gouvernement a dû se défaire de deux ministres, alors qu'aucune démission n'avait eu lieu en 1996. Quelques semaines auparavant, le 15 février 1998, une grande manifestation avait été organisée, à Bruxelles, à l'appel des parents des enfants disparus, pour dénoncer la loi du silence instaurée par le pouvoir dans les diverses enquêtes judiciaires non résolues. Cette imposante manifestation, qui a rassemblé plus de 100 000 personnes, a été passée sous silence par les médias, à la différence du Mouvement blanc, qui avait été largement médiatisé en 1996 et 1997.

NOUVELLES DISCUSSIONS

De courte durée, la trêve a fait place à une discussion sur l'autonomie fiscale des régions, c'est-à-dire notamment sur la possibilité d'offrir des cadeaux fiscaux aux multinationales d'un niveau différent selon la région. L'autonomie fiscale est également le moyen de casser l'égalité des salaires des travailleurs qui sont négociés au sein d'un même secteur tout en concernant toutes les régions du pays. Si les travailleurs paient moins d'impôt dans une région que dans une autre, l'exigence pour des augmentations de salaires sera sensiblement moins forte du fait de la différence de traitement fiscal entre les régions. Le nouveau gouvernement belge, désigné après les élections de juin 1999, a mis en place un groupe de travail afin d'avancer dans la voie de la régionalisation de la fis-

calité. Disloquer le pays au nom des intérêts des multinationales, organiser la concurrence fiscale entre les régions, briser l'unité des travailleurs, c'est le but du transfert revendiqué de compétences pour les régions.

LA FGTB ORGANISE LA CLASSE OUVRIÈRE BELGE

Dans ce cadre, la question de la possibilité de négocier des conventions collectives régionales fait également l'objet d'un débat, au sein des partis, au sein du patronat et des organisations syndicales.

A ce propos, il est utile d'apporter quelques précisions sur l'organisation de la classe ouvrière belge dans le syndicat national : la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB). Créée expressément pour combattre le syndicat ouvrier socialiste dès ses origines, l'organisation syndicale chrétienne, la CSC (Confédération des syndicats chrétiens), comprend globalement à peu près autant de membres que la FGTB, soit presque la moitié des salariés du pays, vu le taux très élevé de syndicalisation. Cependant, la CSC a davantage de membres en Flandre qu'en communauté française, tandis que la répartition linguistique au sein de la FGTB est sensiblement équivalente.

En décembre 1997, la FGTB a modifié ses statuts afin d'intégrer le terme "fédéral" pour désigner ses instances, précédemment qualifiées de "nationales". Ce faisant, le syndicat se voit ainsi transpercé par le moule des institutions qui ont fait disparaître en 1993 l'idée même de "nation" belge.

Un aspect essentiel de cette déstructuration syndicale est le fait que la FGTB a fait coïncider dès 1978 l'existence en son sein des "interrégionales" au nombre de trois (flamande, wallonne et bruxelloise) avec les nouvelles institutions régionales de l'Etat créées en 1970. Ainsi, l'article 18 *ter* des statuts de la FGTB indique :

"Les compétences des interrégionales sont celles dévolues aux pouvoirs politiques des régions."

LA FGTB MENACÉE DE DISLOCATION

A partir de là, les organes nationaux de la FGTB ne sont plus compétents pour ce qui relève des communautés et des régions. Par exemple, l'enseignement étant en grande partie communautarisé, la FGTB ne peut plus prendre position, en tant que telle, en la matière, sauf sur les exceptions à la régionalisation prévues par la loi. Or plus les régions reçoivent des compétences en provenance de l'Etat fédéral, plus les organes nationaux de la FGTB sont vidés de leur substance.

Dès lors, autant on peut affirmer sans se tromper que si la Belgique existe encore, c'est en raison de la résistance de la classe ouvrière unie dans la FGTB, autant on peut constater que, sur le plan statutaire, si la FGTB existe encore, c'est parce que l'Etat fédéral belge est encore le lieu de décisions d'importance nationale.

Pour illustrer la complication, citons l'annexe 2 des statuts de la FGTB, adoptée à son congrès extraordinaire du 29 juin 1982 ; elle comprend un texte explicatif et interprétatif sur les structures :

"Les modifications statutaires proposées sont basées sur les aspirations communes suivantes :

1. *La FGTB est et reste une et indivisible. Les centrales aussi. La solidarité des travailleurs doit l'emporter sur toute notion de division.*

Les compétences nationales sont et resteront importantes. Le contre-pouvoir sur le plan national nécessite la cohésion de la FGTB.

2. *Les centrales, tout en gardant les deux tiers des voix au comité national et au congrès, reconnaissent la nécessité de la représentation et de l'expression des interrégionales.*

3. *Les régionales jouent le rôle qui est le leur actuellement. Aucune prérogative ne leur est enlevée.*

4. *Les compétences des interrégionales sont celles dévolues aux pouvoirs politiques des régions.*

Elles sont similaires et évolutives, et de la compétence exclusive des interrégionales."

UNE SITUATION COMPLEXE ET VIVANTE

Les compétences des interrégionales sont effectivement évolutives.

On peut répéter ici que leurs limites sont aussi floues que les limites fixées par les lois de régionalisation du pays. Cela étant, il s'agit d'un processus vivant : la FGTB proclame son indivisibilité.

Du reste, la FGTB est fondée sur une déclaration de principes, dont les extraits ci-dessous montrent qu'elle est en totale contradiction avec la politique de destruction et de dislocation qui la menace dans son existence même :

"1. Emanation directe des forces laborieuses organisées, la FGTB proclame que l'idéal syndicaliste, visant à la constitution d'une société sans classes et à la disparition du salariat, s'accomplira par une transformation totale de la société.

2. Née de la lutte des classes, elle tient à souligner l'évolution de celle-ci en une lutte non moins vigoureuse de l'ensemble des producteurs contre une oligarchie bancaire et monopoliste, devenue maîtresse souveraine de tout l'appareil de production (...).

4. Le mouvement syndical acceptera le concours du ou des partis qui joindront leur action à la sienne pour la réalisation de ses objectifs sans se considérer obligé à leur égard et sans qu'ils puissent s'immiscer dans la conduite de l'action syndicale (...).

8. Il s'attachera dès lors, selon ses conceptions, à amener la création d'organismes dont le but final doit être de donner aux forces de travail la gestion de l'économie transformée au bénéfice de la collectivité.

9. Le syndicalisme n'entend pas supplanter les partis dans leur action politique. C'est en leur qualité de producteur qu'il fait appel aux travailleurs, car c'est de leur condition économique que dépendront leurs perspectives de développement social, intellectuel et culturel.

10. Pour mener à bien cette tâche émancipatrice, il ne doit avoir à subir aucune contrainte, c'est pourquoi il se refuse à son intégration, à quelque degré

que ce soit, dans un quelconque système corporatif.

11. Le syndicalisme accepte l'idée de nation et, dans le cadre d'une démocratie politique, économique et sociale, il prendra ses responsabilités, en vue du maintien et du renforcement de la démocratie (...).

14. Le mouvement syndical belge poursuivra la réalisation de ses buts et objectifs en collaboration avec les organismes syndicaux internationaux se réclamant de la démocratie.

15. Afin de libérer le travailleur de la crainte sociale et de lui donner la garantie qu'en échange de son labour, il sera prémuni contre les fléaux et les maux résultant de sa condition, le mouvement syndical défend non seulement les réformes de structure et la transformation de la société capitaliste, mais aussi les revendications immédiates des travailleurs.

Conscient de la grandeur de sa mission humanitaire, le syndicalisme se déclare apte à mener à bien ces tâches multiples, car il forme par le bloc indivisible des forces du travail, l'un des éléments de base de la société de demain."

Si la FGTB reste statutairement indivisible, le parti qui exerce le contrôle politique sur son appareil, à savoir le Parti socialiste, est, lui, scindé depuis 1978.

Le PSB a donné lieu au PS (francophone), avec ses organismes autonomes wallons et bruxellois, et au SP (Socialistische Partij, néerlandophone).

Cette scission linguistique venait après celle des partis bourgeois catholique (1969) et libéral (1971). Elle était censée être la conséquence de l'impossibilité, pour un parti belge, de décider d'une position commune, suite aux divergences communautaires de plus en plus grandes. La réalité est que la scission résulte de la volonté de renforcer considérablement le rôle, qui est attribué aux institutions régionales, d'obstacle dressé contre l'organisation de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, si cela leur était possible, les dirigeants socialistes recommanderaient cette scission pour lui donner un impact maximal sur la FGTB, afin que celle-ci se disloque également.

MALGRÉ LES FRONTIÈRES DE LANGUES, UNE MÊME POLITIQUE

La scission communautaire des partis ne les a jamais empêchés, de part et d'autre de la frontière linguistique, de s'entendre parfaitement pour appliquer la même politique, sous les ordres du FMI et de son relais, l'Union européenne. En mars 1997, à l'occasion du conflit de Renault-Vilvoorde, en pleine polémique communautaire, les chefs des gouvernements régionaux flamand et wallon sont allés jusqu'à sortir un communiqué commun revendiquant des baisses de cotisations patronales à la Sécurité sociale. Ce qui, formellement, n'est pas de la compétence des régions. Mais précisément, le concept de réforme de l'Etat belge est un concept éminemment évolutif. Une instance régionale est autorisée à demander plus de compétences qu'elle n'en a présentement.

C'est le sens de l'actuelle Conférence intergouvernementale et interrégionale, qui étudie en ce moment de nouvelles "avancées" dans la régionalisation. Il apparaît qu'un consensus existe pour régionaliser davantage l'agriculture et le commerce extérieur belge. D'autres points, considérés comme des détails techniques, vont avoir une influence sur les conventions collectives, puisqu'on envisage, par exemple, de régionaliser les normes de sécurité au travail.

Le gouvernement actuel vient de décider de faire exploser les principes généraux de la fonction publique, qui s'appliquaient à tous les fonctionnaires, qu'ils soient régionaux, communautaires, fédéraux et parapublics.

Le mot d'ordre du gouvernement est : autonomie maximale pour les régions pour déterminer leur politique de personnel (carrière, traitement, statut disciplinaire, recrutement, etc.).

Ces principes généraux justifiaient l'existence d'une centrale belge des agents des services publics, au sein de la FGTB, la centrale CGSP. Cette contre-réforme menace à son tour de faire exploser la CGSP.

RÉGIONALISER POUR FAIRE EXPLOSER LA CLASSE OUVRIÈRE

La régionalisation ayant pour but de faire exploser les organisations des travailleurs, l'autre pan de cette politique est d'intégrer les syndicats dans un système corporatif au niveau régional. Le 15 mai 1995, le ministre fédéral de l'Emploi et du Travail, son homologue du gouvernement flamand, des représentants de partis flamands, de syndicats, dont la FGTB flamande, et d'organisations d'employeurs, de classes moyennes et d'agriculteurs ont signé une déclaration commune à Louvain (ville flamande à l'est de Bruxelles), dans laquelle ils "s'engageaient à tout mettre en œuvre pour réduire le chômage si possible au-dessous de 5 %, à l'horizon 2003". Cette déclaration, appelée le "traité de Louvain" (allusion au traité de Maastricht), a servi en fait à engager une offensive d'intégration des organisations syndicales à la politique de l'Union européenne, tout en ouvrant la voie à une dislocation des organisations syndicales nationales.

Cette démarche d'intégration régionale des syndicats ouvriers a été donnée en exemple pour les autres régions. "Depuis le traité de Louvain, on sait que la Flandre va au-delà des mots : la concertation sociale y va bon train et devrait se développer encore", écrivait un journal patronal francophone. Le "groupe de Louvain" a planché et a sorti un plan en juillet 1997 en faveur de la réduction du coût du travail. "Les trois quarts des revendications du traité de Louvain visent... le fédéral", précisait le quotidien *Le Soir*. Parmi les signataires de ce plan, Mia De Vits, numéro 2 de la FGTB, déclarait à l'époque :

"Il ne s'agit pas d'un accord flamand. La réduction des coûts du travail est une compétence fédérale. Je ne veux pas qu'elle soit accaparée par le seul VEV (l'organisation patronale flamande) ou son président, M. Vinck."

Favorable à l'initiative, *Le Soir* indiquait :

"La nouvelle culture de l'emploi parviendra-t-elle à effacer les échecs du plan global et du contrat d'avenir ? La

balle est dans le camp des francophones. En imaginant les pionniers flamands sous les traits d'impérialistes au couteau communautaire entre les dents, ils commettraient une lourde erreur."

Quelques jours plus tard, la résistance à cette politique se reflétait dans les propos du responsable wallon de la FGFB, Urbain Destrée :

« Pour moi, on est donc à un moment historique. Les dirigeants flamands qui exercent des responsabilités fédérales ont privilégié le compromis au niveau de leur communauté sur des matières (emploi, fiscalité...) qui concernent le fédéral. Et cela — en tout cas à la FGFB — sans information ni débat dans les instances fédérales (...). Du côté francophone, nous nous trouvons devant un problème, puisque les responsables syndicaux qui se sont engagés à titre personnel sont tous les principaux négociateurs d'un éventuel accord au niveau fédéral ! Cela place les autres négociateurs dans une situation pour le moins difficile. Je constate que les principaux responsables fédéraux flamands dans la zone sociale sont entrés dans une logique confédérale (...). Avant l'heure, c'est pas l'heure. Pour nous, aujourd'hui, ce n'est pas l'heure. Nous ne sommes pas prêts, comme FGFB wallonne, à faire comme les Flamands, à définir seuls le modèle fédéral que nous souhaitons. Dans toutes les matières fédérales, nous nous en tiendrons à une logique fédérale.

Pour ce qui concerne la FGFB, le texte (de Louvain) n'aurait pas été accepté comme tel par la FGFB fédérale. Le développement de la flexibilité, la logique de 7 % de diminution des cotisations sociales et, dans les emplois de services, l'idée d'un accord-cadre pour les nouveaux services et services sociaux, cela ne serait pas passé. Nous estimons que les gens qui travaillent dans ces secteurs doivent relever des commissions paritaires. A coup sûr, on va maintenant nous imposer cette image virtuelle d'un consensus au "top" flamand (...). Le point clé de ce pacte, c'est l'abaissement radical des coûts du travail. Pour le reste, on entre dans le virtuel. Il faut, lit-on, introduire des formes de financement alternatif de la Sécu. "Simultanément au débat sur les coûts du travail", on recommande une concertation sur la redistribution du travail. On donne l'impression qu'il y a un grand accord,

sur l'essentiel, mais seul le premier volet est conclu. »

DES PACTES RÉGIONAUX D'INTÉGRATION-DESTRUCTION

En même temps, la FGFB wallonne s'est inscrite dans la logique des pactes sociaux régionaux. La seule différence, c'est qu'elle a insisté pour rester dans le cadre des compétences actuelles des régions. Mais la nécessité pour l'impérialisme, c'est d'aller au-delà.

Karel Vinck, dirigeant de l'organisation patronale flamande, le VEV, déclarait le 19 juin 1998 :

"En persuadant les partenaires sociaux wallons de porter un projet similaire à notre pacte social flamand, on pourra avancer dans le cadre fédéral. Sinon, plutôt que de traîner de compromis en compromis, nous demanderons les instruments nécessaires pour réaliser notre vision (...). Notre volonté n'est pas séparatiste (...). Je crois que nous pourrions travailler davantage en coordination avec la Wallonie. Elle prend conscience de ses atouts. Le PS nous envoie parfois des messages rassurants (...). Nous ne voulons pas tirer la couverture du côté flamand. Mais si, dans un an, nous n'arrivons pas au but fixé, nous insistons sur une autonomie accrue, faute de bonne volonté pour parvenir au but ensemble."

En clair : ou bien les régions mènent la même politique favorable aux entreprises, ou bien nous demanderons de la faire tout seul au niveau de notre région. Le cadre fédéral se résume à un cadre où convergent des politiques régionales anti-sociales similaires.

Le 13 octobre 1999, le VEV demandait au nouveau ministre-président de la région flamande, Patrick Dewael, de réunir une conférence flamande (avec les partenaires sociaux et les "forces vives") "pour développer une vision commune de la société du XXI^e siècle". Karel Vinck soulignait que les "visions, structures, priorités, mentalités et approches (sont) différentes dans les trois régions du pays,

estimant nécessaire qu'une certaine différenciation dans la politique socio-économique soit possible dans le cadre d'une solidarité fédérale convenue par tous". A l'appui, un document était présenté, soulignant que "la Flandre est freinée par l'actuelle répartition des compétences entre les niveaux fédéral et régional, et la présence au nord du pays d'un besoin accru de différenciation régionale". Ajoutons que M. Dewael a immédiatement répondu favorablement à la demande du VEV.

Dépêche de presse du 23 novembre 1999 :

"Le comité de concertation des partenaires sociaux flamands (VESOC) s'est réuni lundi, sous la présidence du chef du gouvernement flamand, Patrick Dewael (...). En marge de cette concertation, Patrick Dewael a aussi constaté qu'il existait un large consensus pour adopter une approche globale du marché du travail en vue d'assurer une prospérité plus complète de la Flandre. Toutes les approches seront ainsi étudiées, en particulier celles tendant à fournir un emploi de démarrage aux jeunes quittant l'enseignement et donner des chances égales à tous en matière d'emploi grâce à une formation professionnelle adéquate. Des transferts de compétence dans ces domaines de l'Etat fédéral vers les entités fédérées ont aussi été demandés par le VESOC."

Dépêche de presse du 17 novembre 1999 :

« La CSC et la FGTB wallonnes ont reçu la presse, hier, pour évaluer la politique du gouvernement (wallon) Di Rupo et son projet de "contrat d'avenir". Pour Urbain Destrée, président du front commun, Pino Carlino (CSC) et Jean-Claude Vandermeeren (FGTB), le gouvernement se moque d'eux. Tout en refusant de jouer les oiseaux de mauvais augure, ils veulent réaffirmer leur volonté de faire avancer la Wallonie, mais refusent d'être des faire-valoir. Pour le front commun, il est en effet impensable d'adhérer à un quelconque contrat qui serait décidé unilatéralement par les instances wallonnes. Or, explique Urbain Destrée, les syndicats sont actuellement mis sur la touche (...).

Pour les syndicats, si le gouvernement wallon veut conclure un accord, un

vrai, il doit négocier avec les interlocuteurs sociaux (...). Bien sûr, les syndicats savent que de nombreuses initiatives en matière d'emploi, de Sécurité sociale, de fiscalité, de temps de travail sont du ressort du fédéral. Néanmoins, le gouvernement wallon peut faire entendre sa voix et prendre un certain nombre d'initiatives en la matière. »

UNE MÊME VOLONTÉ DE DÉTRUIRE L'INDÉPENDANCE SYNDICALE

Des deux côtés de la frontière linguistique, les organisations syndicales sont appelées à s'intégrer dans les prétendus "plans emploi", dont l'objectif revient à liquider partout les conquêtes ouvrières. Des deux côtés de la frontière, les syndicats sont incités à s'associer à une politique de concurrence des régions, sous l'égide de l'Europe des régions. Des deux côtés, c'est une politique de destruction de l'indépendance syndicale qui est mise en œuvre.

Cette politique est pleinement prise en charge par la monarchie belge, clef de voûte des institutions. Une mythologie est largement répandue en Belgique sur le rôle déterminant de la royauté comme facteur de maintien de l'unité de la Belgique. Or le palais royal n'a, durant ces dernières quarante années, nullement réussi à freiner un tant soi peu la marche à la décomposition du pays. Instrument de l'impérialisme, avec un espace ramené sur le marché mondial par le capital américain à sa portion congrue, l'impérialisme belge, avec à sa tête le roi Albert II, tente, comme partout ailleurs, de disloquer "sa" classe ouvrière nationale. Le roi y trouve même une certaine fierté. En témoigne, son discours lors de la fête nationale du 21 juillet 1998 :

"Pour terminer, je voudrais évoquer un défi permanent, mais qui constitue aussi une grande chance, je veux parler de notre diversité. Apprenons tous, responsables politiques ou citoyens, à vivre harmonieusement ensemble chaque jour et juger nos diversités culturelles et régionales non comme des difficultés à surmonter, mais comme des richesses. Si nous le voulons, nous pouvons devenir un exemple pour cette Europe en pleine

expansion, dont Bruxelles, et en fait tout notre pays, constitue la capitale (...). Apprenons à connaître mieux et à respecter la culture et la langue des autres communautés. Employons-nous à éviter les provocations et à être tolérants, non seulement en paroles, mais aussi dans notre comportement quotidien."

LA MONARCHIE AU SERVICE DE LA DISLOCATION DU PAYS

En apparence, c'est un prêche pour la tolérance linguistique. Cela peut rassurer. Mais dans le fond, c'est un discours qui vise à légitimer et à faire perdurer la diversité entre les régions. C'est un discours qui ouvre la porte (et qui couvre) toutes les mesures visant à démanteler, au nom des diversités régionales, la Sécurité sociale, le statut de la fonction publique, etc.

Car au fond, quoi de plus tolérant que d'accepter que, dans la région voisine, les travailleurs soient payés autrement, aient un autre statut ? Derrière le propos sur l'harmonie, il y a en réalité la défense de la divergence organisée et imposée entre régions, entre cultures, en interdisant au peuple belge, réuni dans la Marche blanche, d'imposer sa volonté.

"Notre véritable richesse réside donc bien là : conjuguer harmonieusement, au service de ce pays que nous aimons, les qualités spécifiques de chaque communauté. La diversité bien vécue, je continuerai toujours à le rappeler, c'est l'avenir pour notre pays."

Tel est désormais le credo du roi des Belges. De nombreuses entraves sont dressées contre la classe ouvrière de Belgique, pour briser son unité, pour enchaîner ses organisations dans les ordres néocorporatistes régionaux.

Le soulèvement d'octobre 1996, avec la Marche blanche, a montré que le mouvement ouvrier belge est à même de faire reculer ces obstacles. La formidable énergie qui s'est dégagée pendant ces jours grandioses de mobilisation populaire et ouvrière n'a pas pu déboucher sur le bou-

versement attendu, faute d'avoir pu s'articuler et s'appuyer sur une organisation politique à même d'aider la classe ouvrière à lever les obstacles. Cela peut prendre du temps, mais cela ne peut dispenser personne d'intervenir pratiquement dans ce processus pour le faire aboutir positivement.

UN MOUVEMENT POLITIQUE POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE LA MARCHÉ BLANCHE

Ainsi, pour avancer dans la voie d'une force politique qui fait aujourd'hui défaut, les militants de la section belge de la IV^e Internationale, regroupés dans l'Organisation socialiste internationaliste (OSI), sont associés, à égalité avec des militants d'autres origines ou opinions politiques, dans la création et le développement du Mouvement de défense des travailleurs (MDT).

Cadre politique ouvert, rassemblant les travailleurs et militants, quelle que soit leur sensibilité, qu'ils soient membres du PS ou du SP, syndicalistes, en rupture avec le PS, ou encore d'autres origines, le MDT a été fondé le 11 décembre 1999. Le MDT est membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples et de l'Alliance européenne des travailleurs.

Son objectif est de s'organiser pleinement en mouvement au niveau national. Son manifeste de fondation a en son centre la question du renversement des institutions actuelles, qui organisent chaque jour la destruction des droits.

Le manifeste avance la perspective de l'instauration d'une véritable démocratie, de l'Assemblée constituante souveraine, rompant avec les traités de l'Union européenne et les instances de la mondialisation (FMI, OMC...).

La vraie démocratie ne peut se réaliser que par l'instauration d'une authentique République, garantissant les droits des peuples de Belgique, leurs rapports fraternels et l'unité nationale des conquêtes sociales et démocratiques.

LE MDT SUR LE TERRAIN DE TOUTE LA CLASSE OUVRIÈRE

La conférence de fondation du MDT a été l'occasion d'un large débat sur le rôle et la place de social-démocratie dans ses relations avec et dans la classe ouvrière, et dans sa responsabilité déterminante au gouvernement pour faire passer la politique de destruction des droits. Par exemple, la discussion a été focalisée sur l'importance pour le MDT d'accueillir des militants socialistes.

La question, pour le MDT, est de se démarquer de tous ceux qui veulent cantonner les militants en rupture ou en voie de radicalisation dans les limites d'une opposition "d'extrême gauche" en marge, qui laisse finalement la grande masse de la classe ouvrière dans les filets des dirigeants du PS et du SP.

Un militant ayant décidé d'adhérer au nouveau mouvement a raconté sa situation :

"Je suis au PS. C'est vrai, on a des problèmes de conscience comme militants. Dans le PS, on nous traite d'extrémistes, dans le syndicat on nous traite de mous. Les gens attendent une alternative..."

Un autre a expliqué en quoi la participation des militants du MDT à la "Campagne de défense des services publics", lancée depuis quelques mois par des syndicalistes contre l'offensive sans précédent à tous les échelons du pouvoir visant à tout privatiser et déréglementer, est importante pour s'adresser aux membres du PS. Il s'agit d'offrir un cadre commun de résistance à la politique de "leurs" ministres. Le rapporteur de la conférence a conclu dans ces termes :

"Le MDT ne restera pas dans son coin, il ira chasser sur les terres du PS et du SP !"

La conférence de fondation a adopté un appel largement diffusé par la suite,

faisant connaître l'existence du MDT. Des extraits de cet appel en montrent l'orientation ainsi tracée :

« Il y a trois ans, plus de 3 000 000 de personnes sont descendues dans la rue pour la "Marche blanche" (...). La réponse du pouvoir a été de stopper les enquêtes dérangeantes, de poursuivre devant les tribunaux les journalistes indépendants, de maintenir et d'aggraver l'injustice quotidienne, à tous les niveaux de la société (...). Est-il possible de continuer ainsi ? Est-il possible pour la population de voir sa situation se dégrader et devenir toujours plus précaire ? Les dirigeants du PS et du SP ont accepté les exigences de l'Union européenne et des multinationales.

A partir de là, ils ont accepté de prendre en charge la défense des intérêts des exploités contre la classe des exploités. N'est-ce pas cela qui a conduit 34 % de leurs électeurs à ne plus voter pour eux ? N'est-ce pas cette politique qui a conduit des milliers de travailleurs socialistes à quitter ces partis, à ne plus y être actifs, tout en restant et voulant rester socialistes ? Et tous ceux qui ont voté PS ou SP aux dernières élections ont-ils voté pour que la Sécu soit encore plus menacée et les services publics encore plus privatisés ? Assurément non ! Ne sont-ils pas en droit d'exiger de leurs dirigeants que cette politique, qui détruit les bases mêmes du PS et du SP, soit stoppée ?

(...) S'il y a plusieurs peuples en Belgique, il n'y a qu'une seule classe ouvrière, unie dans ses syndicats et dans ses conquêtes sociales nationales. Nous sommes pour l'unité de la classe ouvrière de toute la Belgique, nous sommes pour la défense des syndicats — en particulier de la FGTB, qui est à l'origine du mouvement ouvrier — comme syndicats organisant les travailleurs de tout le pays. Nous sommes pour l'unité de la Sécurité sociale, des services publics, de toutes les conquêtes nationales, nous sommes pour le maintien de l'unité de la Belgique, car sa destruction ne serait que la dernière étape dans la destruction finale de nos droits sociaux et démocratiques (...). "

Jean Revelli

l'absence d'existence de l'État. Les
 et ainsi que nous le verrons plus
 les deux années.

Le 15 mai 1962, le parti de l'Unité
 de l'État a été élu au pouvoir. Les
 de l'État ont été élus au pouvoir.
 Le 15 mai 1962, le parti de l'Unité
 de l'État a été élu au pouvoir. Les
 de l'État ont été élus au pouvoir.

Le 15 mai 1962, le parti de l'Unité
 de l'État a été élu au pouvoir. Les
 de l'État ont été élus au pouvoir.
 Le 15 mai 1962, le parti de l'Unité
 de l'État a été élu au pouvoir. Les
 de l'État ont été élus au pouvoir.

Le 15 mai 1962, le parti de l'Unité
 de l'État a été élu au pouvoir. Les
 de l'État ont été élus au pouvoir.
 Le 15 mai 1962, le parti de l'Unité
 de l'État a été élu au pouvoir. Les
 de l'État ont été élus au pouvoir.

Le 15 mai 1962, le parti de l'Unité
 de l'État a été élu au pouvoir. Les
 de l'État ont été élus au pouvoir.

LE MOI SUR LE TERRAIN
 DE TOUTE LA CLASSE OUVRIÈRE

Le 15 mai 1962, le parti de l'Unité
 de l'État a été élu au pouvoir. Les
 de l'État ont été élus au pouvoir.

Le 15 mai 1962, le parti de l'Unité
 de l'État a été élu au pouvoir. Les
 de l'État ont été élus au pouvoir.

Le 15 mai 1962, le parti de l'Unité
 de l'État a été élu au pouvoir. Les
 de l'État ont été élus au pouvoir.

Le 15 mai 1962, le parti de l'Unité
 de l'État a été élu au pouvoir. Les
 de l'État ont été élus au pouvoir.

Le 15 mai 1962, le parti de l'Unité
 de l'État a été élu au pouvoir. Les
 de l'État ont été élus au pouvoir.

De Porto Alegre à l'ONU comme "représentante des peuples"

(la politique du "Secrétariat unifié" aujourd'hui
et son rôle)

Par François FORGUE

Il a beaucoup été question du "forum social mondial" de Porto Alegre. On a affirmé qu'à son origine, il y avait des "révolutionnaires", des trotskystes, même... Qu'en est-il en réalité ?

Pour accroître le degré d'exploitation, abaisser au nom de la compétitivité le "coût du travail", le système impérialiste tente partout de liquider les conquêtes et les droits acquis par la classe ouvrière, notamment en démantelant la législation actuelle du travail, en la vidant de toutes les règles et limitations qui constituent un obstacle — même limité — à la course effrénée au profit et à la spéculation. D'où la frénésie de déréglementation, qui est le trait universel de la "mondialisation".

L'un des moyens que privilégient les institutions financières internationales comme l'OMC, le FMI et la Banque mondiale, c'est la dislocation des cadres natio-

naux au profit de "provinces" ou de "régions", avec lesquelles les institutions financières et les investisseurs traitent directement. Il s'agit de les placer en concurrence les unes avec les autres et celles qui seront privilégiées pour les prêts, les investissements, l'implantation d'industries "délocalisées" seront bien évidemment celles où le coût du travail sera le plus bas. Ainsi, à un Code du travail national, à des lois du travail valables sur tout le territoire national, on vise à substituer des lois et des arrangements régionaux.

Par exemple, en Inde, James Wolfensohn, président de la Banque mon-

diale, a récemment défendu le fait que celle-ci prêterait désormais aux Etats de l'Inde (qui est une république fédérale) en fonction de leur plus ou moins grande adaptation aux "plans" de la Banque, c'est-à-dire du degré de privatisation et de déréglementation. Cette attitude a entraîné une protestation unanime de toutes les organisations syndicales défendant les droits et les acquis des travailleurs et la souveraineté nationale contre la mainmise impérialiste (cf. "*Chronique des événements mondiaux*").

L'impérialisme pratique de même partout. Au Brésil, il a incité les différents Etats (le Brésil est également une république fédérale) à mener "*une guerre fiscale*", c'est-à-dire à se livrer à une surenchère sur les budgets correspondant au mieux aux exigences du FMI (c'est-à-dire au paiement d'une dette écrasante répartie entre les Etats). Au sujet de l'Etat de Rio Grande do Sul, dont la capitale est Porto Alegre, la Banque mondiale, dans un communiqué du 7 mars 1997, informait

"qu'un prêt de 125 millions de dollars avait été accordé à cet Etat par la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement), qui aidera à financer les programmes de privatisations, de dégraissage des effectifs et d'indemnisation des entreprises publiques".

En 1997, le gouvernement de l'Etat du Rio Grande do Sul était un gouvernement de "centre-gauche". Le gouvernement "de gauche", qui lui a succédé, n'a pas remis en cause la politique de privatisations.

LE "FORUM SOCIAL MONDIAL"

Le caractère des rapports entre la Banque mondiale et l'Etat du Rio Grande do Sul (et la municipalité de Porto Alegre) est marqué par la manière dont la Banque mondiale participe à la préparation du "forum social mondial" prévu en janvier 2001 à Porto Alegre. La Banque mondiale l'annonce sur son site Internet dans les termes suivants :

"Chers collègues, vous trouverez ci-joint le premier bulletin du forum social mondial, qui est une nouvelle perspective organisationnelle lancée en juin 2000 à Genève par des organisations majeures de la société civile. Ce forum a été institué comme étant la version populaire du sommet économique annuel réuni à Davos, en Suisse, dans le but de mobiliser contre les impacts sociaux perçus comme négatifs des politiques économiques néolibérales et de la mondialisation."

Il sera revenu plus en détail dans cet article sur les caractéristiques de ce "forum social mondial". Si cet article commence par cet aspect, c'est que la municipalité de Porto Alegre est une municipalité du Parti des travailleurs du Brésil, dirigée par le courant qui, à l'échelle internationale, est notamment représenté par Alain Krivine, Daniel Bensaid, Christophe Aguiton, Livio Maïtan (1), courant qui se présente comme issu de la IV^e Internationale et comme continuant celle-ci.

On pourrait objecter qu'analyser et définir ce courant à partir de l'activité que mènent ses représentants à Porto Alegre est réducteur, car il ne s'agit que d'initiatives à l'échelle du Brésil, qui n'engagent pas les autres composantes. Certes, d'autres expressions de la politique de ce courant seront abordées dans les pages qui suivent. Cependant, l'exemple de Porto Alegre, non seulement concentre clairement le contenu d'une politique d'en-

(1) Ce courant politique a en effet son origine dans la IV^e Internationale. Mais il s'est formé, sous la direction de Michel Pablo (d'où l'épithète "pabliste" appliquée à ce courant) et d'Ernest Mandel, dans les années 1950-1952, sur la base d'une plate-forme en contradiction avec les principes mêmes de la IV^e Internationale. Son point de départ était que la bureaucratie stalinienne, loin d'être "*définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois*", comme l'explique le programme de fondation de la IV^e Internationale, serait en fait amenée à "*réaliser le socialisme à sa manière*". L'activité liquidatrice de ce courant a conduit à une crise de dislocation de la IV^e Internationale.

La IV^e Internationale reconstituée et reproclamée en 1993 s'appuie sur le combat de défense du programme et de reconstruction de la IV^e Internationale mené sans relâche depuis ces années. L'organisme de direction du regroupement international opposé au programme de la IV^e Internationale s'est appelé le "Secrétariat unifié". Dans cet article, nous utilisons parfois ce nom pour le définir.

semble, mais est précisément présenté comme "exemplaire" par les instances internationales de ce courant.

C'est ainsi que *Rouge*, l'hebdomadaire de la LCR, du 23 novembre 2000, commente la discussion du comité exécutif international, instance dirigeante internationale, dans les termes suivants :

"Cette discussion (sur la situation politique internationale) s'est prolongée autour des tâches des révolutionnaires dans la construction des mouvements antimondialisation et dans la préparation de la mobilisation à Nice contre le prochain sommet européen, mais aussi à Porto Alegre, au Brésil, où se préparent de nouvelles manifestations contre les politiques du FMI et de la Banque mondiale."

Donc, le "sommet social de Porto Alegre" constitue un axe central de l'activité du "Secrétariat unifié". Quel est le contenu de ce sommet ? Donnons la parole aux organisateurs eux-mêmes. Pour eux, ce forum est un rassemblement "d'institutions et de mouvements sociaux". Il se place, assurent ses organisateurs, dans la continuité des "grandes mobilisations de Seattle et de Washington en avril 2000", qui ont "mis en évidence l'émergence d'un mouvement civique transfrontières", qui a "vocation à devenir un contre-pouvoir citoyen international".

Ce forum se présente comme le pendant du forum économique mondial de Davos, qui

"joue un rôle stratégique dans la formation de la pensée de tous ceux qui promeuvent et appliquent les politiques néolibérales dans le monde entier".

Le forum social devrait, d'après les organisateurs, "se réunir chaque année aux mêmes dates que le Forum de Davos", afin de permettre

"la formulation de perspectives générales, l'échange d'expériences et la mise en place de coordinations tactiques et stratégiques entre organisations non gouvernementales (ONG), mouvements sociaux, syndicats, associations et groupes de citoyens".

Arrêtons-nous un instant sur ces affirmations pour souligner d'abord que cet appel s'adresse aux "institutions", aux "mouvements sociaux", aux "ONG" et aux "organisations syndicales", sans aucune précision quant à ce que sont ces mouvements divers, ces ONG et ces institutions, c'est-à-dire sans référence aucune à des critères déterminés par la division de la société en classes sociales.

D'ailleurs, dans toute cette littérature où abonde la rhétorique dénonciatrice du "néo-libéralisme", il n'est jamais question de classes ou de luttes des classes. En fait, les organisations syndicales, par l'invitation qui leur est faite de participer au forum, sont conviées à participer — comme composantes parmi d'autres de la "société civile" — à l'élaboration de "propositions" incluant la "dimension sociale".

C'est la démarche même de la "Charte sociale européenne", c'est la démarche commune à toutes les initiatives qui se situent dans le cadre général du "forum social de l'ONU". Il suffit d'ailleurs de lire les axes de discussions proposés :

"Quel type de commerce international voulons-nous ? Quel type de système financier voulons-nous, pour un développement durable ?"

pour voir comment, y compris au niveau de la forme, le discours des initiateurs de Porto Alegre rejoint celui que diffusent les grandes institutions financières internationales au service de l'impérialisme "mondialisé", c'est-à-dire avant tout de l'impérialisme américain.

S'il n'y a pas de référence à la lutte de classe, il y en a en revanche aux "grandes mobilisations", celles de Seattle et de Washington. C'est un trait permanent de la part de ce courant politique que de délibérément semer la confusion, par exemple, en plaçant sur le même plan des événements de caractère différent et sans d'ailleurs préciser le caractère de l'un et de l'autre.

Les manifestations de Seattle, lors du sommet de l'OMC, et celle de Washington ne sont pas identifiables. A Seattle, il y avait une large mobilisation, dont le trait

marquant était qu'il s'agissait avant tout d'une manifestation syndicale convoquée par l'AFL-CIO. A Washington, au contraire, le mouvement ouvrier organisé était absent.

Les manifestations de Seattle elles-mêmes étaient contradictoires. D'une part, elles ont exprimé le refus, par des dizaines de milliers de travailleurs américains, des conséquences des plans de l'OMC, les conduisant à manifester contre l'OMC. Les travailleurs américains ont agi dans le cadre de leur organisation syndicale, répondant à l'appel de l'AFL-CIO. En même temps, ils ont imposé à la manifestation comme mot d'ordre central : "Down with WTO" ("A bas l'OMC"), et non un appel à une réforme de l'OMC. Paradoxalement, en apparence, les groupes dont on a le plus parlé, les ONG, les "mouvements de protestation" dont la presse s'est plu à souligner le caractère radical, se plaçaient précisément sur ce terrain, celui d'une "réforme", d'une "démocratisation de l'OMC"...

Naturellement, le choix de Porto Alegre comme lieu de ce "forum social mondial" est pour ceux qui le convoquent lié à leur expérience au gouvernement de province et à la tête de la municipalité : cette expérience se concentre dans ce qui est désigné comme le "budget participatif".

Résumons ici la situation, car nous reviendrons plus en détail dans la conclusion sur la gestion municipale à Porto Alegre : le budget de Porto Alegre, comme celui de toutes les villes du Brésil, s'inscrit dans un cadre fixé par le gouvernement fédéral, qui comprend la contribution de chaque Etat au service de la dette externe de 225 millions de dollars qui écrase ce pays. C'est dans ce cadre qu'est présenté le plan d'investissement de l'année. Ensuite, la "participation", c'est le fait que les délégués de quartiers, de zones, discutent des "priorités", c'est-à-dire s'impliquent dans l'organisation de la misère...

Cette politique municipale comme celle qui préside à la convocation du forum social sont incontestablement celles des partisans brésiliens du "Secrétariat unifié". Mais pourtant, ne serait-ce pas

une exagération que de caractériser ce courant international à partir de la politique particulière de l'une de ses composantes nationales ? Nous avons déjà vu que l'instance internationale (le comité exécutif international) qui entend parler au nom de ce courant international reprend à son compte l'initiative du forum social mondial. Mais il y a mieux — ou pire, comme on veut.

Inprecor, la revue paraissant sous la responsabilité de la direction internationale de ce courant, vient de publier un numéro spécial consacré à Léon Trotsky à l'occasion du 60^e anniversaire de son assassinat. Il est intitulé, ce qui est déjà tout un programme et certainement pas celui de la IV^e Internationale : "Trotsky, le penseur du XX^e siècle."

Ainsi, le président du soviet de Petrograd lors de la première révolution russe de 1905, celui qui combat pour l'Internationale à Zimmerwald, le principal porte-parole des bolcheviks avec Lénine dans les débats des soviets, le principal dirigeant de l'insurrection victorieuse d'Octobre, le créateur de l'Armée rouge, le constructeur de l'Internationale communiste, le fondateur de la IV^e Internationale ne serait qu'un "penseur" du XX^e siècle !

Dans l'introduction de ce numéro d'*Inprecor*, il est spécifié "qu'il est en grande partie consacré à quelques aspects de la réflexion théorique de Trotsky". Nous verrons comment sont traités ces "aspects" ; mais pour l'instant, notons qu'il y a un article, dans cette revue, consacré à ce qui, pour ses responsables, est l'expression de leur politique aujourd'hui. L'article s'intitule "Démocratie directe au Sud du Brésil". Il est ainsi présenté :

« La réflexion sur le rôle de l'auto-organisation des masses, de leur participation aux affaires de l'Etat et du rôle de la démocratie — que Trotsky avait si fortement mis en avant lors de son analyse de la bureaucratisation de l'URSS — ne s'est, heureusement, pas arrêtée en août 1940. Le mouvement qu'il a contribué à fonder l'a poursuivie au cours de sa "traversée du désert" et a pu féconder de nouvelles expériences, comme celle en

cours aujourd'hui dans le Sud brésilien. Nous avons jugé utile de demander à nos camarades de la tendance Démocratie socialiste du Parti des travailleurs du Brésil de la présenter à nos lecteurs, à la fois en hommage posthume à celui qui a contribué à maintenir vivante la praxis marxiste et en tant que contribution à la réflexion actuelle des révolutionnaires. »

Ce n'est donc en rien une exagération que de considérer que le forum de Porto Alegre n'est pas un phénomène marginal, mais une expression concentrée de la politique d'ensemble du "Secrétariat unifié".

Elle rejoint le rôle essentiel joué dans ATTAC par ce courant. Un rôle que souligne parfaitement l'intervention d'un des dirigeants de l'organisation française du "Secrétariat unifié", Bensaïd, au forum parisien d'ATTAC, le dimanche 2 décembre :

« Il y a cinq ans, cette réunion aurait été difficilement réalisable. C'est Seattle, Washington, Prague, Nice demain qui l'ont rendue possible. C'est le cri "Le monde n'est pas une marchandise". Tout est réduit à l'étalon marchand. Il faut changer de logique. L'inquiétude apparaît au-delà des cercles restreints. Par exemple, dans les derniers rapports de l'ONU et du PNUD. Quelle logique opposer ? Celle du bien commun, celle de l'appropriation sociale. Celle qui est commune aux socialistes, communistes, réformistes, libertaires. Rassembler les forces dans une logique "gauche de la gauche". Ce qui se dessine, c'est un nouvel internationalisme. Il faut mettre en réseau les expériences sociales. »

A ce forum participaient les représentants des différents partis de la "gauche plurielle", militants du PC de Hue, Verts, Henri Weber, ex-dirigeant de la LCR et conseiller de Laurent Fabius, ministre des Finances de l'actuel gouvernement. Ce forum, qui se présentait explicitement comme visant à accompagner et à "humaniser" la mondialisation, a lancé un appel à la réunion de Porto Alegre, considérée comme la nouvelle étape.

Ce numéro spécial d'*Inprecor* avait été précédé d'un article consacré à Trotsky par Daniel Bensaïd, l'un des principaux dirigeants de la LCR, également classé comme "l'un des penseurs de la gauche

française", fréquemment sollicité à ce titre dans les colonnes du *Monde* et dans celles de *L'Humanité*, le journal du PCF.

HOMMAGE OU ENTERREMENT ?

Daniel Bensaïd écrit dans *Rouge* (27 juillet), à propos de Trotsky :

"Il veut d'abord empêcher toute confusion possible entre la révolution et la contre-révolution, entre la phase initiale d'Octobre 1917 et le Thermidor stalinien. Il le fait notamment en organisant, dès son arrivée au Mexique, au moment du deuxième procès de Moscou, la commission d'enquête internationale présidée par le philosophe américain John Dewey (...).

Le deuxième combat est la compréhension des enchaînements vers une nouvelle guerre, dans une phase où allaient s'exacerber le chauvinisme et s'obscurcir les enjeux de classe. Enfin, le troisième combat, lié aux précédents, c'est celui pour la fondation d'une nouvelle Internationale — proclamée en 1938, mais projetée au moins cinq ans auparavant dès la victoire de Hitler en Allemagne —, qu'il ne concevait pas comme le rassemblement des seuls marxistes-révolutionnaires, mais comme un outil tourné vers les tâches du moment."

Voilà un résumé bien particulier de l'activité de Trotsky. Tout d'abord, il y a une absence criante : celle de la fondation de la IV^e Internationale et du programme sur laquelle celle-ci est fondée. Tout est de la même eau. Essayons de rétablir les faits en utilisant des extraits d'un article paru dans *La Lettre de La Vérité* :

« Ayant constaté, au travers du rôle joué par le stalinisme dans la tragique défaite du prolétariat allemand, la dégénérescence achevée de l'Internationale communiste, Trotsky et ceux qui répondent à son appel s'engagent dans le combat pour la constitution de la IV^e Internationale en cherchant à y associer aussi largement que possible tous ceux qui rejettent le stalinisme et la collaboration de classes.

La IV^e Internationale sera effectivement fondée en 1938, à la veille de la guerre, sur la base d'un programme dont Bensaïd se garde bien de dire un mot. Un programme qui part du fait que le système d'exploitation capitaliste, fondé sur la propriété privée des moyens de production, est incapable de développer plus avant les forces productives et que sa perpétuation voue l'humanité à une série de catastrophes. Un programme qui, sur la base d'une analyse rigoureuse des développements en Union soviétique, constate que la bureaucratie stalinienne est la courroie de transmission de l'impérialisme et que sa domination conduisait à la destruction de tout ce qui demeurait des conquêtes de la révolution d'Octobre. Un programme qui, à partir de l'analyse des développements mondiaux, de l'expérience de la lutte de classe, réaffirmait que la question de l'organisation, du parti, était centrale pour l'avenir de l'humanité (...).

Le silence de Bensaïd sur ce point a une double signification : d'une part, il vise à éviter toute discussion sur la pertinence de ce programme dans les circonstances d'aujourd'hui ; d'autre part, il refuse d'aborder un bilan du courant politique dont il fait partie, et qui poursuit aujourd'hui sa décomposition accélérée, un courant qui s'est précisément constitué en déclarant caducs les fondements mêmes du programme de la IV^e Internationale.

De même, l'allusion discrète à la "compréhension des enchaînements vers une nouvelle guerre" occulte la réalité de ces enchaînements, à savoir la subordination des travailleurs et de leurs luttes à la bourgeoisie par la politique des Fronts populaires. Or les années de formation de la IV^e Internationale ont comme axe le combat implacable contre toutes les formes de Front populaire, en particulier en France et en Espagne.

On comprend qu'il soit gênant, pour ceux qui se sont toujours considérés (par exemple, au temps des gouvernements Mitterrand) comme la "gauche de la gauche" et qui, aujourd'hui, se veulent une composante de la "gauche plurielle", de rappeler cet axe du combat pour la constitution de la IV^e Internationale.

Enfin, bien sûr, c'est une étrange manière de résumer le combat de Trotsky contre le stalinisme de dire qu'il voulait "empêcher toute confusion possible entre

révolution et contre-révolution". En fait, il combattait pour le renversement par les travailleurs d'Union soviétique, en liaison avec le combat international d'émancipation de la classe ouvrière, de la bureaucratie contre-révolutionnaire.

Il n'est nul besoin de recourir à la "personnalité perverse de Staline", il suffit de comprendre qu'au fur et à mesure que la guerre se rapprochait et que l'existence même de l'Union soviétique allait être en jeu, la place de Trotsky — lien vivant avec la révolution d'Octobre — devenait de plus en plus menaçante pour le pouvoir de la bureaucratie.

Dans la foulée de son introduction, Bensaïd est tout naturellement amené à réduire la place de Trotsky, dont il dit, par exemple, "qu'il se trompe sur ses pronostics quand il fait un parallèle entre les événements qui ont suivi la Première Guerre mondiale et ceux qui pourraient résulter de la Deuxième. L'erreur réside dans le fait que les mouvements ouvriers se trouvent alors dans des situations très différentes."

En effet, les situations sont "différentes", sinon il n'y aurait pas lieu de fonder la IV^e Internationale ! La question n'est pas là. Ce que Trotsky explique, c'est que la Deuxième Guerre mondiale tendra à se transformer en affrontement entre les classes. L'immense vague révolutionnaire qui déferle après 1943 et qui menace le pouvoir de la bourgeoisie dans les centres du capitalisme lui a largement donné raison sur ce point, et le maintien en place, malgré tout, de l'Etat bourgeois tient à la politique de défense de l'ordre établi menée par la bureaucratie stalinienne et ses agences nationales, les directions des Partis communistes, non à une sorte d'incapacité de la classe ouvrière internationale à lutter pour ses intérêts.

Mais pour Bensaïd, ce n'est pas la situation qui se développe alors qui est contradictoire, mais le stalinisme : "Nous sommes en 1945, au moment du stalinisme triomphant, avec ses aspects contradictoires."

Selon lui, s'il faut faire la part de la "coercition policière", il ne faut pas sous-estimer "le consensus populaire lié à la dynamique pharaonique, même au prix fort, conduite par le régime stalinien".

Passons sur la "dynamique pharaonique" et traduisons : les travailleurs de

l'Union soviétique sont largement responsables du stalinisme et ceux des autres pays ont eu les partis qu'ils méritaient... Dans ces conditions, on peut se demander les motifs de cet article intitulé "Un passeur du siècle".

La réponse est sans doute en partie dans le titre, mais cela mérite toutefois quelques mots d'explication. S'il n'y avait pas le combat organisé de la IV^e Internationale reconstituée et de ses sections, s'il n'y avait pas la réalité de l'action à l'échelle internationale et nationale pour regrouper toutes les forces qui se situent sur le plan de l'indépendance du mouvement ouvrier, ni Rouge, ni Daniel Bensaid n'auraient besoin de la référence frauduleuse qu'ils font à Trotsky.

A partir du moment où ils la font et en relation même avec leur politique actuelle, il leur faut nier toute perspective de combat révolutionnaire fondé sur l'action et l'organisation des travailleurs. Dans cette mesure, Trotsky est ramené — avec d'ailleurs bien des limites et des "lacunes" — à n'être qu'un penseur intéressant d'un siècle dépassé. Bensaid écrit en effet : "Mais là où il (Trotsky) est irremplaçable, malgré des lacunes, c'est dans l'analyse du phénomène, inédit à l'époque et difficilement compréhensible, de la contre-révolution stalinienne. De ce point de vue, Trotsky est un passeur."

Un passeur, c'est celui qui fait passer d'une rive à l'autre, c'est aussi celui qui fait "passer" une conception, une idée... Trotsky aurait donc fait passer une conception du stalinisme (avec des lacunes) qui aujourd'hui n'est plus d'utilité aucune, puisque le stalinisme s'est effondré, mais surtout parce que l'émancipation de la classe ouvrière par son combat n'est plus à l'ordre du jour. Pour Rouge, Trotsky n'est pas seulement réduit à un "passeur", c'est déjà un passant d'un autre siècle, dont l'ombre, qu'on se croit encore obligé de saluer, s'efface."

Si Rouge s'était contenté de publier seulement l'article de Bensaid, il ne pourrait jouer son rôle. En effet, pour tout lecteur, cet article — que nous avons largement cité — est plus un enterrement qu'un hommage : si Trotsky a tenu une place, il ne la tient plus... Aussi, la semaine suivante, Rouge publie-t-il un article de

Sébastien Volkoff, le petit-fils de Léon Trotsky, qui n'est pas un militant politique, mais qui, lorsqu'il parle de son grand-père, cherche à lui rester fidèle.

Le numéro spécial d'*Inprecor* est fondé sur la même fausse symétrie : d'une part, le trotskysme vivant — c'est-à-dire l'actualité du programme de la IV^e Internationale — est remis aux oubliettes ; d'autre part, on concède quelques remarques, "études" ou "contributions" à la grandeur historique de Trotsky. Fausse symétrie, car, bien évidemment, la place historique de Trotsky est inséparable de sa signification aujourd'hui, de la place dans la lutte des classes de la IV^e Internationale et de son programme. Aussi, les références historiques ne peuvent-elles être qu'embrouillées et délibérément confuses, et le tableau tracé de Trotsky, une mutilation.

Il a déjà été noté combien était réducteur et falsificateur le titre de la revue *Inprecor* : "Trotsky, le penseur du XX^e siècle", s'agissant de celui dont l'activité dans tous les domaines procédait des nécessités de l'action révolutionnaire (de l'application du principe de Lénine : "Sans théorie révolutionnaire, pas d'action révolutionnaire"). Il faut aussi examiner comment la pensée politique de Trotsky (car personne ne nie qu'il était aussi un penseur), cette pensée structurée par la méthode marxiste et inséparable des développements mondiaux de la lutte des classes et de l'intervention dans cette lutte, est traitée dans les articles d'*Inprecor* censés lui rendre hommage.

Ainsi, on y trouvera un article de Michael Löwy intitulé "Actualité de la Révolution permanente", qui ne tarit pas d'éloges sur "l'audace politique" de Trotsky lorsqu'il élabore la théorie de la révolution permanente et sur le fait que la

"théorie de la Révolution permanente permet non seulement de rendre compte des grandes révolutions sociales du XX^e siècle, mais reste d'une surprenante actualité à l'aube du XXI^e siècle"

Löwy souligne même que la

"théorie de la Révolution permanente a été doublement vérifiée au cours de l'his-

toire du XX^e siècle. D'une part, par les désastres résultant de l'étapisme, de l'application aveugle par les partis communistes des pays dépendants de la doctrine de la révolution par étapes et du bloc avec la bourgeoisie nationale", (d'autre part, dans) "son opposition à la doctrine stalinienne du socialisme dans un seul pays", (car l'affirmation que) "l'on ne saurait construire une société socialiste digne de ce nom à l'intérieur des limites nationales d'un seul pays a été vérifiée par la disparition peu glorieuse de l'Union soviétique en 1991".

Mais si l'on essaie d'examiner de plus près le contenu de l'article, on est frappé par l'absence de toute référence, même générale, au type d'organisation correspondant à la nécessité de combiner, dans les pays industriellement arriérés, pillés et dominés par l'impérialisme, les tâches démocratiques et nationales avec les tâches socialistes et prolétariennes. Il n'est jamais question, dans ces pages, du parti politique nécessaire pour réaliser la "transformation de la société sous la conduite du prolétariat", qui est au cœur de la conception de Trotsky. Dans cette mesure et même sous l'unique aspect où elle est abordée (celui de la combinaison des tâches démocratiques et socialistes dans un pays arriéré), la conception de Trotsky est faussée pour l'essentiel. Elle est ramenée à une simple manière d'interpréter la réalité.

Mais un aspect de la théorie de la révolution permanente n'a de signification que comme s'intégrant à un tout. Or c'est ce tout qui est explicitement nié par Michael Löwy :

« La théorie de la Révolution permanente n'est pas une spéculation métaphysique, mais une tentative de répondre à une des questions les plus dramatiques de notre époque : comment résoudre les problèmes sociaux terribles dont souffrent les pays capitalistes dépendants — "coloniaux et semi-coloniaux" dans le langage de l'époque —, comment leur permettre d'échapper à la paupérisation, aux dictatures oligarchiques, à la domination étrangère ? »

La théorie de la révolution permanente ne correspond pas, pour Löwy, à la réalité de l'unité mondiale de la lutte des classes et de son développement.

Y compris dans ses références historiques, Löwy écarte la réalité de la lutte des classes internationale. Le rôle du stalinisme peut-il se limiter à "l'application aveugle par les Partis communistes des pays dépendants de la doctrine de la révolution par étapes" ? Le rôle contre-révolutionnaire du stalinisme se manifeste dans la politique criminelle qui conduit à l'écrasement du prolétariat allemand, marquant la faillite irrémédiable de l'Internationale communiste vassalisée et la nécessité d'engager le combat pour la IV^e Internationale.

Il s'exprime dans l'organisation des défaites infligées aux classes ouvrières des pays industriellement développés par le moyen du Front populaire, c'est-à-dire de la subordination à la bourgeoisie impérialiste, en France et en Espagne, défaites dont le sort des travailleurs des pays pillés par l'impérialisme n'est pas séparable.

Non, la théorie de la révolution permanente n'a pas été élaborée pour répondre — comme s'il s'agissait d'une question en soi, séparée de la lutte des classes internationale — à la question de la révolution dans les pays dépendants. Elle y répond — c'est-à-dire qu'elle dégage le caractère de classe de la révolution dans ces pays (2) — parce qu'elle a comme point de départ que

« le marxisme procède de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales, mais comme une puissante réalité indépendante, créée par la division internationale du travail et le marché mondial, qui, à notre époque, domine tous les marchés "nationaux" » (préface à l'édition française).

Et, dans l'introduction à son livre *La Révolution permanente*, Trotsky explique :

"Pour dissiper la confusion créée autour de la théorie de la révolution per-

(2) "Pour les pays à développement bourgeois retardataire, et en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes" (deuxième thèse de *La Révolution permanente*).

manente, il faut distinguer trois catégories d'idées, qui s'unissent et se fondent dans cette théorie. Elle comprend d'abord le problème du passage de la révolution démocratique à la révolution socialiste. Et c'est là, au fond, son origine historique (...).

Sous son deuxième aspect, la théorie de la révolution permanente caractérise la révolution socialiste elle-même. Pendant une période dont la durée est indéterminée, tous les rapports sociaux se transforment au cours d'une lutte intérieure continue (...).

Sous son troisième aspect, la théorie de la révolution permanente envisage le caractère international de la révolution socialiste, qui résulte de l'état présent de l'économie et de la structure sociale de l'humanité. L'internationalisme n'est pas un principe abstrait : il ne constitue que le reflet politique et théorique du caractère mondial de l'économie, du développement mondial des forces productives et de l'élan mondial de la lutte des classes."

Ainsi, la théorie développée de la révolution permanente rend compte de la dynamique de la lutte des classes internationale à l'époque de l'impérialisme. Si, du point de vue de son histoire et de ses origines, la théorie de la révolution permanente traite d'abord, comme l'explique Trotsky, du "passage de la révolution démocratique à la révolution socialiste", y compris cet aspect ne peut être saisi que comme une expression du "caractère mondial de l'économie".

Non seulement cela est absent de l'article de M. Löwy, mais celui-ci définit la théorie de la révolution permanente comme "une stratégie pour les pays périphériques", ce qui est directement contradictoire avec la conception marxiste que définit Trotsky, pour qui l'économie mondiale "constitue une puissante réalité indépendante", dans laquelle s'intègrent aussi bien les pays capitalistes avancés (industriellement développés) que les pays capitalistes industriellement arriérés et pillés par l'impérialisme. Ils participent d'une même unité, et Trotsky le précisait d'ailleurs dans l'*Histoire de la révolution russe* :

"Dans un large sens historique, les révolutions nationales de l'Orient ne sont

que des degrés de la révolution mondiale du prolétariat."

La présentation formellement académique des "idées" de Trotsky défigure en fait ce qui est essentiel. Cette déformation délibérée est utilisée par Löwy pour déclarer en passant — comme si c'était une chose acquise — que Trotsky "sous-estimait" le rôle révolutionnaire que pouvait jouer la paysannerie, alors qu'en fait c'est tout le contraire. Pour conclure en énumérant pêle-mêle, comme organisations pouvant se placer à la tête du combat pour régler ses problèmes, le Parti des travailleurs du Brésil et "l'armée zapatiste" du Chiapas, appelés à jouer un "rôle politique décisif".

Elle explique aussi que Löwy, puisqu'il s'agit, selon lui, de "stratégie des pays périphériques", ignore délibérément les développements dans les "pays du centre", c'est-à-dire laisse de côté tout ce qui manifeste la réalité concrète de la décomposition mondiale entraînée par la perpétuation du système d'exploitation capitaliste. Comme nous le verrons plus loin, les instruments internationaux de ce système (le FMI, l'OMC, les Nations unies) peuvent être "démocratisés" et même être utilisés positivement.

Les quelques lignes consacrées ici à la défense de la théorie de la révolution permanente montrent que nous n'entendons pas nous refuser à la polémique, à l'examen des positions idéologiques destinées à la fois à justifier et à dissimuler la politique des organisations du "Secrétariat unifié" et des courants qui gravitent autour de lui. Mais il ne s'agit pas d'une querelle d'idées. Si le point de départ de cet examen a été le "sommet social de Porto Alegre", c'est parce que, comme le dit Marx, pas plus qu'on ne juge une personne sur ce qu'elle dit, mais bien sur ce qu'elle fait, on ne juge un courant politique sur ses proclamations, mais sur ses actes. Ce qui ne signifie pas que la manière dont ses actes sont présentés soit sans importance...

Cela fait partie des exigences de l'action pour la construction de la IV^e Internationale et de ses sections que de revenir sur les falsifications idéologiques, les

arguments développés par des courants politiques comme le "Secrétariat unifié" pour couvrir leur politique. Il n'est pas possible, dans les limites de cet article, d'étudier les multiples formes que prend la dénaturation des positions politiques et théoriques de Trotsky. Il sera sans aucun doute nécessaire d'y revenir.

PARTISANS DE LA PARTITION ET DE L'INTERVENTION HUMANITAIRE

L'irruption des masses palestiniennes, de la jeunesse, du million de Palestiniens vivant à l'intérieur des frontières d'Israël marque sans aucun doute un développement révolutionnaire majeur à l'échelle mondiale.

Tous les commentateurs le reconnaissent, d'une manière ou d'une autre, ce soulèvement, qui secoue tout l'ordonnement du "protectorat mondial américain", est dirigé contre les conséquences des accords d'Oslo, que la IV^e Internationale avait analysés lors de leur mise en place. Cette prétendue "paix", qui confinait une fraction du peuple palestinien dans de véritables "bantoustans" sur une partie des territoires occupés par l'armée israélienne après la guerre de 1967, les séparant des Palestiniens d'Israël, des Palestiniens de Jordanie, des milliers de réfugiés, est aujourd'hui remise en cause par l'action du peuple palestinien. Action qui met à l'ordre du jour l'unité du peuple palestinien et qui pose la question de la solution démocratique, seule conforme aux intérêts de tous les peuples, celle d'une Palestine unique, laïque et démocratique sur tout le territoire de la Palestine.

L'attitude à l'égard des développements révolutionnaires en Palestine constitue un test pour tous les courants politiques qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie.

Les organisations du "Secrétariat unifié" se sont placées sur le terrain de la partition, du maintien de l'Etat d'Israël. Leurs mots d'ordre vont dans le sens de

l'application des "accords de paix". Il s'agit d'obtenir l'application "loyale", par le gouvernement israélien, des "accords de paix". Michel Warshawski, le "spécialiste" du "Secrétariat unifié" pour la Palestine, écrit, par exemple, que l'objectif est d'aboutir à "*ce que les Israéliens se décident — ou soient forcés — à négocier la fin de l'occupation*". En d'autres termes, le but assigné par Warshawski au mouvement, c'est la consécration (éventuellement par la proclamation d'un "Etat" palestinien) de la division du territoire palestinien entre environ un septième, qui forme la "réserve" attribuée à l'Autorité palestinienne, et l'Etat d'Israël.

De même, dans les manifestations en France, la LCR scande : "*Retrait des troupes israéliennes des territoires occupés*", mais ne mentionne jamais le sort des Palestiniens d'Israël ou la question des réfugiés.

Cette orientation épouse les objectifs de l'impérialisme américain. D'ailleurs, c'est l'implication directe de celui-ci que réclame Warshawski. Il indique comme l'une des issues possibles pour l'Etat d'Israël "*l'acceptation de la présence d'une force internationale d'interposition*" et commente :

"Une force d'interposition internationale serait sans aucun doute la moins coûteuse (...). Une intervention internationale ne servirait pas seulement à arrêter le massacre des Palestiniens, mais aussi à limiter le nombre de victimes du côté israélien, qui ne va cesser d'augmenter, comme le confirme le dernier attentat de Gaza" (Rouge, 23 novembre 2000).

Ainsi, après la Bosnie, le Kosovo et le Timor, l'impérialisme est invité à procéder à une "intervention humanitaire" sous couvert de l'ONU. Après les massacres du peuple irakien au nom de "l'ordre mondial", l'ONU est toujours considérée apte à agir au nom des intérêts des peuples. On admirera le sens de l'équilibre de Warshawski. La présence d'une force d'intervention internationale "*ne servirait pas seulement à arrêter les massacres de Palestiniens, mais aussi à limiter le nombre de victimes du côté israélien*".

Personne ne se réjouit de la perte de vies humaines, mais où est l'origine de la violence ? Dans la négation des droits nationaux du peuple palestinien, dans la tentative d'écraser par le fer et le feu sa volonté d'affirmer ses droits. Prétendre que ces droits puissent être défendus par une force armée au service de "l'ordre mondial" que le soulèvement palestinien menace à condition que celle-ci se montre "impartiale", n'est-ce pas considérer que les instruments de cet "ordre mondial" peuvent jouer un rôle progressiste ?

C'est d'ailleurs une position qui n'est pas inédite de la part des organisations du "Secrétariat unifié" et de celles qui gravitent autour de lui. C'est ainsi que, lorsque, dans le cadre même du dispositif militaire américain dans la région, les forces armées australiennes se virent attribuer l'ordre et la sécurité au Timor-Oriental pour y installer les autorités de l'ONU, Rouge vit là une expression du droit des peuples :

"Une page sanglante de l'histoire timoraise est tournée. Voilà enfin l'indépendance du Timor-Est reconnue, y compris par les gouvernements qui lui étaient le plus hostiles."

Certes, explique l'hebdomadaire de la LCR,

"la nouvelle administration des Nations unies au Timor-Oriental possède de larges pouvoirs civils, militaires, législatifs ou judiciaires".

C'est le moins que l'on puisse dire, alors que le Timor-Oriental est placé sous administration directe de l'ONU s'appuyant sur l'armée australienne.

Dans cette affaire, le "Secrétariat unifié" et Rouge avaient trouvé des émules. C'est ainsi que le Democratic Socialist Party of Australia, qui a ses origines dans l'une des composantes du "Secrétariat unifié", n'a pas hésité à mener campagne en Australie pour que le gouvernement australien décide de l'envoi de troupes au Timor !

Ce même parti vient d'ailleurs de récidiver, sur la même ligne que le "Secrétariat unifié", à propos de la

Palestine, en lançant un appel "pour qu'une force de protection de l'ONU se rende en Palestine".

LE PRÉCÉDENT DES BALKANS

C'était d'ailleurs déjà la voie suivie par le "Secrétariat unifié" lors de la guerre des Balkans. Bien que *La Vérité* se soit largement expliquée sur ce point, il n'est pas inutile d'y revenir.

Le 7 mai 1999, *La Gauche*, hebdomadaire du "Secrétariat unifié" en Belgique, appelait à la mise en place d'une force multinationale au Kosovo :

"Mise en place d'une force multinationale incluant la Russie, hors du cadre de l'OTAN, mandatée pour assurer l'application des accords contre toute violation et la protection armée effective des populations (incluant l'autoprotection des Kosovars)."

Exprimé comme tel, non seulement cela n'exclut même pas l'OTAN (on demande simplement que ce soit "hors du cadre"), mais en plus, il s'agit d'un appel à l'armement international de l'UCK. C'est là épouser, mot pour mot, les objectifs affichés de la diplomatie américaine !

Plus bas, dans le même article, on tombait sur la perspective "diplomatique" proposée :

"Une conférence balkanique qui traite des droits nationaux et liens entre Etats, avec programme d'aide et de coopération avec l'Union européenne et suivi du retour des réfugiés ; un débat dans les Parlements européens sur la politique de sécurité en Europe hors du cadre de l'OTAN, fauteur d'insécurité."

Dans Rouge (13 mai 1999), on pouvait lire :

« Plutôt que de "démilitariser" leur pays, les Kosovars devraient recevoir les moyens de se défendre, tandis que les organisations dans lesquelles ils se reconnaissent se retrouveraient à la table des pourparlers. C'est dans ce contexte

qu'une force multinationale pourrait alors voir le jour. A cette double condition près qu'elle agisse sur la base d'un mandat international, dont le but exclusif soit de garantir, après sa conclusion, un accord de paix comme la sécurité d'une population martyrisée et qu'elle soit évidemment totalement indépendante de l'OTAN » (Rouge, n° 1827, 13 mai 1999).

C. Samary, dans *Rouge*, assure :

« Il est certes grand temps de "prendre conscience" de la nécessité de rechercher la stabilité des Balkans par des projets coopératifs et "développementaux" concernant toute la région. »

La "stabilité" dans les Balkans ! Pourquoi ne pas parler de "l'ordre" ? La seule issue, pour les peuples de la région, ce ne sont pas les projets "coopératifs" de l'Union européenne, qui ont pour seul but la liquidation des entreprises à travers les plans de privatisation. C'est le retrait des troupes de l'OTAN et du FMI, ce qui n'est pas même mentionné dans son article. C. Samary s'inquiète néanmoins :

« Le bilan de "l'aide" à la Bosnie risque de se reproduire ailleurs. Depuis les accords de Dayton, l'essentiel de la croissance bosniaque est due aux salaires distribués dans les organismes internationaux. »

"Croissance bosniaque" ! On croit rêver. La Bosnie n'existe plus depuis "l'aide" des accords de Dayton. Les peuples de Bosnie sont divisés en cantons "ethniquement purs", constitués par l'échange de populations sous le contrôle de l'ONU ; ils sont soumis, dans ces enclaves aux mafias-nomenklaturas, appauvris, livrés à la misère, à la déchéance. La "croissance" et les "salaires" dont elle parle ne sont qu'une vaste mafiosation de toute la Bosnie, où tout n'est que corruption, mafias, drogue, prostitution, tandis que la population — quelle que soit sa nationalité — tente de survivre.

La Bosnie n'existe plus. Ce qui en reste est géré par l'ONU, le FMI ; la monnaie officielle est le deutschemark. Le président de la Banque centrale est nommé par le FMI et ne doit pas être Bosniaque. Rappelons qu'en mai 1992, dans l'organe

du "Secrétariat unifié", *Inprecor*, où écrit aussi C. Samary, on pouvait lire, au moment même où planait la menace d'intervention militaire en Bosnie :

"Le malheureux peuple de Bosnie attend d'être soulagé par les troupes des Nations unies."

"Soulagé", il l'est par l'occupation militaire et la liquidation du pays !

A l'évidence, pour C. Samary et *Rouge*, le droit des peuples, le retrait des troupes étrangères, l'arrêt des plans d'ajustement structurel du FMI n'existent pas. Cela démontre pratiquement, une nouvelle fois, de quel côté de la barrière de classe ils se trouvent. Pour notre part, nous nous situons entièrement sur le terrain des militants ouvriers des Balkans, qui, dans une conférence tenue à Sofia, affirmaient :

« Nous, militants du mouvement ouvrier de Yougoslavie, de Roumanie, de Bulgarie, de Grèce, nous déclarons que les travailleurs luttent contre la dislocation des nations, ordonnée par la "mondialisation" et les prétentions des Etats-Unis à imposer leur domination et sur les travailleurs et sur les peuples ; ils défendent le droit à l'autodétermination et à la souveraineté des peuples de notre région, pour des républiques souveraines, pour une Union libre des républiques souveraines de la région balkano-danubienne. Il ne peut y avoir de solution aux problèmes nationaux, ni aux problèmes des minorités nationales dans notre région, sans que soit assurée la souveraineté des peuples face aux Etats-Unis, à l'Union européenne, au FMI, à l'OTAN et à tous les organismes des grandes puissances. »

"SE FAIRE ENTENDRE"

A l'occasion de l'assemblée annuelle de la Banque mondiale tenue à Prague, la Banque mondiale et le FMI ont annoncé leurs ambitions et la fonction sociale, dont ils entendaient se prévaloir. Ils ont appelé les ONG à "se faire entendre".

Une première réponse, venant de France, mais dont la signification est

internationale, est venue de plusieurs organisations "antimondialisation". Lesquelles ? Des ONG comme ATTAC, qui tient une place centrale, comme cela a été indiqué, dans la préparation du forum de Porto Alegre, des organisations syndicales comme la CGT, la FSU, et des partis politiques comme le PCF, les Verts (ces deux partis participent au gouvernement Jospin-Chirac, qui met en place tous les plans anti-ouvriers que requiert la "mondialisation" impérialiste) et la LCR, l'organisation pivot du "Secrétariat unifié". On retrouve d'ailleurs les mêmes composantes que dans l'assemblée générale d'ATTAC qui s'est tenue à Paris.

Que disaient ensemble les Verts, le parti forgé comme instrument de la bureaucratie stalinienne, ceux qui osent se référer à la IV^e Internationale et les ONG ?

"L'objectif de Prague est de voir dans quelle mesure nos objectifs seront entendus, notamment que les institutions financières internationales ne soient plus au-dessus des lois et rendent compte à des institutions plus légitimes, comme les Nations unies."

Voilà qui a le mérite de la clarté. L'ONU, chargée d'interventions "humanitaires", se voit confier la tâche "d'humaniser" et de "démocratiser" des "institutions financières internationales", c'est-à-dire la Banque mondiale, le FMI et l'OMC !

Il a été noté plus haut que la pratique du "Secrétariat unifié" et des organisations qui lui sont associées ou qui gravitent autour de lui s'accompagne de rhétorique à vernis "marxiste". Il suffit d'ailleurs de gratter le vernis pour que se manifeste le fait que les références au marxisme sont frauduleuses et que les positions développées — même à un niveau purement idéologique — n'ont rien à voir avec la méthode et les principes du marxisme.

Mais les exigences découlant du rôle joué par le "Secrétariat unifié" rendent cet exercice de plus en plus difficile. Y compris dans les écrits à prétention "théorique", s'affirme parfois la plénitude des véritables positions politiques.

Daniel Bensaïd est présenté — et se présente d'ailleurs — comme l'un des principaux penseurs et dirigeants du "Secrétariat unifié". Il a été à ce titre l'un des animateurs d'un séminaire, qui s'est tenu les 1^{er} et 2 avril sur le thème suivant :

"Pour affronter la nouvelle période, il est nécessaire d'aborder de manière critique les rapports entre marxisme révolutionnaire et luttes d'émancipation qui ont existé dans le passé, et de définir un projet d'émancipation sociale".

Rien que cela. Mais l'emphase n'interdit pas de voir que le point de départ, c'est que le marxisme relève du passé.

LA "DÉMOCRATISATION" DE L'ONU

Dans ce cadre, sous le titre pompeux "Théorèmes de la résistance à l'air du temps", Daniel Bensaïd a produit une longue contribution, rivalisant pendant des pages de prétention et de vacuité. Pour qui, cependant, se donne la peine de la lire, il peut y découvrir — non des perles —, mais quelques précisions importantes sur la politique que recouvre ce fatras idéologique.

Nous nous limiterons ici à une seule citation :

« Héritière des rapports de forces issus de la Deuxième Guerre mondiale, l'ONU doit sans aucun doute être réformée et démocratisée (l'antiparlementarisme n'interdit pas à l'échelle internationale de proposer des réformes démocratiques du mode de scrutin comme la proportionnelle et la féminisation), en faveur de l'assemblée générale et contre le club fermé du Conseil permanent de sécurité. Non pour prétendre lui conférer une légitimité internationale, mais pour faire en sorte qu'une représentation, certes imparfaite, de "la communauté internationale", reflète la diversité des intérêts et des points de vue (comme l'a illustré en avril la prise de position des 77 contre l'usage à sens unique du "droit d'ingérence"). De la même manière, il est urgent de développer une réflexion sur les institutions politiques européennes et sur les institutions judiciaires internatio-

nales comme le tribunal de La Haye, les tribunaux pénaux d'exception et la future Cour pénale internationale. »

Est-il besoin de commentaires ? Les Nations unies, qui méritent encore plus le qualificatif, appliqué par Lénine à l'organisation qui les a précédées, de "caverne de brigands". L'ONU, instrument de la prépondérance de l'impérialisme américain, qui couvre d'une frauduleuse "légalité internationale" n'étant que l'expression à l'échelle mondiale de la loi du plus fort, des besoins du profit, est explicitement investie d'une mission de conciliation pour que la « représentation, certes imparfaite, de la "communauté internationale" reflète la diversité des intérêts et des points de vue » !

Faut-il rappeler que l'ONU, telle qu'elle existe aujourd'hui, occupe une fonction qui a été précisée dans le rôle majeur qu'elle a joué dans la guerre de génocide contre le peuple d'Irak ? Elle est — reflétant ainsi non "les intérêts et les points de vue" d'une mythique "communauté internationale", mais la réalité de la lutte mondiale implacable des exploités et des opprimés, et la réalité des rapports de force entre les Etats impérialistes — un instrument de la mise en place du "protectorat américain", dont elle couvre toutes les basses œuvres.

C'est ce pilier d'un "ordre mondial" qui repose sur les massacres, les guerres, une offensive de génocide contre les droits des peuples, contre toutes les positions que la classe ouvrière occupe comme résultat de ses luttes, contre la démocratie, une offensive qui, au nom de "l'abaissement du coût du travail" (c'est-à-dire de la destruction de la "principale force productive, la classe révolutionnaire elle-même", Marx) menace l'existence même de la civilisation, qu'il faudrait "démocratiser" ?

Il ne s'agit plus là seulement "d'accompagner la mondialisation" en assurant corriger ses conséquences. Il s'agit de s'incorporer à l'ordre mondial basé sur les nécessités de l'impérialisme en décomposition et sur le "protectorat américain".

COMMENT FONCTIONNE LE BUDGET PARTICIPATIF ?

Est-on loin de Porto Alegre, qui y est convoqué parce que Porto Alegre est la ville élue du "budget participatif" dont nous avons dit qu'il signifiait impliquer les victimes de la "mondialisation" dans la gestion de ses conséquences ?

Expliquons-nous.

Dans *Rouge*, l'hebdomadaire de la LCR (7 septembre), André Passos Cordeiro, coordinateur général du cabinet du budget et du plan de la municipalité de Porto Alegre, précise :

"Le gouvernement présente le plan d'investissement de l'année. Ensuite, la communauté, en coordination avec les délégués (de quartiers, de zones), fait état de ses requêtes et décide de ses priorités. Enfin, dans un troisième temps, elle intègre ces priorités dans le cadre budgétaire..."

La même procédure est utilisée au niveau de l'Etat, celui du Rio Grande do Sul.

Précisons ce que cela signifie.

Tout d'abord, le cadre — les investissements — est fixé par l'Etat. Ce qui commande ce cadre, c'est de continuer à payer la dette de l'Etat du Rio Grande do Sul, dette écrasante, comme d'ailleurs celle de tous les Etats du Brésil, tous pressurés par l'Etat fédéral, qui paye et assure le service de la dette de 225 milliards de dollars qui écrase le pays.

C'est dans l'application de la politique du gouvernement Cardoso, lui-même soumis aux instructions du FMI, que se situe le budget de Porto Alegre.

En quel sens est-il participatif ?

C'est que les associations, les syndicats, les ONG — tous mis sur le même plan — sont appelés à définir les priorités en fonction du reste, c'est-à-dire à participer à la "répartition" de la pénurie.

Par exemple, faut-il en priorité réparer les égouts, dont l'effondrement provoque régulièrement des catastrophes mortelles dans les bidonvilles et les quartiers populaires, ou bien payer les fonctionnaires (à qui il arrive parfois de ne pas être payés pendant quatre à cinq, voire huit mois) ? Faut-il se résoudre à fermer le dispensaire du quartier (ce qui veut dire priver des milliers de familles ouvrières d'un minimum de soins et assurer l'installation de l'eau courante) ou faire l'inverse ?

En associant, en impliquant les organisations — et en particulier les organisations syndicales — dans ces choix dégradants, c'est leur qualité d'organisations défendant les intérêts de leurs mandants qui est niée. C'est leur transformation en relais de la politique dictée par le FMI.

Cordeiro, d'ailleurs, dans son interview à *Rouge*, précise :

"Il y a une phase préparatoire et une phase publique."

Autrement dit, les "experts" de la mairie et du gouvernement de l'Etat se "concertent" dans le secret de leurs réunions de commissions, comme les experts du FMI ou ceux de l'Union européenne. Ensuite, la phase publique est celle de l'approbation par la "base", surtout par les ONG, qui prétendent parler en son nom.

Dans la vie, les choses ne se passent pas si bien. La lutte des classes ne disparaît pas avec la "participation". Elle tend, malgré les obstacles et la confusion sciemment créée, à réaffirmer ses droits.

C'est ainsi que les enseignants ont été en grève générale à Porto Alegre et dans tout l'Etat du Rio Grande do Sul, pour une augmentation des salaires et de meilleures conditions de travail.

Cordeiro s'explique ainsi sur cette grève :

"La grève des professeurs était une grève naturelle. Dans le domaine fédéral, les fonctionnaires n'ont pas connu de réajustement de salaire depuis quatre ans... Mais c'est un mouvement qui aurait pu mieux comprendre toute l'étendue de l'opportunité démocratique

qu'offre un gouvernement de participation populaire."

En d'autres termes, les enseignants, rétrogrades et attachés à leurs "privilèges", se sont refusés à "comprendre" que la participation avait dicté d'autres priorités que l'augmentation de leurs salaires. Ce qui veut dire, en clair, que l'action syndicale normale, c'est-à-dire la défense des revendications des syndiqués, est contradictoire avec la "méthode du budget participatif", qui, au contraire, vise à intégrer, à tous les niveaux, les organisations syndicales à la mise en œuvre de la politique dictée en dernière instance par le FMI.

Dans l'article de Luis Pilla Vares (qui fait partie de l'organisation du "Secrétariat unifié" au Brésil), article dont nous avons déjà cité l'introduction, c'est en termes grandioses qu'est présentée cette

"expérience de démocratie participative (...). Le budget participatif n'est qu'un début et la transformation-reconstruction d'un nouvel Etat doit s'étendre à travers toutes les sphères de l'administration."

Il est ajouté ailleurs que

"le budget participatif, tel qu'il est pratiqué chaque année dans la ville de Porto Alegre, est un outil pour la création d'un projet stratégique de démocratie, capable de projeter une utopie. Plus : c'est un instrument institutionnel des masses pour la formulation élargie de la socialisation de la politique, de la socialisation du pouvoir (partage de l'autorité d'Etat) et de l'avènement d'une construction progressive de micro et macro-structures, qui conduisent à la stratégie d'hégémonie vers la société post-capitaliste autogestionnaire."

Ouf ! Sans rire, le même article assure qu'il

"s'agit, à la vérité, d'une nouvelle étape de l'histoire politique et sociale brésilienne".

Le jargon, ici, au-delà de la prétention, procède d'abord du camouflage de la volonté de ne pas reconnaître, ce qui serait le cas si l'on énonçait les choses un tant soit peu clairement, qu'il s'agit bien d'enchaîner les travailleurs au pouvoir de

l'Etat agissant au compte des injonctions du FMI et de la Banque mondiale. Les bavardages ne sont pourtant pas suffisants : alors que le Parti des travailleurs du Brésil a remporté un succès électoral considérable dans les récentes élections municipales, Porto Alegre est l'une des villes où il a le plus reculé.

Si la préparation du forum social mondial de Porto Alegre est partout présentée par ce courant comme un objectif central, c'est parce qu'il incarne effectivement sa politique d'ensemble.

Ce courant, nous l'avons noté, a son origine dans l'offensive révisionniste qui, au sein de la IV^e Internationale, dans les années 1950, proclamait que *"le stalinisme serait contraint de réaliser le socialisme à sa manière"*. Les événements ont fait litière de ces affirmations. Mais tant que la bureaucratie stalinienne a occupé le pouvoir, le courant politique dont se réclament aujourd'hui les champions d'ATTAC et du forum de Porto Alegre a poursuivi cette politique d'adaptation au stalinisme, chargé de vertus progressistes et révolutionnaires. C'est ainsi qu'en 1961, Ernest Mandel écrivait :

"Les dix années à venir s'annoncent comme la dernière période historique pendant laquelle les Etats capitalistes conserveront une certaine avance sur les économies des Etats ouvriers. Mais cette avance va constamment en se rétrécissant."

On sait que la réalité ne laisse rien de cette prédiction. Mais son intérêt réside dans le fait qu'elle signifiait qu'en définitive, le stalinisme se montrait en effet capable, dans le cadre du *"socialisme dans un seul pays"*, de l'emporter. D'ailleurs, le même Mandel considérait que la bureaucratie était capable d'assurer sa démocratisation. Il saluait l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, au moment où la bureaucratie accélérerait son cours restaurateur, comme la preuve que

"le cauchemar du stalinisme et du brejnevisme (est) définitivement relégué dans le passé. Le peuple soviétique, le prolétariat international, l'humanité tout entière peuvent pousser un long soupir de soulagement."

En tout cas, lorsque s'accélère le démantèlement de la propriété sociale, les représentants de ce même courant poussent un soupir de soulagement, écrivant frauduleusement à propos des revendications des travailleurs d'URSS :

"L'essentiel de ces revendications, c'est que le pouvoir de décision passe aux travailleurs et aux collectivités locales, quelle que soit la forme de propriété qui prévaut."

Ainsi, l'abolition de la propriété privée des moyens de production, qui est à la base même de la constitution du mouvement ouvrier, n'a plus d'importance à partir du moment où la bureaucratie stalinienne s'effondre.

Dans ces conditions, le courant international regroupé autour du *"Secrétariat unifié"* ne peut que connaître une décomposition politique accrue. Comme on le verra dans l'article qui suit sur la politique de la Banque mondiale, son président parle d'une *"interface"* entre la Banque et la *"société civile"*, rôle qui doit être tenu par les ONG. Le *"Secrétariat unifié"*, aujourd'hui, occupe une place centrale dans ce dispositif.

La place qui lui est donnée correspond à la nécessité aujourd'hui pour l'impérialisme mondial de susciter et de soutenir de tels courants pour appuyer la politique menée par les appareils, sans lesquels l'offensive destructrice indispensable à la survie du système fondé sur la propriété privée des moyens de production ne pourrait être poursuivie.

C'est cette fonction qui nous fait qualifier le *"Secrétariat unifié"*, ses organisations et les éléments qui gravitent autour de lui de courants *"centristes réactionnaires"*. Il s'agit là d'une référence au terme *"centriste"*, qui a été utilisée, notamment dans les années de combat pour la proclamation de la IV^e Internationale, pour désigner des courants *"intermédiaires"* entre la politique des appareils et une politique indépendante, mais qui demeuraient subordonnés aux appareils.

Certes, on ne peut identifier le centrisme tel qu'il se manifestait alors, et encore moins assimiler des organisations

ouvrières dans lesquelles était posée la question de la rupture avec la subordination à la bourgeoisie, avec les organisations du "Secrétariat unifié". Dans l'ensemble de leur activité, elles sont conduites par une politique réactionnaire d'adaptation aux tentatives de destruction et de décomposition du mouvement de la classe ouvrière.

C'est pourquoi elles constituent un obstacle que l'on trouve à chaque étape du combat pour la définition et la mise en œuvre d'une politique indépendante. C'est pourquoi, même s'il ne s'agit pas là d'une tâche particulièrement gratifiante, il est nécessaire de suivre de manière continue leur activité pour déjouer les pièges que de tels courants tendent aux travailleurs,

aux militants, aux organisations qui s'orientent vers une position d'indépendance de classe.

Cette activité ne se sépare pas de l'action pour aider à l'unité des travailleurs et des organisations contre l'offensive dirigée contre leurs acquis et leurs organisations. Comme le disait Trotsky dans d'autres circonstances, mais la méthode reste parfaitement valide :

"La lutte contre les opportunistes cachés ou masqués doit être transférée principalement dans le domaine des conclusions pratiques à partir des prémisses révolutionnaires" ("Centrisme et IV^e Internationale").

François Forgeue

Par Néand Cristóbal

Le 22 septembre 1980, James D. Wallington, président de la Banque mondiale, recevait à Prague des centaines de représentants d'ONG et de la "société civile". Ses propos ont été soigneusement notés et publiés dans un document, "Le dialogue mondial et la société civile", dans lequel des critiques précises quant à l'engagement financier de la Banque mondiale pour faire vivre les ONG et la dite "société civile".

Plus de 200 de ces représentants étaient présents à la Banque mondiale, accompagnés de leurs familles et de leurs amis, dans un immense hall spacieux et lumineux, où se tenait un grand rassemblement de la société civile à une conférence mondiale. Mais qu'il y a-t-il dans ce monde de la société civile dans ce lieu qui peut accueillir des centaines de personnes, en attendant que les deux dernières décennies.

L'objectif de la Banque mondiale est la coopération avec des gouvernements et des sociétés civiles pour le développement. La reconnaissance des ONG et des groupes est un aspect important du développement de la société civile de la Banque pour l'Amérique latine et le Caraïbe. Cependant, il est important de noter que tout les noms d'activités et tout les noms de la Banque pour un pays représentent l'année dernière. Les noms de la Banque sont les noms de la Banque mondiale.

Les gouvernements occidentaux sont le principal partenaire de la Banque dans le monde, comme l'expliquent les ONG pour une partie importante de leur travail de promotion de la société civile. Ils ont été une aide importante au projet d'aide de la Banque mondiale pour aider à la société civile dans les pays en développement. Les ONG ont été une aide importante au projet d'aide de la Banque mondiale pour aider à la société civile dans les pays en développement.

Les ONG ont été une aide importante au projet d'aide de la Banque mondiale pour aider à la société civile dans les pays en développement. Les ONG ont été une aide importante au projet d'aide de la Banque mondiale pour aider à la société civile dans les pays en développement.

Les ONG ont été une aide importante au projet d'aide de la Banque mondiale pour aider à la société civile dans les pays en développement. Les ONG ont été une aide importante au projet d'aide de la Banque mondiale pour aider à la société civile dans les pays en développement.

La Banque mondiale, les pauvres et les ONG

Par Miguel CRISTOBAL

Le 22 septembre 2000, James D. Wolfensohn, président de la Banque mondiale, recevait à Prague des centaines de représentants d'ONG et de la "société civile". Peu avant, ses services avaient édité un document ("*La Banque mondiale et la société civile*") donnant des chiffres précis quant à l'engagement financier de la Banque mondiale pour faire vivre les ONG et ladite "société civile" :

« Plus de 70 % des projets soutenus par la Banque mondiale approuvés l'année dernière ont impliqué des organisations non gouvernementales (ONG) et la société civile d'une certaine manière, alors qu'il y a cinq ans, moins de la moitié étaient dans ce cas, ce qui indique une tendance générale ascendante sur les deux dernières décennies.

L'action de la Banque mondiale en coopération avec des groupes de la société civile a atteint un stade nouveau. La consultation avec ces groupes est un apport important au développement de la stratégie de la Banque pour l'aide aux pays (Country Assistance Strategies, CASS), que sont les plans d'activité à court terme de la Banque pour les pays emprunteurs. L'année dernière, 100 % du nouveau CASS ont été préparés en consultation avec la société civile.

Les gouvernements emprunteurs sont le principal partenaire de la Banque dans le développement. Cependant, les ONG sont souvent les destinataires indirects de prêts bancaires et des crédits emprunteurs accordés aux gouvernements. En effet, une partie croissante des projets d'aide de la Banque dans sept pays ayant fait l'objet d'une étude, presque 900 millions de dollars, a été approuvée pour soutenir des activités impliquant des ONG et des organisations basées sur la communauté entre les exercices 1985 et 1997.

Les ONG peuvent aussi recevoir une aide par le cofinancement de projets de la part d'autres sources bilatérales, multilatérales et internationales. De plus, l'ONG peut être engagée directement par la Banque pour accomplir une fonction spécifique, comme l'aide à la conception de projets, leur mise en œuvre et leur suivi.

En 1999, les subventions attribuées à des ONG s'élevaient à un total de 1,8 million de dollars, presque le double de ce qu'elles étaient en 1998. Les ONG et d'autres groupes de la société civile peuvent demander des subventions de 1 000 à 15 000 dollars pour mener des activités telles que des conférences et des séminaires, des dépenses de lancement de

publications ou d'autres efforts innovateurs » (*The World Bank and Civil Society*, septembre 2000).

Ces chiffres impressionnants en disent long sur la supercherie qui consiste à représenter le surgissement des ONG et de la "société civile" comme le résultat du mouvement spontané des populations. A ces sommes, il faut encore ajouter les crédits alloués par d'autres institutions comme le FMI, l'Union européenne, etc.

Selon une étude de l'OCDE (*Kathermini*, 24 octobre 1999),

"le pourcentage de l'ensemble de l'aide financière fournie par les pays de l'OCDE au mouvement humanitaire à travers les ONG est passé de 0,7 % en 1975 à 3,6 % en 1985 et à plus de 5 % en 1995 (ce qui correspond à plus de 2,3 milliards de dollars). Et cette somme est sous-évaluée. Elle n'inclut pas le financement des ONG par le gouvernement américain, ce qui représente plus de la moitié du total de l'aide de toutes les années passées."

Il faut encore préciser qu'en règle générale, il ne s'agit pas de dons. Le financement des ONG participe de la constitution de la dette extérieure et de son remboursement.

DES ONG "OPÉRATOIRES" AUX ONG "CIVIQUES"

Au point de départ, la majorité des ONG financées par les institutions financières internationales avaient pour objet de prendre une place dans le processus de privatisation et de destruction des services publics, en particulier dans les secteurs considérés comme n'étant pas suffisamment rentables par les grands groupes financiers : écoles dans les villages reculés ou dans les quartiers où règne la misère, "l'avantage comparatif" des ONG étant d'utiliser une main-d'œuvre surexploitée et non protégée par la législation du travail.

Avec l'arrivée de James Wolfensohn à la tête de la Banque mondiale en 1995, un rôle plus politique fut accordé aux ONG.

C'est à cette date, en effet, que fleurirent les ONG "civiques" défendant telle ou telle "cause". Et, surtout, ce fut alors que des organisations existant auparavant furent rebaptisées ONG. Ce fut la naissance de ladite "société civile", à savoir (selon la définition de la Banque mondiale) d'une entité composée de :

- religions et organisations religieuses ;
- fondations ;
- syndicats et associations d'employés ;
- organisations patronales ;
- organisations non gouvernementales opérant au plan international ;
- organisations non gouvernementales locales ;
- groupes locaux organisés pour des consultations et pour l'exécution de projets ;
- organisations de populations autochtones.

(James D. Wolfensohn, 21 octobre 1999 : "Propositions concernant un cadre de développement intégré".)

L'objectif étant évident : faire en particulier des organisations syndicales une composante de la défense, non pas des travailleurs, mais des "intérêts généraux de la société", c'est-à-dire, en termes concrets, une représentation des orientations de la Banque mondiale et d'autres institutions dans le cadre de la prétendue "dimension sociale de l'ajustement structurel".

LA CRAINTE DE L'EXPLOSION SOCIALE

Pourquoi un tel tournant ?

Le 28 septembre 1999, James D. Wolfensohn s'adressait aux plus hautes instances de la Banque mondiale et du FMI pour dire :

"Dans le monde en développement, en dehors de la Chine, il y a 100 millions de pauvres de plus qu'il y a dix ans. Dans au moins dix pays d'Afrique, le fléau du sida a réduit l'espérance de vie de dix-sept ans. Il existe dans le monde plus de 33 millions de cas de sida, dont 22 millions en Afrique ; 1,5 milliard d'êtres

humains sont toujours privés d'accès à l'eau salubre et 2,4 millions d'enfants en meurent chaque année ; 125 millions d'enfants n'ont toujours pas accès à l'enseignement primaire ; 1,8 million d'individus meurent pour cause de pollution de l'air dans les habitations. Un monde dans lequel les inégalités d'accès à l'information vont croissantes. Un monde où les forêts disparaissent au rythme de 2 hectares toutes les 5 secondes (...).

La crise n'est pas terminée. Le défi ne fait que commencer. Le mois prochain, la population du globe atteindra les 6 milliards. Sur la base des tendances actuelles, nous n'atteindrons pas l'objectif du développement international consistant à réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015, pas plus que celui consistant à assurer l'enseignement primaire pour tous d'ici 2015. Sur la base des tendances actuelles, nous n'atteindrons pas l'objectif du développement international consistant à inverser la tendance à la dégradation de l'environnement à l'échelle nationale et mondiale d'ici 2015. Dans 25 ans, le nombre d'habitants de notre planète sera passé de 6 à 8 milliards. Sur les 6 milliards actuels, 3 milliards ont moins de 2 dollars par jour pour vivre, et 1,3 milliard moins d'1 dollar, et ces chiffres stupéfiants risquent de passer respectivement à 4 milliards et à 1,8 milliard (...). Le nombre des conflits sera probablement plus grand, la qualité de notre environnement aura empiré et les disparités entre riches et pauvres seront plus grandes (James Wolfensohn, "Des coalitions au service du changement", 28 octobre 1999).

Les choses vont mal et, ne vous y trompez pas, elles iront encore plus mal demain, a déclaré en substance James D. Wolfensohn devant les plus hautes instances de la Banque mondiale et du FMI. Pourquoi un tel aveu ? Parce qu'il voulait signaler que le système basé sur la propriété privée des moyens de production entraine dans une période de turbulences, principalement dues au fait que les gouvernements appliquent les projets d'ajustement structurel et se trouvent confrontés à la résistance des peuples et des travailleurs. Et cela, pas seulement dans les pays "pauvres".

En Europe, aux Etats-Unis, la supposée "croissance économique" prend de plus en

plus sa dimension concrète dans une précarisation croissante de secteurs entiers de la population, dans le développement du travail déréglementé et surexploité. Il s'agit donc de renforcer le rôle des ONG civiques en tant que relais des plans meurtriers des institutions financières internationales.

S'adressant aux ONG réunies à Prague, le 22 septembre 2000, le même Wolfensohn a, entre autres choses, déclaré :

"Ce que nous essayons de faire de manière indirecte est de convaincre les gouvernements que vous ne pouvez pas imposer le développement aux communautés ou à des secteurs de la population, qu'il faut les consulter pour que le processus soit le leur et que nous ne préparons pas quelque chose à Washington ou La Paz, mais que notre projet inclut les gens."

Le président de la Banque mondiale précise ainsi le rôle que l'on attend des ONG, et plus largement (nous y reviendrons) de la "société civile", qui est de

"donner aux gens la possibilité de participer activement à la définition, à la conception et à la mise en œuvre des projets et des prêts de la Banque mondiale, de leur permettre de comprendre ce qu'est la participation à des prêts d'ajustement structurels" (James Wolfensohn, 22 septembre 2000).

Pour souligner la place centrale accordée par la Banque mondiale à la construction de relais "décentralisés" pour la mise en œuvre des plans d'ajustement structurel, James D. Wolfensohn ajoute dans ce même discours :

"Il y a cinq ans, nous avions deux personnes dans l'institution pour assurer l'interface avec la société civile. Il y en a maintenant plus de quatre-vingts qui agissent sur le terrain et rencontrent les représentants de la société civile de manière permanente."

Le rapport de la Banque mondiale sur le développement pour l'année 2000-2001 complète cette stratégie :

"S'agissant des divisions sociales, on peut les atténuer en mettant les parties adverses en présence dans le cadre de forums formels et informels et en canali-

sant les énergies par le biais des processus politiques, plutôt que de leur laisser l'affrontement comme seul exutoire."

Cette orientation est commune à l'ensemble des institutions financières. Par exemple, l'OCDE, dans un document publié récemment et dont le titre est très évocateur ("*Faisabilité politique de l'ajustement structurel*"), explique ceci :

"Dans l'histoire de l'ajustement, le souci du politique n'est apparu qu'au terme d'une longue réflexion. En effet, au début des années 1980, dans l'urgence des crises financières qui frappaient de nombreux pays en développement, on ne pensait qu'à rétablir les équilibres macro-économiques, en particulier celui de la balance des paiements, par des mesures à court terme de rigueur budgétaire et monétaire, ainsi que par la dévaluation.

L'ajustement se limitait à un programme de stabilisation ayant pour seul critère la réduction, le plus rapidement possible, du déficit (...). En effet, le programme de stabilisation a un caractère d'urgence et comporte nécessairement beaucoup de mesures impopulaires, puisque l'on réduit brutalement les revenus et les consommations des ménages en diminuant les salaires des fonctionnaires, les subventions ou l'emploi dans le bâtiment. En revanche, les mesures d'ajustement structurel peuvent être également étalées sur de nombreuses années et chaque mesure fait en même temps des gagnants et des perdants, de telle sorte que le gouvernement peut s'appuyer facilement sur une coalition des bénéficiaires pour défendre sa politique."

On aura tous compris : cette coalition de "gagnants", ce sont les ONG.

CONSTITUER UNE COALITION MONDIALE DES PAUVRES

Construire des relais pour la mise en œuvre des plans d'ajustement structurel à tous les niveaux, tel est le rôle parfaitement institutionnel dévolu à la société civile, aux ONG et aux forums comme celui de Porto Alegre, dont il est question par ailleurs dans ce numéro de *La Vérité*.

Mais cela ne suffit pas. La stratégie de la Banque mondiale, avec James D. Wolfensohn à sa tête, consiste aussi à favoriser la création, à partir des ONG, d'une prétendue représentation des peuples auprès des institutions financières internationales, avec pour objectif de canaliser la résistance et la révolte des peuples vers des coalitions politiques situant leur action sur le plan du maintien du système de la propriété privée des moyens de production (et donc, de la pérennité des politiques meurtrières du FMI, de la Banque mondiale, de l'Union européenne, de l'OCDE et de l'OMC).

Lors de la réunion avec les ONG à Prague, James D. Wolfensohn expliquait :

"Je suis arrivé à une image très claire de ce que la société civile a pensé de la Banque et je pourrais vous dire que je suis arrivé aussi à une vue très claire de ce que beaucoup de personnes dans la Banque pensent de la société civile.

Il s'agissait de deux mondes clos. La société civile pensait que la Banque était le mal incarné. Ceux qui travaillaient à la Banque pensaient que la société civile était là pour leur faire perdre leur emploi ou fermer la maison.

Ainsi, mon espoir, quand je suis arrivé à mon poste, était d'aboutir à ce que nous reconnaissons ce que je crois être la réalité, que la voix de la société civile est un élément nécessaire au développement et que la Banque peut également être très utile à la société civile."

C'est cette stratégie qui a été officiellement consacrée par le dernier rapport 2000-2001 de la Banque mondiale sur le développement dans le monde, où l'on peut lire en particulier :

*"Il convient que les institutions financières internationales et les autres organisations internationales poursuivent leurs efforts pour appliquer des stratégies et des mesures entièrement transparentes, et pour mener un dialogue ouvert et régulier avec les organisations de la société civile, en particulier avec celles qui représentent les pauvres. Les organisations internationales doivent soutenir les coalitions mondiales de pauvres, afin qu'elles puissent être entendues dans le débat mondial" ("*Rapport sur le développement dans le monde, 2000-2001*").*

La "méthode" utilisée par la Banque mondiale et James Wolfensohn pour rédiger ce rapport est significative de l'orientation mise en place. Celui-ci a commencé par une enquête mondiale réalisée par la Banque mondiale auprès de 60 000 "pauvres" dans le monde.

Les résultats de cette enquête ont été publiés sous le titre : "*Le cri des pauvres*", préambule prenant la forme d'un réquisitoire radical contre la pauvreté.

La Banque mondiale dit avoir écouté ce cri, comme elle dit écouter les cris et les protestations à l'occasion des différentes manifestations alternatives.

"L'aspect positif de la protestation est qu'elle donne une base pour voir où sont les problèmes et avoir une discussion" (J. Wolfensohn, Prague, le 22 septembre 2000).

On "écoute", on "tient compte" pour, à la fin, poursuivre la même politique. Ainsi, le "*Rapport sur le développement dans le monde, 2000-2001*" met au centre de la "*lutte contre la pauvreté*" une stratégie ainsi énoncée :

"Encourager les investissements privés rentables. L'investissement et l'innovation technique sont les principaux moteurs de croissance de l'emploi et du revenu du travail. Pour stimuler l'investissement privé, il faut réduire les risques supportés par les investisseurs privés par une politique financière et monétaire stable, par un régime des investissements constants, par des systèmes financiers rationnels et par une législation commerciale claire et transparente."

Il s'agit, on l'aura compris, de la poursuite de l'offensive de déréglementation du travail et des privatisations.

ATTAC COMME REPRÉSENTATION DE LA STRATÉGIE DE LA BANQUE MONDIALE

"50 ans, ça suffit", à laquelle fait référence James Wolfensohn, a été une des premières "coalitions mondiales" se pré-

sentant comme représentation des pauvres en lutte contre les plans d'ajustement structurel.

Depuis, d'autres ont vu le jour : Jubilé 2000, constituée par l'Eglise, et ATTAC, constituée à l'initiative du journal *Le Monde diplomatique* en France, et qui, depuis 1998, a vu se constituer une vingtaine de sections dans d'autres pays du monde.

Quelle est la méthode d'ATTAC (comme celle d'autres coalitions mondiales) ?

D'abord, à l'attention du grand public, une déclaration radicale au contenu radical :

"Plus de 1 000 milliards de dollars vont et viennent chaque jour sur les marchés des changes à la recherche d'un profit instantané sans rapport avec l'état de la production et du commerce des biens et des services. Une telle évolution a pour conséquence l'accroissement du revenu du capital au détriment de celui du travail, la généralisation de la précarité et l'extension de la pauvreté" (plateforme d'ATTAC).

Le drapeau étant ainsi planté sous le signe de la radicalité, ATTAC "décline", "nuance" des formulations qui ne critiquent que "*les excès du système capitaliste*". Dans sa plateforme, ATTAC critique des "*logiques strictement spéculatives, exprimant les seuls intérêts des entreprises transnationales et des marchés financiers*".

ATTAC critique "*la liberté totale de circulation des capitaux, les paradis fiscaux et l'explosion du volume des transactions spéculatives*". A quoi il faut ajouter que, pour ATTAC, "*la plupart (donc pas tous) des engrenages de cette machine inégalitaire entre Nord et Sud comme au cœur des pays développés eux-mêmes peuvent être enraysés*".

ATTAC se propose "*d'entraver la spéculation internationale*", "*d'empêcher la généralisation des fonds de pension*". Donc, il ne s'agit pas d'une remise en cause du système capitaliste basé sur la propriété privée des moyens de production, mais de critiquer ses impacts les plus

extrêmes. Tout comme il ne s'agit pas d'œuvrer dans le sens de la reconquête des droits perdus, "mais de réparation des maux les plus graves entraînés par les politiques de libéralisation" (Tout sur ATTAC, aux éditions des Mille et une nuits).

Le FMI lui-même reconnaissait que :

"ces reproches (des ONG) ne visent pas principalement les politiques de stabilisation macro-économique que préconise le FMI, car les ONG les acceptent en général comme la condition nécessaire d'une croissance durable" ("La mondialisation, les ONG et le FMI : un nouveau dialogue", 19 septembre 2000).

Troisième déclinaison : celle qui amène ATTAC à être partie prenante des institutions financières internationales.

"Depuis longtemps, au Nord comme au Sud, les ONG travaillent pour obtenir une réforme des institutions financières internationales (IFI). Cela passe par une vigilance quotidienne, mais aussi par l'élaboration de propositions de réformes. Celles-ci s'articulent autour de trois points principaux : le fonctionnement interne des institutions (transparence et démocratie), les programmes d'ajustement structurel et le système financier international dans son ensemble (...). Pour plus de transparence et de démocratie, la publication des documents concernant les programmes menés par le FMI et la Banque mondiale et un accès aisé à ces informations. La participation active des acteurs de la société civile, au Nord comme au Sud, dans les prises de décision de ces institutions (...).

Les plans d'ajustement structurel doivent être fondamentalement révisés et réorientés vers un développement durable, grâce à une meilleure prise en considération des dimensions sociales et environnementales des pays" ("Courrier d'information ATTAC", n° 56, du 20 juillet 1999).

Ainsi, ce sont des organisations (ONG, société civile) financées et structurées par la Banque mondiale qui sont amenées à devenir une fausse "représentation des peuples", au détriment de la démocratie et du droit des peuples à décider de leur avenir.

LA PLACE CROISSANTE DES ONG : UNE STRATÉGIE GLOBALE

Pendant toute une période, les ONG ont tenu une place essentiellement, dans la stratégie des organisations financières internationales, en direction des pays dominés par l'impérialisme. Aujourd'hui, cette place s'est généralisée dans la stratégie des puissances et des institutions en direction des pays impérialistes eux-mêmes, où les ONG constituent le fer de lance du démantèlement des conquêtes sociales et de l'offensive d'intégration des syndicats.

Dans un document présenté le 20 janvier 2000 par le président de la Commission européenne ("*La Commission et les ONG : le renforcement du partenariat*"), on peut lire :

"(Des) dotations importantes vont au secteur social (environ 70 millions d'euros), à l'éducation (environ 50 millions d'euros) et à la protection de l'environnement dans l'Europe. Plusieurs centaines d'ONG européennes et de pays tiers reçoivent des fonds de l'Union européenne.

Aussi bien la commission que les ONG souhaitent établir leurs relations sur de nouvelles bases. Le contexte de cette initiative est la reconnaissance par les ONG qu'un grand nombre de politiques se décident maintenant au niveau européen, ainsi que par l'augmentation des financements de l'Union européenne disponibles par les ONG."

Il s'agit du fonctionnement des ONG, à qui il a été donné pour mission de :

« contribuer au renforcement d'une démocratie plus participative dans l'Union européenne et au-delà (...). Leur rôle dans la définition et la mise en œuvre des politiques aide à faire accepter l'Union européenne dans l'opinion publique.

En encourageant les ONG nationales à collaborer pour atteindre des objectifs communs, les réseaux européens d'ONG apportent une contribution importante à la formation d'une opinion publique européenne (...). Elles contribuent aussi

à promouvoir l'intégration européenne, et souvent en partant de la base.

(Les) ONG peuvent apporter des connaissances utiles à la définition des politiques européennes (...), contribuant ainsi à la tâche de la commission consistant à définir et mettre en œuvre des politiques (...).

Les ONG européennes et leurs réseaux et membres nationaux peuvent servir à la commission de relais supplémentaires pour assurer une diffusion très large sur l'information sur l'Union européenne et les politiques européennes auprès du public intéressé (...).

(Il faut donc) financer les activités menées par les ONG, dans les communautés à l'étranger, qui sont conformes aux politiques communautaires et contribuent à leur mise en œuvre. »

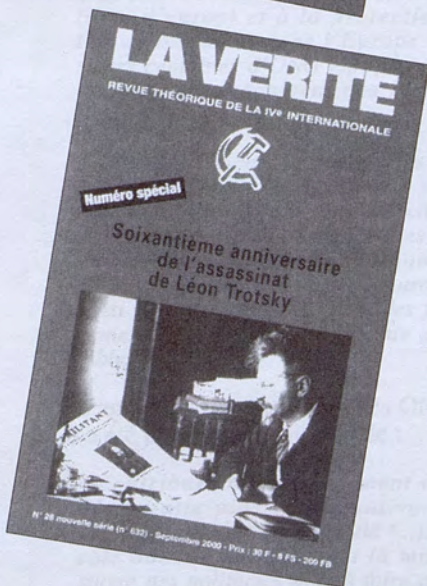
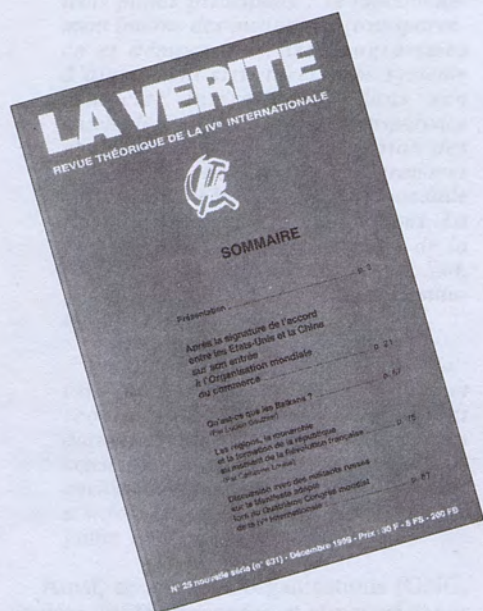
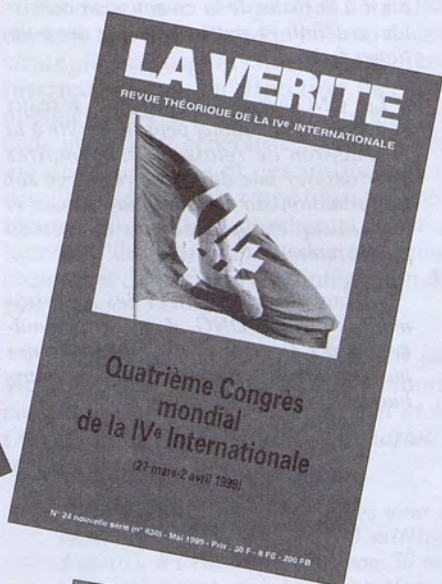
Et, comme ailleurs dans le monde, la tâche des ONG constituées et financées de toutes pièces par l'Union européenne est censée émaner de "la voix des citoyens". En effet, le document de la Commission européenne ajoute :

"La commission a suivi avec beaucoup d'intérêt les initiatives récentes prises au Comité économique et social pour renforcer les liens avec la société civile, notamment les ONG, afin d'améliorer le dialogue avec les citoyens européens."

C'est ce qu'on appelle la "démocratie participative" : constituer une "représentation citoyenne" qui n'est rien d'autre que le produit de l'activité financée par l'Union européenne.

Miguel Cristobal

Les quatre derniers numéros de La Vérité



Abonnez-vous à La Vérité !
(le bulletin d'abonnement est en page 127)

Le trotskysme au Sri Lanka

(contribution à une discussion,
première partie)

Par Jean-Marc SCHIAPPA

Le IV^e Congrès mondial de la IV^e Internationale a, entre autres décisions, mis à l'ordre du jour de son prochain congrès la discussion sur le bilan de la IV^e Internationale.

Incontestablement, l'histoire du Lanka Sama Samaja Party (LSSP), fondé en 1935, devenu section de la IV^e Internationale au Sri Lanka en 1941, et l'une des plus importantes, puis victime d'une dégénérescence opportuniste au point d'entrer dans un gouvernement bourgeois en 1964 et d'être consécutivement exclu du Secrétariat unifié pabliste (SU) (1), fait partie d'une telle discussion. Il y aurait beaucoup à dire sur la situation passée et présente au Sri Lanka, mais le seul aspect abordé ici est celui de la politique du LSSP avant 1964 et de ses relations avec la direction pabliste internationale.

Il y a deux manières d'appréhender le problème (évidemment, nous citerons chaque document mentionné) :

a) soit les dirigeants trotskystes au Sri Lanka sont responsables de tout ou presque. C'est, de manière différente, l'opinion de Gerry Healy (2) et celle des spartacistes (3), pour qui les origines sociales des dirigeants du LSSP interdisaient toute avancée révolutionnaire ; c'est surtout l'opinion du Secrétariat unifié, en 1964 comme actuellement : les dirigeants du LSSP auraient été incapables de suivre les bons conseils d'une Internationale presque omnisciente et presque omnipotente ; opinion symétrique à celle du Secrétariat unifié avant 1964, qui interdisait toute discussion sur le LSSP. Mais si seule une direction d'une section est "responsable", à quoi sert une Internationale ?

b) soit la direction internationale est en cause. Et dans le cas réciproque du LSSP et du Secrétariat international (SI) (4), c'est ce dernier qui porte une écrasante responsabilité dans l'évolution du premier pour avoir à chaque moment encouragé les éléments de dégénérescence. C'est ce que nous allons examiner.

(1) Secrétariat unifié : nom donné par la fusion en 1963 entre les dirigeants pablistes avec des organisations trotskystes qui avaient rompu auparavant avec eux.

(2) Gerry Healy : dirigeant trotskyste anglais qui rompit avec la continuité politique de la IV^e Internationale en 1971.

(3) Spartacistes : secte à la fois ultra-gauche et crypto-stalinienne.

(4) Secrétariat international (SI) : nom de la direction internationale avant comme après la crise pabliste. Disparut en 1963 et se fonda dans le "SU".

Tout le monde reconnaît la trahison de 1964, mais :

— s'agit-il de quelque chose d'accidentel, limité à l'île : "*Un coup grave était porté au trotskysme à Ceylan* (1)" (souligné par nous — J.-M. S.) ?

— s'agit-il de quelque chose d'inévitable, comme, par exemple, l'écrit Gerry Healy : "*Ils (les dirigeants du LSSP — J.-M. S.) ont toujours évité de former une direction marxiste profondément enracinée dans la classe ouvrière* (2)" ?

— s'agit-il de quelque chose dont on ne parle pas : ainsi, de 1965 à 1970, *Quatrième Internationale*, la revue du SU, ne publia aucun article sur le Sri Lanka (3) ?

Or la discussion du bilan, donc de la destruction, du LSSP est le patrimoine de tous les militants trotskystes, au Sri Lanka et ailleurs. Discuter de cette question n'est pas un problème d'histoire, mais comprendre la place actuelle de l'Internationale. Personne n'est prémuni (4) et le développement en cours de la IV^e Internationale, dans le sub-continent indien comme ailleurs, implique une discussion non seulement sur la dégénérescence du LSSP, mais sur les rapports entre le LSSP et le SI-SU.

LA MONTÉE DES REVENDICATIONS NATIONALES ET SOCIALES

L'apparition et le développement d'une organisation révolutionnaire à Ceylan (nom colonial du Sri Lanka jusqu'en 1972), qui va se lier progressivement à la IV^e Internationale, se déroule simultanément à l'affaiblissement sur la scène internationale de l'impérialisme anglais, plus particulièrement entre les deux guerres mondiales. A cela, évidemment, nul hasard : le déclin de l'impérialisme anglais sur un plan international entraîne et est nourri en retour par une montée des revendications nationales dans les colonies.

Ceylan était une colonie d'un type relativement particulier pour l'Empire britannique. On connaît le célèbre et important passage de la préface à l'édition française de *La Révolution permanente* de Léon

Trotsky dans lequel, polémique contre Staline, il écrit :

« Il n'est pas vrai que l'économie mondiale ne représente que la simple somme de fractions nationales similaires. Il n'est pas vrai que les traits spécifiques ne soient qu'un "supplément aux traits généraux", une sorte de verrue sur la figure. En réalité, les particularités nationales forment l'originalité des traits fondamentaux pour de longues années (5). »

Cette originalité est criante dans le cas du Sri Lanka.

Ceylan, pour l'Empire britannique, c'est surtout une colonie de production agricole ; le thé, principale production de

(1) Pierre Frank, *La Quatrième Internationale*, 1969, p. 99. Ernest Mandel, *International Socialist Review*, "Peoples Frontism in Ceylon : From Wavering to capitulation", automne 1964, ne disait pas autre chose ("defeat for trotskysm in Ceylon" ou "the defeat suffered by Trotskyism in Ceylon") cité par E. Samarakkody, "The struggle for Trotskyism in Ceylon", dans *Spartacist*, n° 22, 1973, p. 3. Cf. aussi l'article de Pierre Frank (le premier de son courant — d'après nos sources — sur cette question), intitulé "L'effondrement d'une équipe révolutionnaire à Ceylan", dans *Quatrième Internationale* (infra *QI*), juillet 1964, p. 40. Sans parler du contenu de l'article, notons le titre : il s'agit de "l'effondrement" (non d'une trahison) d'une "équipe révolutionnaire", qui pose problème "à Ceylan" (et seulement à Ceylan). Comme disait John Le Carré, les aviateurs, quand ils ne savent pas pourquoi un avion s'écrase, parlent de "fatigue du métal". Explication commode...

(2) *Informations internationales*, 1964, n° 14, p. 5 (infra *Inf. int.*) ; ces articles — traduits du *Newsletter*, journal trotskyste anglais, datés des 4 et 11 juillet 1964 — sont probablement les plus documentés au moment des faits. (Notons, au passage, sur cette question, la formule de Stéphane Just : "*Quant au LSSP, ce fut toujours* [souligné par nous, J.-M. S.] *un parti de type social-démocrate dominé par la petite-bourgeoisie radicale en lutte pour l'indépendance politique*" ("Défense du trotskysme", *La Vérité*, n° 530-531, p. 243).

(3) A notre connaissance, après les inévitables articles de 1964, il n'y eut pas d'articles publics du SU (et pas seulement dans *QI*) pendant plusieurs années. Voir bibliographie, *RH*, pp. 178-179. S. Jaber, extraits du rapport publié partiellement dans la "*Lettre ouverte du comité directeur de Socialist Organizer au comité politique de Socialist Action*", *La Vérité*, n° 608, pp. 73 à 92 ; notons aussi que des articles récents d'*Inprecor* (revue du SU) sur Ceylan ne disent pas un mot du LSSP et de son passé ; ainsi, celui du 17 janvier 1992 ou celui du 17 juillet 1992 (mais pas celui de mai 1995, pp. 12-13).

(4) *Inf. int.*, 1964, n° 14, présentation par la section française.

(5) Léon Trotsky, *La Révolution permanente*, rééd. Gallimard, p. 12.

l'île, y est introduit dès 1839, peu après la conquête définitive de l'île par l'impérialisme britannique. Il s'agit aussi de plantations massives comme les cocotiers et les hévéas. C'est au Sri Lanka que furent expérimentées les premières productions de caoutchouc naturel en Asie. Toutes ces productions nécessitent une main-d'œuvre importante, mais elles permettent des bénéfices substantiels. Ce n'était pas une colonie de peuplement, à la différence d'autres colonies comme l'Afrique du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada ou, dans une moindre mesure, le Kenya. La place stratégique de l'île, point de passage obligé vers le Pacifique, comme Singapour, autre colonie britannique, est une autre donnée de la situation, qui va prendre encore plus de valeur après 1939. Aden, Malte et Gibraltar ont eu — dans des modalités différentes — un rôle comparable.

Le développement du capitalisme au Sri Lanka a produit de fortes modifications sociales, dans un espace par ailleurs relativement limité (65 000 kilomètres carrés, à peu près la superficie de l'Irlande, que l'on peut opposer aux 4 500 000 kilomètres carrés de l'ensemble de l'Inde coloniale, mais aussi aux quelques kilomètres carrés de Gibraltar ou de Singapour) : développement d'un fort prolétariat rural vivant dans des conditions misérables, quasi féodales, souvent constitué d'Indiens venus de force du continent et particulièrement exploités, les Tamouls, qui forment 85 % du prolétariat rural en 1931 (6) ; développement d'une petite bourgeoisie urbaine de petits commerçants, souvent des Tamouls aussi ; concentration des propriétaires fonciers et relation de ceux-ci avec l'impérialisme anglais, qui assure leur survie ; apparition progressive d'une bourgeoisie indigène. Les productions agricoles impliquent des exportations massives, le Sri Lanka étant toujours à l'heure actuelle le troisième exportateur de thé et le huitième producteur de caoutchouc naturel, des infrastructures commerciales sont peu à peu construites (chemins de fer, docks et ports, banques, etc.) et un prolétariat jeune, concentré, conscient de sa place, se développe peu à peu à partir de la fin du XIX^e siècle. Ain-si, le premier syndicat ouvrier se constitue en 1893.

Comme l'écrit un militant du LSSP :

"Dans une société où des relations de travail salarié coexistaient avec des restes de féodalisme, où il y avait des classes, des castes, des divisions communales et religieuses, et où les classes sociales étaient à la fois étrangères et locales, les mots d'ordre importants étaient la liberté, l'égalité et la réforme sociale (7)."

Ce développement économique, relatif mais réel, et la situation stratégique de l'île vont amener le colonialisme anglais à créer à Ceylan des institutions formellement autonomes, en fait étroitement dépendantes de la Grande-Bretagne : une représentation électorale est créée dès 1910, où la majorité revient à la population indigène en 1920, et qui est élue au suffrage universel masculin et féminin dès 1931. Cette succession de dates est une suite voulue, une théorie de gouvernement, c'est-à-dire un processus gradualiste visant prétendument à diffuser lentement le modèle britannique de démocratie parlementaire vers les colonies par le biais du Commonwealth, pour, par le maximum de souplesse possible, contenir les heurts politiques et sociaux. C'est le secrétaire d'Etat aux Colonies, Malcom Mac Donald, qui, à la Chambre des communes, le 7 décembre 1938, est le plus clair sur ce sujet :

« A Ceylan, l'obtention de la liberté est déjà allée très loin (au sens que donnait Mac Donald au mot "liberté", J.-M. S.). Dans d'autres (colonies), c'est nécessairement un processus beaucoup plus lent (8). »

L'impérialisme britannique commence à préparer le grand repli.

La grande crise économique de 1929 et l'effondrement consécutif des prix des matières premières, comme celui du caoutchouc naturel à Ceylan, vont aboutir dans nombre de pays coloniaux (à Ceylan,

(6) Ch. W. Ervin, "Trotskyism in India", *Revolutionary History*, vol. 1, n° 4, pp. 22 à 34, ici p. 26.

(7) K. Jayawardene, "The background of the Formation of the Lanka Sama Samaja Party", *RH*, pp. 6 à 32 ; traduction française, *CLT*, n° 61, pp. 35 à 65.

(8) M. Michel, *Décolonisations et émergence du tiers-monde*, Paris, 1993, p. 10, pp. 24-25.

mais aussi en Algérie ou en Indochine, pour prendre des colonies françaises de l'époque) à la concentration croissante de la propriété foncière et, par la suite, à la ruine d'une grande partie de la petite paysannerie ; et donc, évidemment, à l'accroissement des catégories plébéiennes, prolétarisées ou marginalisées, qui vont se réfugier dans les grandes villes, et d'abord dans la capitale, Colombo.

C'est dans ce contexte, produit régional de la victoire internationale de la révolution russe de 1917, en relation avec une série de grèves ouvrières (comme la grève générale à Colombo, en 1920, la violente grève des tramways en 1929, etc.), que des jeunes étudiants sri-lankais, formés à Londres, souvent d'origine riche, fondent le Lanka Sama Samaja Party, en décembre 1935. Le nom de ce parti est révélateur de la situation politique de l'île : "*Sama Samaja*" est un néologisme signifiant à la fois "égalité" et "socialisme" (9).

Le moins que l'on puisse dire est que ces jeunes militants, bien qu'en contact avec les débats du mouvement ouvrier international par leurs relations de métropole, n'ont pas encore de vision achevée du monde et du mouvement ouvrier. Leurs origines sociales — incontestables — ont souvent été utilisées pour expliquer la trahison (trente ans plus tard !) de la direction du LSSP.

Par exemple, Gerry Healy écrit :

"Comme l'édifice capitaliste géré par Mme Bandaranaike commençait à brûler, il était tout naturel que ces enfants d'aristocrates : les Goonewardene, les de Silva, les Perera, viennent, à leur manière, à la rescousse de Mme Bandaranaike et de sa classe (10)."

C'est un peu court ! L'essentiel est ailleurs ; ces militants nationalistes révolutionnaires se sont lancés aussitôt dans la construction d'un parti : 30 militants en 1936, 700 en 1937, environ 3 000 en 1940. Ils ont également combattu pour la création de syndicats ouvriers et ont organisé d'importantes grèves ouvrières. Ils peuvent compter aussi des succès électoraux : deux députés sont élus au Conseil d'Etat en mars 1936 (11). Rappelons qu'à la même époque (1939), des trotskystes sont élus en Indochine, comme Ta Thu Thau et Tran van Thach. Les masses des

pays coloniaux se tournent vers les organisations radicales (trotskystes, LSSP, etc.), y compris sur le terrain électoral.

C'est ce que souligne Léon Trotsky dans une "*Lettre ouverte aux travailleurs de l'Inde*" :

"La lutte pour l'indépendance nationale, pour une république indépendante est indissolublement liée à la révolution agraire, à la nationalisation des banques et trusts, avec nombre d'autres mesures économiques visant à élever le niveau de vie du pays et à rendre les masses laborieuses maîtresses de leur destinée. Seul le prolétariat allié à la paysannerie est capable d'accomplir ces tâches (12)."

Soixante ans après, ce texte est toujours d'actualité.

LE CONFLIT AVEC LE STALINISME

Le succès électoral du LSSP n'est pas pour autant le signe d'une dégénérescence électoraliste ; d'ailleurs, les élus sont particulièrement actifs au Parlement, défendant en toute occasion les revendications et le programme du parti. Si le programme de 1935 était incontestablement flou à l'origine, il va s'affiner en 1936 avec des mots d'ordre plus nets, comme la nationalisation du pétrole, la journée de 8 heures, l'indépendance nationale, puis lors de la seconde conférence du parti en 1937 :

"Un des points forts du premier LSSP était son orientation vers les Tamouls, le cœur du prolétariat cinghalais (13)."

Le LSSP défendait des droits démocratiques des minorités nationales, opprimées et exploitées, ce qui est à porter au crédit du jeune parti et qui va être une de ses caractéristiques pour de longues années.

Le paysage politique insulaire crée les conditions du développement du LSSP : une social-démocratie débile, intimement

(9) K. Jayawardene, *art. cit.*, p. 63.

(10) *Inf. int.*, p. 18.

(11) Ch. W. Ervin, *art. cit.*, p. 25.

(12) Léon Trotsky, "*Lettre ouverte aux travailleurs de l'Inde*" (1939), *Œuvres*, tome 21, pp. 304-312.

(13) Ch. W. Ervin, *art. cit.*, p. 26.

liée au colonialisme anglais, une fascination des jeunes générations pour la révolution russe victorieuse et une sourde inquiétude concernant les zigzags de la III^e Internationale (échec de la révolution chinoise, ultragauchisme de la "troisième période", etc.), une absence de mouvement national bourgeois revendicatif et significatif comme l'était le Congrès de Gandhi dans l'Inde voisine, par exemple.

C'est un parti encore vague politiquement et organisationnellement.

La montée vers la guerre mondiale va exacerber les tensions. La politique stalinienne, subordonnant les mouvements des peuples coloniaux à la diplomatie de la bureaucratie du Kremlin (Fronts populaires en 1935-1938, pacte avec Hitler en 1939, etc.), est discutée au sein du LSSP. Nombre de ses dirigeants reprennent les positions trotskystes, y compris la théorie de la révolution permanente, question brûlante pour des militants anti-impérialistes. On appelle ce groupe "*le groupe T*". En conséquence de cela, en 1940, le LSSP affirme sa méfiance envers la III^e Internationale et expulse la minorité stalinienne (14).

Le texte de 1940 affirme nettement et correctement un certain nombre de principes : le refus de la théorie, qualifiée de "*non marxiste*", du "*socialisme dans un seul pays*", la critique des Fronts populaires, le refus de la subordination de l'Internationale à la diplomatie du Kremlin et, surtout, la condamnation de la III^e Internationale comme étant une organisation traîtresse.

Mais on peut noter, également, d'autres absences : le rôle du Kremlin dans la montée au pouvoir d'Hitler, son rôle contre-révolutionnaire dans la guerre d'Espagne, les procès de Moscou et la liquidation des vieux-bolcheviks ; et surtout, une absence totale de référence tant à la IV^e Internationale, proclamée en 1938, qu'à la nécessité d'une nouvelle Internationale. Comme si la trahison du Komintern établie par le LSSP en 1940 n'avait des conséquences qu'au Sri Lanka...

Cela étant, cette ferme déclaration est un indéniable pas en avant : le LSSP rompt sans ambiguïté avec le stalinisme et devient ce qu'on pourrait appeler un parti ouvrier indépendant. Il y a une incontes-

table maturation politique, mais la direction ne fait pas bénéficier l'ensemble du parti de son expérience. L'expulsion des staliniens est "*un fait accompli*" (15) organisé par la majorité de la direction, sans que cela influe notablement sur la vie interne du parti, les adhérents étant largement laissés en dehors de cette discussion.

Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale voit — avant même l'offensive du militarisme japonais de la fin 1941 — une attitude internationaliste conséquente des dirigeants du LSSP : les deux députés votent contre les crédits de guerre en 1939. Une série de grèves, soutenues par le LSSP, éclatent. Les rassemblements du parti sont violemment dispersés par la police.

Les dirigeants, députés compris, sont arrêtés successivement : en mars 1942, le LSSP est interdit par le gouvernement britannique.

C'est une conférence clandestine tenue en avril 1941 qui proclame sa solidarité politique avec la IV^e Internationale et se réclame du centralisme démocratique. Il a été dit que c'était contre la volonté profonde de la direction du parti, "*obligée*" de faire ce choix (16) ; comme si un parti hésitait entre deux modes organisationnels, tel un pécheur impénitent hésitant entre deux péchés véniels (nous ne mentionnerons ici aucun péché mortel...). En tout état de cause, le LSSP a choisi le centralisme démocratique. La transformation du LSSP s'est achevée, mais dans les conditions de clandestinité, il s'agira d'une transformation seulement formelle, uniquement décidée au sommet ; une nouvelle fois, cette décision n'est pas celle de l'ensemble du parti.

Le combat révolutionnaire du LSSP ne s'arrête pas après la déclaration de guerre et prend des formes qui vont nourrir (à bon droit !) l'épopée de l'organisation internationale, telle la spectaculaire éva-

(14) *Ibidem*. Voir aussi M. Fernando (ex-dirigeant de la minorité du LSSP), "*An account of the LSSP, 1939-1960*", *RH*, pp. 71 à 83 ; traduction française : "*Le LSSP de 1939 à 1960*", *CLT*, n° 61, pp. 83 à 97. Le texte condamnant la III^e Internationale est publié dans *RH*, pp. 59 à 67, et le même numéro des *CLT*, pp. 105 à 115.

(15) Ch. W. Ervin, *art. cit.*, p. 26 ; l'expression "*fait accompli*" est en français dans le texte.

(16) "*Faced with these objective conditions, the LSSP was forced to change*", *ibidem*.

sion des dirigeants emprisonnés qui fuient avec leur gardien gagné par eux au parti ! Certains dirigeants partent en Inde et contribuent à la formation, puis à la direction du parti trotskyste pan-indien ("All India party").

Deux explications s'opposent concernant la création du Bolshevik Leninist Party of India (BLPI), section de la IV^e Internationale : soit il s'agirait uniquement de l'œuvre des "samasamajistes", soit ces derniers auraient utilisé la création du parti indien pour leurs propres besoins. Cette dernière thèse est affirmée par un ancien dirigeant du LSSP (17). Comme toujours, la réalité est à la fois plus simple et plus nuancée : le LSSP estime à cette époque que l'indépendance du Sri Lanka nécessitait une défaite de l'impérialisme britannique au moins dans le sub-continent indien et qu'il fallait une structure politique ad hoc, qui devait être celle d'un rassemblement des militants de la IV^e Internationale. Il n'est pas question ici d'établir le difficile bilan des activités trotskystes en Inde, même si ce bilan, une fois dressé, serait un terrible acte d'accusation contre la direction internationale d'après le II^e Congrès mondial. Le parti unifié écrit dans son programme :

"La révolution à Ceylan dépend et, en fait, est partie intégrante de la révolution indienne (18)."

LA RÉVOLUTION INDIENNE

C'est à ce moment qu'éclate aux Indes la révolte connue sous le nom de "lutte d'août" 1942. Le Congrès, le parti de Gandhi, lance le mot d'ordre "Quit India" et, contre la répression préventive de l'impérialisme arrêtant tous les chefs nationalistes, des millions d'ouvriers, de paysans et de chômeurs entrent en lutte par de violentes manifestations qui menacent le pouvoir colonial britannique et sont, en conséquence, écrasées par lui de toutes les manières, aviation comprise. L'impréparation politique est nette, aggravée par le sabotage des staliniens qui explique en grande partie cet échec (19).

Les députés du LSSP évadés, N. M. Perera et Ph. Gunewardena, sont arrêtés à nouveau par la police en 1944, déchus de leur mandat (pour absences répétées au Parlement !) et passent en procès ; ils transforment leur procès en tribune anti-impérialiste. Les dirigeants du LSSP mènent leurs activités militantes au compte de la IV^e Internationale reconnues comme telles (le *Times* de Ceylan estime que l'île s'est spécialisée dans "l'exportation de bolcheviks") et toutes dûment sanctionnées par l'impérialisme. Ces militants, ce parti se sont dirigés vers la IV^e Internationale ; maintenant, c'est la responsabilité de la direction de l'Internationale qui est engagée : comment va-t-elle réagir ?

La colère des masses indiennes réprimées après l'échec de la "lutte d'août" renaît, bien multipliée, en 1945, à la fois à cause de la défaite des militaristes japonais et de la répression violente menée par l'impérialisme britannique en crise. Cette poussée s'inscrit dans la vague révolutionnaire d'après-guerre, qui verra, par exemple, l'effondrement des "nationalistes" du Kouo-min-tang et la victoire du PC chinois en 1949, aboutissant à la création d'un Etat ouvrier déformé.

L'impérialisme britannique, avec le cynisme qu'on lui connaît, mais surtout avec la complexité directe des travaillistes anglais au pouvoir depuis 1945, celle de la bureaucratie du Kremlin et celle des dirigeants bourgeois du Congrès et de la Ligue musulmane, va organiser une "indépendance" qui se caractérise par la création ex nihilo de conflits communalistes. On va compter des dizaines de milliers de morts. Si, actuellement, les dirigeants du Pakistan et de l'Union indienne menacent les peuples de frappes nucléaires, dans la malédiction, il ne faut pas oublier les acteurs, tous les acteurs de "l'indépendance" de 1947. Cette rivalité va aussi aboutir à la création d'Etats séparés et divisés. Et la dernière conséquence de cette fausse indépendance est d'empêcher la naissance d'une puissance économique qui pourrait

(17) Lettre d'Ed. Samarakkody citée dans *RH*, p. 240, et *CLT*, n° 61, p. 32.

(18) Ch. W. Ervin, *art. cit.*, p. 27.

(19) François Forgeue, "Inde : les plans du FMI se heurtent à la résistance des masses", *La Vérité*, n° 614, pp. 42 à 46.

ne pas être dépendante de la Grande-Bretagne. "*Divides ut imperes*" est un principe de base de l'impérialisme.

Il s'agit d'un véritable charcutage de l'ancienne colonie sur des bases communales, avec des monstruosité géographiques comme un pays, le Pakistan, coupé en deux parties éloignées l'une de l'autre par l'Union indienne et près de 2 000 kilomètres, l'Union indienne elle-même, flanquée à l'est de la Birmanie et au sud de Ceylan, et, enfin, menacée sur ses frontières nord (20).

L'indépendance de Ceylan est qualifiée par les dirigeants de la section sri-lankaise de création d'un "Ulster asiatique", ce qui est une assez bonne définition. Comme l'écrit le dirigeant du LSSP, C. de Silva :

"Notre nation enchaînée a un nouveau gardien recruté sur place (21)."

Cette indépendance passe par l'établissement d'un accord de défense entre les deux pays, permettant à chacun d'intervenir sur le territoire de l'autre. On imagine assez mal les troupes sri-lankaises débarquer à Portsmouth, puis patrouiller dans Londres ! En plus, la Grande-Bretagne contrôle deux bases aéronavales sur l'île... Pour que tout soit clair, l'anglais est la langue officielle et le chef de l'Etat est la reine d'Angleterre, et le restera jusque dans les années 1970 !

Au moment de l'indépendance, deux organisations ayant une réelle implantation dans la classe ouvrière se réclament de la IV^e Internationale au Sri Lanka depuis 1944 : l'une, qui a scissionné du BLPI pour se tourner exclusivement vers l'île, a repris le nom de LSSP (avec N. M. Perera et Ph. Gunawardena) et, en même temps, continue les faiblesses politiques du LSSP d'avant 1941. L'autre est section de la IV^e Internationale, avec Leslie Goonewardene, Colin de Silva, Edmund Samarakody, Bala Tampoe.

Les premiers se satisfont de cette "indépendance incomplète" et s'abstiennent au Parlement lors du vote sur cette question ; les seconds parlent de "*fausse indépendance*" et votent contre. Le SI soutient les seconds, mais regrette que l'unité ne soit pas possible.

Cette situation voit une sidérante déclaration du Secrétariat international, publiée dans *Quatrième Internationale* de janvier

1948 (22), et qu'il faut citer largement. Elle est intitulée "*La victoire électorale des trotskystes et le projet d'indépendance à Ceylan.*" Elle commence ainsi : "*La victoire électorale des trotskystes à Ceylan causa une grande joie aux militants de la IV^e Internationale dans le monde*" et elle met sur le même plan la section sri-lankaise et l'organisation "dissidente". Cette victoire consiste dans l'élection (pour les deux organisations cumulées) de 15 députés. Au moment où la question pour les masses est l'indépendance, réelle ou non, du pays, le SI entame sa déclaration par un communiqué, à usage interne, de victoire électorale (par ailleurs, fort relative...). La déclaration explique cette victoire par les "*profondes racines*" des trotskystes dans les masses et par la possibilité pour les peuples opprimés de se regrouper au sein d'un parti révolutionnaire ; explications exactes, mais suivies d'une troisième raison nettement plus discutable :

"Il est possible, au moins, dans les pays coloniaux, de contourner l'obstacle du stalinisme et de la social-démocratie traîtres."

Surtout, commentant les deux attitudes (celle de la section officielle votant au Parlement contre la fausse indépendance et celle de la section "dissidente" s'abstenant), le SI condamne très sévèrement et très justement l'abstention des députés "dissidents" comme contraire au combat intransigeant de la IV^e Internationale pour l'indépendance totale des peuples coloniaux. Le SI "*dégage toute responsabilité pour cette position*". Cette nette déclaration indique que le SI en 1948 n'est pas — pas encore ! — un centre liquidateur, mais elle est en totale contradiction avec le début de la même déclaration : comment se féliciter de l'élection de députés qui tournent le dos au "*combat intransigeant*" et comment dialoguer avec eux ("*La parole est aux dissidents*", conclut l'article) ? Le SI, par cette déclaration, a nourri la confusion, pas encore la liquidation, seulement la confusion.

(20) *Ibidem*, pp. 46-47.

(21) *QI*, janvier 1948, C. de Silva : "*L'indépendance de Ceylan*", p. 54.

(22) *Ibidem*, pp. 54-55.

Paradoxalement, c'est à Ceylan, alors qu'existe une réelle organisation trotskyste, que le passage à l'indépendance, même formelle, va se dérouler le plus calmement et sans grande menace pour l'impérialisme ; en juin 1950, l'unité entre les forces se réclamant du trotskysme va se réaliser, une fois de plus, sans discussion approfondie et sans la participation de Ph. Gunawardena (23).

L'unique parti bourgeois dominant à Ceylan était — jusqu'en 1956 — l'United National Party, formé d'une coalition d'éléments bourgeois de droite, parti typiquement comprador et corrompu, vivant des miettes de l'impérialisme britannique. De ses rangs provient la scission du Sri Lanka Freedom Party de S. Bandaranaike en 1951, un parti bourgeois "national" qui vise par un langage populiste à préserver l'ordre bourgeois en en modifiant certaines formes et certaines formes seulement, notamment celles liées à l'existence même de la bourgeoisie indigène. C'est une scission au sein de la bourgeoisie locale qui est une tendance relativement courante dans le contexte de l'après-guerre et qui se développera ensuite (24).

LES ORIGINES INTERNATIONALES DE LA DÉGÉNÉRESCENCE

Le III^e Congrès mondial de la IV^e Internationale est celui où l'offensive liquidatrice conduite par Pablo aboutit à une crise dislocatrice. Crise d'abord marquée par la préparation de l'exclusion de la section française, dont la majorité s'oppose au cours révisionniste. Dans les thèses adoptées, il est écrit : "A Ceylan, les progrès constants de nos forces (...) ouvrent la perspective de grandes victoires prochaines", thèses contre lesquelles vota la majorité française, rappelons-le (25). Le rapport de Pablo (donc non amendable) est plus net encore :

"A Ceylan, se développe une situation qui ouvre la perspective, au cas où certaines conditions se réalisent, d'une importante victoire pour notre mouvement. Notre organisation est en pourparlers avec le PC de ce pays pour conclure

un front unique en vue des prochaines élections, qui pourraient amener la défaite du parti bourgeois gouvernemental et ouvrir la possibilité pratique de la formation d'un gouvernement de partis ouvriers (26)."

La seule perspective politique est une coalition purement électorale avec le PC, qualifié au passage de "parti ouvrier", sans précision, et donc au même titre que la section sri-lankaise.

Le X^e plénum de février 1952, qui suit le III^e Congrès mondial, va connaître une accélération du révisionnisme. Pour ce qui nous concerne ici, le rapport adopté à la majorité affirme :

"Aux camarades de Bolivie et de Ceylan, l'Internationale dit actuellement : le pouvoir est à votre portée, non pas d'ici dix ans, mais immédiatement, dans les quelques années à venir, sinon cette année même (cela plus particulièrement pour Ceylan)."

Il s'agit de gagner une majorité,

"même une majorité parlementaire, et de constituer un gouvernement ouvrier, premier pas vers une véritable prise du pouvoir à Ceylan, appuyé sur la mobilisation et l'organisation révolutionnaire des masses" (27).

Tout est à noter dans cette brève citation. L'ordre politique, d'abord : majorité parlementaire, puis gouvernement, suivi de la "véritable" (*sic*) prise du pouvoir et, enfin, à la traîne, les masses. La "véri-

(23) M. Michel, *op. cit.*, p. 124 : l'indépendance "prit à Ceylan la forme d'un transfert en douceur des compétences d'Etat". Y. R. Amarasinghe, "The samasamajists Divided", *RH*, pp. 100 à 112 ; traduction dans *CLT*, n° 61, pp. 67 à 81, sous le titre "La scission des samasamajistes" ; Ph. Gunawardena eut un rôle majeur dans les années 1960 pour la réalisation de la coalition bourgeoise SLFP-PC-LSSP et de son groupe, le MEP (voir annexe).

(24) La question nationale, notamment dans les pays opprimés par l'impérialisme, ne peut être abordée significativement, mais nous renvoyons aux articles cités ici, ainsi qu'à G. Gourdia, "Contribution sur la question nationale aujourd'hui", *La Vérité*, n° 624, pp. 35 à 53 ; sur la question internationale, voir Daniel Gluckstein, *Lutte des classes et mondialisation*, éditions SELIO, 1999, plus particulièrement les pages 264 à 275.

(25) R. Prager, *Les Congrès de la IV^e Internationale*, tome 4 (1950-1953), p. 187.

(26) *Ibidem*, p. 204.

(27) *Ibidem*, p. 344.

table" prise du pouvoir fait penser à la célèbre distinction opérée jadis par le dirigeant social-démocrate Léon Blum, en 1936, entre l'exercice du pouvoir et la prise du pouvoir ; mais Pablo, lui, était secrétaire de la IV^e Internationale. La précision des délais, enfin, n'est pas secondaire : l'année ("cette année même") pour laquelle Pablo détermine la prise du pouvoir par le LSSP est 1952, une année électorale.

Le SI a fixé explicitement comme objectif au LSSP la victoire électorale, ce qui, par ailleurs, pour un parti qui comptait une douzaine de députés sur une centaine d'élus, était totalement irréalisable. La perspective établie par le congrès du LSSP en février 1951 ("*Le LSSP luttera au cours des prochaines élections pour obtenir la majorité parlementaire*") est encouragée, soutenue, théorisée, votée par le SI (28).

Le même numéro d'août 1951 de *Quatrième Internationale*, qui édite les textes du III^e Congrès mondial, publie un court, mais édifiant article sur Ceylan. Il affirme que, par la scission de l'UNP, le parti de droite, "*se trouve assurée la défaite de ce parti aux élections générales, qui doivent avoir lieu en 1952*"; le LSSP a décidé "*d'engager la lutte aux prochaines élections générales pour la majorité sur la base d'un programme anti-impérialiste et anticapitaliste*", ce qui "*soulève la question d'un front unique entre le LSSP et le PC de Ceylan en relation avec la prochaine lutte électorale*". Et l'article se termine par ce curieux paragraphe :

"Au Parlement, le LSSP a 14 sièges. Le PC n'en a que 3. Même avec une dissidence du LSSP (au moment de l'unification des trotskystes) qui a fait un prétendu front unique avec le PC, cela ne fait que 5 sièges. Mais un front unique entre le LSSP et le PC aurait pour conséquence de stimuler la confiance des masses dans leurs propres forces (29)."

Cette époustouflante arithmétique cache à peine la volonté de dissolution du parti révolutionnaire dans une coalition bassement électorale, qui, par la présence du PC, "stimulerait" la confiance des masses. Il s'agit, en fait, de la dissolution du LSSP.

La défaite de l'UNP, pourtant "assurée" par le SI, n'eut pas lieu ! Au contrai-

re, l'UNP remporte les élections en s'appuyant sur le "boom" économique lié à la guerre de Corée et engage une série d'attaques contre les masses. Le LSSP se retrouve à un tournant majeur de son histoire, qui va s'exprimer dans son attitude politique, sa vie interne et ses relations internationales.

Mais le parti, eu égard à sa base sociale — et pas seulement —, n'abandonne pas le terrain de la lutte des classes, dirigeant de nombreuses grèves. Ensuite, eut lieu le "*hartal*" (grève générale accompagnée de manifestations et de barrages) du 12 juillet 1953, contre l'augmentation colossale du prix du riz, également dirigé par le LSSP et ses nombreux cadres ouvriers. "*Dans des régions entières, le conflit a atteint le niveau d'une rébellion*", affirme le congrès du LSSP en 1954. Il est possible que la politique du LSSP fut "empirique" et qu'il ne vit pas les possibilités qui lui étaient ouvertes (30), mais il resta fermement sur le terrain de classe et il fut le seul parti à agir ainsi.

Avant comme après le "*hartal*", une offensive prostalinienne se développe au sein du LSSP ; elle propose une alliance la plus proche possible ("*the closest possible agreement*") avec le PC ceylanais, ce qui est la copie des injonctions du SI, comme on le voit. Ainsi, le bulletin intérieur du SI publie un "rapport" d'un dirigeant à propos de la situation à Ceylan affirmant :

"Le totalitarisme stalinien n'est pas la seule manière de vaincre le capitalisme"...

... pas la seule, mais une manière quand même (31). Cette offensive liquidatrice est totalement encouragée par Pablo et une offensive de même type eut lieu dans les organisations américaine (fraction Cochran), anglaise (fraction Lawrence) ou dans l'organisation française du SI (fraction Mestre) (32).

(28) Jean-Jacques Marie, "*Les quinze premières années de la IV^e Internationale*", *La Vérité*, n° 583, pp. 125 à 255, ici p. 211.

(29) *QI*, août 1951, p. 59.

(30) Ed. Samarakkody, *art. cit.*, p. 7. Voir aussi *RH*, pp. 145 à 152.

(31) *Ibidem*, p. 9. Bulletin intérieur du SI, octobre 1952, p. 29 (carton SI-CEI 1947-1952, CERMTRI).

(32) Voir *La Vérité*, du 28 novembre 1953, confirmée par la lettre du 23 décembre 1954 aux sections du CI :

La direction pabliste internationale, après avoir pactisé avec les "dissidents" du LSSP en 1948, sous le prétexte d'une majorité parlementaire par l'alliance avec le PC, organise une opposition liquidatrice pro-PC en 1951-1953. Cette montée en puissance de l'offensive pabliste est l'indication de la transformation de la quantité en qualité, d'un SI affirmant la IV^e Internationale à un SI la liquidant.

La direction du LSSP, après avoir réduit cette fraction, refuse de se tourner vers une opposition internationale de principe et va peu à peu organiser sa propre liquidation par un phénomène classique de carcinogénèse, la contagion à partir d'une première cellule, malade, de l'organisme se répandant d'autant plus vite que tout dépendait de la résistance de cette première cellule, en l'espèce la direction du parti. C'est à cette époque que la discussion sur la nature du SLFP est entamée et faussée par la direction du LSSP.

« Dans un numéro datant du début 1953 de la revue hebdomadaire en langue anglaise Sama samajist, il qualifiait le SLFP de "parti centriste", qui, bien que soutenant le capitalisme, devait être soutenu par le LSSP dans plusieurs de ses propositions (33). »

La caractérisation de classe de ce parti avait été "oubliée" dans *Quatrième Internationale* en août 1951 :

"Un parti du centre s'intitulant Sri Lanka Freedom Party, avec un programme très moyennement réformiste et libéral et de composition et de clientèle principalement petite-bourgeoise (34)."

Mais un programme réformiste, même très moyennement, c'est le programme d'un parti ouvrier ! Nous reviendrons plus loin sur ce sujet.

Aux élections suivantes de 1956, l'UNP, épuisé, perd le pouvoir au profit de son "alternative bourgeoise", le SLFP. Mais on n'a pas pu promettre pendant des années au LSSP une victoire électorale sans que celui-ci n'y prisse goût. C'est un véritable "pacte de non-agression" qui s'était établi officiellement entre le SLFP et le LSSP, avec la bénédiction du SI, puisque le LSSP "n'avait présenté de candidats que dans 21 circonscriptions", laissant les autres au SLFP (35), ce qui,

pour un parti aux habitudes électoralistes solides, est une forme de liquidation (il en avait présenté 41 en 1952). C'est un bloc avec la bourgeoisie nationale, bloc politique de fond, puisqu'il vise le pouvoir, et dans lequel le parti ouvrier — ici, une section de la IV^e Internationale, qui plus est — s'intègre. En 1991, lors du congrès mondial du SU, Jaber, dirigeant dudit SU, estime que cette orientation est parfaitement justifiée :

"L'intervention politique personnelle de Michel Pablo était à l'origine de la constitution de la tendance pro-stalinienne dirigée par W. Silva dans le LSSP" (carton CI, CERMTRI) et démentie par le bulletin intérieur du LSSP d'avril 1954 ; le scissionniste W. Silva s'est réuni avec Pablo en marge du III^e Congrès mondial. Le n^o 47 (décembre 1987) des *Cahiers du CERMTRI*, publiant des "Documents de 1953 sur la scission dans la IV^e Internationale", donne quelques indications : la résolution internationale du 29 mai 1953 de la direction de la section française note : « La section de Ceylan est en voie de désagrégation. Une fraction ouvertement pro-stalinienne, d'abord soutenue en sous-main par Pablo, puis critiquée modérément par lui, entraîne derrière elle les meilleurs cadres ouvriers du LSSP ; la résistance de la direction, blâmée par le SI pour son "sectarisme", est faible et non principielle » (p. 7) ; la lettre du Comité international à toutes les sections du 8 décembre 1953 mentionne le journal pabliste français, qui "se garde bien de dire un seul mot de la scission provoquée au sein du parti trotskyste de Ceylan par la minorité stalinienne ; ainsi, les membres d'une section de l'Internationale dénoncent publiquement le trotskysme, passent à l'ennemi stalinien et Pablo n'a rien à dire" (p. 63) ; le comité exécutif international pabliste, dans sa réponse au CI, rejette l'accusation politique du CI, qui "reproche au SI de ne pas avoir ordonné l'exclusion immédiate de la minorité de notre section cinghalaise au moment où elle comptait 45 % des effectifs du parti" (p. 72). La situation de la section ceylanaise faisait bien partie de la discussion internationale.

(33) *Inf. int.*, p. 6.

(34) *QI*, "Ceylan, crise parlementaire", août 1951, p. 59. On peut rapprocher cette curieuse définition de "parti du centre" de la caractérisation du SFLP par les dirigeants du LSSP comme "parti centriste" (hésitant entre la réforme et la révolution, pour utiliser le langage marxiste). *Inf. int.*, p. 7 ; le qualificatif de "parti centriste de Bandaranaike" apparaît au moins une fois dans *QI*, dans un appel solennel "à toute l'avant-garde marxiste prolétarienne internationale, et plus particulièrement aux sections de l'Internationale", intitulé "Aux côtés de la révolution ceylanaise" (*QI*, janvier 1960, p. 6). Les caractérisations du SLFP ont sans cesse varié : en 1952, tant le SI que le dirigeant Colvin R. de Silva le qualifient de parti bourgeois (bulletin intérieur du SI, octobre 1952, p. 18 et p. 34) ; en 1964, résolution majoritaire "The SLFP is not a capitalist party", *RH*, p. 206, etc.

(35) *QI*, "Ceylan, victoire électorale du LSSP", juin 1956, p. 92, et "Ceylan, vers les élections générales", mars 1956, p. 70. En 1952, le LSSP avait cherché et obtenu "un accord très limité de non-concurrence avec le SLFP" (bulletin intérieur du SI, octobre 1952,

"L'accord pour ne pas se présenter contre la coalition aux élections (coalition front-populiste comprenant le PC, le SLFP et le LSSP en 1990 — J.-M. S.), semblable à celui qui s'est fait en 1956 entre le LSSP, alors section de la IV^e Internationale, et le SLFP, peut parfaitement être acceptable comme choix tactique (36)."

UN TOURNANT POLITIQUE DÉCISIF

C'est probablement ici qu'il faut situer la matérialisation du tournant politique décisif du LSSP, tournant organisé et appuyé par les pablistes, et qu'ils considèrent toujours correct.

Le LSSP entame alors une politique de "coopération responsable" avec le gouvernement après les élections de 1956 (37).

Le SI considère que, certes, le SLFP est bien un "parti bourgeois, affectant d'être libéral. Et la coalition (est) également une coalition bourgeoise" avec "un programme plutôt radical", mais que le LSSP "ne manquera pas de placer le nouveau gouvernement devant ses responsabilités, soutenant toute mesure progressive, mais dénonçant impitoyablement toutes ses oscillations et capitulations devant la bourgeoisie et l'impérialisme" (38).

Une fois de plus, une vague de grèves parcourt le pays, dans laquelle le LSSP a un rôle actif, combattant gouvernement et patrons et affrontant la politique des staliens ; mais, en fait, ces grèves sont un élément utilisé par la direction du parti pour faire monter les enjeux électoraux. L'ordre des priorités s'est définitivement inversé : les grèves et l'action syndicale sont subordonnées à l'action parlementaire et ne sont plus un moyen d'élévation de la conscience organisée de la classe (39).

Il faut dire un mot de l'attitude internationale du LSSP.

Contrairement à ce qu'a affirmé un ancien dirigeant du LSSP, ayant rompu (à juste titre) en 1964, le parti n'a pas, dans les premières années, épargné son travail internationaliste (40).

En étant à l'initiative de la fondation du BLPI, en participant à la discussion internationale sur la caractérisation de la guerre sino-japonaise à partir de 1941 ou sur la

politique militaire prolétarienne du SWP, ces militants ont joué leur rôle. Or, dans ces trois exemples, le parti a été renvoyé dans les cordes — pour utiliser un terme de boxe — par la direction internationale :

a) la revue *Quatrième Internationale* publie les thèses du BLPI sans aucun commentaire ;

b) la discussion sur la nature de la guerre en Chine a été inexistante ;

c) quant à la politique militaire prolétarienne, elle fait partie du bilan de dix ans de l'Internationale, dont on sait qu'elle fut liquidée en quelques minutes au II^e Congrès par la direction internationale (Pablo-Mandel et le SWP).

Pis, quand une discussion s'est entamée au sein du BLPI sur l'extraordinaire contradiction entre les tâches et les forces de ce tout jeune parti, fondé au printemps 1942, regroupant quelques dizaines de militants à l'échelle d'un sous-continent dans des conditions de clandestinité jusqu'en 1947, certains membres du BLPI ont estimé que le conseil de Trotsky (donné en 1939 avec beaucoup de prudence) de travailler au sein du Congress Socialist Party devait être interprété comme une consigne d'entrée au sein de ce même parti.

La direction internationale a purement et simplement regardé ailleurs. En 1948, au II^e Congrès mondial, participent le délégué de la section sri-lankaise et celui de la section indienne ; l'indépendance nationale formelle a été proclamée. Le congrès mondial ne se prononce pas sur la question, certes épineuse, de l'entrée de la section indienne dans le Parti socialiste du Congrès ; mais, plus inquiétant, il affirme

p. 3 et *passim*). Mais, pour condamnable qu'il fut, il s'agissait d'un accord très limité, causé pour l'essentiel par la situation de crise interne et d'offensive pro-stalinienne. Alors que cette politique est revendiquée par la majorité et la minorité du parti, elle est qualifiée d'"accords limités et tacitement passés" par l'envoyé du SI (bulletin intérieur du SI, octobre 1952, p. 23). La critique est plus que modérée...

(36) Cité dans *La Vérité*, n° 608, p. 78.

(37) *Inf. int.*, pp. 7-8 ; Ed. Samarakkody, *art. cit.*, pp. 9 à 12.

(38) *QI*, "Ceylan, victoire électorale du LSSP", juin 1956, p. 92.

(39) *QI*, "Ceylan, les masses et le nouveau gouvernement", septembre 1956, p. 58 ; *La Vérité*, du 27 mars 1958 et du 22 mai 1958.

(40) Ed. Samarakkody, cité par Ch. W. Ervin dans *RH*, p. 240 ; *CLT*, n° 61, p. 32.

"la section indienne" comme si l'indépendance n'avait pas eu lieu, comme si la section sri-lankaise n'existait pas et ne s'était pas prononcée sur cette question...

Comme dans le cas d'autres sections (bolivienne, anglaise, américaine, etc.), ce ne fut qu'au moment où le pablisme s'appliqua dans toute son ampleur par la création de tendances scissionnistes pro-staliniennes que la direction du LSSP réagit. Mais une fois le danger interne passé, elle reviendra à son attitude première.

Fin 1953, se constitue le Comité international de la IV^e Internationale avec les sections française, anglaise, suisse et le soutien du SWP américain. On peut croire que le pablisme va alors vivre ses dernières heures. Il n'en sera rien, comme on le sait (41). La direction du LSSP va jouer un rôle essentiel dans cette situation. Le LSSP condamne la publication de la "Lettre ouverte aux trotskystes du monde entier" par le SWP, qui marque la rupture de la plus vieille et de la plus expérimentée organisation trotskyste avec Pablo ; de même, le LSSP estime que la tenue d'un congrès international convoqué par le Comité international serait "une catastrophe", comme l'écrit L. Goonewardene au nom du comité central du LSSP, le 26 janvier 1954, à J. P. Cannon, dirigeant du SWP ; celui-ci répond que, pour le LSSP, "l'unité formelle du mouvement est la plus importante considération", position qu'il rejette.

La direction du LSSP vote à l'unanimité le 24 avril 1954 un texte condamnant les textes pablistes, parce que menant à "une révision fondamentale des positions trotskystes sur le stalinisme, qui dénie toute justification à l'existence d'un mouvement trotskyste indépendant" (ce qui est parfaitement juste), mais il demande également le report du congrès mondial pabliste et propose une commission paritaire entre Comité international et SI pour organiser la discussion internationale (42). C'est pour le moins confus : si les textes du SI révisent le trotskysme, à quoi bon demander un report du congrès mondial, sinon à le cautionner et à rejeter le Comité international : le "congrès mondial" du SI doit avoir lieu, mais plus tard.

Dans *Quatre-vingt-treize*, Victor Hugo imagine un dialogue violent entre Robespierre, Marat et Danton, dialogue

que l'arrivée d'un quatrième protagoniste interrompt par son intrusion ; il écrit :

"Cette entrée fit un effet d'eau froide, et, comme l'arrivée d'un étranger dans une querelle de ménage, apaisa, sinon le fond, du moins la surface."

C'est exactement ce que souhaitait la direction du LSSP : donner l'apparence de l'unité dans un moment de scission, demander le silence quand tous doivent s'exprimer. Cette intervention ne pouvait qu'arranger Pablo. Celui-ci repoussa les propositions "unitaires" du LSSP, et la direction du LSSP, qui avait voté contre les textes pablistes en avril, se prononça pour ces mêmes textes, amendés, au congrès mondial du SI en 1954 (43). Il s'agissait, de part et d'autre, de manœuvres organisationnelles pour préserver un "domaine" propre : l'Internationale à Pablo, Ceylan au LSSP.

Ainsi, au V^e "Congrès mondial" pabliste (1957), le rapport de Pierre Frank sur la révolution coloniale ne cite même pas le nom de Ceylan ni celui du LSSP (44)... alors que Pablo trouvait "souhaitable" (sic) que la "perspective de la révolution ceylanaise trouve une place adéquate dans le document qui va sortir" (45) ; en conséquence de quoi, son propre rapport au 20^e plénum n'en dit pas un mot (46). Contradictions, incohérences ? Non, il y a eu Castro entre temps ! Mais avant cela, pour le SI, le LSSP est devenue "l'opposition officielle (sic) au Parlement" (47). Et quand le parti affirme, le 22 décembre 1958, pour son anniversaire :

"Le parti fut formé dans le but spécifique de parvenir à un gouvernement ouvrier et paysan et, en dépit de tous les obstacles, le parti atteindra son but",

la revue *Quatrième Internationale* commente :

(41) Voir (entre autres) le point VII : "Faut-il reproclamer la IV^e Internationale ?", dans le rapport de la Conférence mondiale de reproclamation, *La Vérité*, n° 613, pp. 21 à 99.

(42) Jean-Jacques Marie, *art. cit.*, p. 244.

(43) *Ibidem*.

(44) *QI*, numéro spécial de décembre 1957, pp. 47 à 58.

(45) *Ibidem*, p. 117.

(46) *QI*, vol. 16, n° 2, pp. 80 à 82.

(47) *QI*, 1958, n° 1, p. 78.

"Aussi comprend-on que le LSSP écrit (ce texte de congrès — J.-M. S.) avec une assurance plus grande que jamais (48)."

D'ailleurs, les articles de *Quatrième Internationale* annoncent systématiquement des "gains", des "victoires", des "succès" du LSSP (49) ; le comité exécutif international de novembre de 1958 se tient sous "la présidence d'honneur des sections ceylanaise, bolivienne et française" (50), en hommage, notamment pour le LSSP, à leur place "dans une lutte décisive". Un parti exceptionnel, aux résultats exceptionnels, qui imposent le respect et, surtout, le silence.

Notons que, régulièrement, la direction du SWP réintroduisit le LSSP comme "monsieur bons offices" entre le SI pabliste et le Comité international assurant la continuité de la IV^e Internationale, avec une proposition de commission paritaire entre SI et Comité international en 1954, que Cannon discute, proposition qui sera reprise en 1957 (51).

Si la responsabilité des membres de la direction du SI (et du SWP) est énorme, évidemment, il ne saurait être question de nier la responsabilité personnelle des dirigeants du LSSP.

Le LSSP réduisit à partir de 1948 son activité internationale à une participation-alibi aux congrès mondiaux du SI et appliqua au SLFP la "théorie" du SI d'une bourgeoisie nationale libératrice. Au fil des années, surtout à partir du moment où un compromis était parvenu avec le SI, cette participation diminua régulièrement. Le LSSP accompagnait cette neutralité d'une position d'impartialité condescendante et de l'existence d'un "département étranger" (curieux titre, au demeurant), qui envoyait des communiqués de par l'univers (52). C'est ainsi que s'est opéré ce curieux partage du monde.

Une autre légende peu fondée pour établir un bilan sérieux du LSSP est la dis-

tinction au sein de la direction du LSSP entre "droite" et "centre" (53). Non pas que cette distinction n'ait pas eu lieu ni même qu'elle ne soit pas significative, mais on lui accorde souvent une importance démesurée et cette différenciation excessive permet de diluer les responsabilités entre la "droite" (N. M. Perera, un réel opportuniste, par ailleurs, qui devint ministre de 1964 à 1975) et un "centre" peu efficace, qui aurait capitulé devant cette même droite (de Silva, "Tilak" L. Goonewardene). Tous, "droite" et "centre", appartenaient à la même organisation avant 1964 (en accord avec le SI, puis le SU) et sont restés à partir de 1964 dans la même organisation. Surtout, cette distinction sert à dégager la responsabilité du SI. Par exemple, notons que dans les multiples traits négatifs de Perera décrits par Pierre Frank (après 1964...), figure "un travail syndical systématique", qualification utilisée dans son article de juillet 1964 de *Quatrième Internationale* et reprise dans une brochure qui est un ouvrage de base du SU (54) ! Au détour répété d'une information sur Ceylan, on voit le fond de la politique des pablistes : pas de travail systématique dans les organisations de classe, notamment syndicales, il faut les laisser aux appareils.

(A suivre)

Jean-Marc Schiappa

(48) *QI*, 1958, n° 1, p. 79.

(49) Par exemple, "la victoire électorale des trotskystes et le projet d'indépendance de Ceylan", *QI*, janvier 1948, p. 54, "gains trotskystes", *QI*, décembre 1949, "victoire électorale du LSSP", *QI*, juin 1956, pp. 91-92.

(50) *QI*, février 1959, p. 86.

(51) *La Vérité*, n° 583, pp. 269 à 274.

(52) Des communiqués du LSSP étaient ainsi publiés dans *La Vérité*.

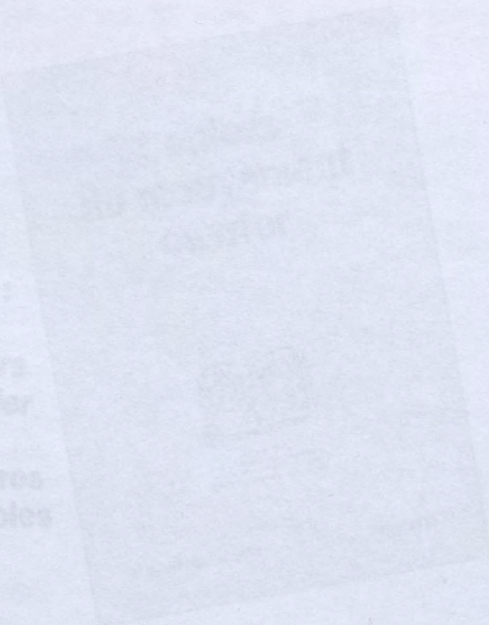
(53) (Entre autres) Pierre Frank, *art. cit.*, p. 40 ; *op. cit.*, pp. 95-96.

(54) *Ibidem*.

Vient de paraître :

• Le n° 12 des Cahiers
de mouvement ouvrier

• Les onze premiers numéros
sont toujours disponibles



Cahiers de mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix de numéro : 50 francs

Abonnement annuel (quatre numéros) : 180 francs

Nom, prénom :

Adresse :

LA VÉRITÉ

Bulletin d'abonnement

Un an, 4 numéros : 150 francs

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal :

Complément d'adresse (si nécessaire) :

Produit à l'ordre de ABIO 2 n° 07 2
La Vérité (abonnement, services abonnements)

1 rue de Valenciennes - 59000 Lille

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Directeur : Pierre Lambert

Comité de rédaction : Malcolm Bagayako, Alan Benjamin, Andreu Camps,
Robert Clément, Miguel Cristobal, Olivier Doriane, François Forgue,
Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein,
Philippe Larsimont, Joao Alfredo Luna, Jean-Jacques Marie,
Jean-Marc Schiappa, Werner Uhde.

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris



Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X